

8^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
26 – 30 septembre 2022, Budapest, Hongrie

“Renforcer la conservation des voies de migration dans un monde en mutation”

ANALYSE DES RAPPORTS NATIONAUX DE L'AEWA POUR LE TRIENNAL 2018-2020

Préparé pour le Secrétariat PNUE/AEWA par le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature des Nations Unies (UNEP-WCMC)¹

Introduction

Le format révisé des rapports sur la mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) pour la période 2018-2020 a été approuvé lors de la 15^e réunion du Comité permanent en décembre 2019 à Bristol, Royaume-Uni. Le format a été initialement approuvé lors de la 7^e Session de la Réunion des Parties et a été bâti conformément au Plan d'action de l'AEWA (Annexe 3 de l'Accord), au Plan stratégique de l'AEWA 2019-2027 et aux résolutions de la Réunion des Parties (MOP).

Conformément à l'article V(c) de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, chaque Partie prépare lors de chaque session ordinaire de la MOP un rapport national sur sa mise en œuvre de l'Accord et soumet ce rapport au Secrétariat de l'Accord. Conformément à la Résolution 7.1, la date limite de soumission des rapports nationaux à la 8^e session de la Réunion des Parties à l'AEWA (MOP8) a été fixée 180 jours avant le début de la MOP8, qui devait initialement avoir lieu du 5 au 9 octobre 2021 à Budapest, Hongrie. Par conséquent, la date limite de soumission des rapports nationaux avait été fixée au 8 avril 2021.

Les rapports nationaux de l'AEWA 2018-2020 ont été compilés et soumis via le système de rapport en ligne de la famille CMS (ORS), qui est un outil utilisé au sein de l'ensemble de la famille CMS. Cependant, l'AEWA a été le premier des traités liés à la CMS à utiliser l'ORS pour ses rapports lors de la MOP5 en 2012. L'ORS de la famille CMS a été développé en 2010-2011 par le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature des Nations Unies (PNUE-WCMC) en étroite collaboration avec et sous la direction du Secrétariat PNUE/AEWA.

Le cycle de rapport à la MOP8 a été lancé par le Secrétariat à la mi-août 2020 et les identifiants d'accès à l'ORS ont été fournis aux Parties. À la réception de chaque rapport national, le Secrétariat a procédé à une brève vérification de certaines sections et, dans certains cas, a renvoyé une demande d'informations complémentaires à fournir. Une fois soumis à nouveau, les rapports nationaux étaient considérés comme définitifs.

Seuls 12 % des rapports ont été soumis dans les délais impartis et le Secrétariat a continué d'accepter les soumissions tardives jusqu'au 3 mai 2021. Après cette date, tous les rapports soumis ont été analysés. À la date limite du 3 mai 2021, 53 des 79 rapports dus (67 %) avaient été soumis via l'ORS. Cela représente une légère baisse du taux par rapport à la MOP7 (71%).

L'analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2018-2020 a été commanditée par le Secrétariat au PNUE-WCMC, grâce aux généreuses contributions des gouvernements de la Suisse et de l'Allemagne et conformément à une matrice d'analyse détaillée élaborée par le Secrétariat. Le projet d'analyse a été examiné

¹ Le WCMC travaille en collaboration avec le PNUE sous la bannière UNEP-WCMC (UN Environment World Conservation Monitoring Centre). La représentation aux réunions et la production de résultats sont donc identifiées sous l'appellation PNUE-WCMC.

et commenté par le Secrétariat, à la suite de quoi la version finale a été produite par le PNUE-WCMC et soumise au Secrétariat fin juillet 2021.

Le Comité permanent a examiné la version finale lors de sa 18e réunion le 28 juillet 2021 et l'a approuvée pour soumission à la MOP8 sous réserve d'un examen final par le Secrétariat. Un tel examen a été effectué avant la date limite de publication des documents pour la MOP8 et la version à soumettre à la MOP8 a bénéficié de modifications mineures de la part des compilateurs.

Les chapitres III (Rétablissements) et IV (Introductions et espèces non indigènes) sont basés sur des données compilées au lieu d'examens complets sur les projets de rétablissement et sur le statut des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites conformément au paragraphe 7.4 de l'annexe 3 de l'AEWA. En outre, le chapitre III intègre des informations supplémentaires des Parties concernant l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes dans leurs pays, recueillies par le biais d'un module de rapport national distinct sur l'état des populations d'oiseaux d'eau qui a été déployé au début de la période triennale.

Les résultats de cette analyse ont également été utilisés dans la compilation du rapport d'avancement sur la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA 2019-2027 (document AEWA/MOP 8.11).

Action demandée à la Réunion des Parties

La Réunion des Parties est invitée à prendre note de l'Analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2018-2020 et à tenir compte de ses conclusions et recommandations dans le processus décisionnel.

ANALYSE DES RAPPORTS NATIONAUX DE L'AEWA POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2018-2020



Analyse des rapports nationaux de l'AEWA pour la période triennale 2018-2020

Réalisée pour le Secrétariat de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (PNUE/AEWA)

Publié Août 2021

Droit d'auteur Secrétariat PNUE/AEWA, 2021

Citation UNEP-WCMC, 2021. Analyse des rapports nationaux de l'AEWA pour la période triennale 2018-2020. UNEP-WCMC, Cambridge.

Auteurs Aude Caromel, Ellie Webber, Andrew Szopa-Comley, Sarah Rouse, Holly Mynott, Katie Hunter, Ciara Stafford, Sam Hirons, Frances Davis et Kelly Malsch

Remerciements Financement du Gouvernement de la Suisse par le biais de son Office fédéral de l'environnement (OFEV) et du Gouvernement d'Allemagne par le biais de son Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU)

Photo de couverture Macareux moine (*Fratercula arctica*). © puplpitis17 / Adobe Stock



WCMC



Le Centre mondial pour le suivi de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC) est un centre d'excellence mondial sur la biodiversité, qui fonctionne sous forme de collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'organisation caritative britannique WCMC. Nous travaillons ensemble pour aider à résoudre la crise mondiale de la nature.

Cette publication peut être reproduite à des fins pédagogiques ou non lucratives sans autorisation spéciale, sous réserve de mentionner la source. La réutilisation des figures est soumise à une autorisation des détenteurs initiaux des droits. Aucune utilisation de cette publication n'est permise à des fins de revente ou à toutes autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les demandes d'autorisation, spécifiant l'objet et la portée de la reproduction, sont à envoyer au Directeur, UNEP-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, Royaume-Uni.

Le contenu de ce rapport ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement, des organisations contributives ou des rédacteurs. Les désignations utilisées et la présentation des documents qui figurent dans ce rapport n'impliquent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part du Programmes des Nations Unies pour l'environnement ou des organisations contributives, des rédacteurs ou des éditeurs, sur le statut légal des pays, des territoires, des zones urbaines ou de leurs autorités, ou encore sur la délimitation de leurs frontières ou limites, ou la désignation de leur nom, de leurs frontières ou de leurs limites. La mention d'une entité ou d'un produit commercial dans cette publication n'implique pas sa promotion de la part du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Centre mondial pour le suivi de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC)

219 Huntingdon Road, Cambridge CB3 0DL, UK

Tel: +44 1223 277314

www.unep-wcmc.org

Le PNUE favorise les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. L'impression sur un papier issu de forêts gérées durablement est encouragée.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	i
INTRODUCTION	1
I. CONSERVATION DES ESPÈCES	6
Mesures juridiques	6
Plans d’actions et de gestion des espèces	20
Mesures d’urgence	29
Oiseaux marins.....	32
II. RÉTABLISSEMENTS	40
Projets de rétablissement élaborés et mis en œuvre	46
III. INTRODUCTIONS ET ESPÈCES NON INDIGÈNES	49
Mise à jour sur l’état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes se reproduisant dans la zone couverte par l'AEWA	54
IV. CONSERVATION DE L’HABITAT	60
Inventaires des habitats	60
Conservation des sites et des habitats	61
V. GESTION DES ACTIVITÉS HUMAINES	74
Chasse	74
Écotourisme	83
Autres activités humaines	86
VI. RECHERCHE ET SURVEILLANCE CONTINUE	110
VII. ÉDUCATION ET INFORMATION	120
Communication, éducation et sensibilisation du public.....	120
VIII. MISE EN ŒUVRE	127
IX. CHANGEMENT CLIMATIQUE	142
X. INFLUENZA AVIAIRE	144
XI. UTILISATION DES LIGNES DIRECTRICES DE CONSERVATION DE L'AEWA	147
CONCLUSION	150
ANNEXES	152
Annexes A1-A13	152
Annexes – données brutes.....	152

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Cette analyse des rapports nationaux résume l'information fournie par les Parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) concernant leur mise en œuvre de l'Accord au cours de la période triennale 2018-2020. Étant donné qu'il s'agit du premier cycle de rapports du Plan stratégique 2019-2027, cette analyse sert ainsi de référence pour les prochains cycles de rapports afin d'évaluer les progrès qui seront réalisés, et de définir les priorités de la période triennale à venir pour atteindre les objectifs du Plan stratégique.

Cinquante-trois Parties contractantes ont soumis leurs rapports nationaux dans les délais prorogés (3 mai 2021), soit un taux de soumission de 67 %. D'après l'évaluation des rapports nationaux reçus, les réponses des Parties indiquent que des efforts sont en cours vis-à-vis de l'atteinte d'un certain nombre de cibles du Plan stratégique et des indicateurs s'y rapportant, mais qu'il reste encore à faire dans plusieurs domaines clés de tous cinq objectifs du Plan stratégique. Il est possible que davantage de cibles aient été pleinement ou partiellement atteintes, mais cela n'a pas pu être confirmé dans cette analyse en raison de rapports nationaux manquants ou d'informations fournies incomplètes. Les zones humides disparaissant trois fois plus vite que les forêts¹, il est urgent de déployer des efforts concertés pour conserver et restaurer les habitats en milieu humide et les oiseaux d'eau qui les peuplent.

Les Parties promeuvent et suivent activement l'intégration des priorités de l'AEWA concernant les oiseaux d'eau migrateurs aux divers processus nationaux transversaux en matière de biodiversité, tels que les stratégies et plans d'action nationaux, et l'exécution des objectifs dans le cadre d'Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ou dans d'autres cadres. Elles veillent également à éviter, atténuer et compenser les impacts négatifs de l'activité humaine sur la biodiversité. Les actions entreprises au niveau national sont justifiées par les données de surveillances des oiseaux d'eau. Des campagnes de sensibilisation et d'éducation du public sont également menées.

Les Parties ont intégré de manière plus limitée les habitats des oiseaux d'eau et les services écosystémiques connexes dans des processus décisionnels plus larges, tels que la planification relative au territoire et à l'eau. Des mesures encourageantes ont toutefois été prises afin de développer des initiatives d'écotourisme lié aux oiseaux d'eau. Les Parties ont identifié un réseau de sites d'importance nationale et internationale pour les populations d'oiseaux d'eau inscrites sur les listes de l'AEWA, et une grande partie des sites sont classés comme sites protégés. Cependant, des efforts soutenus sont nécessaires afin d'assurer une meilleure efficacité de la protection en mettant en œuvre ou en adoptant un plan de gestion pour ces sites, et afin de continuer d'identifier et de protéger le réseau de sites d'importance sur toute la voie de migration.

Les objectifs du Plan stratégique relatifs à la protection juridique des oiseaux d'eau et à la réglementation de l'utilisation durable des oiseaux d'eau inscrits sur les listes de l'AEWA constituent les principales lacunes de mise en œuvre à combler. En outre, certaines espèces d'oiseaux d'eau bénéficieraient de l'élaboration et de la mise en œuvre de Plans d'action par espèce dans un effort de conservation. Une évaluation des besoins, ressources et capacités des Parties dans la réalisation du Plan stratégique, et plus généralement de l'AEWA, est également nécessaire. Ces domaines devraient donc être considérés comme prioritaires pour les actions futures.

¹ Convention Ramsar sur les zones humides. (2018). *Perspectives mondiales des zones humides : état des zones humides à l'échelle mondiale et des services qu'elles fournissent à l'humanité*. Gland, Suisse, pp. 84.

Coopération, renforcement des capacités et mobilisation des ressources visant à aider les Parties à respecter ces engagements seront essentiels pour progresser dans la réalisation des objectifs du Plan stratégique et du but global de l'Accord, à savoir « *maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrants et leurs populations dans un état de conservation favorable tout au long de leurs voies de migration* ».

INTRODUCTION

Les rapports nationaux sont l'un des meilleurs moyens disponibles pour évaluer le stade de mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) et pour aider à guider les décisions vers les priorités stratégiques actuelles et futures. Le présent document fournit une analyse des rapports nationaux soumis par les Parties avant la huitième Réunion des Parties à l'AEWA (MOP8) dans le contexte des objectifs fixés dans le Plan stratégique 2019-2027, du Plan d'action de l'AEWA (Annexe III de l'Accord), et des décisions des MOP précédentes. Étant donné qu'il s'agit du premier cycle de rapports du Plan stratégique 2019-2027, cette analyse peut ainsi servir de référence pour les prochains cycles de rapports afin d'évaluer les progrès qui seront réalisés.

Le [Plan stratégique 2019-2027](#), adopté à la MOP7 en 2018, souligne le but global de l'Accord : maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs populations à un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration, grâce à la mise en œuvre de cinq principaux objectifs et cibles associées pour la période s'étendant de 2019 à 2027. Les objectifs se concentrent sur *la Conservation et le rétablissement des espèces, l'Utilisation durable, le Réseau de voies de migration, la Conservation de l'habitat, et le Renforcement des connaissances, des capacités et de la sensibilisation*. Des cibles correspondantes et des indicateurs mesurables ont été développés pour surveiller les progrès accomplis pour atteindre ces objectifs, et plus globalement, les progrès de la mise en œuvre du Plan stratégique. Les cibles, pour lesquelles les rapports nationaux fournissent un moyen de vérification, sont soulignées dans tout le document. Une vue d'ensemble de la mise en œuvre de l'AEWA dans la région Afrique en particulier est également disponible dans l'Analyse des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique (PoAA) 2019-2020. Il s'agit d'un document distinct soumis à la MOP8 qui résume les réponses des Parties africaines concernant la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique 2019-2027, ce dernier présentant les directives opérationnelles à suivre pour aider les Parties africaines à atteindre les objectifs du Plan stratégique.

La présente analyse suit la structure générale des rapports nationaux, à l'exception des questions sur l'utilisation des lignes directrices de conservation de l'AEWA qui sont traitées ensemble à la fin, et des questions sur les projets d'introduction et de rétablissement qui sont rapportées dans des chapitres séparés et augmentés (en place d'études complètes sur les projets de rétablissement et sur le statut d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites, telles que demandées au paragraphe 7.4, Annexe III de l'AEWA). En outre, la section III *Introductions et espèces non indigènes* inclut des informations supplémentaires fournies par les Parties concernant le statut des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes dans leurs pays (recueillies par le biais d'un autre module de rapportage).

Vue d'ensemble du taux de soumission

Il est demandé à chaque Partie contractante (cf. l'Article V.1(c)) de préparer et de soumettre un rapport national sur sa mise en œuvre de l'Accord pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties (MOP). Tous les rapports nationaux pour le cycle de rapportage de la MOP8 ont été soumis en utilisant le Système de rapport national en ligne de la CMS (ORS) au moyen du format révisé pour les rapports nationaux sur la mise en œuvre de l'AEWA 2018-2020, adopté lors de la 15^e réunion du Comité permanent. La date limite de soumission des rapports nationaux pour la période triennale

2018-2020 avait été fixée au 8 avril 2021, mais les rapports soumis avant le 3 mai 2021 ont été acceptés et inclus dans l'analyse.

Pour ce premier cycle, **53 rapports nationaux ont été reçus** dans le format demandé et à temps afin d'être inclus dans cette analyse, soit environ **67 % des 79 rapports** devant être remis par les Parties contractantes à l'AEWA. On constate une légère diminution de la *proportion* de Parties ayant soumis un rapport par rapport à la période triennale précédente 2015-2017, toutefois le *nombre* de Parties ayant soumis un rapport (53) reste identique (Figure 1). Tout au long de cette analyse, les pourcentages sont fournis tant à partir du nombre total de « Parties répondantes » (RP), se référant aux 53 Parties dont les rapports sont inclus dans l'analyse, qu'à partir du nombre total de « Parties contractantes » (CP), se référant aux 79 Parties qui devaient remettre leur rapport national. Il convient de noter que lorsqu'il était demandé aux Parties d'expliquer leurs réponses, si ces explications contredisent les réponses cochées, ces dernières ont été modifiées pour correspondre au texte explicatif. Ces modifications sont indiquées dans l'Annexe Excel du présent rapport contenant les réponses fournies par les Parties au questionnaire.

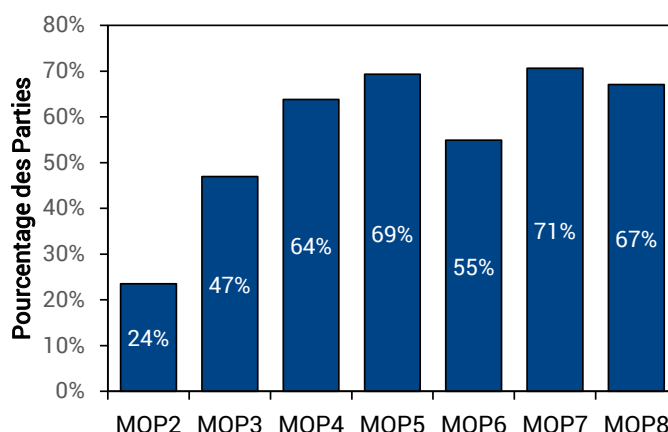


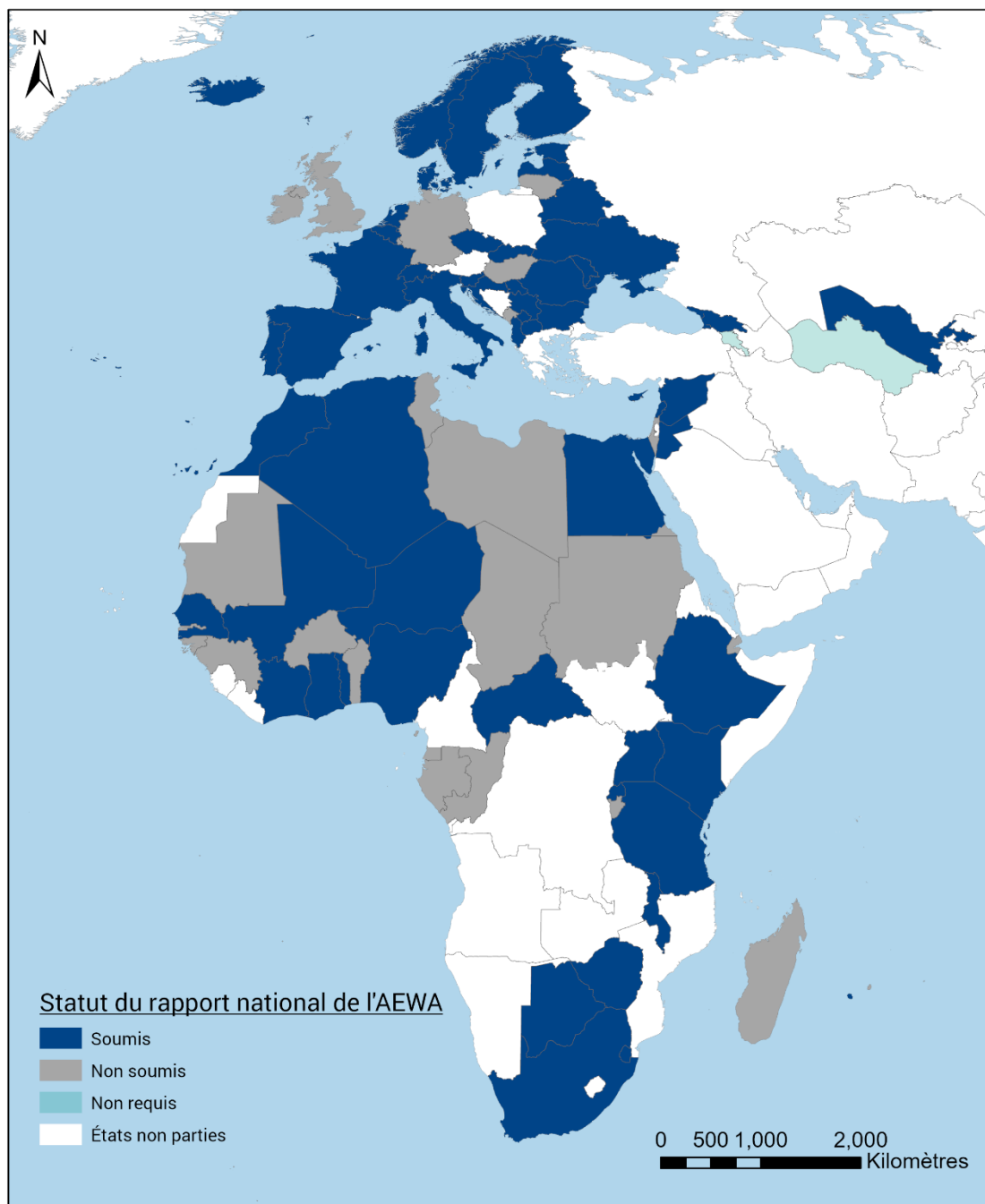
Figure 1. Taux national de soumission du rapport au cours du temps. À l'exception de la MOP2 où aucun rapport de synthèse n'a été préparé, les valeurs représentent les rapports reçus à temps pour la synthèse compilée avant chaque MOP, sur un total de rapports dus (n).

Le détail des Parties ayant remis leur rapport à temps pour l'analyse, et ceux dont les rapports n'ont pas été reçus à la date butoir, est fourni dans le tableau 1 et la figure 2.

Tableau 1. Statut de soumission des rapports nationaux à la MOP8 des Parties contractantes à l'AEWA au 3 mai 2021. Pour les Parties qui n'ont pas soumis de rapports nationaux en bonne et due forme, nombre de MOP consécutives pour lesquelles le rapport national n'a pas été remis, entre parenthèses, si >1.

	Parties contractantes africaines	Parties contractantes eurasiennes
Soumission globale des rapports nationaux des Parties contractantes à l'AEWA	<div><div><div>Rapports Nationaux soumis</div><div>Oui</div><div>Non</div></div><div><div><div>21</div><div>17</div><div>38</div></div><div><div>0</div><div>55%</div><div>Afrique</div></div></div></div>	<div><div><div>Rapports Nationaux soumis</div><div>Oui</div><div>Non</div></div><div><div><div>32</div><div>9</div><div>41</div></div><div><div>0</div><div>78%</div><div>Eurasie</div></div></div></div>
	Parties à l'AEWA ayant soumis un rapport national	Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Côte d'Ivoire, Égypte, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République unie de Tanzanie (ci-après Tanzanie), Rwanda, Sénégal, Togo et Zimbabwe

Parties à l'AEWA n'ayant pas soumis un rapport national avant le 3 mai 2021	Bénin, Burkina Faso (3), Burundi, Congo (4), Djibouti, Gabon (3), Gambie (7), Guinée (7), Guinée-Bissau, Guinée équatoriale (7), Île Maurice, Libye, Madagascar (2), Mauritanie (2), Soudan, Tchad (3), et Tunisie	Allemagne, Hongrie, Irlande (5), Israël, Lituanie (3), Luxembourg, Monaco (3), Monténégro (2) et Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après Royaume-Uni)
Parties à l'AEWA dont le rapport n'était pas requis		En raison de leur adhésion à l'AEWA juste avant la date limite : Arménie et Turkménistan En raison de l'élaboration de rapports par chacun des États Membres de l'UE : l'Union européenne



Système de coordonnées: Robinson, Central Meridian 12

Sources des données: Couches de base: Nations Unies Géospatial, 2020.

Les désignations employées et la présentation du matériel sur cette carte n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Sud-Soudan n'a pas encore été déterminée. Le statut final de la région d'Abeyi n'est pas encore déterminé.

Figure 2. État de soumission des rapports nationaux de l'AEWA à la MOP8 au 3 mai 2021.



I. CONSERVATION DES ESPÈCES

Il était posé aux Parties à l'AEWA 38 questions relatives à la conservation des espèces d'oiseaux d'eau visant à évaluer les efforts déployés pour la mise en œuvre de mesures juridiques conformément aux dispositions de l'AEWA ; le développement de Plans d'action et de gestion des espèces ; et le traitement des situations d'urgence, des projets de rétablissement et des introductions d'espèces non indigènes affectant les oiseaux d'eau. Ces deux derniers sujets seront abordés dans les chapitres suivants. En outre, les Parties disposant d'un territoire maritime ont été interrogées sur la conservation des oiseaux marins.

Les questions dans cette section permettent d'évaluer deux objectifs du Plan stratégique, concernant la transposition de toutes les mesures légales prévues par le plan d'action de l'AEWA dans la législation nationale, et la garantie que les populations prioritaires soient couvertes par des plans d'action par espèces au niveau des voies de migration. Dans les deux cas, l'objectif n'est que partiellement atteint, peu de Parties ayant adopté une protection ou une réglementation législative complète pour toutes les populations concernées présentes dans leur pays, ou interdit tous les modes de prélèvement. Très peu de populations sont totalement protégées sur toute leur aire de répartition. Le nombre de populations prioritaires ayant un plan d'action national par espèces sur toutes leurs voies de migration est également faible, bien que des Parties déclarent avoir mis en œuvre des actions sans disposer d'un plan d'action en place pour autant. Cependant, l'évaluation de la réelle couverture des populations par des protections, réglementations et plans d'action sur toutes leurs voies de migration est lacunaire en raison de rapports nationaux manquants ou d'informations fournies incomplètes.

Mesures juridiques

Q1. À la suite de la MOP7, une étude a-t-elle été entreprise dans votre pays sur la législation nationale pertinente par rapport aux dispositions de la dernière version du texte de l'Accord et de ses annexes, y compris le Tableau 1 de l'Annexe III, en tenant compte de tous les amendements adoptés par la MOP7 ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Actions 1.1 (a), 1.1 (b), 2.2 (a) et 2.2 (b))

Après la MOP7, 21 Parties (40 % des Parties répondantes (RP) ; 27 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont examiné leurs législations nationales par rapport aux dispositions du texte de l'AEWA et de ses annexes, en tenant compte de tous les amendements adoptés par la MOP7 (Actions 1.1(a) et 2.2(a) du Plan stratégique 2019-2027) (Figure 1.1). Parmi ces 21 Parties, dix (Belgique, Botswana, Danemark, Estonie, Lettonie, Kenya, Portugal, Rwanda, Slovénie, et Ouzbékistan) ont estimé que leur législation était conforme aux objectifs de l'Accord (19 % des RP ; 13 % des CP), et neuf (Biélorus, Croatie, Éthiopie, Finlande, Islande, Moldavie, Macédoine du Nord, Suisse, et Ukraine) ont estimé qu'elle ne l'était pas (17 % des RP ; 11 % des CP). Parmi ces neuf dernières Parties, quatre (Croatie, Islande, Moldavie et Suisse) ont par la suite procédé à des ajustements de leur législation (8 % des RP ; 5 % des CP).

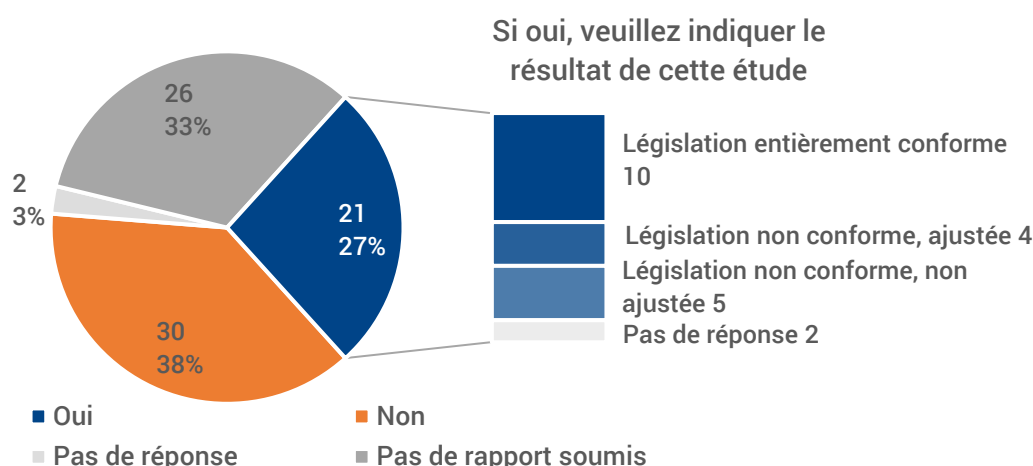


Figure 1.1. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont examiné leur législation nationale par rapport aux dispositions du texte de l'AEWA et de ses annexes, en tenant compte de tous les amendements adoptés par la MOP7 ; pour les Parties ayant effectué une étude, réponses concernant la conformité de la législation nationale au texte de l'AEWA et de ses annexes ou d'éventuels ajustements.

Trente Parties n'ont pas mené d'étude formelle de leur législation nationale (57 % des RP ; 38 % des CP). Certaines Parties ont expliqué posséder une législation nationale soit déjà totalement conforme à l'AEWA (Bulgarie, Mali, Maroc, et Serbie), soit largement conforme et les lacunes connues (République tchèque, Italie, Pays-Bas, et Norvège) ; d'autres ont notifié soit avoir élaboré une nouvelle législation conformément à l'AEWA (République centrafricaine, Côte d'Ivoire, et Ghana), soit mener ou lancer des études (Albanie, Roumanie, Afrique du Sud, Tanzanie ; Figure 1.2).

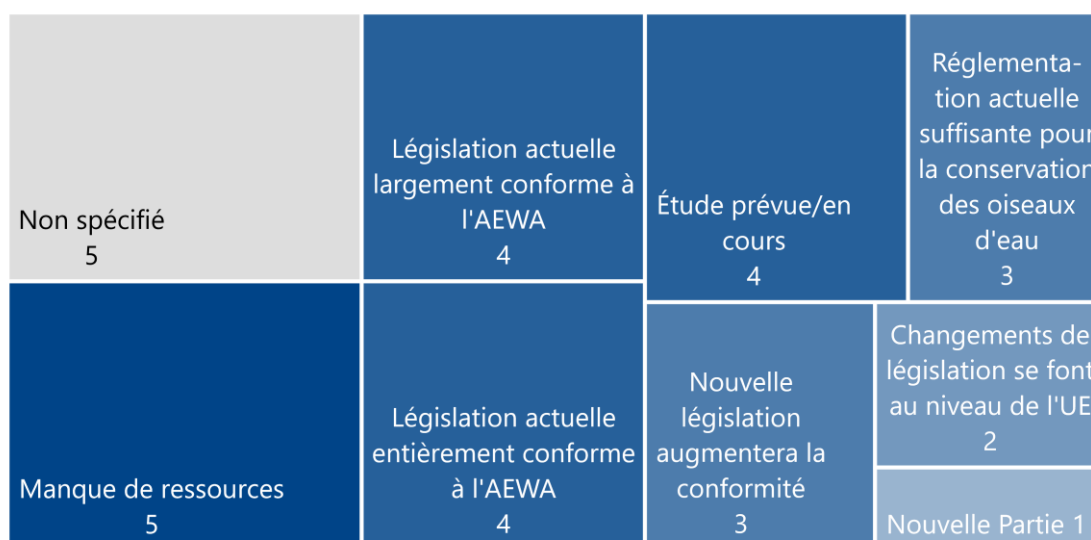


Figure 1.2. Réponses fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas mené d'étude de leur législation nationale après la MOP7. (À noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons.)

Q2. La législation nationale de votre pays a-t-elle été examinée selon les Conseils sur les mesures de la législation nationale pour différentes populations de la même espèce, notamment concernant la chasse et le commerce (Résolution 6.7) ?

Seul un nombre limité de Parties répondantes ont mené une étude de leur législation nationale selon les conseils (16 Parties ; 30 % des Parties répondantes (RP) ; 20 % de toutes les Parties contractantes (CP) ; Figure 1.3). Parmi elles, sept (Finlande, Islande, Lettonie, Moldavie, Niger,

Rwanda, et Slovaquie) ont par la suite procédé à des ajustements de leur législation nationale (13 % des RP ; 9 % des CP). Les neuf autres Parties (17 % des RP ; 11 % des CP) ont déclaré qu'après examen, leur législation nationale ne nécessitait aucun ajustement, soit parce qu'elles la jugeaient en accord avec les conseils, par exemple dans les cas où la législation de protection est d'application pour toutes les populations (6 Parties : Botswana, Croatie, Estonie, Sénégal, Slovaquie, et Suisse) ; soit parce que la chasse est limitée ou interdite lors de chevauchement géographique de différentes populations d'une même espèce (2 Parties : Belgique, et Danemark). Une Partie supplémentaire (Portugal) n'a pas fourni de raisons pour lesquelles sa législation nationale ne nécessitait aucun changement.

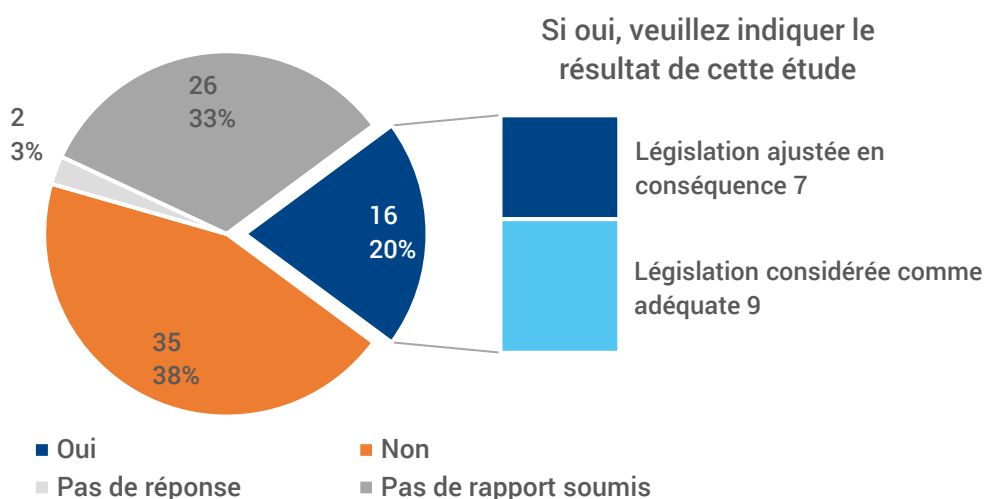


Figure 1.3. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont examiné leur législation nationale selon les Conseils sur les mesures de la législation nationale pour différentes populations de la même espèce, notamment concernant la chasse et le commerce ; pour les Parties ayant effectué une étude, réponses indiquant si la législation nécessitait des ajustements après étude.

Parmi les 35 Parties qui n'ont pas mené d'étude (66 % des RP ; 44 % des CP), certaines ont expliqué qu'une étude était en cours ou prévue (15 % des RP ; 10 % des CP ; République centrafricaine, Égypte, Géorgie, Roumanie, Afrique du Sud, Syrie, Tanzanie, et Ouzbékistan ; Figure 1.4). Les

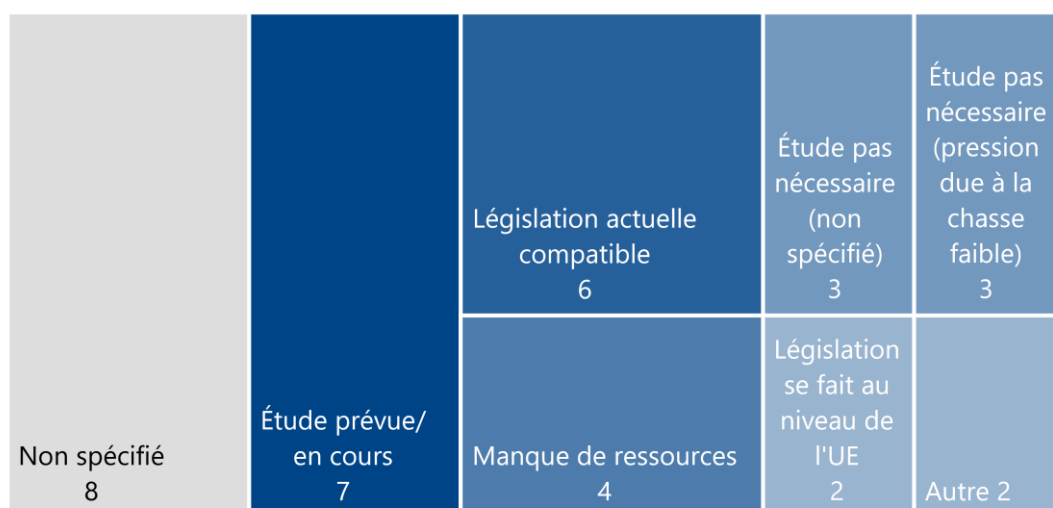


Figure 1.4. Réponses fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas examiné leur législation nationale selon les Conseils sur les mesures de la législation nationale pour différentes populations de la même espèce, notamment concernant la chasse et le commerce (Résolution 6.7). (À noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons.)

« autres » raisons s'expliquent par la récente adhésion d'une nouvelle Partie (Malawi), ou lorsqu'une Partie considère que les réglementations en vigueur sont suffisantes pour assurer la conservation des oiseaux d'eau (Ouganda).

Q3. Veuillez confirmer le statut de protection, selon la législation nationale de votre pays, de toutes les populations de l'AEWA figurant au tableau 1, colonne A, qui sont régulièrement présentes dans votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.1; Plan stratégique de l'AEWA 2019-2027, cible 1.1).

Afin d'évaluer le statut de protection dont jouissent les espèces AEWA, il était demandé aux Parties de confirmer que trois activités (prélèvement, perturbation intentionnelle, et utilisation/commerce) avaient été interdites pour toutes les populations présentes dans leur pays figurant à la Colonne A du Tableau 1². Les Tableaux Annexes A1 et A2 donnent les détails des réponses, classées respectivement par taxon et par Parties.

Des rapports ont été reçus sur 219 des 221 populations qui composent la colonne A du Tableau 1. Les rapports confirment que sept populations sont totalement protégées des trois activités par 100 % des États des aires de répartition respectifs qui sont Parties contractantes à l'AEWA :

- *Fratercula arctica* (Macareux moine) du Nord-Est du Canada, Nord du Groenland à Jan Mayen, Svalbard, Nord de la Novaya Zemlya ;
- *Fregata ariel iradalei* (Frégate ariel) de l'Océan Indien de l'Ouest ;
- *Fregata minor aldabrensis* (Frégate du Pacifique) de l'Océan Indien de l'Ouest ;
- *Gavia adamsii* (Plongeon à bec jaune) de l'Europe du Nord (hivernage) ;
- *Gavia arctica arctica* (Plongeon arctique) de Sibérie centrale/Mer Caspienne ;
- *Sarothrura ayresi* (Râle à miroir) d'Éthiopie ;
- *Somateria mollissima borealis* (Eider à duvet) de Norvège et Russie.

Lorsque les Parties qui n'ont pas soumis de rapport ont été exclues de l'analyse, 12 autres populations ont été confirmées comme totalement protégées par les Parties répondantes.

À travers tous les États des aires de répartition des Parties contractantes à l'AEWA (y compris celles qui n'ont pas fourni de réponse pour une population ni soumis de rapport), seulement 36 populations (17 %) sont totalement protégées dans plus de la moitié des États des aires répartitions concernées (Figure 1.5). Cependant, les réponses incomplètes et les rapports manquants pour une proportion importante des populations de la Colonne A empêchent de confirmer le statut exact de protection. Si l'on ne considère que les Parties qui ont soumis un rapport, y figuraient des réponses complètes pour 51 populations pour moins de 75 % des États des aires de répartition concernés (voir le Tableau Annexe A1). En outre, aucune réponse n'a été fournie concernant le statut de protection de deux populations (la population du Pluvier fluviatile *Pluvianus aegyptius* du bassin inférieur du Congo, et la population de Canard à bec rouge *Anas erythrorhynchos* de Madagascar).

² Le statut de protection des populations est présenté à travers tous les États des aires de répartition concernés, sans tenir compte des réserves existantes. Les détails de ces réserves, et la manière dont elles influencent la couverture de protection sont présentés dans les tableaux A1 et A2 de l'Annexe.

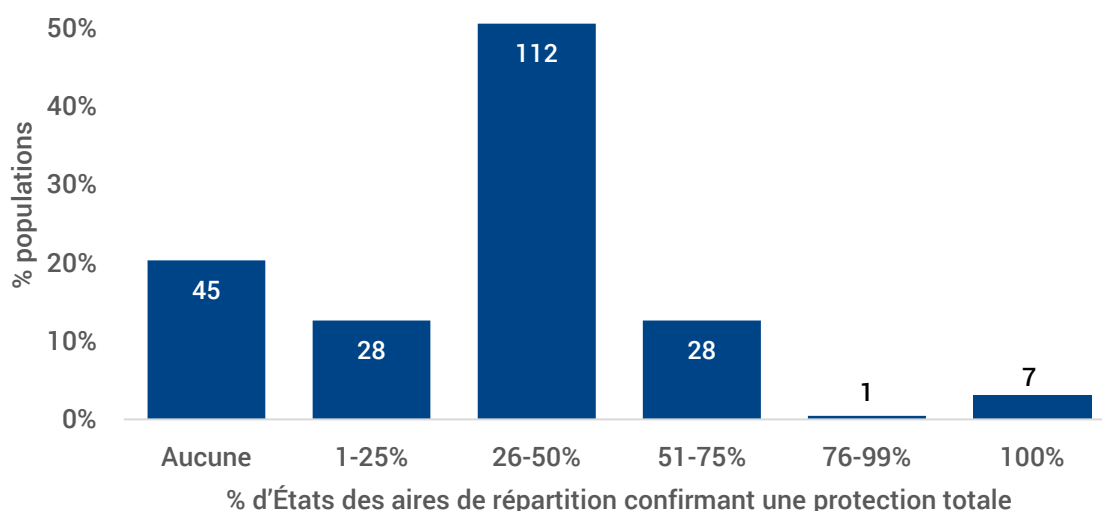


Figure 1.5. Nombre de populations figurant à la Colonne A du Tableau 1 par pourcentage d'États des aires de répartition confirmant la protection totale de la population en question. (Proportion calculée d'après le nombre de Parties déclarantes ayant confirmé que toutes les activités (prélèvement, perturbation intentionnelle, et utilisation/commerce) étaient interdites, par rapport au nombre total de Parties contractantes pertinentes appartenant aux États des aires de répartition des populations en question (y compris celles n'ayant pas répondu ou soumis de rapport).)

Douze (26 % des Parties répondantes (RP) ; 15 % de toutes les Parties contractantes (CP)) des quarante-six Parties ayant répondu à la question ont confirmé que toutes les populations présentes dans leur pays figurant à la Colonne A du Tableau 1 sont protégées, et que les trois activités étaient interdites (Tableau 1.1). Si l'on exclut les populations pour lesquelles des réserves existent, sept Parties supplémentaires assurent la protection totale et obligatoire de toutes les populations figurant à la Colonne A du Tableau 1. Douze autres Parties ont confirmé que plus de 75 % des populations présentes dans leur pays figurant à la Colonne A du Tableau 1 étaient protégées (voir Tableau Annexe A2).

Tableau 1.1. Nombre de Parties répondantes ayant adopté une législation interdisant les trois activités (prélèvement, perturbation intentionnelle, et utilisation/commerce) pour protéger toutes les espèces présentes dans leur pays figurant à la Colonne A du Tableau 1. Le pourcentage de populations totalement protégées comprend les populations pour lesquelles des réserves existent. Le symbole (†) signifie que si l'on exclut les populations pour lesquelles des réserves existent, les Parties ont totalement protégé 100 % des populations présentes dans leur pays.

Proportion des populations totalement protégées	Nb. de Parties	Parties
100%	12	Albanie, Croatie, République tchèque, Géorgie, Lettonie, Liban, Pays-Bas, Serbie, Slovénie, Espagne, Ouganda, Tanzanie
76-99%	14	Bélarus, Belgique [†] , Chypre [†] , Égypte, Éthiopie, Finlande [†] , Italie [†] , Jordanie, Malawi, Norvège [†] , Roumanie [†] , Slovaquie, Suède [†] , Suisse
51-75%	4	Bulgarie, Danemark, France, Islande
26-50%	4	Algérie, Ghana, Moldavie, Portugal
1-25%	2	Kenya, Maroc
Aucune confirmée comme totalement protégée	10	Botswana, Estonie, Niger, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Syrie, Togo, Ukraine, Ouzbékistan
Total	46	

Q4. Veuillez confirmer si la chasse est autorisée pour les populations du Tableau 1 de l'AEWA, colonne A, catégorie 2 ou 3 avec un astérisque ou catégorie 4 qui sont régulièrement présentes dans votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.1; Plan stratégique 2019- 2027 de l'AEWA, cible 1.1).

D'après les réponses fournies par les Parties, la chasse a été autorisée pour dix-huit (72 %) des vingt-cinq populations de l'AEWA figurant à la Colonne A du Tableau 1, catégorie 2 ou 3 avec un astérisque ou catégorie 4 (Tableau 1.2). Seule l'une de ses populations, l'Oie des moissons, est autorisée à la chasse conformément aux dispositions de l'Accord, dans le cadre d'un Plan d'action international de gestion adaptative des prélèvements. Seulement deux populations, toutes les deux des Eiders à duvet, ne sont pas autorisées à la chasse à travers leur aire de répartition dans les Parties à l'AEWA (Tableau 1.2). Une proportion relativement élevée des Parties n'a pas fourni de réponses pour de nombreuses populations ; par conséquent, aucun aperçu précis n'a pu être dessiné concernant le niveau de chasse autorisé à travers tous les États des aires de répartition pour une population donnée. Tous les détails des Parties dans chaque catégorie sont fournis dans le Tableau Annexe A3.

Tableau 1.2. Liste de populations d'oiseaux d'eau, leur catégorie au Tableau 1 de l'AEWA, leur catégorie sur la Liste Rouge de l'UICN, et le nombre de Parties ayant répondu si la chasse de leurs populations était autorisée ou non. Les Parties sans réponse comprennent celles qui n'ont pas précisé, et celles qui n'ont pas soumis de rapport. Entre parenthèses, le nombre de Parties possédant une réserve. [Légende : LC = Préoccupation mineure, NT = Quasi menacée ; ^ La Liste Rouge de l'UICN évalue l'espèce, mais pas la sous-espèce. Les populations pour lesquelles il est confirmé que la chasse n'est pas autorisée à travers toute leur aire de répartition sont indiquées en **gras**. Les populations autorisées à la chasse conformément aux dispositions de l'Accord (à savoir dans le cadre d'un Plan d'action international de gestion adaptative des prélèvements) sont surlignées en vert.]

Taxon	Population et Catégorie au Tableau 1 de l'AEWA	Catégorie de Liste rouge	Saison ouverte de chasse (Nb. de Parties)		Parties sans réponse
			autorisée	non autorisée	
ANATIDAE					
<i>Thalassornis leuconotus leuconotus</i> Dendrocygne à dos blanc	A2* (Afrique de l'Est et australe)	LC [^]	2	6	5
<i>Anser fabalis fabalis</i> Oie des moissons	A3c* (Europe du Nord-Est et du Nord-Ouest)	LC [^]	3 (3)	4 (3)	2 (1)
<i>Anser albifrons flavirostris</i> Oie rieuse	A2* (Groenland/ Irlande & Royaume-Uni)	LC [^]	0	3	2
<i>Somateria mollissima mollissima</i> Eider à duvet	A4 (Mer Baltique, Danemark & Pays-Bas)	NT [^]	6 (5)	7 (6)	2 (2)
<i>Somateria mollissima mollissima</i> Eider à duvet	A4 (Norvège & Russie)	NT[^]	0	1 (1)	0
<i>Somateria mollissima borealis</i> Eider à duvet	A4 (Svalbard & Franz Joseph)	NT[^]	0	2 (2)	0
PHOENICOPTERIDAE					
<i>Phoeniconaias minor</i> Flamant nain	A4 (Afrique australe (à Madagascar))	NT	0	4	2
HAEMATOPODIDAE					
<i>Haematopus ostralegus ostralegus</i> Huîtrier pie	A4 (Europe/Europe du Sud & de l'Ouest & NO Afrique)	NT [^]	2 (1)	26 (16)	16 (5)
<i>Haematopus ostralegus longipes</i> Huîtrier pie	A4 (SE Eur & O Asie/SO Asie & NE Afrique)	NT [^]	2 (1)	12 (2)	4

Taxon	Population et Catégorie au Tableau 1 de l'AEWA	Catégorie de Liste rouge	Saison ouverte de chasse (Nb. de Parties)		Parties sans réponse
			autorisée	non autorisée	
CHARADRIIDAE					
<i>Vanellus vanellus</i> Vanneau huppé	A4 (Europe/O Asie/Europe, N Afrique & SO Asie)	NT	5 (3)	27 (14)	12 (4)
SCOLOPACIDAE					
<i>Numenius arquata arquata</i> Courlis cendré	A4 (Europe, Afrique du Nord et de l'Ouest)	NT^	0	29	16
<i>Numenius arquata orientalis</i> Courlis cendré	A4 (Sibérie occidentale/SO Asie, E & S Afrique)	NT^	2	24	20
<i>Limosa lapponica lapponica</i> Barge rousse	A4 (Europe du Nord/Europe occidentale)	NT^	1 (1)	11 (9)	3 (2)
<i>Limosa lapponica taymyrensis</i> Barge rousse	A4 (Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest & du Sud-Ouest)	NT^	3 (1)	18 (13)	16 (3)
<i>Limosa lapponica taymyrensis</i> Barge rousse	A4 (Sibérie centrale/Asie du Sud & SO Asie & Afrique orientale)	NT^	2 (1)	6	4
<i>Limosa limosa islandica</i> Barge à queue noire	A4 (Islande/Europe occidentale)	NT^	0	12 (7)	3 (2)
<i>Calidris canutus canutus</i> Bécasseau maubèche	A4 (Sibérie du nord/Afrique de l'Ouest & Afrique australe)	NT^	3 (1)	19 (13)	13 (2)
<i>Calidris canutus islandica</i> Bécasseau maubèche	A4 (NE Canada & Groenland/Europe occidentale)	NT^	2 (1)	9 (7)	3 (2)
<i>Calidris ferruginea</i> Bécasseau cocorli	A4 (Sibérie centrale/SO Asie, E & S Afrique)	NT	2	17	18
<i>Calidris ferruginea</i> Bécasseau cocorli	A4 (Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest)	NT	2	25	21
<i>Gallinago media</i> Bécassine double	A4 (Scandinavie/probablement Afrique de l'Ouest)	NT	0	14	16
<i>Gallinago media</i> Bécassine double	A4 (Sibérie occidentale & NE Europe/Afrique du Sud-Est)	NT	4	28	19
GLAREOLIDAE					
<i>Glareola nordmanni</i> Glaréole à ailes noires	A4 (SE Europe & Asie de l'Ouest/Afrique australe)	NT	1	14	14
ALCIDAE					
<i>Alca torda</i> Petit Pingouin	A4 (E Amérique du Nord, Groenland, E à la mer Baltique & mer Blanche)	NT	1	6	2
<i>Alca torda islandica</i> Petit Pingouin	A4 (Islande, Féroé, Grande-Bretagne, Irlande, Helgoland, NO France)	NT^	2 (2)	8	3

Trente-cinq Parties (66 % de toutes les Parties répondantes (RP) ; 44 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré que la chasse n'était autorisée pour aucune des populations de l'AEWA présentes dans leur pays, n'étant pas protégées par une réserve, ne rentrant pas dans le plan de gestion adaptative des prélèvements, et figurant à la Colonne A du Tableau 1, catégorie 2 ou 3 avec un astérisque ou catégorie 4. Neuf Parties (16 % des RP ; 12 % des CP) ont indiqué autoriser la chasse pour au moins une population pour laquelle aucune réserve n'existe (Danemark, Éthiopie, Kenya, Maroc, Suisse, Syrie, Tanzanie, Ukraine, et Ouzbékistan).

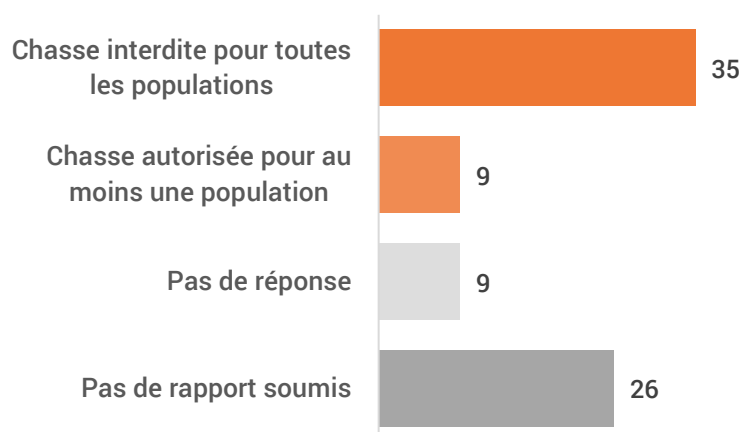


Figure 1.6. Nombre de Parties ayant répondu si la chasse était autorisée ou non, pour toute population présente dans leur pays figurant à la Colonne A du Tableau 1, catégorie 1 ou 3 avec astérisque ou catégorie 4. Les populations autorisées à la chasse sans contrevenir aux dispositions de l'Accord (la population étant protégée par une réserve ou un plan de gestion adaptive de prélèvements) sont exclues.

Q5. Veuillez confirmer si le prélèvement est réglementé pour les populations de la colonne B du Tableau 1 de l'AEWA qui sont régulièrement présentes dans votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 1.1).

Afin d'évaluer le statut réglementaire des espèces de l'AEWA, il était demandé aux Parties de confirmer que trois mesures de réglementation des prélèvements avaient été mises en œuvre (interdiction de prélèvements pendant la reproduction et le retour vers les lieux de reproduction, mise en place de limites de prélèvement, et interdiction d'utilisation/commerce en violation d'autres interdictions) pour toute population présente dans leur pays figurant à la Colonne B du Tableau 1³. Les Tableaux Annexes A4 et A5 donnent les détails des réponses, classées respectivement par taxon et par Parties.

Parmi les 154 populations figurant à la Colonne B du Tableau 1, les Parties ont confirmé avoir mis en œuvre les trois mesures de régulation pour une seule population sur l'ensemble de son aire de répartition, celle du Guillemot de Brünnich *Uria lomvia lomvia* d'Amérique du Nord, Groenland à Severnaya Zemlya (Figure 1.7). Si l'on exclut de l'analyse les réponses incomplètes et les Parties qui n'ont pas soumis de rapport, les trois mesures réglementaires ont été mises en œuvre par les Parties déclarantes pour quatre autres populations (voir le Tableau Annexe A4). Pour la grande majorité (99 % ; Figure 1.7) des populations figurant à la Colonne B, il n'a pas été confirmé que toutes les mesures étaient mises en œuvre dans tous les États des aires de répartition concernés. Ce chiffre pourrait toutefois avoir été grossi en raison des réponses manquantes ou incomplètes (pour 37 populations, moins de 75 % des États des aires de répartition concernés ont fourni une réponse complète ; voir le Tableau Annexe A5).

³ Le statut de protection des populations est présenté à travers tous les États des aires de répartition concernés des Parties contractantes à l'AEWA, sans tenir compte des réserves existantes. Les détails de ces réserves, et la manière dont elles influencent la couverture de protection sont présentés dans les tableaux A4 et A5 de l'Annexe.

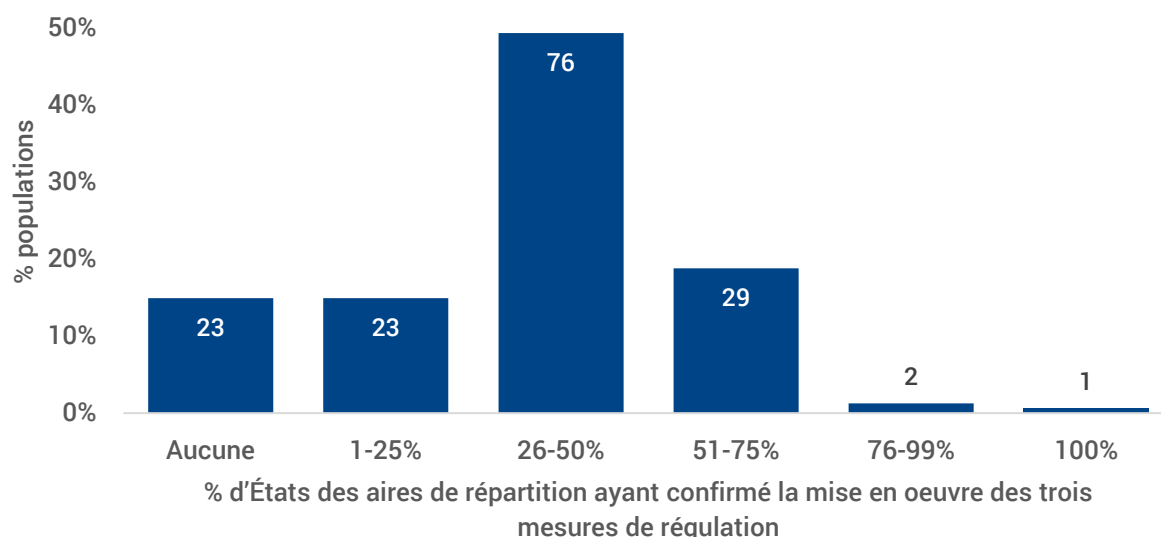


Figure 1.7. Répartition des populations de la Colonne B du Tableau 1 par pourcentage d'États des aires des répartitions ayant confirmé la mise en œuvre des trois mesures de régulation des prélèvements pour une population en question. (Proportion calculée d'après le nombre de Parties déclarantes ayant confirmé que les trois mesures de régulation des prélèvements étaient interdites, par rapport au nombre total de Parties contractantes pertinentes appartenant aux États des aires de répartition des populations en question (y compris celles n'ayant pas répondu ou pas soumis de rapport)).

Onze (24 % des Parties répondantes (RP) ; 14 % de toutes les Parties contractantes (CP)) des quarante-cinq Parties ayant répondu ont confirmé que les trois mesures de régulation des prélèvements ont été mises en œuvre pour toutes les populations concernées présentes dans leur pays figurant à la Colonne B du Tableau 1 (Tableau 1.3). Quinze autres Parties ont confirmé que plus de 75 % des populations présentes dans leur pays figurant à la Colonne B du Tableau 1 étaient protégées par les trois mesures. Une proportion importante des Parties déclarantes (27 % des RP ; 15 % des CP) n'a pas confirmé avoir mis en œuvre des mesures visant à réglementer les prélèvements pour toute population concernée (voir le Tableau Annexe A5).

Tableau 1.3. Nombre de Parties répondantes confirmant la mise en œuvre des trois mesures de régulation des prélèvements pour toutes les populations présentes dans leur pays figurant à la Colonne B du Tableau 1. Le pourcentage de populations protégées par les trois mesures de régulation des prélèvements inclut les populations pour lesquelles des réserves existent. Le nombre de Parties déclarantes ayant confirmé que 100% des populations sont protégées par les trois mesures de régulation des prélèvements reste inchangé après exclusion des populations pour lesquelles une réserve existe.

Pourcentage des populations couvertes par les trois mesures de régulation	Nb. de Parties répondantes	Parties
100%	11	Albanie, Algérie, Croatie, Chypre, Liban, Pays-Bas, Serbie, Slovaquie, Espagne, Tanzanie, Ouganda
76-99%	15	Bélarus, Belgique, Bulgarie, Danemark, Égypte, Éthiopie, Finlande, Géorgie, Italie, Malawi, Maroc, Norvège, Roumanie, Suède, Suisse
51-75%	4	France, Lettonie, Moldavie, Ukraine
26-50%	2	Botswana, Sénégal
1-25%	1	Kenya

Aucune population confirmée comme étant entièrement couverte par des mesures de régulation des prélèvements	12	République tchèque, Estonie, Ghana, Islande, Jordanie, Portugal, Rwanda, Slovaquie, Afrique du Sud, Syrie, Togo, Ouzbékistan
Total	45	

Q6. Veuillez indiquer si l'un des modes de prélèvement suivants est interdit dans votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2(b) ; Plan stratégique de l'AEWA 2019-2027, cible 1.1)

Vingt-quatre Parties ont totalement interdit les 17 modes de prélèvement non sélectifs énumérés au paragraphe 2.1.2(b) du Plan d'action de l'AEWA (45 % des Parties répondantes (RP) ; 30 % de toutes les Parties contractantes (CP) ; Figure 1.8). Six autres Parties ont totalement ou partiellement interdit tous les modes de prélèvement non sélectifs énumérés (11 % des RP ; 8 % des CP).

Cependant, plus d'un quart des Parties déclarantes (15 Parties ; 28 % des RP ; 19 des CP) soit ont indiqué autoriser au moins un mode de prélèvement non sélectifs, bien que plusieurs modes de prélèvement non sélectifs soient totalement ou partiellement interdits, soit n'ont pas confirmé avoir interdit tous les modes. Deux Parties (Côte d'Ivoire et Togo) n'ont encore interdit aucun des modes définis par le texte de l'Accord (4 % des RP ; 3 % des CP). Cependant, tous les modes sont *de facto* interdits en Côte d'Ivoire en vertu d'une interdiction totale de la chasse depuis 1974. Le Togo a quant à lui indiqué ne pas avoir interdit ces techniques de chasse, car elles sont peu répandues mais pourraient toutefois être utilisées occasionnellement. Les détails par Partie sont présentés dans la Figure Annexe A6.

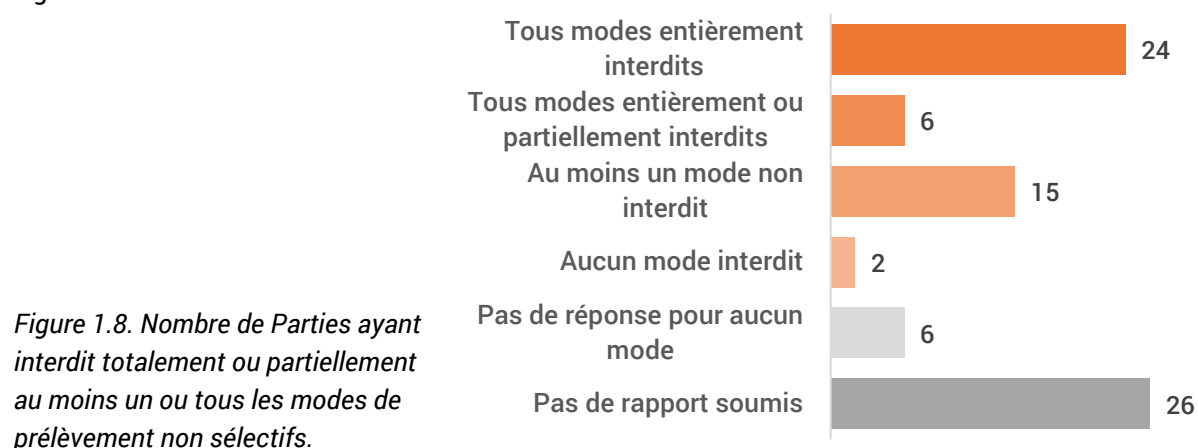


Figure 1.8. Nombre de Parties ayant interdit totalement ou partiellement au moins un ou tous les modes de prélèvement non sélectifs.

L'étendue de l'interdiction entre les Parties varie selon les modes, allant d'un maximum de 43 Parties qui ont totalement interdit l'utilisation de sources de lumière artificielle (81 % des RP ; 54 % des CP), à un minimum de 36 Parties qui ont totalement interdit l'utilisation de dispositifs de visée (comportant un convertisseur d'image ou un amplificateur d'image électronique) pour tir de nuit (68 % des RP ; 46 % des CP ; Figure 1.9). Plusieurs Parties ont indiqué que d'autres modes de prélèvement non sélectifs avaient été totalement interdits (58 % des RP ; 39 % des CP), y compris des réglementations interdisant des modes supplémentaires (tels que l'utilisation de fosses, de gaz et de fumée, le recours à la fauconnerie, la chasse à partir de véhicules à moteur, ou encore l'utilisation d'attractifs), ainsi que des réglementations globales interdisant toutes les méthodes de prélèvement non sélectives.

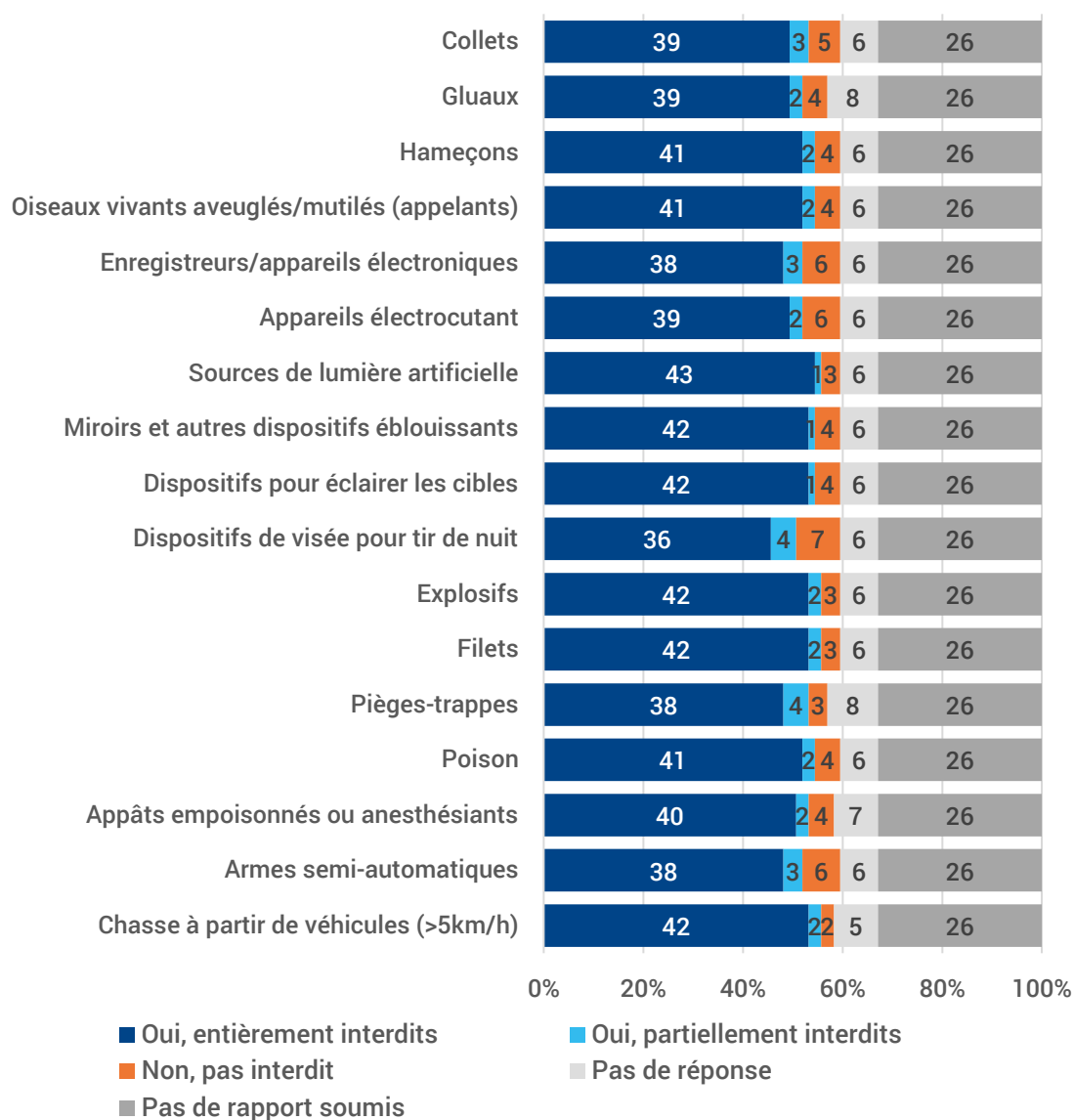


Figure 1.9. Réponses des Parties sur le statut de l'interdiction pour chacune des 17 méthodes de prélèvement non sélectives énumérées au paragraphe 2.1.2(b) du Plan d'action de l'AEWA.

Q7. Votre pays a-t-il accordé des dérogations aux interdictions citées ci-dessus pour des besoins de subsistance ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2(b) ; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 1.1)

La grande majorité des Parties (91 % des Parties répondantes (RP) ; 61 % de toutes les Parties contractantes (CP)) n'a accordé aucune dérogation pour des besoins de subsistance (Figure 1.10). Seulement deux Parties déclarantes (4 % des RP ; 3 % des CP), l'Égypte et l'Islande, ont accordé des dérogations pour l'utilisation des filets (les deux Parties) et de pièges-trappes (uniquement l'Égypte) pour la chasse traditionnelle. Aucune dérogation pour d'autres méthodes de prélèvement non sélectives n'a été accordée.

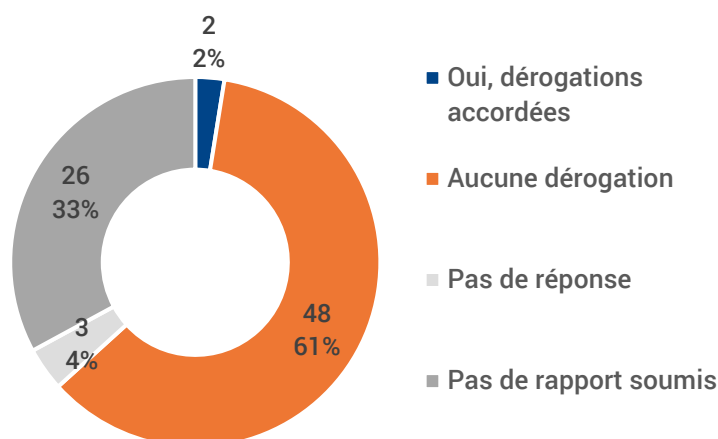


Figure 1.10. Nombre de Parties accordant des dérogations aux interdictions de méthodes de prélèvement pour des besoins de subsistance.

Q8. Des dérogations ont-elles été accordées aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.3 ; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 1.1)

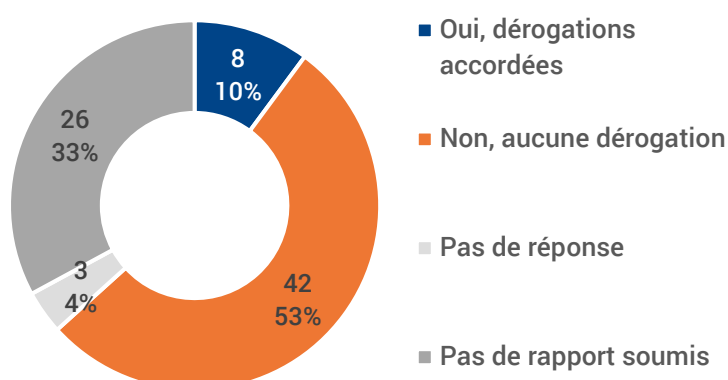


Figure 1.11. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont accordé des dérogations aux interdictions conformément aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA.

Huit Parties (15 % des Parties répondantes (RP) ; 10 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont confirmé avoir accordé des dérogations aux interdictions énumérées aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA (Figure 1.11), mais seulement cinq Parties ont fourni des informations concernant les espèces sur les dérogations accordées. Toutefois, une Partie (l'Égypte) déclare avoir accordé des dérogations pour une période antérieure. Le détail des dérogations, classées par taxon et par Parties, y compris le nombre d'œufs et d'individus concernés, est présenté dans le Tableau Annexe A7.

Au total, cinquante-sept espèces sont concernées par les dérogations accordées par les Parties. La grande majorité de ces dérogations ont été accordées à des fins de recherche, d'enseignement, de rétablissement, ainsi que pour la reproduction nécessaire à ces fins (40 espèces) (Figure 1.12). Des dérogations ont également été accordées dans l'intérêt de la sécurité aérienne, de la santé et la sécurité publique, ou tout autre intérêt public supérieur (21 espèces), et la prévention de graves dommages aux récoltes, à l'eau et aux pêcheries (16 espèces). Une seule espèce était concernée par une dérogation accordée pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, de manière sélective et dans une mesure limitée, le prélèvement et la détention ou toute autre utilisation

judicieuse de certains oiseaux en petites quantités. Une dérogation a également été accordée afin d'améliorer la propagation ou la survie des populations concernées. Outre ces cinq objectifs figurant dans le questionnaire, une Partie (la Suède) a déclaré avoir accordé des dérogations à des fins de protection de la faune et la flore (6 espèces), ainsi qu'un certain nombre de dérogations pour des espèces d'oiseaux non spécifiées (7 individus). Chez toutes les Parties déclarantes, le Grand Cormoran (*Phalacrocorax carbo*) et la Bernache nonnette (*Branta leucopsis*) sont les espèces dont le nombre d'individus touchés est le plus élevé, respectivement 23 285 individus, et 4 570 oiseaux et 954 œufs. Bien que ne concernant que 16 espèces, la dérogation relative à la prévention de graves dommages aux récoltes, à l'eau et aux pêcheries concerne le plus grand nombre d'individus (Tableau 1.4).

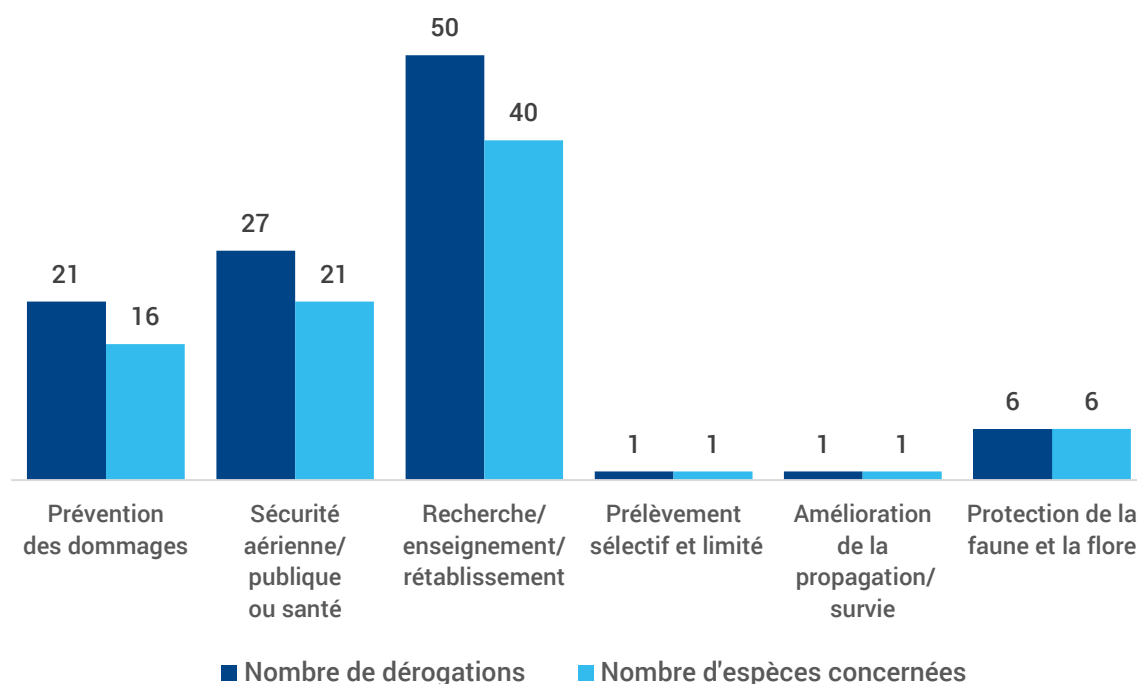


Figure 1.12. Réponses fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles ont accordé des dérogations et le nombre d'espèces concernées ; les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons. (Aux fins du présent graphique, une dérogation est définie comme une combinaison taxon/pays, plutôt que comme une autorisation de dérogation spécifique ; une Partie peut avoir accordé plusieurs dérogations pour le même taxon au cours de la période de rapport, mais elles sont comptées comme une seule dérogation.)

Tableau 1.4. Nombre d'individus, œufs et nids concernés par les dérogations accordées, classé par raison de dérogation, tel que rapporté par les Parties.

But de la dérogation	Nombre d'individus	Nombre d'œufs	Nombre de nids
Pour prévenir les dommages importants aux cultures, aux eaux et aux pêcheries	26,342	435	0
Dans l'intérêt de la sécurité aérienne, de la santé et de la sécurité publique, ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public	1,953	1,867	1,016
À des fins de recherche et d'enseignement, de rétablissement, ainsi que l'élevage nécessaire à ces fins	1,983	80	1
Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, de manière sélective et dans une mesure limitée, le prélèvement et la détention ou toute autre utilisation judicieuse de certains oiseaux en petites quantités	2	0	0

But de la dérogation	Nombre d'individus	Nombre d'œufs	Nombre de nids
Dans le but d'améliorer la propagation ou la survie des populations concernées	0	0	0
Pour la protection de la faune et de la flore	158	0	0
Buts multiples (Dans l'intérêt de la sécurité aérienne, de la santé et de la sécurité publique, ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public & À des fins de recherche et d'enseignement, de rétablissement, ainsi que l'élevage nécessaire à ces fins)	571	2,740	0
Buts multiples (diverses combinaisons, autres que celles énumérées ci-dessus)	924	68	1

Q9. Une étude de la mise en œuvre ou de la conformité avec la législation nationale pertinente pour la mise en œuvre de l'AEWA, [notamment la législation qui concerne les obligations découlant des paragraphes 2.1 et 4.1 du Plan d'action de l'AEWA], a-t-elle été entreprise dans votre pays après la MOP7 ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Actions 1.1(c) et 2.2(c))

Après la MOP7, seules sept Parties (13 % des Parties répondantes (RP) ; 9 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir réalisé une étude de la mise en œuvre ou de la conformité avec la législation nationale pertinente pour la mise en œuvre de l'AEWA (Actions 1.1(c) et 2.2(c) du Plan stratégique 2019-2027) (Figure 1.13). Parmi elles, trois Parties (Pays-Bas, Slovaquie, Suisse) ont jugé le niveau de mise en œuvre et de conformité très élevé (conformité totale), et trois autres Parties (Belarus, Kenya, Rwanda) ont jugé le niveau élevé (conformité quasi totale). La seule Partie (l'Égypte) dont le niveau de conformité a été jugé faible a avancé un manque de capacité de mise en œuvre comme cause sous-jacente. Des mesures ont été introduites pour renforcer la mise en œuvre et la conformité dans trois des quatre Parties dont le niveau de conformité n'a pas été jugé total (toutes sauf le Kenya).

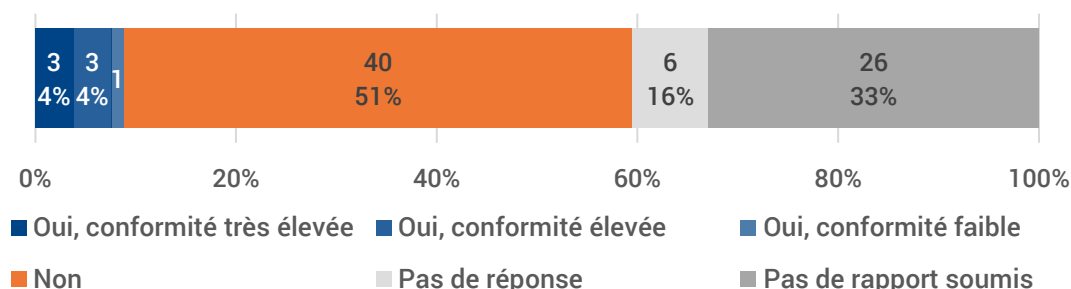


Figure 1.13. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont mené une étude de la mise en œuvre et de la conformité avec la législation nationale pertinente pour la mise en œuvre de l'AEWA.

Parmi les 40 Parties n'ayant pas mené une étude de la mise en œuvre et de la conformité avec leur législation nationale après la MOP7, trois d'entre elles avaient mené une étude avant la MOP7 (Figure 1.14). Trois Parties ont fait état de divers niveaux de conformité, répartis à parts égales entre un niveau très élevé (conformité totale : Estonie), niveau élevé (conformité quasi totale : Lettonie) et niveau moyen (plus conforme que non conforme : République tchèque). Parmi les autres Parties qui n'ont pas mené d'étude, elles ont toutes expliqué considérer la législation suffisante (Figure 1.14). Cependant, un certain nombre de réponses suggèrent que la question a pu être mal interprétée, les Parties ne répondant pas directement aux questions de mise en œuvre et de conformité.

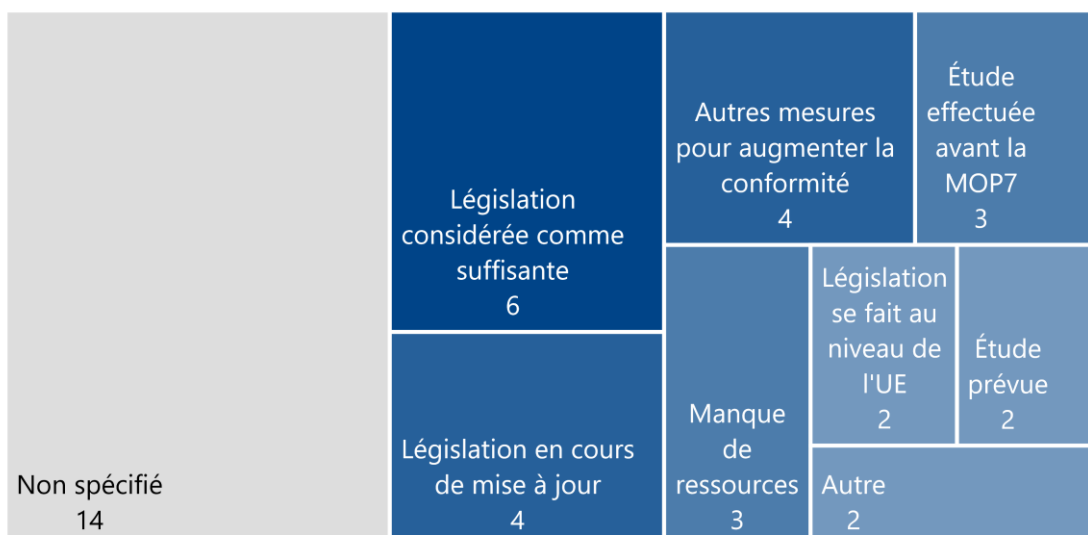
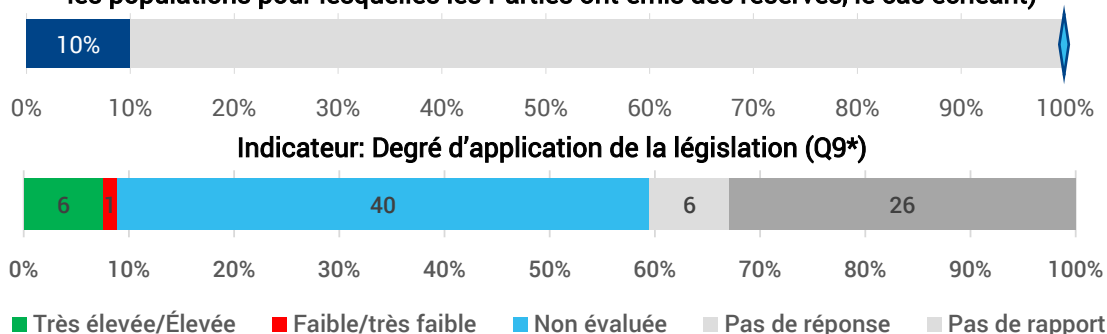


Figure 1.14. Réponses des Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'ont pas mené une étude de la mise en œuvre et de la conformité avec la législation nationale après la MOP7.

Cible 1.1 du Plan stratégique : Les mesures juridiques exigées par le Plan d'action de l'AEWA (Paragraphe 2.1) sont transposées dans la législation nationale de toutes les Parties et sont appliquées de façon efficace.

Indicateur: Pourcentage de Parties ayant transposé toutes les mesures juridiques requises au paragraphe 2.1 du Plan d'action AEWA dans leur législation nationale (sur la base des exigences pour les quatre aspects des questions Q3, Q4, Q5 and Q6, en excluant les populations pour lesquelles les Parties ont émis des réserves, le cas échéant)



Réponses des Parties à l'évaluation de l'application de la législation*

Très élevée: 3	Élevée: 3	Moyenne: 0	Faible: 1	Très faible: 0	Pas du tout: 0	Non évaluée: 40	Pas de réponse: 6	Pas de rapport: 26
----------------	-----------	------------	-----------	----------------	----------------	-----------------	-------------------	--------------------

*Note: Un grand nombre de Parties semble avoir mal interprété la question

Plans d'actions et de gestion des espèces

Q11. Veuillez faire part des progrès réalisés dans la transposition des Plans d'action et de gestion internationaux par espèce (ISSAP et ISSMP), ainsi que des Plans d'action internationaux multi-espèces (IMSAP) énumérés ci-dessous, en Plans d'action ou de gestion nationaux. (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.2; Plan stratégique 2019- 2027 de l'AEWA, action 1.2 (d))

Il a été demandé aux Parties de faire part des progrès réalisés dans la transposition des Plans d'action et de gestion internationaux par espèce (ISSAP et ISSMP), ainsi que des Plans d'action

internationaux multi-espèces (IMSAP) en Plan d'action ou de gestion nationaux. Les ISSAP, ISSMP et IMSAP étaient pertinents pour l'ensemble de 53 Parties (67 % des Parties contractantes (CP)). Au total, il y avait 37 espèces⁴ pertinentes pour les Parties déclarantes représentant les 37 espèces faisant actuellement l'objet de Plans d'action ou de gestion internationaux en vigueur, ce qui correspondait à un total potentiel de 361 Plan d'action ou de gestion nationaux (Tableau 1.5).

Tableau 1.5. Nombre d'espèces et de Parties disposant d'instruments, et nombre de plans nationaux potentiels.

	Nb. d'espèces visées par des instruments applicables	Nb. de Parties répondantes disposant d'instruments applicables	Nb. de Plans potentiels à l'échelle nationale des Parties répondantes	Nb. de Plans potentiels à l'échelle nationale des Parties contractantes qui n'ont pas soumis de rapport	Nbre de Plans à l'échelle nationale potentiels
ISSAP	25	53	339	113	452
ISSMP	3	11	21	5	26
IMSAP	9	1	1	0	1
Tous Plans internationaux combinés	37	53	361	118	479

Sur les 361 Plans nationaux potentiels, 308 ont fait l'objet d'un rapport. Au total 51 Plans nationaux (45 NSSAP – Plan d'action national par espèce, 5 NSSMP – Plan de gestion national par espèce et un NMSAP – Plan d'action national multi-espèces) ont été confirmés comme étant à l'œuvre ou en cours de développement, tandis que 255 Plans nationaux (239 NSSAP et 16 NSSMP) ne sont actuellement pas en vigueur, ou incorrectement mis en œuvre (Figure 1.15). Le statut de deux autres Plans au Danemark n'a pas été défini, mais des détails supplémentaires ont été fournis, concernant l'existence d'un Plan national pour le Râle des genêts antérieur à l'ISSAP de l'AEWA, et l'inclusion de la Barge à queue noire dans un Plan national pour les oiseaux de prairie menacés. Les détails du nombre de Plans par Parties sont fournis dans le Tableau Annexe A8.

Tous plans (ISSAP, ISSMP et IMSAP) confondus, il existe 35 Plans nationaux en vigueur ou en cours de mise en œuvre par 20 Parties (38 % des Parties répondantes (RP) ; 25 % des CP), et dix autres Parties (19 % des RP concernées ; 13 % des CP) déclaraient avoir entrepris de développer un total de seize Plans nationaux (Figure 1.15). Six Parties (11 % des RP concernées ; 8 % des CP) ont chacune déclaré avoir un Plan national en vigueur qui n'était pas correctement ou pas du tout mis en œuvre ; l'Estonie et le Maroc ont expliqué que cela était dû à la récente finalisation du Plan. Parmi les autres raisons invoquées pour expliquer l'absence de mise en œuvre figurent l'absence de coordinateur (Belgique), le manque de financement (Ouganda), et l'absence d'un Plan juridiquement contraignant. Une Partie (Ouzbékistan) n'a pas précisé la raison de l'absence de mise en œuvre.

Au total, 304 Plans potentiels nationaux n'ont pas été mis en place, pas été soumis, ou pas été classés. Cependant, pour 119 de ces combinaisons espèces/pays, des actions ont été mises en

⁴ Espèces avec ISSAP pour les Parties qui ont soumis un rapport : *Anser erythropus*, *Anser fabalis*, *Anser albifrons*, *Ardeola idae*, *Aythya nyroca*, *Balaeniceps rex*, *Balearica regulorum*, *Branta ruficollis*, *Clangula hyemalis*, *Crex crex*, *Cygnus columbianus*, *Egretta vinaceigula*, *Gallinago media*, *Geronticus eremita*, *Glareola nordmanni*, *Limosa limosa*, *Melanitta fusca*, *Numenius arquata*, *Oxyura leucocephala*, *Oxyura maccoa*, *Pelecanus crispus*, *Phoeniconaias minor*, *Platalea leucorodia*, *Sarothrura ayresii*, et *Vanellus gregarius*. Espèces avec un ISSMP : *Anser anser*, *Anser brachyrhynchus* et *Branta leucopsis*. Espèces avec un IMSAP : *Haematopus moquini*, *Hydroprogne caspia*, *Microcarbo coronatus*, *Morus capensis*, *Phalacrocorax capensis*, *Phalacrocorax neglectus*, *Spheniscus demersus*, *Sternula balaenarum*, et *Thalasseus bergii*

œuvre malgré l'absence d'un Plan national. Le détail des raisons fournies par les Parties pour justifier l'absence d'un Plan national est présenté dans la Figure 1.16.

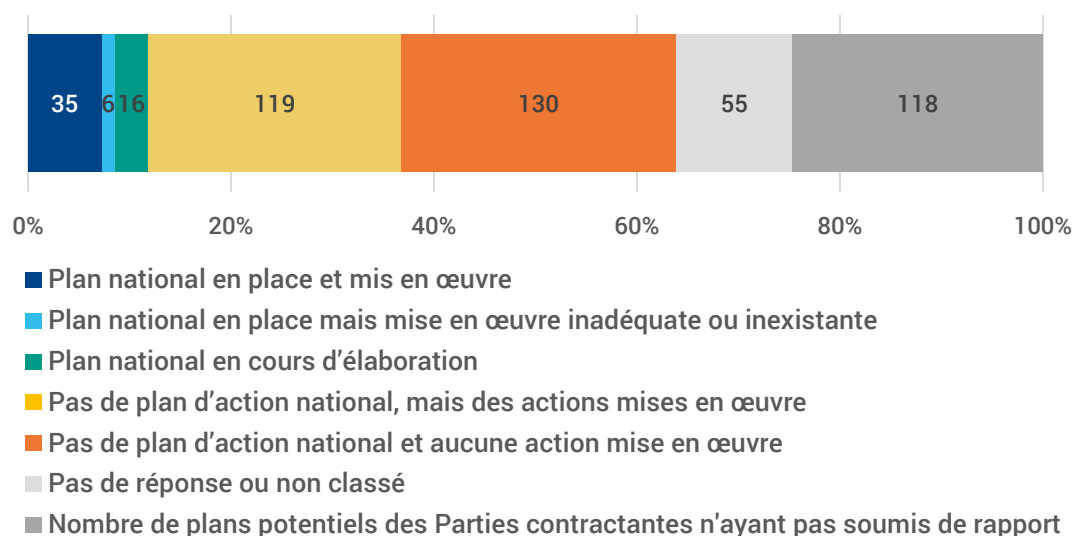


Figure 1.15. Statut des 361 potentiels Plans d'action et de gestion nationaux par espèce soumis par les 53 Parties déclarantes et les 26 Parties contractantes qui n'ont pas soumis de rapport.

Sur les 35 Plans d'action ou de gestion nationaux à l'œuvre, 20 % ont été confirmés comme étant totalement mis en œuvre, 46 % comme étant à un stade avancé de mise en œuvre, 17 % comme étant modérément mis en œuvre et 17 % n'avaient pas de stade de mise en œuvre déclaré (Figure 1.17).

Sur les 25 espèces couvertes par des ISSAP, 17 d'entre elles sont couvertes par au moins une NSSAP à l'œuvre ou en développement. Sur les trois espèces couvertes par des ISSMP, deux étaient couvertes par au moins une NSSMP à l'œuvre ou en développement. Pour le seul IMSAP (concernant les oiseaux marins du Benguélé), l'Afrique du Sud a indiqué que le Plan national était en vigueur et en cours de mises en œuvre.

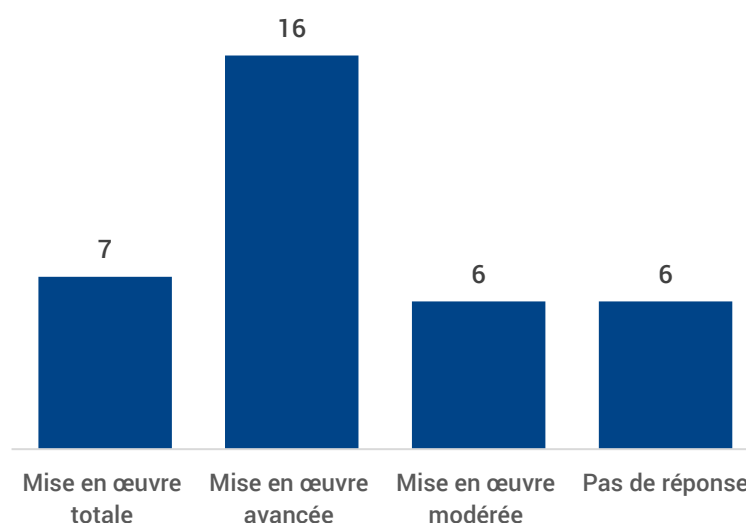


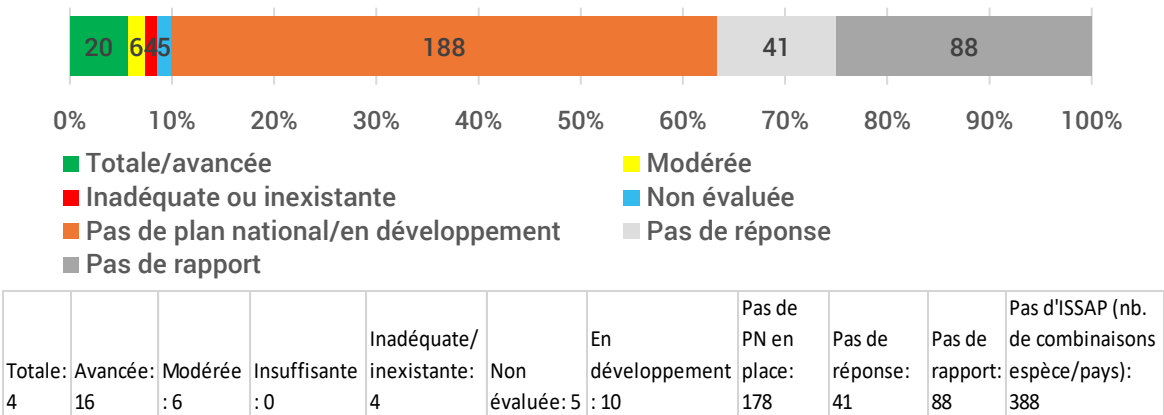
Figure 1.17. État d'avancement de la mise en œuvre des 35 Plans d'action et de gestion nationaux des 20 Parties ayant déclaré qu'un Plan était à l'œuvre.

Afin de déterminer les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 1.2 du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, les populations prioritaires du Tableau 1 de l'Annexe 3 de l'AEWA sont prises en compte (celles figurant à la Colonne A : Catégories 1(a) et 1(b), Catégories 1(c) et 2-3 4 lorsque l'espèce est évaluée par l'UICN comme quasi-menacée, Catégorie 4 ainsi que les populations figurant à la Colonne A avec astérisque). Dix-sept des 98 populations prioritaires (17 %) ont au moins un État des aires de répartition avec un PAPE mis en œuvre (sur la base des réponses de Parties répondantes concernées), et 51 des 98 populations prioritaires ne sont pas encore couvertes par un Plan d'action international par espèce de l'AEWA. Cinq populations prioritaires (5 %) sont

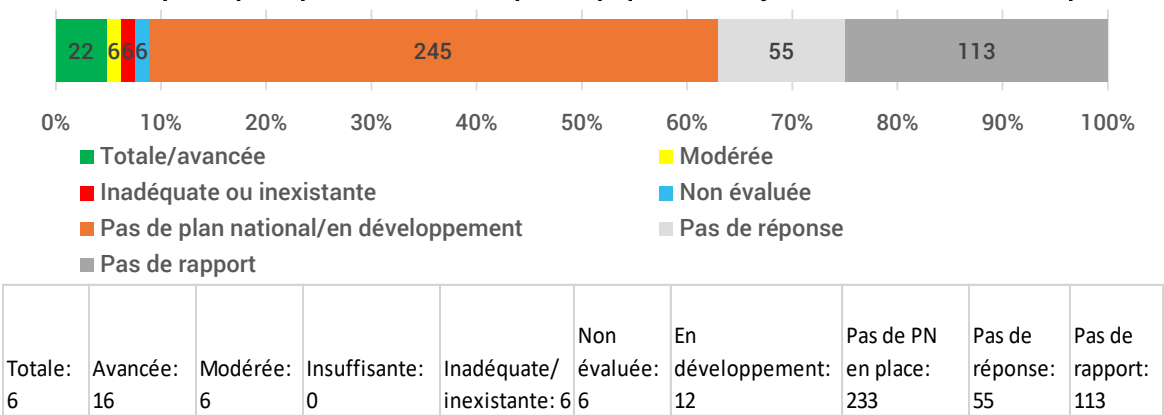
couvertes par des PAPE mis en œuvre à travers les États des aires de répartition qui sont Parties à l'AEWA : *Anser erythropus* (Fennoscandie), *Geronticus eremita* (Maroc), *Morus capensis* (Afrique australe), *Phalacrocorax capensis* (Littoral de l'Afrique australe) and *Phalacrocorax neglectus* (Littoral de l'Afrique du Sud-Ouest).

Cible 1.2 du Plan stratégique : Toutes les espèces/populations prioritaires sont couvertes par des Plans d'action par espèce mis en œuvre de façon efficace au niveau des voies de migration

Indicateur: Évaluation par feux tricolores de l'état de la mise en œuvre de Plans d'action nationaux par espèce pour les espèces/populations prioritaires ayant un ISSAP/IMSAP en place



Indicateur: Évaluation par feux tricolores de l'état de la mise en œuvre de Plans d'action nationaux par espèce pour toutes les espèces/populations ayant un ISSAP/IMSAP en place



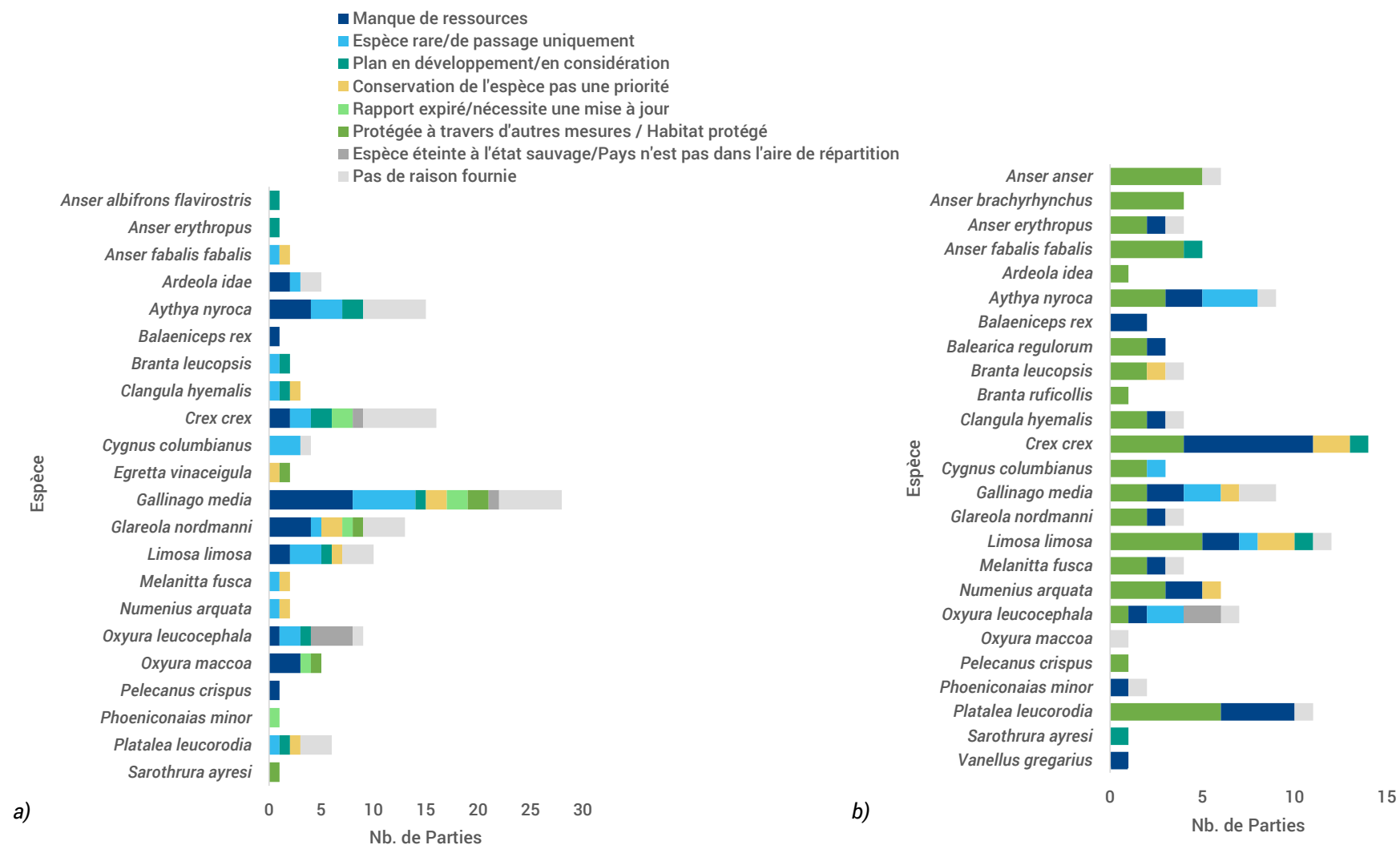


Figure 1.16. Réponses des Parties concernant les raisons pour la non-existence d'un plan national par espèce a) lorsque les Parties ont indiqué qu'aucune action n'avait été entreprise, et b) lorsque les Parties ont indiqué avoir mené des actions.

Tableau 1.6. Progrès des Parties pour transformer les ISSAP, ISSMP et IMSAP en Plans d'action ou de gestion par espèce ou par aire nationaux.

Espèce / Région	Catégorie Liste Rouge (instrument AEWA pertinent)	Plan national en place et mis en œuvre	Plan national en place, mais mise en œuvre inadéquate ou inexistante	Plan national en développement	Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre	Pas de plan national et aucune action mise en œuvre	Pas de réponse/non classé	Plans nationaux potentiels pour les Parties contractantes n'ayant pas soumis de rapport
ANATIDAE								
<i>Oxyura maccoa</i> (Érismature maccoa)	VU (ISSAP)	0	0	0	1 Tanzanie	5 Kenya, Rwanda, Afrique du Sud, Ouganda, Zimbabwe	2 Botswana, Éthiopie	1 Burundi
<i>Oxyura leucocephala</i> , (Érismature à tête blanche)	EN (ISSAP)	2 Bulgarie, Espagne	1 Maroc	0	7 Belgique, Danemark, Portugal, Roumanie, Suisse, Ukraine, Ouzbékistan	9 Finlande, Géorgie, Islande, Italie, Pays- Bas, Norvège, Slovaquie, Suède, Syrie	2 Algérie, France	6 Allemagne, Hongrie, Irlande, Israël, Tunisie
<i>Cygnus columbianus bewickii</i> (Cygne de Bewick)	LC (ISSAP)	0	1 Estonie	0	3 Belgique, Danemark, Pays- Bas	4 Finlande, Lettonie, Norvège, Suède	1 France	4 Allemagne, Irlande, Lituanie, Royaume-Uni
<i>Branta leucopsis</i> (Bernache nonnette)	LC (ISSMP)	1 Estonie	0	2 Norvège, Suède	4 Belgique, Danemark, Finlande, Pays- Bas	2 Islande, Lettonie		4 Allemagne, Irlande, Lituanie, Royaume-Uni
<i>Branta ruficollis</i> (Bernache à cou roux)	VU (ISSAP)	1 Bulgarie	0	1 Roumanie	1 Ukraine	0		0
<i>Anser anser</i> (Oie cendrée)	LC (ISSMP)	0	0	2 Norvège, Suède	6 Belgique, Danemark, Finlande, France, Pays-Bas, Espagne	0		1 Allemagne
<i>Anser fabalis fabalis</i> (Oie des moissons)	VU (ISSAP)	1 Estonie	0	1 Suède	5 Danemark, Finlande, Pays- Bas, Norvège, Ukraine	2 Bélarus, Lettonie		3 Allemagne, Lituanie, Royaume- Uni

Espèce / Région	Catégorie Liste Rouge (instrument AEWA pertinent)	Plan national en place et mis en œuvre	Plan national en place, mais mise en œuvre inadéquate ou inexistante	Plan national en développement	Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre	Pas de plan national et aucune action mise en œuvre	Pas de réponse/non classé	Plans nationaux potentiels pour les Parties contractantes n'ayant pas soumis de rapport
<i>Anser brachyrhynchus</i> (Oie à bec court)	LC (ISSMP)	0	0	0	4 Belgique, Danemark, Pays- Bas, Norvège	0		0
<i>Anser albifrons flavirostris</i> (Oie rieuse du Groenland)	LC (ISSAP)	0	0	0	0	1 Islande		2 Irlande, Royaume-Uni
<i>Anser erythropus</i> (Oie naine)	VU (ISSAP)	4 Bulgarie, Finlande, Norvège, Suède	0	1 Estonie	4 Pays-Bas, Roumanie, Ukraine, Ouzbékistan	1 Syrie		3 Allemagne, Hongrie, Lituanie
<i>Clangula hyemalis</i> (Harelde kakawi)	VU (ISSAP)	0	0	0	4 Danemark, Estonie, Finlande, Norvège	3 Islande, Lettonie, Suède		4 Allemagne, Irlande, Lituanie, Royaume-Uni
<i>Melanitta fusca</i> (Macreuse brune)	VU (ISSAP)	0	0	0	4 Danemark, Estonie, Finlande, Norvège	2 Lettonie, Suède		2 Allemagne, Lituanie
<i>Aythya nyroca</i> (Fuligule nyroca)	NT (ISSAP)	5 Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne	1 Italie	0	9 Albanie, Bélarus, Croatie, Mali, Moldavie, Niger, Portugal, Suisse, Ukraine	15 Algérie, République centrafricaine, République tchèque, Égypte, Géorgie, Jordanie, Kenya, Lettonie, Liban, Maroc, Pays-Bas, Sénégal, Serbie, Syrie, Ouzbékistan.	6 Belgique, Chypre, Éthiopie, France, Nigeria, Macédoine du Nord	11 Tchad, Gambie Allemagne, Hongrie, Israël, Libye, Lituanie, Mauritanie, Monténégro, Soudan, Tunisie
PHOENICOPTERIDAE								
<i>Phoeniconaias minor</i> (Flamant nain)	NT (ISSAP)	1 Tanzanie	0	1 Kenya	2 Sénégal, Ouganda	1 Afrique du Sud	2 Botswana, Éthiopie	3 Guinée, Guinée- Bissau, Mauritanie
RALLIDAE								
<i>Sarothrura ayresi</i> (Râle à miroir)	CR (ISSAP)	0	0	0	1 Afrique du Sud	1 Zimbabwe	1 Éthiopie	0

Espèce / Région	Catégorie Liste Rouge (instrument AEWA pertinent)	Plan national en place et mis en œuvre	Plan national en place, mais mise en œuvre inadéquate ou inexistante	Plan national en développement	Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre	Pas de plan national et aucune action mise en œuvre	Pas de réponse/non classé	Plans nationaux potentiels pour les Parties contractantes n'ayant pas soumis de rapport
<i>Crex crex</i> (Râle des genêts)	LC (ISSAP)	4 France, Norvège, Slovénie, Suisse	1 Belgique	1 Bélarus	14 Albanie, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Finlande, Moldavie, Pays- Bas, Roumanie, Rwanda, Slovaquie, Ouganda, Ukraine, Tanzanie	16 Égypte, Géorgie, Italie, Jordanie, Lettonie, Liban, Malawi, Maroc, Portugal, Serbie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Syrie, Ouzbékistan, Zimbabwe	7 Algérie, Botswana, Chypre, Danemark, Eswatini, Kenya, Macédoine du Nord	10 Allemagne, Hongrie, Irlande Israël, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Soudan, Tunisie, Royaume-Uni
GRUIDAE								
<i>Balearica regulorum</i> (Grue royale)	EN (ISSAP)	1 Zimbabwe	1 Ouganda	1 Kenya	3 Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie	0		1 Burundi
THRESKIORNITHIDAE								
<i>Platalea leucorodia</i> (Spatule blanche)	LC (ISSAP)	1 Espagne		1 Bulgarie	11 Albanie, Belgique, Croatie, Italie, Moldavie, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Ukraine, Ouzbékistan	6 République tchèque, Égypte, Jordanie, Maroc, Serbie, Syrie	6 Algérie, Chypre, Danemark, France, Macédoine du Nord, Sénégal	9 Djibouti, Allemagne, Hongrie, Israël, Libye, Mauritanie, Monténégro, Soudan, Tunisie
<i>Geronticus eremita</i> (Ibis chauve)	EN (ISSAP)	2 Maroc, Syrie	0	0	0	0	2 Algérie, Éthiopie	0
ARDEIDAE								
<i>Ardeola idae</i> (Crabier blanc)	EN (ISSAP)	1 France	0	0	1 Tanzanie	5 Kenya, Malawi, Rwanda, Ouganda, Zimbabwe		2 Burundi, Madagascar

Espèce / Région	Catégorie Liste Rouge (instrument AEWA pertinent)	Plan national en place et mis en œuvre	Plan national en place, mais mise en œuvre inadéquate ou inexistante	Plan national en développement	Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre	Pas de plan national et aucune action mise en œuvre	Pas de réponse/non classé	Plans nationaux potentiels pour les Parties contractantes n'ayant pas soumis de rapport
<i>Egretta vinaceigula</i> (Aigrette vineuse)	VU (ISSAP)	0	0	0	0	2 Afrique du Sud, Zimbabwe	1 Botswana	0
BALAENICIPITIDAE								
<i>Balaeniceps rex</i> (Bec-en-sabot du Nil)	VU (ISSAP)	0	0	1 Ouganda	2 Rwanda, Tanzanie	1 République centrafricaine	1 Éthiopie	1 Burundi
PELECANIDAE								
<i>Pelecanus crispus</i> (Pelican frisé)	NT (ISSAP)	3 Albanie, Bulgarie, Roumanie	1 Ouzbékistan	0	1 Ukraine	1 Géorgie		1 Monténégro
CHARADRIIDAE								
<i>Vanellus gregarius</i> (Vanneau sociable)	CR (ISSAP)	0	0	1 Ouzbékistan	1 Syrie	0	1 Éthiopie	1 Soudan
SCOLOPACIDAE								
<i>Numenius arquata</i> (Courlis cendré)	NT (ISSAP)	2 Belgique, France	0	0	6 Danemark, Estonie, Finlande, Pays-Bas, Norvège, Ouzbékistan	2 Italie, Suède		3 Allemagne, Irlande, Royaume- Uni
<i>Limosa limosa</i> (Barge à queue noire)	NT (ISSAP)	4 Belgique, France, Sénégal, Suède	0	1 Bélarus	12 Albanie, Estonie, Finlande, Italie, Maroc, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne, Ukraine	10 Bulgarie, Croatie, République tchèque, Égypte, Ghana, Islande, Kenya, Lettonie, Niger, Serbie	5 Algérie, Danemark, Éthiopie, Mali, Nigeria	16 Burkina Faso, Tchad, Gambie, Allemagne, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Irlande, Israël, Libye, Lituanie, Mauritanie, Monténégro, Soudan, Tunisie, Royaume-Uni

Espèce / Région	Catégorie Liste Rouge (instrument AEWA pertinent)	Plan national en place et mis en œuvre	Plan national en place, mais mise en œuvre inadéquate ou inexistante	Plan national en développement	Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre	Pas de plan national et aucune action mise en œuvre	Pas de réponse/non classé	Plans nationaux potentiels pour les Parties contractantes n'ayant pas soumis de rapport
<i>Gallinago media</i> (Bécassine double)	NT (ISSAP)	1 Bélarus	0	2 Estonie, Finlande	9 Albanie, Norvège, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Togo, Ukraine, Tanzanie	28 Bulgarie, Afrique centrafricaine, Côte d'Ivoire, Croatie, République tchèque, Égypte, Géorgie, Ghana, Italie, Jordanie, Kenya, Lettonie, Liban, Malawi, Maroc, Pays- Bas, Niger, Portugal, Rwanda, Serbie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Syrie, Ouganda, Ouzbékistan, Zimbabwe	11 Algérie, Belgique, Botswana, Chypre, Danemark, Éthiopie, France, Mali, Moldavie, Nigeria, Macédoine du Nord	22 Bénin, Burkina Faso, Burundi, Tchad, Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Gambie, Allemagne, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Israël, Libye, Lituanie, ○Luxembourg, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Soudan, Tunisie, Royaume-Uni
GLAREOLIDAE								
<i>Glareola nordmanni</i> (Glaréole à ailes noires)	NT (ISSAP)	0	0	0	4 Roumanie, Ukraine, Tanzanie, Ouzbékistan	13 Bélarus, Bulgarie, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Jordanie, Kenya, Liban, Rwanda, Afrique du Sud, Syrie, Togo, Ouganda	7 Botswana, Chypre, Éthiopie, France, Mali, Moldavie, Nigeria	8 Burundi, Tchad, Gabon, Allemagne, Hongrie, Israël, Mauritanie, Soudan
PLAN D'ACTION MULTI-ESPÈCES								
Oiseaux marins du Benguéla (9 espèces ⁵)	4 EN, 1 VU, 1 NT, 3 LC (IMSAP)	1 Afrique du Sud	0	0	0	0		0

⁵ *Haematopus moquini* (Huîtrier de Moquin), *Hydroprogne caspia* (Sterne caspienne), *Sternula balaenarum* (Sterne des baleiniers), *Thalasseus bergii bergii* (Sterne huppée), *Microcarbo coronatus* (Cormoran couronné), *Phalacrocorax capensis* (Cormoran du Cap), *Phalacrocorax neglectus* (Cormoran des bancs), *Morus capensis* (Fou du Cap), *Spheniscus demersus* (Manchot du Cap)

Q12. Votre pays a-t-il apporté son assistance pour la coordination et la mise en œuvre de plans d'action et de gestion internationaux par espèce en finançant des groupes internationaux par espèce et des groupes d'experts de l'AEWA ? (Résolution 7.5)

Huit Parties (15 % des Parties répondantes (RP) ; 10 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir apporté une assistance pour la coordination et la mise en œuvre de Plans d'action et de gestion internationaux par espèce en finançant des groupes internationaux par espèce et des groupes d'experts de l'AEWA (Figure 1.18 ; Tableau 1.7).

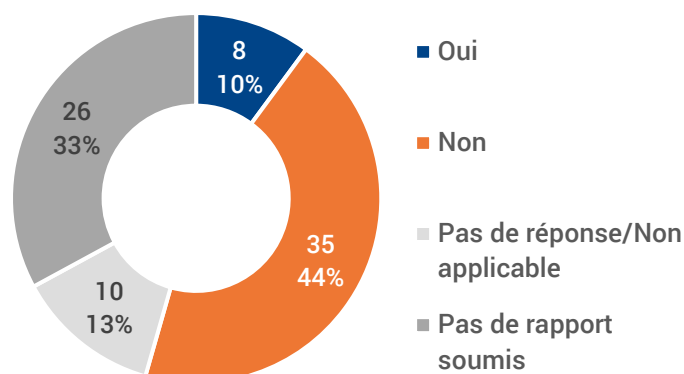


Figure 1.18. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont apporté leur assistance pour la coordination et la mise en œuvre de Plans d'action et de gestion internationaux par espèce en finançant des groupes internationaux par espèce et des groupes d'experts de l'AEWA.

Tableau 1.7. Détails supplémentaires fournis par les Parties qui ont apporté une assistance en finançant des groupes internationaux par espèce et des groupes d'experts de l'AEWA.

Partie	Informations fournies
Belgique	Soutien financier au centre de données de la Plateforme européenne de gestion des oies (EGMP), et partage d'information sur des paramètres pertinents, par exemple le recensement de population.
Danemark	Financement de l'EGMP (40 000 euros en 2018 ; 55 785 euros en 2019 ; 55 785 euros en 2020).
Finlande	Financement de l'ISSAP pour l'Oie naine (10 000 euros par an), du Groupe de travail international sur la gestion européenne des oies (EGM IWG) (25 000-45 000 euros par an), et soutien en nature en endossant le rôle de coordinateur du Groupe de travail sur les Oies des moissons de la taïga.
France	Participation et soutien financier à l'EGM IWG (140 000 euros de 2013 à 2020). Financement du développement du Programme de gestion adaptive de prélèvements dans le cadre de l'ISSAP pour le Courlis cendré.
Pays-Bas	Financement du coordinateur du Groupe de travail international sur la Barge à queue noire, ainsi que contribution financière et expertise en nature à l'EGMP. Organisation d'un atelier de formation sur la voie de migration orientale des Barge à queue noire le 25 août 2020. S'agissant d'une réunion en ligne, le financement est réservé pour la prochaine réunion.
Norvège	Financement annuel à l'EGMP et à l'ISSAP pour l'Oie naine.
Afrique du Sud	Le ministère de l'Environnement, des Forêts et des Pêches a accueilli la 3 ^e réunion du Groupe de travail international sur le Rôle des genêts, à Verlorenkloof dans la ville de Dulstroom, dans la province du Mpumalanga en Afrique du Sud. Tous les coûts de l'atelier de formation et les frais de déplacement des participants du Secrétariat de l'AEWA et d'Éthiopie ont été couverts par le ministère.
Suède	Financement à l'EGMP (100 000 couronnes danoises en 2019 ; 560 000 couronnes danoises en 2020), et participation active à un certain nombre de Groupes de travaux internationaux.

Q13. Votre pays a-t-il apporté une aide financière ou en espèce pour le développement de nouveaux plans d'action et de gestion internationaux par espèce (Q13) ? (Résolution 7.5)

Sept Parties (13 % des Parties répondantes (RP) ; 9 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir apporté une assistance financière ou en espèce pour le développement de nouveaux Plans d'action et de gestion internationaux par espèce.

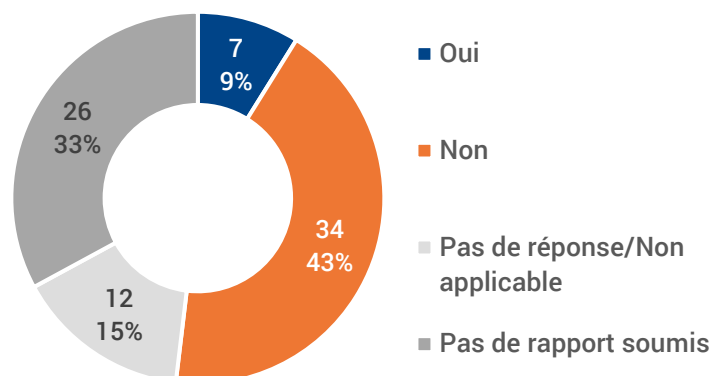


Figure 1.19. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont apporté une assistance financière ou en espèce pour le développement de nouveaux Plans d'action et de gestion internationaux par espèce.

Tableau 1.8. Détails supplémentaires fournis par les Parties qui apporté une assistance financière ou en espèce pour le développement de nouveaux Plans d'action et de gestion internationaux par espèce.

Partie	Information fournies
Albanie	Les autorités albanaises et les ONG nationales ont contribué à la préparation du Plan d'action international par espèce (les espèces n'ont pas été précisées).
Danemark	Contribution en nature au développement de l'ISSAP sur l'Eider à duvet. L'Agence danoise de protection de l'environnement a financé la participation d'un expert danois au groupe rédactionnel.
Finlande	Financement du développement de l'ISSAP sur l'Eider à duvet (120 000 euros, dont 60 000 euros accordés par le gouvernement régional d'Åland, et les 60 000 autres euros accordés par le ministère finlandais de l'Agriculture et des Forêts).
France	Soutien financier à la rédaction de l'ISSMP sur l'Oie cendrée piloté par l'ONG française Oiseaux Migrateurs du Paléarctique Occidental (OMPO) (60 000 euros accordés à parts égales par la Fédération Nationale des chasseurs, la Fondation François Sommer, et le ministère français de la Transition écologique et solidaire).
Islande	Aucune information supplémentaire fournie.
Pays-Bas	La Société néerlandaise pour la Protection des Oiseaux (Vogelbescherming Nederland) a été l'un des rédacteurs du Plan d'action international multi-espèces pour la Conservation des Échassiers nicheurs dans les habitats de prairie humide en Europe (2018-2028)
Roumanie	Aucune information supplémentaire fournie.
Suède	Participation active à la rédaction de l'ISSAP sur l'Eider à duvet.

Q14. Une étude et un classement par ordre de priorité des ressources nécessaires à l'élaboration de plans nationaux par espèce en réponse aux ISSAP, à la mise en œuvre de ces plans et à la coordination de leur mise en œuvre ont-ils été entrepris dans votre pays ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 1.2(g))

Sept Parties (13 % des Parties répondantes (RP) ; 9 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré qu'une étude et un classement des ressources nécessaires à l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de Plan d'action par espèce avait été entrepris (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 1.2(g)). Parmi les Parties qui ont indiqué qu'une étude et un classement des ressources avait été entrepris, quatre Parties (Biélorus, France, Slovaquie, Suisse) ont confirmé qu'un plan national de mobilisation des ressources correspondant avait été établi, tandis que trois Parties (Croatie, Norvège, Zimbabwe) ont déclaré qu'aucun plan de mobilisation n'était en vigueur (Figure 1.20).

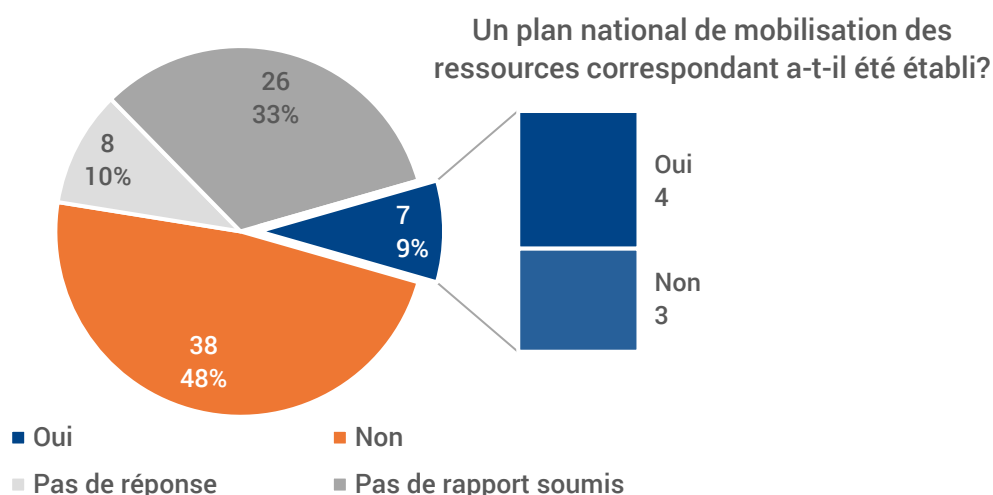


Figure 1.20. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont entrepris une étude et un classement des ressources nécessaires à l'élaboration de Plans d'action nationaux en réponse aux ISSAP, et dans l'affirmative, réponses des Parties à la question de savoir si un plan national de mobilisation des ressources correspondant a été établi.

Il a été demandé aux Parties n'ayant pas entrepris une étude et un classement des ressources nécessaires à l'élaboration de Plans d'action nationaux en réponse aux ISSAP de fournir des détails, résumés à la Figure 1.21. Dix Parties ont invoqué un manque de ressources, et quatre Parties (Maroc, Suède, Syrie, Tanzanie) ont indiqué être en cours d'élaboration. Trois Parties (Belgique, République tchèque, Italie) n'ont pas considéré la mise en œuvre de Plans d'action internationaux par espèce comme une priorité. La Belgique a déclaré que la protection des espèces de l'Annexe I de la Directive Oiseaux de l'UE était la priorité. Cependant, elle a indiqué que ces espèces chevauchent les espèces couvertes par un ISSAP de l'AEWA. Les Pays-Bas et la Slovénie ont indiqué être en cours de réalisation par la mise en œuvre des Plans de gestion Natura 2000, et la Lettonie et le Niger qu'un classement était entrepris sur l'ensemble des espèces d'oiseaux et leurs habitats plutôt qu'en réponse à des ISSAP en particulier.

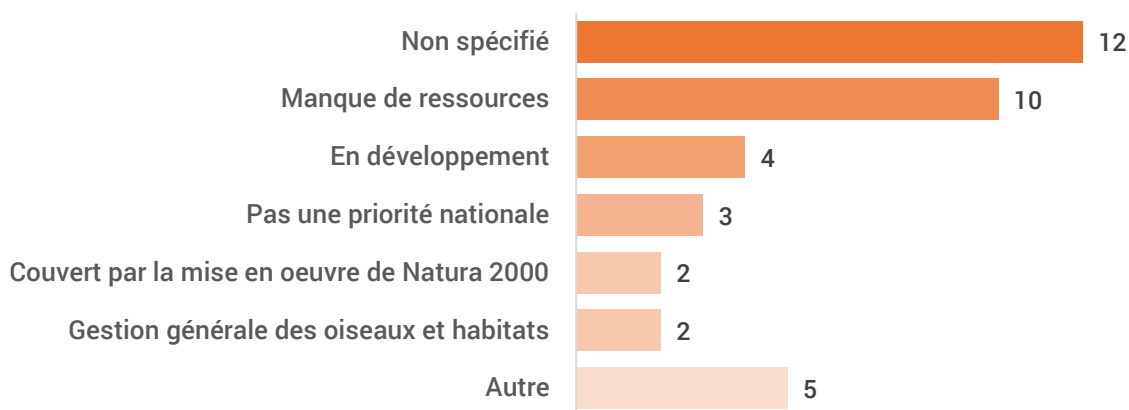


Figure 1.21. Réponses fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'ont pas entrepris une étude et un classement des ressources nécessaire à l'élaboration de Plans d'action nationaux en réponse aux ISSAP.

Q15. Votre pays a-t-il en place ou est-il en train d'élaborer un Plan d'action national par espèce pour une espèce/population pour laquelle il n'existe pas d'ISSAP de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.2.2)

Douze Parties (23 % des Parties répondantes (RP) ; 15 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir un NSSAP en vigueur ou en développement pour les 28 espèces qui ne sont pas encore couvertes par un ISSAP de l'AEWA (Figure 1.22). Dix de ces Parties ont fourni des détails concernant les espèces et le stade de développement du NSSAP, soit un total de 33 NSSAP potentiels (Tableau 1.9). Le Danemark, le Sénégal et l'Afrique du Sud n'ont pas fourni de détails supplémentaires. Seize NSSAP étaient en vigueur et en cours de mise en œuvre, et 17 étaient en cours de développement, dont 15 dans le cadre d'un Plan d'action multi-espèces pour les oiseaux d'eau nicheurs en Bulgarie.

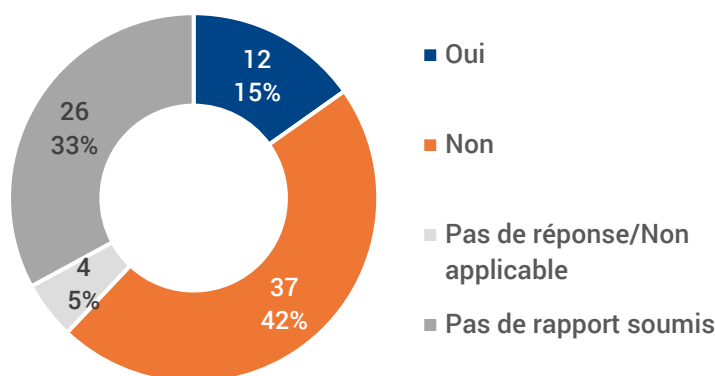


Figure 1.22. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont un Plan d'action national par espèce en vigueur ou en développement.

Tableau 1.9. Statut des NSSAP pour les espèces qui ne sont pas (encore) couvertes par des ISSAP.

[†]LC = Préoccupation mineure, NT = Quasi menacée, VU = Vulnérable, EN = Menacée d'extinction.

Espèce	Catégorie Liste Rouge de l'UICN [†]	NSSAP en place et mis en œuvre	NSSAP en développement
ANATIDAE			
<i>Mergellus albellus</i>	LC	Bélarus	
<i>Marmaronetta angustirostris</i>	VU	Espagne	
CICONIIDAE			
<i>Ciconia nigra</i>	LC	Estonie, Ukraine	
<i>Ciconia ciconia</i>	LC	Suisse	
THRESKIORNITHIDAE			
<i>Plegadis falcinellus</i>	LC		Bulgarie
ARDEIDAE			
<i>Botaurus stellaris</i>	LC	Belgique, Bélarus, Bulgarie, France	
<i>Nycticorax nycticorax</i>	LC		Bulgarie
<i>Ardeola ralloides</i>	LC		Bulgarie
<i>Ardea purpurea</i>	LC		Bulgarie
<i>Ardea alba</i>	LC		Bulgarie
<i>Egretta garzetta</i>	LC		Bulgarie
PHALACROCORACIDAE			
<i>Microcarbo pygmaeus</i>	LC	Bulgarie	
RECURVIROSTRIDAE			
<i>Recurvirostra avosetta</i>	LC		Bulgarie
CHARADRIIDAE			
<i>Charadrius alexandrinus</i>	LC	Suède	
SCOLOPACIDAE			
<i>Calidris pugnax</i>	LC	Suède	
<i>Calidris alpina</i>	LC	Estonie, Suède	
<i>Actitis hypoleucos</i>	LC	Suisse	
GLAREOLIDAE			
<i>Glareola pratincola</i>	LC		Bulgarie

Espèce	Catégorie Liste Rouge de l'UICN [†]	NSSAP en place et mis en œuvre	NSSAP en développement
LARIDAE			
<i>Larus melanocephalus</i>	LC		Bulgarie
<i>Larus fuscus</i>	LC		Belgique
<i>Larus argentatus</i>	LC		Belgique
<i>Sternula albifrons</i>	LC		Bulgarie
<i>Gelochelidon nilotica</i>	LC		Bulgarie
<i>Hydroprogne caspia</i>	LC	Suède	
<i>Chlidonias hybrida</i>	LC		Bulgarie
<i>Chlidonias niger</i>	LC		Bulgarie
<i>Sterna hirundo</i>	LC		Bulgarie
<i>Thalasseus sandvicensis</i>	LC		Bulgarie

Mesures d'urgence

Q17. Veuillez rapporter toutes les situations d'urgence qui se sont manifestées dans votre pays durant ces trois dernières années et qui ont menacé les oiseaux. (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.3)

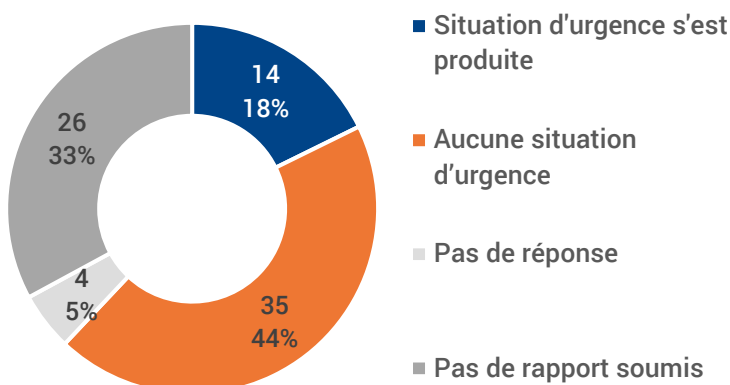


Figure 1.23. Réponses des Parties à la question de savoir si des situations d'urgence qui ont menacé les oiseaux d'eau se sont manifestées ces trois dernières années.

Quatorze Parties (26 % des Parties répondantes (RP) ; 19 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué qu'au moins une situation d'urgence menaçant les oiseaux d'eau s'était manifestée ces trois dernières années (Figure 1.23) ; neuf de ces Parties ont fourni des détails supplémentaires (Tableau 1.10). Trente-cinq Parties (66 % des RP ; 44 % des CP) ont indiqué qu'aucune situation d'urgence ne s'était manifestée au cours des trois dernières années.

Six types de situations d'urgence ont été signalées (Figure 1.24). Dans la catégorie « autre urgence », les Parties ont indiqué une collision avec des pylônes (Jordanie), et la mort d'oiseaux qui serait le résultat d'un manque de nourriture dû à une combinaison de facteurs tels que le changement climatique, la surpêche et une efflorescence algale nuisible (Norvège), ou la Partie n'a pas fourni de détails sur la nature de l'urgence (Eswatini). Quatre Parties (Chypre, Mali, Roumanie, Ukraine) n'ont pas précisé le type de situation d'urgence qui s'était manifestée.



Figure 1.24. Type d'urgence signalé par les 15 Parties ayant confirmé qu'au moins une situation d'urgence s'était manifestée ces trois dernières années.

Tableau 1.10. Types de situations d'urgence et autres détails communiqués, et mise en œuvre de mesures d'urgence ('-' = non spécifié). Les réponses hors période de référence ont été exclues.

Situation d'urgence	Nb. de Parties (% de RP)	Partie	Nature et date de la situation	Lieu de la situation	Espèces affectées	Ampleur estimée	Mise en œuvre de mesures d'urgence
Botulisme	1 (2%)	Italie	Septembre-Octobre 2019	260 hectares sur le site de la vallée de la Madriole et du parc Po Delta	<i>Anas crecca</i> , <i>Anas platyrhynchos</i> , <i>Fulica atra</i> , <i>Gallinago gallinago</i> , <i>Gallinula chloropus</i> , <i>Mareca strepera</i> , <i>Recurvirostra avosetta</i> , <i>Somateria mollissima</i> , <i>Spatula clypeata</i> , <i>Tringa erythropus</i>	Mort de plus de 2 100 individus	Oui
Conditions climatiques extrêmes	4 (8%)	Albanie	Pluies torrentielles en 2018 et grêle en 2019	Parc national de la Lagune de Karavasta	<i>Pelecanus crispus</i>	Reproduction infructueuse	-
		Rwanda	Inondation en 2019	Zone humide du Parc national l'Akagera et de la rivière Nyabarongo	<i>Balearica regulorum</i>	8 individus affectés, morts uniquement des œufs	Oui
		Ouzbékistan	Hiver rude 2020-2021	Dans tout le pays (à l'exception des régions du sud)	-	La plupart des zones humides où les oiseaux d'eau hivernent ont été recouvertes de glace de la seconde moitié de décembre à la seconde moitié de janvier	Non
		Zimbabwe	Cyclone <i>Idai</i> de 2019	De l'est au sud-est de la région du Lowveld	<i>Balearica regulorum</i> , <i>Bugeranus carunculatus</i>	Aucune évaluation complète du nombre d'individus touchés et aucune mortalité recensée	Non
Maladie infectieuse	1 (2%)	Afrique du Sud	Épidémie de grippe aviaire (H5N8) en 2018	Île de Malgas et Le Cap (y compris Robben Island)	<i>Alopochen aegyptiaca</i> , <i>Phalacrocorax capensis</i> , <i>Podiceps cristatus</i> , <i>Spheniscus demersus</i> ,	Mortalité par espèce : >100 <i>Alopochen aegyptiaca</i> , >100 <i>Podiceps cristatus</i> , >100 <i>Thalasseus bergii</i>	Non

Situation d'urgence	Nb. de Parties (% de RP)	Partie	Nature et date de la situation	Lieu de la situation	Espèces affectées	Ampleur estimée	Mise en œuvre de mesures d'urgence
					<i>Sterna hirundo</i> , <i>Threskiornis aethiopicus</i> , <i>Thalasseus bergii</i> , <i>Thalasseus sandvicensis</i> , and other duck species	D'autres décès ont été rapportés pour <i>Phalacrocorax capensis</i> , <i>Spheniscus demersus</i> , <i>Sterna hirundo</i> , <i>Thalasseus sandvicensis</i> , et <i>Threskiornis aethiopicus</i>	
Marée noire	1 (2%)	Afrique du Sud	Marée noire en 2019	Baie d'Algoa, Port Elizabeth	<i>Spheniscus demersus</i> , <i>Morus capensis</i> , <i>Phalacrocorax capensis</i> et autres oiseaux marins	Individus huilés par espèce : 90 <i>Spheniscus demersus</i> , 12 <i>Morus capensis</i> , 4 <i>Phalacrocorax capensis</i> . Il se peut que d'autres oiseaux affectés n'aient pas été trouvés. Tous les oiseaux huilés ont été emmenés dans un centre de réhabilitation pour y être traités.	Oui
Guerre	1 (2%)	République centrafricaine	Guerre civile en cours	Zones humides fréquentées par d'importantes populations d'oiseaux d'eau dans les préfectures du nord et du nord-est	<i>Pelecanus onocrotalus</i>	Le nombre d'individus affectés n'est pas déterminé	Non
Autre	2 (4%)	Jordanie	Collision de pylône ayant pour conséquence une électrocution à l'automne 2020	Nord-ouest de la Jordanie à la décharge Al-Ikaider	<i>Ciconia ciconia</i>	Environ 150 <i>Ciconia ciconia</i> sont morts sur plus de 1 000 individus affectés.	Oui
		Norvège	Extinction, printemps 2020	Côte du Skagerrak (au sud)	<i>Somateria mollissima</i>	Estimation de la mort 1 000 <i>Somateria mollissima</i> sur 20 000 individus affectés	Oui

Q18. Existe-t-il d'autres mesures de réponse d'urgence, différentes de celles prises en réponse aux situations d'urgence citées ci-dessus, ayant été développées et mises en place dans votre pays et pouvant être utilisées à l'avenir en cas d'urgence ?

Six Parties (11 % des Parties répondantes (RP) ; 8 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué que d'autres mesures d'intervention d'urgence ayant été développées peuvent être utilisées à l'avenir en cas d'urgence (Figure 1.25). Ces mesures sont résumées dans la Table 1.11. La République centrafricaine, le Sénégal et l'Algérie n'ont fourni aucun détail concernant leurs autres mesures d'intervention d'urgence. Les réponses aux situations d'urgence incluaient l'utilisation de la législation nationale et d'instruments nationaux (par exemple, le Règlement européen (UE) sur les espèces exotiques envahissantes), et de réponses sur le terrain telles que coordination entre surveillance et encouragement de la citoyenneté et d'autres groupes à signaler les problèmes pour prévenir les situations d'urgence.

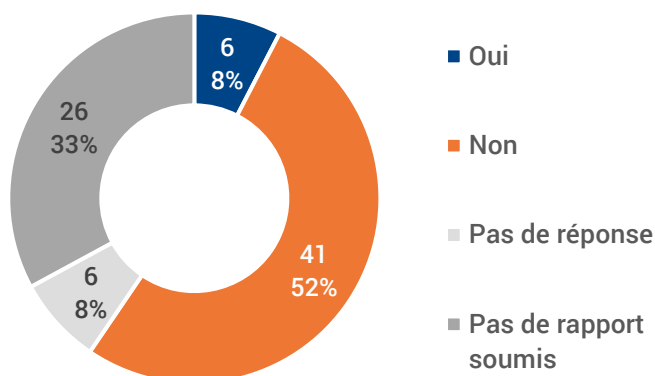


Figure 1.25. Proportion des Parties qui ont établi d'autres mesures de réponse d'urgence à des situations d'urgence qui pourraient être néfastes aux espèces protégées.

Tableau 1.11. Parties répondantes qui ont indiqué avoir établi des mesures de réponse d'urgence à des situations d'urgence qui pourraient être néfastes aux espèces protégées.

Partie	Situation d'urgence
Pays-Bas	Efflorescences Algales, Espèces non-indigènes, Influenza aviaire, Botulisme, Conditions climatiques extrêmes, Maladies infectieuses, Marées noires
Norvège	Marées noires
Ukraine	Pollution chimique

Oiseaux marins

Concernant les oiseaux marins, dix questions ont été posées aux Parties afin d'évaluer leurs efforts dans la conservation des espèces d'oiseaux marins. Les questions s'appliquaient uniquement aux 24 répondants qui ont déclaré posséder des territoires maritimes dans lesquels les priorités de conservation des oiseaux marins de l'AEWA sont pertinentes (Figure 1.26). Les questions ont permis d'éclaircir des sujets tels que la prise accidentelle d'oiseaux marins, la chasse et le prélèvement des œufs, les espèces exotiques envahissantes, les marées noires et les parcs éoliens. Un travail supplémentaire est nécessaire à la collecte de données rigoureuses et à la compréhension de ces sujets.

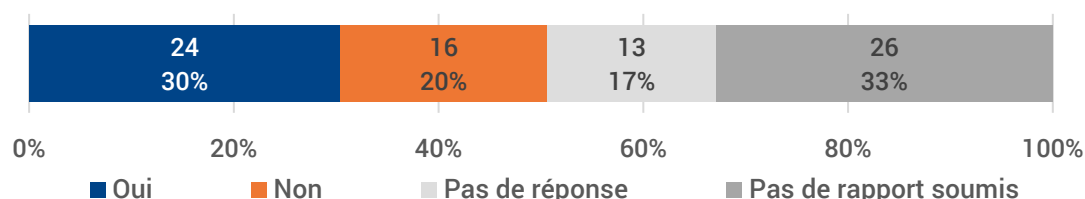


Figure 1.26. Nombre de Parties ayant indiqué posséder des territoires maritimes pour lesquels les priorités de conservation des oiseaux marins de l'AEWA sont pertinentes pour le pays.

Q29. Le pays dispose-t-il de données complètes sur les prises accessoires d'oiseaux marins ? (Résolution 7.6)

Trois Parties (Islande, Pays-Bas, Afrique du Sud ; 12 % des Parties répondantes concernées, ci-après dénommées RAP) ont indiqué disposer de données complètes sur les prises accidentelles d'oiseaux marins (Figure 1.27). Neuf Parties (Croatie, Danemark, France, Géorgie, Lettonie, Norvège, Portugal, Slovaquie, Suède ; 38 % des RAP) ont confirmé disposer de données partielles sur les prises accidentelles d'oiseaux marins. Les douze Parties ne disposant pas de données sur les prises accidentelles ont expliqué que ce manque

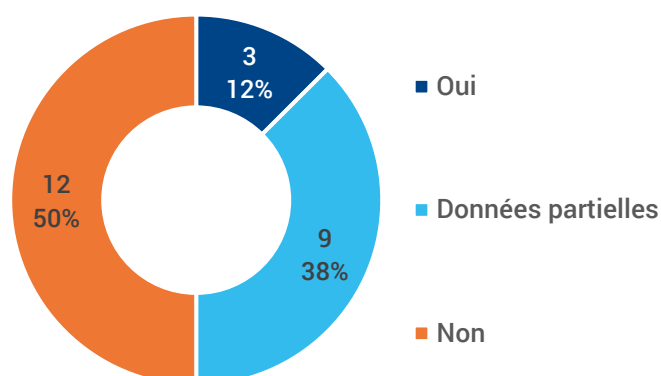


Figure 1.27. Nombre et proportion de Parties répondantes concernées disposant de données complètes sur les prises accidentelles d'oiseaux marins.

était dû à l'absence de programmes de surveillance et au peu de données disponibles auprès de professionnels de la pêche (Figure 1.28). La Belgique a indiqué que le risque de prises accidentelles d'oiseaux marins était faible en raison des équipements utilisés (chalut), tandis que l'Italie a indiqué organiser des sessions de formation visant à fournir aux professionnels de la pêche de meilleures compétences dans l'identification des espèces et la collecte de données.

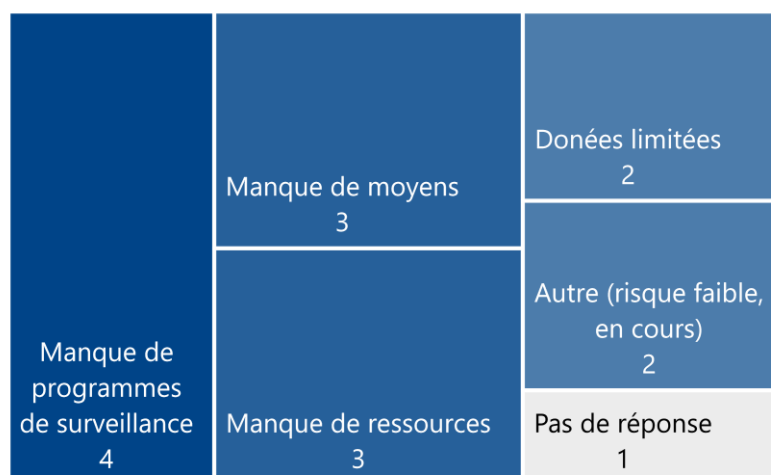


Figure 1.28. Explications fournies par les Parties répondantes concernées sur les raisons pour lesquelles elles ne disposent pas de données complètes sur les prises accidentelles d'oiseaux marins (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Q30. Avez-vous évalué l'impact des prises accessoires des pêches artisanales sur les oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA ? (Résolution 7.6)

Quatre Parties (France, Pays-Bas, Slovaquie, Afrique du Sud ; 17 % des RAP) ont confirmé que l'impact des prises accidentelles des pêches artisanales sur les oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA avait été évalué (Figure 1.29). La Slovaquie a mentionné des interférences entre la pêche artisanale et le Cormoran Huppé (*Phalacrocorax aristotelis*), la France a elle indiqué que malgré l'absence d'évaluation formelle, elle menait un travail d'observation et de collecte de données dans le cadre de la surveillance générale

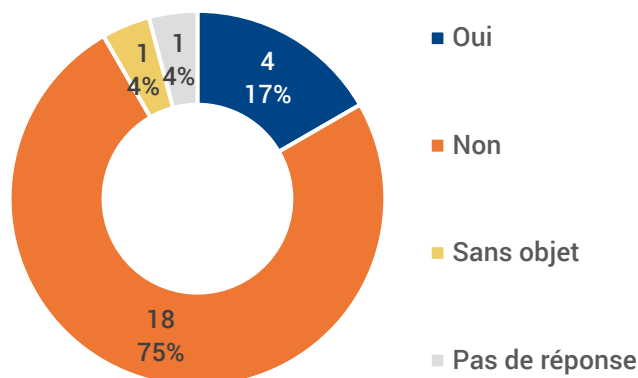


Figure 1.29. Nombre et proportion des Parties répondantes concernées qui ont évalué l'impact des prises accessoires des pêches artisanales sur les oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA.

des captures en mer. Une Partie (Norvège) a sélectionné « San objet » en raison de l'absence de pêche artisanale dans son pays. Les 18 Parties (75 % des RAP) n'ayant pas évalué l'impact des prises accidentelles des pêches artisanales sur les oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA ont expliqué manque de financement, et/ou avoir des données limitées, ou encore manquer de surveillance. Une Partie (Italie) a indiqué que l'évaluation était en cours de mise en œuvre, et une autre (Belgique) a estimé que le risque était faible et qu'il ne s'agissait donc pas d'une priorité.

Q31. Avez-vous évalué l'impact des pêches artisanales/de loisir sur les proies des oiseaux marins ? (Résolution 7.6)

Deux Parties (Pays-Bas et Slovaquie ; 8 % des RAP) ont indiqué que l'impact des pêches artisanales/de loisir sur les proies des oiseaux marins avait été évalué, ou sont en cours d'évaluation (la Slovaquie est en cours d'évaluation et les résultats seront disponibles en 2021) (Figure 1.30). Les 16 Parties (67 % des RAP) n'ayant pas évalué l'impact des pêches artisanales/de loisir sur les proies des oiseaux marins ont invoqué comme principale raison le manque de financement (Figure 1.31). La Croatie et la Roumanie ont toutes les deux indiqué qu'elles prévoyaient de commencer les évaluations au cours de la prochaine période financière de l'UE. La Belgique et la Suède ont indiqué que les captures des pêcheries de loisir ne constituaient très probablement pas de grandes proportions des proies des oiseaux marins. Les deux Parties ayant indiqué « Sans objet », la Norvège a cité le manque de pêche artisanale, et l'Afrique du Sud n'a pas fourni d'explication.

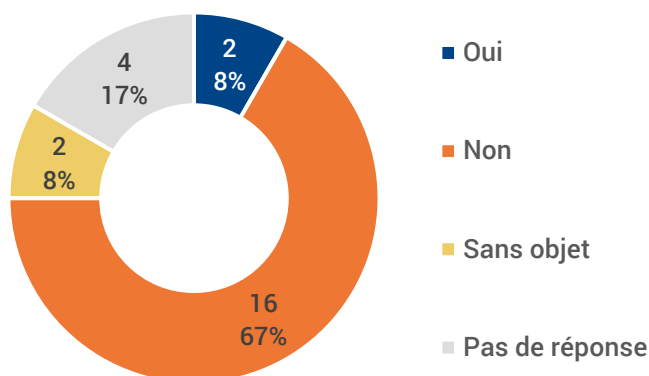
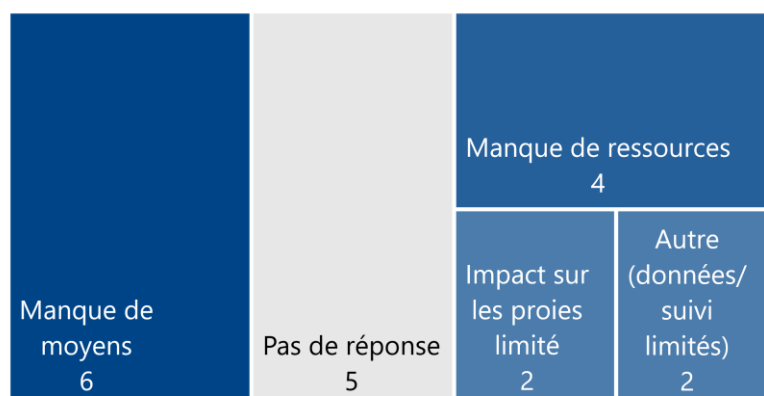


Figure 1.30. Nombre et proportion des Parties répondantes concernées qui ont évalué l'impact des pêches artisanales/de loisir sur les proies des oiseaux marins.

Figure 1.31. Explications fournies par les Parties répondantes concernées sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas évalué l'impact des pêches artisanales/de loisir sur les proies des oiseaux marins (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).



Q32. Votre pays a-t-il pris des mesures pour l'adoption/l'application des mesures visant à réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins et à combattre les pratiques de pêche illégales, Non réglementée et Non déclarée (INN) dans l'aire de répartition de l'AEWA ? (Résolution 3.8)

Treize Parties (54 % des RAP) ont confirmé avoir pris des mesures pour l'adoption/l'application des mesures visant à réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins et à combattre les pratiques de pêche illégales, Non réglementée et Non déclarée (INN) dans l'aire de répartition de l'AEWA (Figure 1.32). Les mesures prises par les Parties comprennent l'amélioration des pratiques de pêche, la restriction de l'utilisation des filets maillants, la recherche de zones de conflit et la mise à jour de la législation et/ou des Plans de gestion. Les sept Parties (Albanie, Belgique, Croatie, Kenya, Liban, Suède) n'ayant pas pris de mesures visant à réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins et à combattre les pratiques de pêche INN dans l'aire de répartition de l'AEWA ont invoqué le manque de

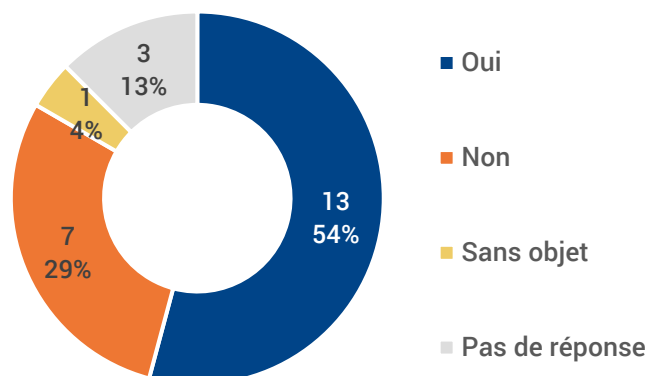


Figure 1.32. Nombre et proportion des Parties répondantes concernées ayant pris des mesures visant à réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins et à combattre les pratiques de pêche INN dans l'aire de répartition de l'AEWA.

financement, d'expertise et de ressources comme principales raisons (Figure 1.33).

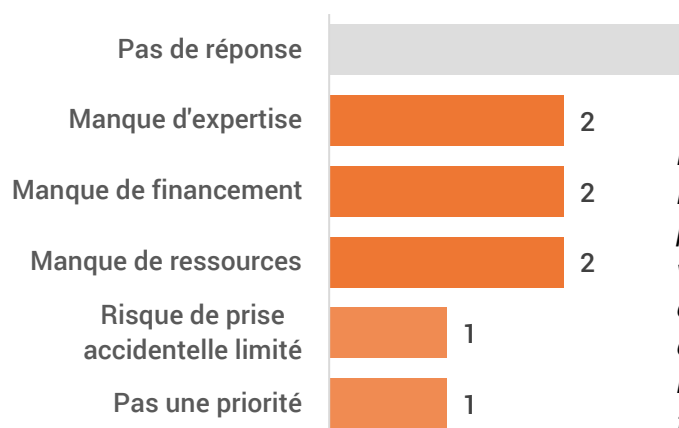


Figure 1.33. Explications fournies par les Parties répondantes concernées sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas pris de mesures visant à réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins et à combattre les pratiques de pêche INN dans l'aire de répartition de l'AEWA (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Q33. Votre pays dispose-t-il de données complètes sur la chasse et le prélèvement (légaux et illégaux) des œufs des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA ? (Résolution 7.6)

Trois Parties (Danemark, Estonie, Norvège ; 13 % des RAP) ont indiqué disposer de données complètes sur la chasse et le prélèvement des œufs (légaux et illégaux) des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA (Figure 1.34), tandis que quatre Parties (Finlande, Pays-Bas, Portugal, Suède ; 17 % des RAP) ont confirmé disposer de données partielles sur le sujet. Les 13 Parties ne disposant pas de données ont invoqué comme principale raison l'absence de

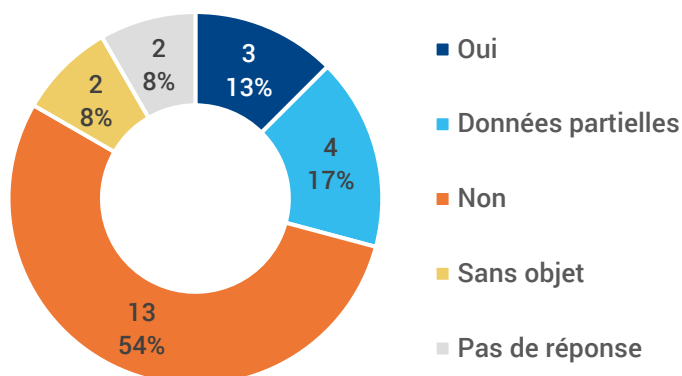


Figure 1.34. Nombre et proportion de Parties répondantes concernées qui disposent de données complètes sur la chasse et le prélèvement (légaux et illégaux) des œufs des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA.

chasse/prélèvement, et plus de deux tiers d'entre elles ont indiqué que la chasse et le prélèvement des œufs des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA étaient illégaux dans leur pays⁶. Parmi les autres raisons, les Parties ont également mentionné le manque de financement et de ressources, ainsi qu'une expertise limitée.

Q34. Avez-vous évalué l'impact de la chasse et du prélèvement (légaux et illégaux) des œufs des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA ? (Résolution 7.6)

Quatre Parties (Danemark, Estonie, Finlande, Suède ; 17 % des RAP) ont confirmé avoir évalué l'impact de la chasse et du prélèvement (légaux et illégaux) des œufs des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA (Figure 1.35), la Suède ayant mené une analyse approfondie pour deux oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA, le Harelda kakawi (*Clangula hyemalis*) et l'Eider à duvet (*Somateria mollissima*). Les 14 Parties n'ayant pas évalué l'impact de la chasse et du prélèvement des œufs des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA ont invoqué comme principale raison l'absence de chasse/prélèvement, et plus de deux tiers d'entre elles⁶ ont indiqué que la chasse et le prélèvement des œufs de ces oiseaux marins étaient illégaux dans leur pays. Parmi les autres raisons, les Parties ont également mentionné le manque de financement et de ressources, l'absence de chasse ou prélèvement d'œufs, ainsi qu'une expertise limitée pour mettre en œuvre une telle évaluation.

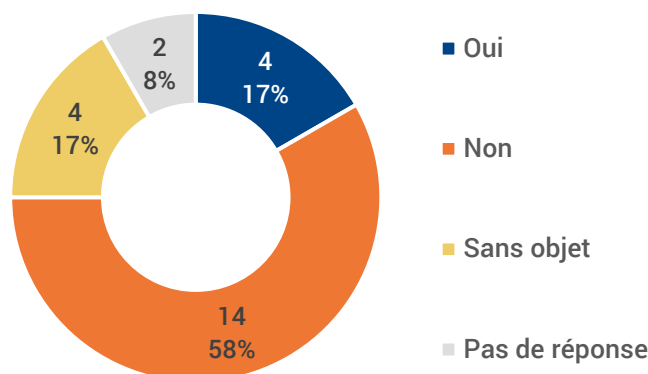


Figure 1.35. Nombre et proportion de Parties répondantes concernées qui ont évalué l'impact de la chasse et du prélèvement (légaux et illégaux) des œufs des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA.

Q35. Avez-vous identifié des colonies d'oiseaux d'eau menacées par des espèces envahissantes non indigènes ? (Résolution 7.6)

Cinq Parties (Belgique, Croatie, Finlande, Italie, Afrique du Sud ; 21 % des RAP) ont déclaré avoir identifié des colonies d'oiseaux marins menacées par des espèces envahissantes non indigènes (Figure 1.36). Quatre de ces Parties ont confirmé accorder la priorité à ces colonies, à l'exception de la Belgique qui a indiqué que toutes les colonies d'oiseaux marins étaient considérées comme prioritaires et font l'objet d'une évaluation continue des risques en raison du faible nombre total de colonies. Les 12

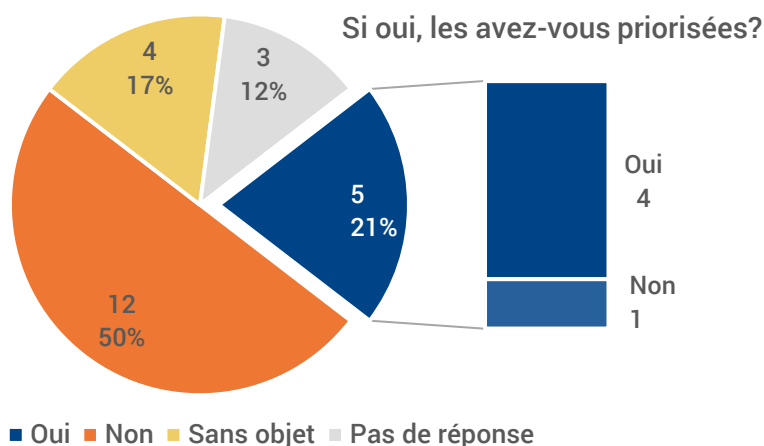


Figure 1.36. Nombre et proportion de Parties répondantes concernées qui ont identifié des colonies d'oiseaux marins menacées par des espèces envahissantes non indigènes, et dans l'affirmative, nombre de Parties ayant fait de ces colonies une priorité.

⁶ À noter que les Parties qui ont sélectionné « Sans objet » aux Q33 et Q34 parce que la chasse et/ou le prélèvement des œufs des oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA étaient illégaux dans leur pays ont été traitées comme « Non » aux fins de cette analyse.

Parties n'ayant pas identifié les colonies d'oiseaux marins menacées par des espèces envahissantes non indigènes ont invoqué comme principale raison le risque limité de menace pour ces colonies, et le manque de financement et de ressources. Les Parties qui ont sélectionné « Sans objet » ont indiqué l'absence de telles colonies d'oiseaux marins.

Q36. Avez-vous identifié les principales zones côtières et maritimes où les réactions aux marées noires seraient les plus urgentes au regard de la présence d'oiseaux marins inscrits sur la liste de l'AEWA ? (Résolution 7.6)

Neuf Parties (Estonie, Finlande, Liban, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie, Slovénie, Afrique du Sud 37 % des RAP) ont confirmé avoir identifié les principales zones côtières et maritimes où les réactions aux marées noires seraient les plus urgentes au regard de la présence d'oiseaux marins inscrits sur la liste de l'AEWA (Figure 1.37). Les neuf Parties ont également indiqué que les oiseaux marins et les sites d'oiseaux marins de l'AEWA étaient représentés de façon adéquate dans les plans de lutte contre les marées noires en vigueur (Figure 1.37). Les Parties n'ayant pas encore identifié les principales zones côtières et maritimes ont en général invoqué comme raison le manque de financement et de ressources, ainsi que le risque faible de marée noire (Figure 1.38). Une Partie (Lettonie) a sélectionné « Sans objet » estimant que l'identification concernait tous les territoires.

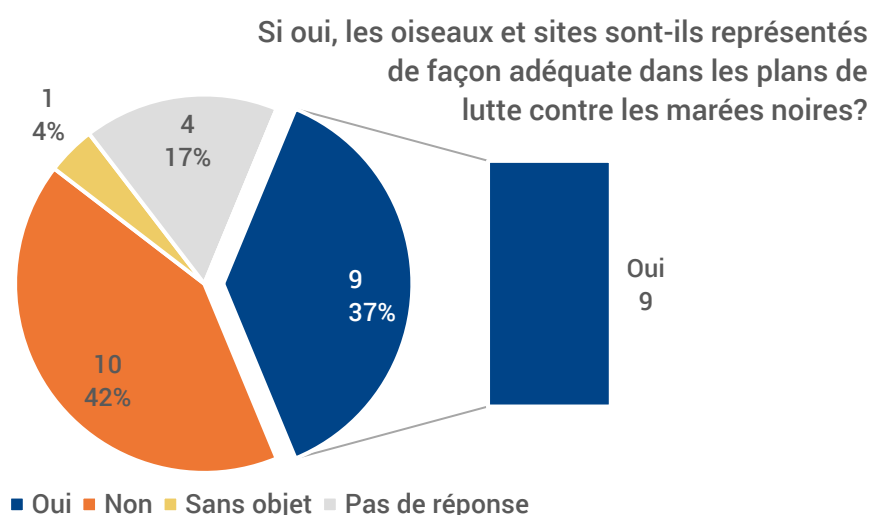


Figure 1.37. Nombre et proportion de Parties répondantes concernées qui ont identifié les principales zones côtières et maritimes où les réactions aux marées noires seraient les plus urgentes au regard de la présence d'oiseaux marins inscrits sur la liste de l'AEWA, et, dans l'affirmative, nombre de Parties ayant représenté de façon adéquate les oiseaux marins figurant sur la liste de l'AEWA les plans de lutte contre les marées noires en vigueur.

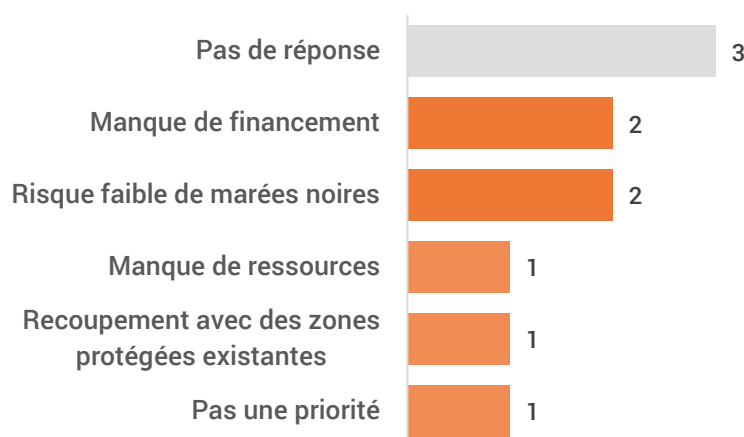


Figure 1.38. Explications fournies par les Parties répondantes concernées sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas identifié les principales zones côtières et maritimes où les réactions aux marées noires seraient les plus urgentes au regard de la présence d'oiseaux marins inscrits sur la liste de l'AEWA (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons)

Q37. (Uniquement applicable aux pays bordant les mers du Nord et Baltique) Votre pays a-t-il entrepris un programme de recueil de données pour valider les modèles d'impacts qu'auraient sur les populations d'oiseaux marins de l'AEWA les parcs éoliens offshore en mer du Nord et en mer Baltique ? (Résolution 7.6)

Parmi les 24 Parties répondantes ayant jugé cette section sur les oiseaux marins pertinente, neuf Parties bordent également les mers du Nord et Baltique (Belgique, Danemark, Estonie, Finlande, France, Lettonie, Pays-Bas, Norvège, Suède). Trois de ces Parties (Belgique, Pays-Bas, Norvège) ont indiqué avoir entrepris un programme de recueil de données pour valider les modèles d'impacts qu'auraient sur les populations d'oiseaux marins de l'AEWA les parcs éoliens offshore (Figure 1.39). La Norvège a précisé que, bien qu'il n'existe actuellement aucun parc éolien offshore en eaux territoriales, des données sont en permanence recueillies afin de procéder à une cartographie du parc et une analyse de son impact. Plus de la moitié des Parties répondantes bordant les mers du Nord et Baltique n'ont pas entrepris un programme de recueil de données, expliquant que l'impact de chaque parc a été évalué avant leur construction, que seuls les parcs éoliens terrestres avaient été évalués, ou encore que l'absence de parcs éoliens offshore rendait inutile un programme de recueil de données.

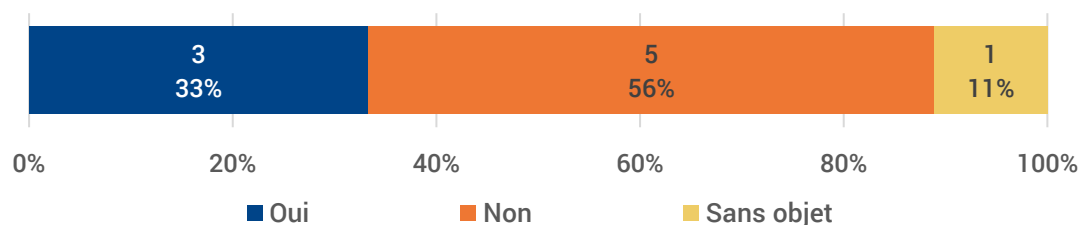


Figure 1.39. Nombre et proportion des Parties répondantes concernées bordant les mers du Nord et Baltique ayant entrepris un programme de recueil de données pour valider les modèles d'impacts qu'auraient sur les populations d'oiseaux marins de l'AEWA les parcs éoliens offshore.

Q38. Avez-vous identifié des sites prioritaires en comblant les lacunes du réseau de sites critiques pour les oiseaux marins (zones de reproduction, de non-reproduction, pélagiques et côtières) ? (Résolution 7.6)

Quatre Parties (Lettonie, Pays-Bas, Norvège, Roumanie ; 17 % des RAP) ont confirmé avoir complètement identifié les sites prioritaires en comblant les lacunes de réseau de sites critiques pour les oiseaux marins. La Lettonie et les Pays-Bas ont confirmé l'inclusion et/ou la désignation des sites dans le réseau Natura 2000, et trois Parties (Estonie, Finlande, France) ont répondu avoir partiellement identifié les sites prioritaires (Figure 1.40). Les sept Parties qui n'ayant pas identifié les sites prioritaires ont invoqué comme raison le manque de financement (Albanie, Géorgie), le manque de ressources (Croatie, Suède), et l'identification envisagée à l'avenir (Maroc). L'Égypte et le Togo n'ont pas fourni d'explications. Trois Parties (Belgique, Slovaquie, Afrique du Sud) ont sélectionné « Sans objet ». La Slovaquie a indiqué que les seuils de réseau de sites critiques n'avaient pas été atteints dans son pays, et la Belgique a précisé avoir identifié les sites prioritaires précédemment.

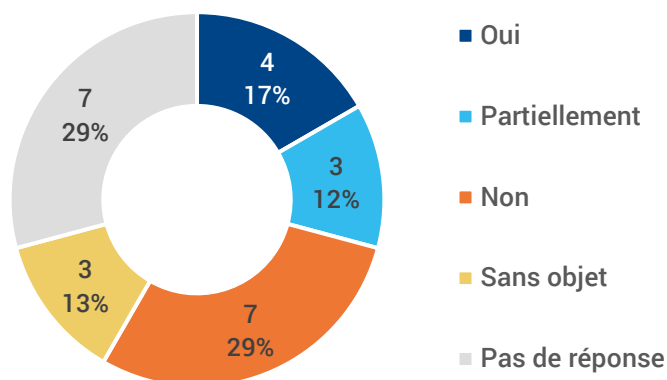


Figure 1.40. Nombre et proportion des Parties répondantes concernées qui ont identifié les sites prioritaires en comblant les lacunes du réseau de sites critiques pour les oiseaux marins.



II. RÉTABLISSEMENTS

Les Parties ont été interrogées sur les projets de rétablissement des oiseaux d'eau dans leur pays, ainsi que sur les réglementations de ces projets. Le détail des projets de rétablissement en cours se fonde sur les informations fournies par les Parties, ainsi que sur des recherches supplémentaires lorsque les sources étaient disponibles. De manière générale, relativement peu de Parties ont envisagé ou envisagent de lancer des projets de rétablissement.

Q20. Votre pays tient-il un registre national des projets de rétablissement en cours ou dont la réalisation partielle ou intégrale est prévue dans votre pays ? (Résolution 4.4)

Onze Parties (21 % des Parties répondantes (RP) ; 14 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré tenir un registre national des projets de rétablissement (Figure 2.1). Les détails des registres nationaux sont résumés au Tableau 2.1.

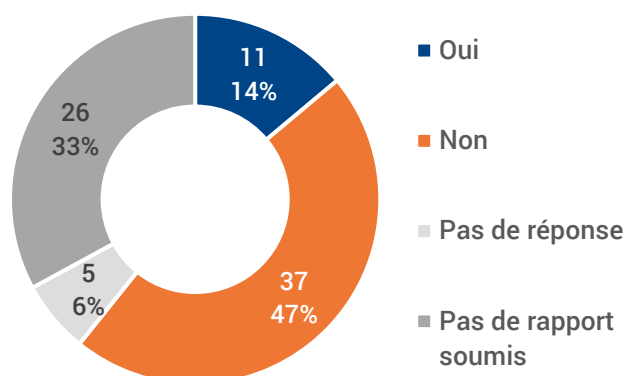


Figure 2.1. Proportion de Parties tenant un registre national des projets rétablissement.

Tableau 2.1. Résumé des Parties ayant confirmé tenir ou prévoir tenir un registre national des projets de rétablissement.

Partie	Détails du registre
Belgique	En Flandre, les rétablissements doivent demander une dérogation à la législation régionale, les projets étant répertoriés dans un registre de dérogations. En Wallonie, les rétablissements sont interdits en vertu de l'article 5 de la Loi sur la conservation de la nature. Aucun projet de rétablissement n'a été entrepris en Flandre, en Wallonie, dans la région de Bruxelles et dans la partie belge de la mer du Nord.
République tchèque	Un registre est tenu par l'Agence pour la Conservation de la nature et la Protection du paysage, un organisme d'État dépendant du ministère de l'Environnement.
Eswatini	Inclus dans la liste de données sur les espèces
France	Les documents sont classés dans les archives.
Pays-Bas	Les projets de rétablissement de 1908 à 2008 sont accessibles au public à l'adresse suivante : https://www.clo.nl/indicatoren/nl147404-inleiding-herintroductie-soorten
Portugal	-
Roumanie	-
Slovénie	Un registre des permis pour la détention et le transport d'espèces animales sauvages protégées est tenu à jour, ainsi que les raisons motivant ces autorisations. Ceci inclut les espèces inscrites à l'AEWA.
Afrique du Sud	Partiellement mis en œuvre, avec un registre tenu dans le cadre du Plan de gestion de la biodiversité par espèce pour le Manchot du Cap.
Ouzbékistan	-
Zimbabwe	Les projets de rétablissement en cours ou prévus sont enregistrés au niveau régional

Trente-sept Parties (70 % des RP ; 47 % de toutes les CP) ont déclaré ne pas tenir de registre national en place ou prévu pour les projets de rétablissement. Environ la moitié de ces Parties ont précisé qu'aucun projet de rétablissement n'était en cours de mise en œuvre (Figure 2.2). Trois Parties (Géorgie, Serbie et Syrie) ont invoqué comme raison un manque de ressources pour la mise en œuvre d'un registre national, tandis que deux Parties ont indiqué qu'un registre de rétablissement n'était pas considéré comme une priorité nationale (Égypte et Espagne). Parmi les autres raisons, la Suède a fait remarquer que, bien qu'il n'existe pas de registre national, le seul projet de rétablissement du pays (Swedish Stork Project) tient son propre registre. L'Italie a déclaré que, bien qu'il n'existe pas de registre national officiel, l'institut national italien pour la Protection de l'environnement et la Recherche (ISPRA) recueillait des documents relatifs aux programmes de rétablissement.

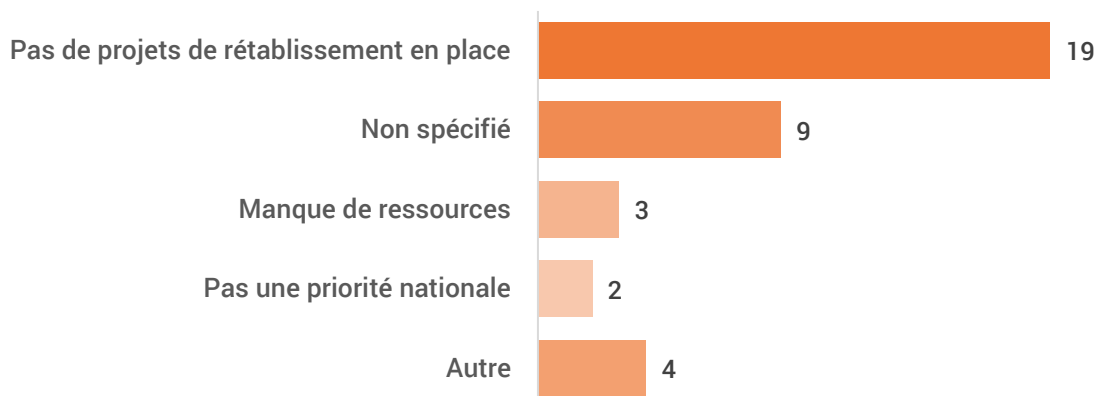


Figure 2.2. Réponses des Parties concernant les raisons pour lesquelles elles ne tiennent pas un registre national de projets de rétablissement.

Q21. Existe-t-il dans votre pays un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, notamment les oiseaux d'eau (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4) ?

Vingt-trois Parties (43 % des Parties répondantes (RP) ; 29 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré disposer d'un cadre pleinement réglementaire et à l'œuvre pour le rétablissement des espèces, y compris les oiseaux d'eau, et huit autres Parties (15 % des RP ; 10 % des CP) ont indiqué la mise en œuvre partielle d'un cadre réglementaire (Figure 2.3). Les détails des cadres réglementaires, lorsqu'ils ont été fournis par les Parties, sont résumés dans le Tableau 2.2.

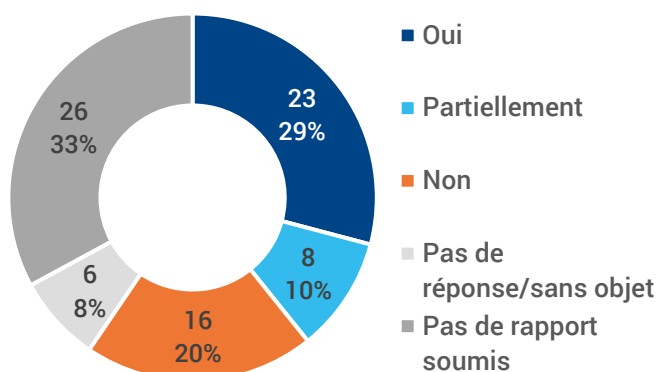


Figure 2.3. Proportion des Parties disposant d'un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, notamment les oiseaux d'eau.

Sur les seize Parties (30 % des RP ; 20 % des CP) ayant indiqué ne pas disposer d'un cadre réglementaire complet à l'œuvre, trois Parties (Chypre, Ghana, Zimbabwe) ont indiqué l'absence de projets de rétablissement dans leur pays, et trois Parties (Bulgarie, Nigeria, Ouganda) ont expliqué que le rétablissement d'espèces n'était pas nécessaire. Trois autres Parties (Côte d'Ivoire, Égypte, Rwanda) ont elles indiqués que, bien qu'elles ne disposent pas d'un cadre réglementaire particulier pour le rétablissement des espèces, certains instruments relatifs au rétablissement étaient présents dans la législation existante concernant le faune sauvage. Par exemple, le Rwanda a indiqué que le projet de loi sur la biodiversité et la faune

fournirait un cadre réglementaire concernant les projets de rétablissement. L'Albanie a indiqué qu'un cadre réglementaire était en cours de développement. La Serbie elle a expliqué manquer de ressources pour mettre en œuvre un cadre réglementaire. L'Algérie a indiqué le rétablissement de la Marmaronette marbrée (*Marmaronetta angustirostris*) et du Fuligule morillon (*Aythya marila*) dans certains centres de chasse. Quatre Parties (Éthiopie, Géorgie, Islande, Jordanie) n'ont pas fourni de détails supplémentaires concernant le manque de cadre réglementaire.

Tableau 2.2. Résumé des Parties répondantes ayant indiqué l'existence d'un cadre réglementaire pleinement ou partiellement mis en œuvre pour le rétablissement des espèces. Les cadres pleinement mis en œuvre sont indiqués en texte standard, ceux partiellement mis en œuvre sont indiqués en italique ; '-' indique que des détails supplémentaires n'ont pas été fournis.

Partie	Détails des cadres réglementaires pleinement ou partiellement mis en œuvre
Belgique	En Flandres, le décret du Gouvernement flamand sur la protection et la gestion des espèces régit le rétablissement des espèces dans la nature. En Wallonie, l'article 5 de la loi sur la conservation de la nature interdit le rétablissement de toute espèce indigène dans la nature, mais des exceptions peuvent être accordées par un système de dérogations. À Bruxelles, l'ordonnance du 01/03/2012 sur la conservation de la nature régit le rétablissement des espèces dans la nature. Dans la partie belge de la mer du Nord, un arrêté royal du 21/12/2001 sur la protection des espèces dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique régit le rétablissement des espèces dans la nature.
<i>Bélarus</i>	-
Croatie	Le rétablissement d'espèces éteintes à l'état sauvage et le repeuplement d'espèces sauvages sont régis par la loi relative à la Protection de la nature (Journal officiel n° 80/13, 15/18, 14/19 et 127/19) et par l'ordonnance sur la méthodologie d'élaboration et de mise en œuvre des études d'évaluation des risques en matière d'introduction, de rétablissement et de reproduction des taxons sauvages (JO 34/08). Les dispositions relatives au rétablissement et repeuplement des espèces sauvages sont en vigueur depuis 2055, et font partie de l'ancienne loi sur la Protection de la nature (JO 70/05, 139/08, 57/11).
République tchèque	Des lignes directrices pour l'élaboration de plans d'action pour les espèces végétales et animales menacées ont été publiées par l'agence pour la Conservation de la nature et la Protection du paysage en 2002.
Danemark	-
Estonie	Le cadre des mesures est défini dans la loi pour la Protection de la nature, principalement au paragraphe 58 : Introduction et retrait d'espèces indigènes dans la nature.
Eswatini	Le pays possède un plan de rétablissement des espèces
Finlande	Couverts par la législation nationale.
France	En 2010, la loi Grenelle II a fait entrer dans le code de l'environnement « des plans nationaux d'action opérationnels pour la conservation ou le rétablissement des espèces visées aux articles L. 411-1 et L. 411-2 ainsi que des espèces d'insectes pollinisateurs ».
<i>Italie</i>	<i>Les projets de rétablissement des espèces figurant sur la liste de l'Annexe IV de la directive Habitats doivent être autorisés par les administrations régionales, mais aucune autorisation n'est requise pour le rétablissement des oiseaux.</i>
Kenya	La Loi sur la Conservation de la Faune et de la Flore Sauvage prévoit une régulation pour la réhabilitation des habitats et le rétablissement des espèces.
Lettonie	Loi sur la Protection des Espèces et des Habitats (2000) ; Règlement du Cabinet des ministres n° 1165 (2010) : Procédures de délivrance de permis pour l'acquisition d'individus d'espèces non-gibiers, l'introduction d'espèces sauvages non indigènes de la nature lettone (Introduction), et la restauration des populations d'espèces dans la nature (rétablissement).
Liban	L'article 4 de la loi libanaise sur la chasse (580/2004) autorise la création de centres d'élevage afin d'élever des animaux et des oiseaux sauvages locaux ou migrateurs, notamment les espèces menacées au niveau mondial, dans le but de les relâcher dans la nature.
Mali	La loi 95-031 de 1995 fixe les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat. La Direction nationale des Eaux et Forêts (DNEF), les Points focaux nationaux (AEWA, CMS, Ramsar, CBD, et le coordinateur de Plan d'action et de gestion des zones humides) et les ONG examineront ensemble comment développer un registre de restauration.
<i>Moldavie</i>	<i>Des mesures spécifiques pour le rétablissement des espèces sont décrites dans la « Loi sur le règne animal »</i>

Partie	Détails des cadres réglementaires pleinement ou partiellement mis en œuvre
<i>Maroc</i>	<i>Les projets d'introduction et de rétablissement de la faune et la flore sauvages, y compris les oiseaux, doivent obtenir un permis, et évaluation scientifique doit confirmer la viabilité de tels projets.</i>
Pays-Bas	La libération des animaux dans la nature est interdite en vertu de la loi pour la Protection de la nature. Le ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité de la nourriture peut accorder des dérogations pour la libération, l'élevage ou la capture et le transfert d'animaux protégés. Les rétablissements sont effectués conformément aux dispositions de l'UICN. Ces dispositions figurent dans les Lignes directrices de l'UICN sur les réintroductions (document parlementaire 31 200 XIV, n° 215).
Norvège	Généralement réglementé par la loi nationale sur la diversité de la nature. Une ligne directrice pour le rétablissement des espèces dans la nature a été élaborée pour l'automne 2020 : https://www.miljodirektoratet.no/aktuelt/nyheter/2020/august-2020/arfugldod-skyldtes-trolig-svikt-i-mattilgang/
Portugal	-
Roumanie	Loi n° 82/1993 sur la réserve de biosphère du delta du Danube (avec amendements) ; décisions gouvernementale n° 248/1994 pour l'adoption de mesures d'application de la loi n° 82/1993 ; décision gouvernementale n° 1076/2004 portant sur les procédures d'évaluation des plans et des programmes sur l'environnement ; loi n° 89/2000 sur la ratification de l'AEWA ; ordonnance d'urgence du gouvernement sur le régime des aires naturelles protégées, la conservation des habitats naturels, de la faune et la flore sauvages approuvé sous réserve d'amendements de la loi n° 49/2011 (avec amendement) ; arrêté n° 19/2010 sur l'approbation de la méthodologie pour l'évaluation pertinente des effets potentiels des plans ou projets sur les zones naturelles protégées.
<i>Sénégal</i>	-
Slovaquie	Dispositions générales du décret n° 24/2003 du ministère de l'Environnement (tel que modifié) relatif à la loi sur la protection de la nature. Les projets de rétablissement nécessitent l'approbation du ministère de l'Environnement (ainsi que celle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'il s'agit d'une espèce gibier).
<i>Afrique du Sud</i>	<i>Les cadres réglementaires sont définis en fonction des espèces et ne sont pas génériques à tous les oiseaux d'eau.</i>
Espagne	Loi 42/2007 article 55, et Lignes directrices de l'UICN sur la conservation des espèces.
Suède	Ordonnance suédoise sur la chasse (1987 : 905).
Suisse	Article 8 de l'Ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages : les autorités fédérales peuvent, avec l'accord des cantons concernés, approuver le rétablissement d'espèces protégées ou d'espèces autrefois indigènes en Suisse. Le Plan suisse de conservation des espèces précise toutefois que les réintroductions ne doivent être envisagées qu'à titre exceptionnel. Règles fondées sur les directives pertinentes de l'UICN.
<i>Syrie</i>	<i>Partiellement mis en œuvre par les ministères et pas défini en fonction des espèces.</i>
Ukraine	Loi ukrainienne sur la faune : le rétablissement des espèces ne peut se faire qu'en vertu d'un permis spécial délivré pour le ministère de l'Écologie et des Ressources naturelles s'il est justifié par un raisonnement scientifique pertinent.
Tanzanie	La loi n° 5 de 2009 sur la conservation de la faune et la flore sauvages et les réglementations ultérieures autorisent l'importation de toute espèce d'un autre pays en vue de sa réintroduction. En vertu de ces dispositions, en 2019, le gouvernement a pu importer neuf Rhinocéros noirs d'Afrique du Sud.
<i>Togo</i>	-
Ouzbékistan	Décision n° 484 datant du 11 juin 2019 du Cabinet ministériel de la République d'Ouzbékistan portant sur « l'approbation de la stratégie de conservation de la diversité biologique en République d'Ouzbékistan pour la période 2019-2028 » ; décret présidentiel n° 5863 datant du 30 octobre 2019 de la République d'Ouzbékistan portant sur « l'approbation du concept de protection de l'environnement de la République d'Ouzbékistan jusqu'en 2030 ».

Q22. Votre pays a-t-il envisagé, élaboré ou mis en œuvre des projets de rétablissement pour des espèces/populations figurant au tableau 1 de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4)

Sept Parties (13 % des Parties répondantes (RP) ; 9 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué envisager, élaborer ou mettre en œuvre des projets de rétablissement pour des espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA (Figure 2.4). Les espèces concernées et le statut des projets sont repris au Tableau 2.3. Le Bélarus a indiqué que, bien qu'aucun plan spécifique pour le rétablissement du Garrot à œil d'or (*Bucephala clangula*) et du Harle piette (*Mergellus albellus*), des nichoirs ont été installés dans certaines aires. Plus de détails sur les projets qui ont été élaborés ou mis en œuvre sont donnés ci-dessous.

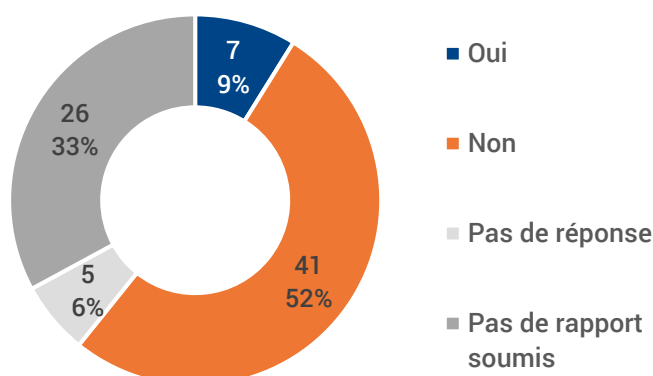


Figure 2.4. Proportion de Parties envisageant, élaborant ou mettant en œuvre des projets de rétablissement pour des espèces/populations figurant au Tableau 1 de l'AEWA.

Tableau 2.3. Stade des plans de rétablissement des espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA par Parties, et indication si le Secrétariat de l'AEWA a été informé ou non du projet de rétablissement. À noter que l'Algérie a répondu « Oui » mais n'a pas fourni de détails quant au plan de rétablissement.

Espèce	Partie	Stade du Plan	Secrétariat AEWA informé	Raisons de la non-information du Secrétariat AEWA
<i>Bucephala clangula</i> (Garrot à l'œil d'or)	Bélarus	Pas de plan en place, mais rétablissement en considération		-
<i>Chroicocephalus hartlaubi</i> (Mouette de Hartlaub)	Afrique du Sud	Pas de plan en place, mais rétablissement en considération		-
<i>Ciconia ciconia</i> (Cigogne blanche)	Suède	Développé et mis en œuvre	Non	Le projet a démarré avant que l'AEWA ne soit établi (1989).
	Suisse	Développé et mis en œuvre	Non	Programme mis en œuvre avant l'adoption à l'AEWA.
<i>Marmaronetta angustirostris</i> (Marmaronette marbrée)	Italie	Développé et mis en œuvre	Non	-
<i>Mergellus albellus</i> (Harle piette)	Bélarus	Pas de plan en place, mais rétablissement en considération		-
<i>Pelecanus crispus</i> (Pélican frisé)	Géorgie	Pas de plan en place, mais rétablissement en considération		-
<i>Phalacrocorax capensis</i> (Cormoran du Cap)	Afrique du Sud	Développé et mis en œuvre		-
<i>Spheniscus demersus</i> (Manchot du Cap)	Afrique du Sud	Développé et mis en œuvre		-

Projets de rétablissement élaborés et mis en œuvre

À noter que l'Afrique du Sud n'a pas fourni de détails supplémentaires ni de lien vers un site Web pour *Phalacrocorax capensis* et *Spheniscus demersus*, les deux espèces pour lesquelles elle a déclaré mettre en œuvre des projets de rétablissement.

a) *Ciconia ciconia* (Cigogne blanche)

Statut Liste Rouge de l'UICN⁷ : Préoccupation mineure, **Tendance de population** : Augmentation

Projets de rétablissement en cours

Aire de répartition de l'AEWA : SUÈDE, région : Comté de Scanie

Organisations : Association de protection de la nature dans le comté de Scanie, et la station ornithologique de Scanie.

Année de démarrage : 1989

Année de fin d'activité : Toujours en cours d'activité

Remarques : Le Stork Projektet est une initiative développée et mise en œuvre par deux ONG qui lèvent et relâchent des couples de Cigognes blanches en Scanie. Les méthodes et les Cigognes blanches ont été prises à Aneboda dans le comté du Småland. Les méthodes consistent à implanter des couples de cigognes et à encourager les naissances et les mouvements des jeunes cigognes chaque année. Elles forment un couple et nidifient une ou plusieurs années dans des enclos, avant d'être relâchées. Certaines cigognes relâchées passent l'hiver en Scanie et ne peuvent donc pas être considérées comme sauvages. Cependant, en 2014, le premier couple reproducteur sauvage formé naturellement ayant nidifié en Scanie, ainsi que plusieurs autres cigognes, sont revenus pour nidifier.

Aire de répartition de l'AEWA : SUISSE

Année de démarrage : 1948

Année de fin d'activité : Toujours en cours d'activité

Remarques : La population indigène s'est éteinte en Suisse en 1950 après un déclin rapide à partir des années 1900 lorsqu'il ne restait plus que 140 couples reproducteurs. Depuis le lancement du projet de réintroduction de la Cigogne blanche en 1948, la population n'a cessé d'augmenter pour atteindre 269 couples reproducteurs en 2010. L'ensemble de l'aire de reproduction originelle sur la Plateau central (<600m d'altitude) est maintenant occupé, alors que les espèces n'occupaient que 9 carrés atlas lors des études de 1972-1976.

b) *Marmaronetta angustirostris* (Marmaronette marbrée)

Statut Liste Rouge de l'UICN⁸ : Vulnérable, **Tendance de population** : Diminution

Projets rétablissement en cours

Aire de répartition de l'AEWA : ITALIE, région : Sicile

Organisations : Stiftung Pro Artenvielfalt

Année de démarrage : 2019

Année de fin d'activité : Toujours en cours d'activité

Remarques : Le premier couple nidifiant de *Marmaronetta angustirostris* a été enregistré dans l'ouest de la Sicile en 2000. Très peu de couples (1-2 en Sardaigne et 1-3 en Sicile) se sont

⁷ BirdLife International 2016. *Ciconia ciconia*. The IUCN Red List of Threatened Species 2016: e.T22697691A86248677. [Consulté le 19/06/2021]

⁸ BirdLife International 2017. *Marmaronetta angustirostris*. The IUCN Red List of Threatened Species 2017: e.T22680339A110054350. [Consulté le 19/06/2021]

reproduits régulièrement au cours des dernières années. Un Plan d'action national a été publié en 2017, et un projet de rétablissement coordonné par Stiftung Pro Artenvielfalt a été lancé en 2019 dans le cadre du projet LIFE Marbled Duck PSSO. Le projet a pour but d'accélérer la colonisation naturelle du *Marmaronetta angustirostris* en Sicile grâce à la libération d'individus élevés en captivité à Valence, en Espagne. La première libération est prévue pour le printemps 2021.



III. INTRODUCTIONS ET ESPÈCES NON INDIGÈNES

Les Parties ont été invitées à évaluer leur réponse à l'introduction d'espèces non indigènes en ce qui concerne la conservation des oiseaux d'eau migrateurs. Les questions ont permis d'éclaircir des sujets tels que la législation sur les introductions et les évasions accidentelles des zoos et des collections privées, et les programmes visant à contrôler ou à éradiquer les espèces non indigènes. En outre, une mise à jour de l'état des populations de certaines espèces d'oiseaux d'eau non indigènes est présentée. Les réponses aux Rapports nationaux soulignent que des travaux supplémentaires sont nécessaires pour établir des mesures plus complètes afin de prévenir les impacts négatifs des espèces non indigènes sur les oiseaux d'eau.

Q24. Votre pays a-t-il une législation en place, interdisant l'introduction d'espèces animales et végétales non indigènes susceptibles de nuire aux oiseaux d'eau migrateurs (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.1).

Trente-neuf Parties (74 % des Parties répondantes (RP) ; 49 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont confirmé avoir une législation en place et en application interdisant l'introduction d'espèces animales et végétales non indigènes susceptibles de nuire aux oiseaux d'eau migrateurs (Figure 3.1). Deux autres Parties (Côte d'Ivoire, Nigeria) qu'une telle législation était en cours d'élaboration. Trois Parties ont indiqué qu'une législation était en place mais qu'elle n'était pas correctement appliquée voire pas du tout. L'Islande a invoqué comme raison le manque de supervision adéquate, et les deux autres Parties (Syrie, Togo) n'ont fourni aucune explication. Sur les quatre Parties (Éthiopie, Ghana, Jordanie, Niger) ayant indiqué ne pas avoir de législation en place, seulement une Partie (Éthiopie) a fourni des détails supplémentaires, expliquant qu'elle prévoyait de développer une telle législation.

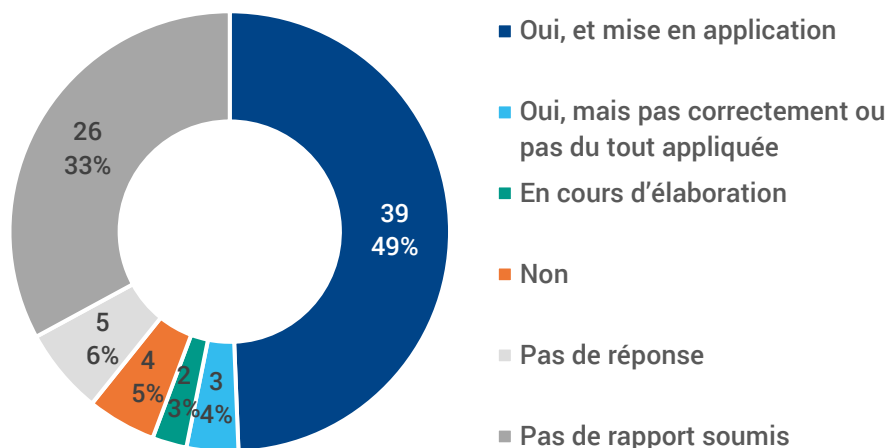
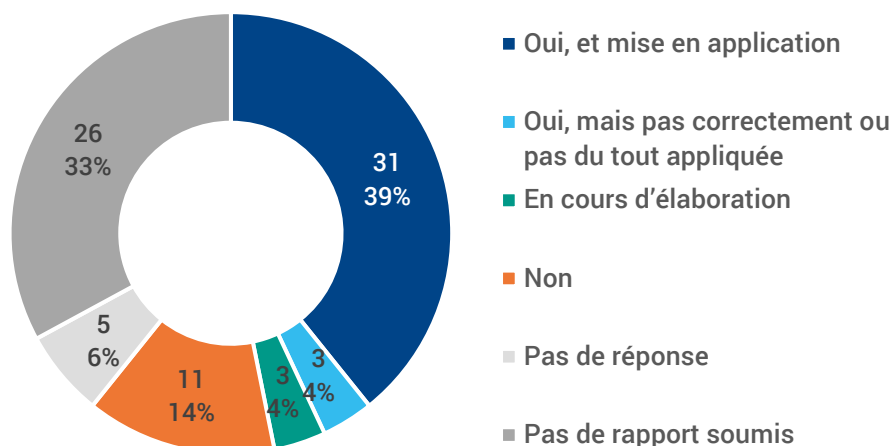


Figure 3.1. Réponses des Parties à la question de savoir si elles possèdent une législation en place interdisant l'introduction d'espèces animales et végétales non indigènes susceptibles de nuire aux oiseaux d'eau migrateurs.

Q25. Votre pays a-t-il imposé des exigences législatives aux zoos, aux collections privées, etc., afin d'éviter les évasions accidentelles d'animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.2)

Trente et une Parties (58 % des Parties répondantes (RP) ; 39 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué que leur pays imposait et appliquait pleinement des exigences législatives aux zoos, aux collections privées et autres établissements similaires, afin d'éviter les évasions accidentelles d'animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs (Figure 3.2), et trois autres Parties (Albanie, Côte

Figure 3.2. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont imposé des exigences législatives aux zoos, aux collections privées, etc., afin d'éviter les évasions accidentelles d'animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs.



d'Ivoire, Togo) ont indiqué être en cours d'élaboration. Trois Parties (Égypte, Moldavie, Portugal) ont confirmé que des exigences législatives étaient mises en place, mais qu'elles n'étaient pas correctement appliquées, voire pas du tout. Elles n'ont pas fourni plus d'explication. Les Parties qui n'ont pas imposé d'exigences législatives spécifiques aux zoos et aux collections privées ont généralement indiqué l'existence de telles mesures dans une législation plus large, ou dans des règlements internes (Figure 3.3).

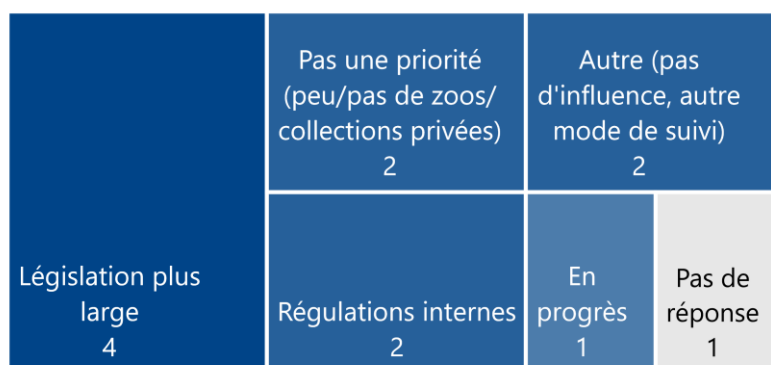


Figure 3.3. Explications fournies par les Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas imposé d'exigences législatives aux zoos, aux collections privées, etc., afin d'éviter les évasions accidentelles d'espèces non indigènes pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Q26. Votre pays a-t-il examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces indigènes ? (Article III(2)(g); Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.3)

Onze Parties (21 % des Parties répondantes (RP) ; 14 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont confirmé examiner, développer et mettre en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces indigènes⁹ (Figure 3.4). Trois de ces Parties n'ont pas fourni de détails sur les espèces concernées

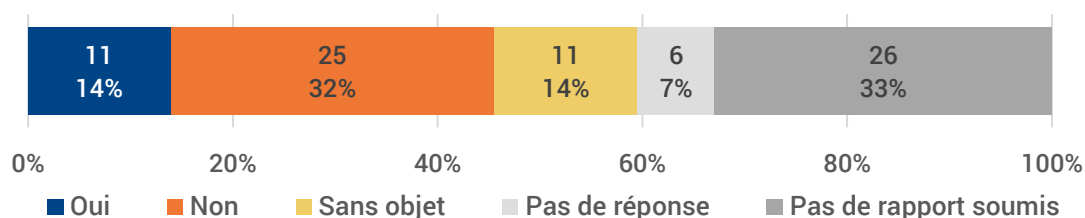


Figure 3.4. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'espèces d'oiseaux d'eau non indigène afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces indigènes.

⁹ En outre, la Belgique a indiqué dans sa réponse à la question 27 avoir un programme informel pour l'Ibis sacré.

(Danemark, Moldavie, Afrique du Sud). Quatre espèces (Ibis sacré¹⁰, Bernache du Canada, Oulette d'Égypte¹¹, Érisma rousse¹²) ont été listées comme étant le centre de tels programmes, l'Érisma rousse étant la cible du plus grand nombre de programmes de contrôle/éradication (Figure 3.5). L'Italie a expliqué que si son programme concernant l'Ibis sacré n'avait pas encore été mis en œuvre, un plan de gestion avait été élaboré et le processus d'approbation en cours.



Figure 3.5. Les espèces d'oiseaux d'eau faisant partie des programmes de contrôle ou d'éradication afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces indigènes, comme indiqué par les Parties.

Vingt-cinq Parties (47 % des RP ; 32 % des CP) ont indiqué ne pas posséder de programmes de contrôle ou d'éradication des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau, invoquant le plus couramment comme explication un besoin limité (Figure 3.6) que ce soit parce que ces populations sont peu nombreuses et ont donc un impact minimal sur les espèces indigènes, parce qu'aucun impact négatif n'a été noté dans le pays, ou encore parce que toutes les populations d'espèces non indigènes ne se reproduisent pas. La grande majorité des Parties qui ont sélectionné « Sans objet » pour cette question ont expliqué que les espèces non indigènes n'avaient pas été identifiées et/ou n'étaient pas établies dans leur pays.

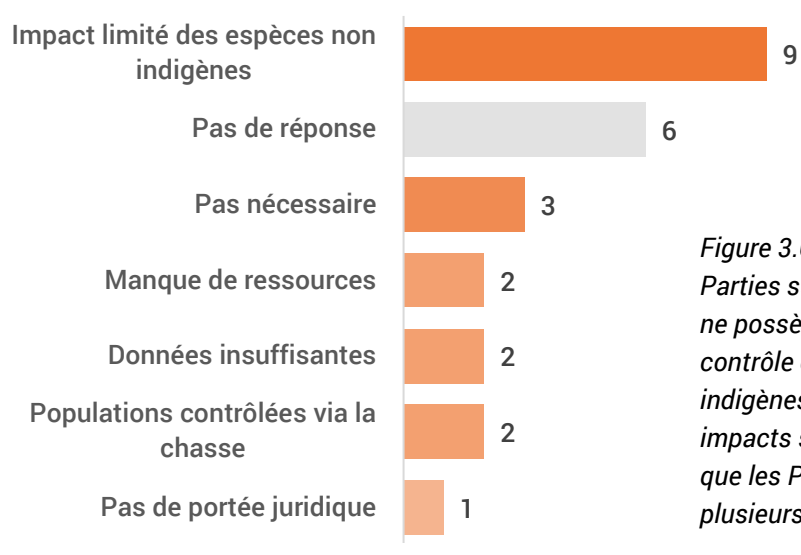


Figure 3.6. Explications fournies par les Parties sur les raisons pour lesquelles elles ne possèdent pas de programmes de contrôle ou d'éradication des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau afin d'éviter leurs impacts sur les espèces indigènes (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

¹⁰ Ibis sacré : L'Italie a soumis son [plan de gestion](#) qui est en attente d'approbation, et les Pays-Bas ont soumis une [fiche d'information](#) contenant des détails supplémentaires.

¹¹ Oulette d'Égypte : Les Pays-Bas ont soumis une [fiche d'information](#) et la Suède a fourni un [lien](#) avec des informations supplémentaires.

¹² Érisma rousse : La Belgique [a signalé](#) une baisse significative du nombre d'Érisma rousse et d'abattage depuis le début du programme, et la Suède a soumis une [fiche d'information](#) avec des détails supplémentaires.

Q27. Votre pays a-t-il examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'autres espèces non indigènes (en particulier des plantes aquatiques et prédateurs terrestres) afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces d'oiseaux d'eau migrants ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphes 2.5.3 et 4.3.10 et Résolution 5.15)

Vingt-deux des Parties (41 % des Parties répondantes (RP) ; 28 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré examiner, développer ou mettre en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'autres espèces non indigènes afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces d'oiseaux d'eau migrants (Figure 3.7). Dix-sept de ces Parties ont ensuite énuméré les espèces non indigènes pour lesquelles des mesures pertinentes ont été prises (Tableau 3.1), dont quatre espèces qui revenaient souvent : la Jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*), le Vison d'Amérique (*Neovison vison*), le Chien viverrin (*Nyctereutes procyonoides*), et le Lagarosiphon élevé (*Lagarosiphon major*).

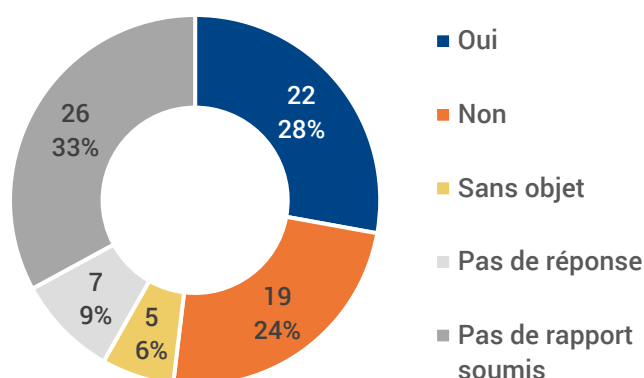


Figure 3.7. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'autres espèces non indigènes (en particulier des plantes aquatiques et prédateurs terrestres) afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces d'oiseaux d'eau migrants.

Les Parties n'ayant pas examiné, développé ou mis en œuvre de programmes ont invoqué comme principale raison l'absence de besoin de tels programmes (Figure 3.8). L'Albanie, la République tchèque et la Slovaquie ont indiqué que les espèces non indigènes ne constituaient pas un problème dans leurs pays, tandis que l'Ouganda et le Maroc ont déclaré que les espèces non indigènes n'avaient pas d'impact négatif sur les oiseaux d'eau indigènes. Les Parties ont également invoqué comme raisons le manque de ressources (y compris le manque de financement) et le manque d'information. Elles ont également mentionné que les programmes de contrôles ou d'éradication des espèces non indigènes ne profitaient pas spécifiquement aux oiseaux d'eau (par exemple, le tourisme, la pêche, la protection des habitats).

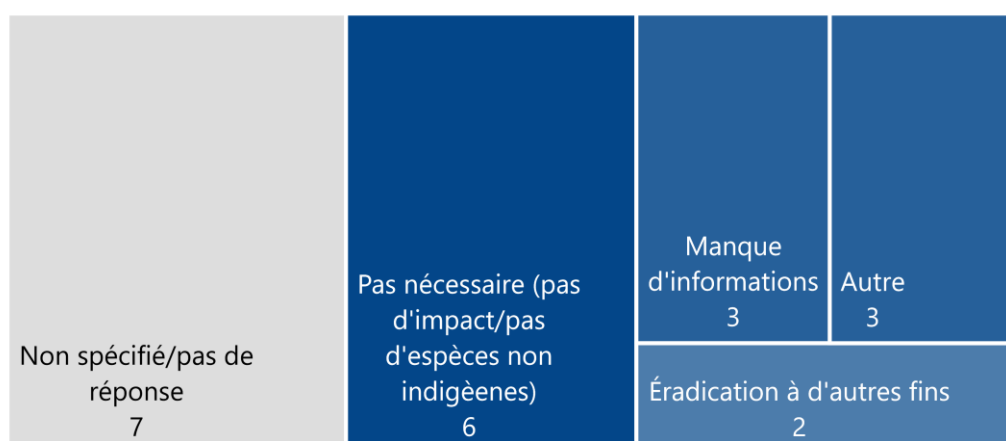


Figure 3.8. Explications fournies par les Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'autres espèces non indigènes (en particulier des plantes aquatiques et prédateurs terrestres) afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces d'oiseaux d'eau migrants (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Tableau 3.1. Taxons non indigènes contrôlés ou éradiqués par les Parties dans le cadre de programmes visant à éviter leurs impacts négatifs sur les oiseaux d'eau migrants.

Partie	Taxons non indigènes	
Bélarus	Vison d'Amérique (<i>Neovison vison</i>) Robinier faux-acacia (<i>Robinia pseudoacacia</i>) Chien viverrin (<i>Nyctereutes procyonoides</i>) Écrevisse américaine (<i>Orconectes limosus</i>) Érable à feuilles de frêne (<i>Acer negundo</i>)	Verge d'or du Canada (<i>Solidago canadensis</i>) Berce du Caucase (<i>Heracleum mantegazzianum</i>) Berce de Sosnowsky (<i>Heracleum sosnowskyi</i>) Concombre sauvage (<i>Echinocystis lobata</i>)
Belgique	Élodée du Canada (<i>Elodea canadensis</i>) Élodée dense (<i>Egeria densa</i>) Lagarosiphon élevé (<i>Lagarosiphon major</i>) Hydrocotyle fausse renoncule (<i>Hydrocotyle ranunculoides</i>) Hydrille verticillée (<i>Hydrilla verticillata</i>) Lentille d'eau minuscule (<i>Lemna turionifera</i>)	Crassule de Helms (<i>Crassula helmsii</i>) Élodée du Nuttall (<i>Elodea nuttallii</i>) Azolle fausse-filicule (<i>Azolla filiculoides</i>) Élodée à feuilles allongées (<i>Elodea callitrichoides</i>) Lenticule à turion (<i>Lemna turionifera</i>) Jussie à grandes fleurs (<i>Ludwigia grandiflora</i>)
Croatie	Mangouste de Java (<i>Herpestes javanicus</i>) Trachémyde à ventre jaune (<i>Trachemys scripta</i>) Écrevisse de Californie (<i>Pacifastacus leniusculus</i>)	Herbe à la ouate (<i>Asclepias syriaca</i>) Balsamine de l'Himalaya (<i>Impatiens glandulifera</i>)
Chypre	Plusieurs espèces de <i>Phragmites</i>	
Danemark	Vison d'Amérique (<i>Neovison vison</i>) Raton laveur (<i>Procyon lotor</i>)	Chien viverrin (<i>Nyctereutes procyonoides</i>)
Estonie	Berce du Caucase (<i>Heracleum mantegazzianum</i>)	Berce de Sosnowsky (<i>Heracleum sosnowskyi</i>)
Éthiopie	Jacinthe d'eau (<i>Eichhornia crassipes</i>)	
Finlande	Vison d'Amérique (<i>Neovison vison</i>)	
France	Plusieurs espèces d' <i>Azolles</i> Plusieurs espèces de <i>Baccharis</i> Lagarosiphon élevé (<i>Lagarosiphon major</i>) Plusieurs espèces d' <i>Egeria</i>	Plusieurs espèces d' <i>Élodées</i> Crassule de Helms (<i>Crassula helmsii</i>) Myriophylle aquatique (<i>Myriophyllum aquaticum</i>)
Pays-Bas	Ouaouaron (<i>Rana catesbeiana</i>) Goujon de l'Amour (<i>Perccottus glenii</i>) Crabe poilu de Shanghai (<i>Eriocheir sinensis</i>) Ragondin (<i>Myocastor coypus</i>) Écrevisse marbrée (<i>Procambarus virginalis</i>) Rat musqué (<i>Ondatra zibethicus</i>) Écrevisse rouge de Louisiane (<i>Procambarus clarkii</i>) Écrevisse de Californie (<i>Pacifastacus leniusculus</i>) Écrevisse américaine (<i>Orconectes limosus</i>) Goujon asiatique (<i>Pseudorasbora parva</i>)	Écrevisse à pinces bleues (<i>Faxonius virilis</i>) Lysichiton américain (<i>Lysichiton americanus</i>) Myriophylle hétérophylle (<i>Myriophyllum heterophyllum</i>) Lagarosiphon élevé (<i>Lagarosiphon major</i>) Cabomba de Caroline (<i>Cabomba caroliniana</i>) Hydrocotyle fausse renoncule (<i>Hydrocotyle ranunculoides</i>) Jussie rampante (<i>Ludwigia peploides</i>) Élodée du Nuttall (<i>Elodea nuttallii</i>) Myriophylle aquatique (<i>Myriophyllum aquaticum</i>) Jussie à grandes fleurs (<i>Ludwigia grandiflora</i>)
Nigeria	Typha (<i>Typha australis</i>)	Jacinthe d'eau (<i>Eichhornia crassipes</i>)
Norvège	Vison d'Amérique (<i>Neovison vison</i>)	Chien viverrin (<i>Nyctereutes procyonoides</i>)
Rwanda	Jacinthe d'eau (<i>Eichhornia crassipes</i>)	
Afrique du Sud	Fougère d'eau (<i>Azolla filiculoides</i>) Jacinthe d'eau (<i>Eichhornia crassipes</i>)	Salade d'eau (<i>Pistia stratiotes</i>)
Espagne	Jacinthe d'eau (<i>Eichhornia crassipes</i>)	
Suède	Vison d'Amérique (<i>Neovison vison</i>) Rat musqué (<i>Ondatra zibethicus</i>)	Trachémyde à ventre jaune (<i>Trachemys scripta</i>) Chien viverrin (<i>Nyctereutes procyonoides</i>)
Zimbabwe	Jacinthe d'eau (<i>Eichhornia crassipes</i>)	

Mise à jour sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes se reproduisant dans la zone couverte par l'AEWA

Cette section fournit une mise à jour sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes dans les territoires des Parties contractantes à l'AEWA. Elle donne un aperçu de l'état antérieur et plus récent des populations de ces espèces qui peuvent constituer un risque pour les espèces d'oiseaux d'eau indigènes dans la zone de l'AEWA, tel que communiqué par les Parties. La méthodologie et les résultats sont détaillés dans l'Annexe A9.

Pour atteindre l'objectif général de **maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs populations à un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration**, le Plan d'action de l'AEWA prévoit plusieurs paragraphes concernant la gestion des espèces non indigènes aux termes du paragraphe 2 sur l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau migrateurs non indigènes. Le Plan prévoit également la prise de mesures appropriées pour s'assurer que les espèces non indigènes déjà introduites ou leurs hybrides ne constituent pas un danger potentiel pour les populations figurant au Tableau 1. Des informations actualisées sur l'état des oiseaux d'eau non indigènes introduits sont essentielles pour aider les Parties contractantes à prendre ces mesures.

Le paragraphe 7.4 du Plan d'action de l'AEWA exige la préparation d'une série d'études internationales sur le statut des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites et leurs hybrides pour évaluer la mise en œuvre de ce Plan d'action. Ces études doivent être compilées pour chaque deuxième Réunion des Parties (MOP). La première¹³, deuxième¹⁴ et troisième¹⁵ éditions de ces études ont été soumises respectivement lors de la MOP2 en 2002, de la MOP4 en 2008, et de la MOP6 en 2015.

L'étude présentée à l'Annexe A9 s'appuie sur la mise à jour publiée en 2015, et utilise les informations soumises par les Parties contractantes à l'AEWA au moyen d'un module de rapport sur l'état national des populations d'oiseaux d'eau différent des Rapports nationaux afin d'évaluer les changements dans la taille, les tendances et la répartition des populations d'espèces non indigènes sélectionnées dans l'étude de 2015 ; et afin d'identifier toute espèce d'oiseau d'eau nouvellement introduite et signalée comme présentant un risque potentiel pour les oiseaux d'eau indigènes. En outre, les informations des rapports nationaux 2018-2020 sont intégrées afin de constater les mesures correctrices prises pour atténuer les effets des espèces d'oiseaux d'eau introduites sur les espèces d'oiseaux d'eau indigènes. Le Tableau 3.2 résume le nombre estimé, la population, les tendances des aires de répartition et l'évaluation des risques, tels que communiqués par les Parties.

D'après les rapports soumis, aucune espèce supplémentaire n'a été identifiée comme présentant un risque pour les espèces indigènes depuis 2015 (évaluée comme ayant une tendance à l'augmentation à long terme et notée comme présentant un risque par au moins une Partie). Parmi les espèces examinées en 2015, sur base des estimations, quatre ont montré des augmentations alarmantes : la Bernache du Canada (*Branta canadensis* ; risque très élevé dans une grande partie de l'Europe), le Canard mandarin (*Aix galericulata* ; risque modéré), et l'Ouette d'Égypte (*Alopochen aegyptiaca* ; risque moyennement élevé à risque élevé dans certains pays) ont tous montré une

¹³ Blair, M.J., McKay, H., Musgrove, A.J. et Rehfish, M.M. (2000). L'Étude sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites dans la zone de l'Accord sur les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie. Rapport de recherche du Fonds britannique d'ornithologie n° 229. Fonds britannique d'ornithologie, Thetford, Royaume-Uni.

¹⁴ Banks, A.N., Wright, L.J., Maclean, I.M.D. et Rehfish, M.M. (2008). L'Étude sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites dans la zone de l'Accord sur les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie : Mise à jour 2007. Rapport de recherche du Fonds britannique d'ornithologie n° 489. Fonds britannique d'ornithologie, Thetford, Royaume-Uni.

¹⁵ PNUE-WCMC. (2015). Mise à jour sur l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes dans la zone couverte par l'AEWA. PNUE-WCMC, Cambridge.

augmentation des populations nidifiantes et hivernantes, et la Bernache nonnette (*Branta leucopsis* ; risque faible à modéré) a montré une augmentation de sa population nidifiante en particulier (Tableau 3.2). Ces quatre espèces ont été signalées par au moins une Partie comme portant une menace pour les populations d'oiseaux d'eau indigènes. Des programmes de contrôle ou d'éradication ont été mis en place dans au moins une Partie pour l'Ouette d'Égypte et la Bernache du Canada.

Sur la base des estimations et des risques signalés pour les populations d'oiseaux d'eau indigènes, quatre autres espèces ont été évaluées comme affichant un état de risque moyen ou supérieur : l'Érismature rousse (*Oxyura jamaicensis* ; risque très élevé), l'Ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus* ; risque élevé), le Tadorne casarca (*Tadorna ferruginea* ; risque moyennement élevé) et le Cygne noir (*Cygnus atratus* ; risque modéré) (Tableau 3.2). Ces quatre espèces ont également été signalées comme présentant une tendance à l'augmentation de population ou d'aire de répartition dans au moins une Partie, et les deux premières ont été signalées comme faisant partie de programmes de contrôle ou d'éradication dans au moins une Partie.

En outre, onze autres espèces ont montré une tendance à l'augmentation de leur population et/ou de leur aire de répartition dans au moins une Partie, dont six qui ont été jugées comme portant une menace pour les oiseaux d'eau indigènes dans au moins une Partie : le Canard branchu (*Aix sponsa*), l'Oie cygnoïde (*Anser cygnoides*), l'Oie tigrée (*Anser indicus*), la Bernache de Hutchins (*Branta hutchinsii*), l'Oie des neiges (*Chen caerulescens*), et le Cygne tuberculé (*Cygnus olor*) (Tableau 3.2).

Il est toutefois important de noter que certaines de ces tendances peuvent être le résultat de différences dans les Parties déclarantes entre les deux cycles de rapport, et de différences dans le suivi, la collecte et l'exhaustivité des données.

Tableau 3.2. Vue d'ensemble des estimations pour 2015 et des estimations, tendances de populations et d'aire de répartition, risques pour les oiseaux d'eau indigènes et actions entreprises par les Parties pour les années ultérieures, sur base des Rapports d'état de population des oiseaux d'eau soumis par les Parties en 2020 et des Rapports nationaux de 2021. [Légende : p = couples ; i = individus ; B = période de reproduction ; W = non reproductive/hivernage ; (occasionnel) = enregistrement occasionnel ; en vert : les espèces présentant une augmentation des estimations ou des tendances de population et/ou d'aire de répartition ; en vert foncé les espèces répertoriées comme présentant une menace ; en vert très foncé les espèces présentant un état de risque moyen ou supérieur]

Espèce	Estimations 2015	Estimation récentes	Nouvelle Partie depuis 2015 ?	Tendances rapportées par les Parties	Menace rapportée par au moins une Partie	Action prise par au moins une Partie	Statut de risque
ANSERIFORMES							
ANATIDAE							
<i>Aix galericulata</i> (Canard mandarin)	B: ~685-767p; W: ~7,610-7,699i	B: ~5 312-4650p; W: ~15 683-16,336i	1 (occasionnel)	Population et aire de répartition à la hausse	Oui	Non	Moyen
<i>Aix sponsa</i> (Canard carolin)	B: 59-71p; W: ~25-49i	B: ~49-65p; W: ~85-285i	1 (occasionnel)	Population et aire de répartition W à la hausse	Oui	Non	Faible
<i>Alopochen aegyptiaca</i> (Ochette d'Egypte)	B: 14,781-21,886p; W: ~36 943-44,942i	B: ~19,675-28,892p; W: ~76 829-90,809i	2	Population et aire de répartition à la hausse	Oui (beaucoup)	Oui	Élevé (BE, DE, FR, NL), moyennement élevé ailleurs
<i>Anas bahamensis</i> (Canard des Bahamas)	W: ~9-14i	B: ~0-1p; W: ~5-12i	3 (occasionnel)	Pas de tendances	Non	Non	Très faible
<i>Anas melleri</i> (Canard de Meller)			-	-	-	-	-
<i>Anas platyrhynchos</i> (incl. forma domestica) (Canard colvert)	B: 401-882p	B: ~1-201p	0	Pas de tendances	Oui	Non	Données insuffisantes
<i>Anser albifrons</i> (Oie rieuse)		B: ~0-1p	0	Pas de tendances	Non	Non	Très faible
<i>Anser anser</i> (Oie cendrée)		Pas de données signalées	Pas de données signalées	Pas de données signalées	Non	Non	Données insuffisantes
<i>Anser brachyrhynchus</i> (Oie à bec court)		W: 0-1i	1 (occasionnel)	Pas de tendances	Non	Non	Très faible
<i>Anser cygnoides</i> (Oie cygnoïde)	B: ~113-163p; W: 166-216i	B: ~26-41p; W: ~202-410i	0	Population W à la hausse	Oui	Non	Faible
<i>Anser fabalis</i> (Oie des moissons)			0	Pas de données signalées	Non	Non	Très faible
<i>Anser indicus</i> (Oie à tête barée)	B: ~52-366p; W: ~270-380i	B: ~69-138p; W: 329-583i	5 (occasionnel)	Aire de répartition à la hausse	Oui	Non	Faible
<i>Branta canadensis</i> (Bernache du Canada)	B: 73,722-80,036p; W: 245,589-245,709i	B: ~114,957-116,201p; W: ~349 465-375,219i	2 (occasionnel)	Population et aire de répartition à la hausse	Oui	Oui	Très élevé (W & N Europe), Faible (E Europe)

Espèce	Estimations 2015	Estimation récentes	Nouvelle Partie depuis 2015 ?	Tendances rapportées par les Parties	Menace rapportée par au moins une Partie	Action prise par au moins une Partie	Statut de risque
<i>Branta hutchinsii</i> (Bernache de Hutchins)	B: 2,900-3,000p; W: ~1i	B: ~460-770p; W: ~1500-2000i	1 (occasionnel)	Population et aire de répartition à la hausse	Oui	Non	Très élevé (NL), faible-très faible ailleurs
<i>Branta leucopsis</i> (Bernache nonette)	B: 1,000p	B: ~4800-5151p; W: ~10-20i	2 (occasionnel)	Pas de tendances de population, aire de répartition stable	Oui	Non	Faible à modéré
<i>Cairina moschata</i> (Canard musqué)	B: 38-65p; W: 363i	B: ~50-100p; W: ~331-799i	0	Population et aire de répartition à la hausse	Non	Non	Faible à modéré (NL), faible ailleurs
<i>Chen caerulescens</i> (Oie des neiges)	B: ~75-80p; W: ~146-157	B: ~7-14p; W: ~266-286i	1	Population W à la hausse	Oui	Non	Faible
<i>Chen canagicus</i> (Oie empereur)	B: 4p; W: 23-43	W: ~5-10i	1 (occasionnel)	Pas de tendances	Oui	Non	Très faible
<i>Chloephaga picta</i> (Ochette de Magellan)	B: 5-8p; W: 4-11	B: ~5p; W: ~5-22i	2 (occasionnel)	Pas de tendances	Non	Non	Faible
<i>Cygnus atratus</i> (Cygne noir)	B: 159-190p; W: ~432	B: ~97-173p; W: 243-505i	1	Population et aire de répartition à la hausse	Oui	Non	Modéré
<i>Cygnus cygnus</i> (Cygne chanteur)		W: ~0-347i	1	Population W potentiellement à la hausse	Non	Non	Très faible
<i>Cygnus olor</i> (Cygne tuberculé)	B: 300-500p; W: 10 598-12,098i	B: ~500-700p; W: ~5805-9243i	1	Population et aire de répartition potentiellement à la hausse	Oui	Non	Faible (IT), Très faible ailleurs
<i>Dendrocygna viduata</i> (Dendrocygne veuf)		B: ~1p; W: ~4i	3, 4 (occasionnel)	Pas de tendances	Oui	Non	Faible
<i>Netta rufina</i> (Nette rousse)	B: 10-34p W: 320i		1 (occasionnel)	Pas de tendances	Non	Non	Très fable
<i>Oxyura jamaicensis</i> (Érismature rousse)	B: ~30-39p; W: ~402-461i	B: ~43-110p; W: ~190-225i	1 (occasionnel)	Population et aire de répartition à la hausse	Oui (beaucoup)	Oui	Très élevé
<i>Tadorna ferruginea</i> (Tadome casarca)	B: 182-266p; W: ~1 012-1,176i	B: ~211-290p; W: ~2830-3863i	3 (occasionnel)	Population et aire de répartition à la hausse dans plusieurs Parties	Oui	Non	Modéré à élevé
PELECANIFORMES							
PELECANIDAE							
<i>Pelecanus crispus</i> (Pélican frisé)	B: 10i	W: ~0-1i	4 (occasionnel)	Pas de tendances	Non	Non	Très faible
<i>Pelecanus rufescens</i> (Pélican gris)	B: 50ns		3 (occasionnel)	Pas de tendances	Non	Non	Très faible
CICONIIFORMES							
PHOENICOPTERIDAE							
<i>Phoenicopterus chilensis</i> (Flamant du Chili)	B: 6-9p; W: ~65-85i	B: ~13p; W: ~36-46i	1 (occasionnel)	Population B à la hausse/W stable, aire de repartition W à la hausse	Non	Non	Faible à modéré

Espèce	Estimations 2015	Estimation récentes	Nouvelle Partie depuis 2015 ?	Tendances rapportées par les Parties	Menace rapportée par au moins une Partie	Action prise par au moins une Partie	Statut de risque
<i>Phoenicopterus roseus</i> (Flamant rose)	B: 2ns	B: ~9p; W: ~15-20i	2 (occasionnel)	Population à la hausse, Aire de repartition W en baisse	Non	Non	Très faible
<i>Phoenicopterus ruber</i> (Flamant des Caraïbes)	B: 1p; W: 2i	W: ~1i	2 (occasionnel)	Pas de tendances	Non	Non	Faible
THRESKIORNITHIDAE							
<i>Threskiornis aethiopicus</i> (Ibis sacré)	B: 1 306-1,326p	B: ~560-582p; W: ~515-1377i	1, 1 (occasionnel)	Tendances variées	Oui	Oui	Élevé
GRUIFORMES							
RALLIDAE							
<i>Porphyrio porphyrio</i> (Talève sultane)			1 (occasionnel)	Pas de tendances	Non	Non	Données insuffisantes



IV. CONSERVATION DE L'HABITAT

En ce qui concerne la Conservation des habitats, il était posé aux Parties à l'AEWA neuf questions visant à évaluer les efforts réalisés en matière d'entretien et de restauration d'habitats importants pour les oiseaux d'eau. Cinq questions ont permis d'établir une valeur de référence pour les objectifs et actions spécifiques du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA. Les Parties ont rencontré un succès modéré dans l'identification des sites d'importance nationale et internationale, et dans l'accord du statut d'aires protégées pour ces sites. Des efforts sont continus sont cependant nécessaires. Davantage d'attention doit également être portée sur l'introduction et la mise en œuvre de plans de gestion efficace pour les sites importants. Il convient de veiller à ce que l'intégrité de ces sites soit prise en compte dans le processus de planification et la prise de décision.

Inventaires des habitats

Q39. Votre pays a-t-il identifié le réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 ? Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 3.1.2.; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 3.1 (a))

Trente Parties (57 % des Parties répondantes (RP) ; 38 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont confirmé avoir complètement identifié un réseau de sites dans leur pays (Action 3.1(a) du Plan stratégique 2019-2027), et seize autres ont expliqué avoir partiellement identifié un réseau de sites (30 % des RP ; 20 % des CP ; Figure 4.1).

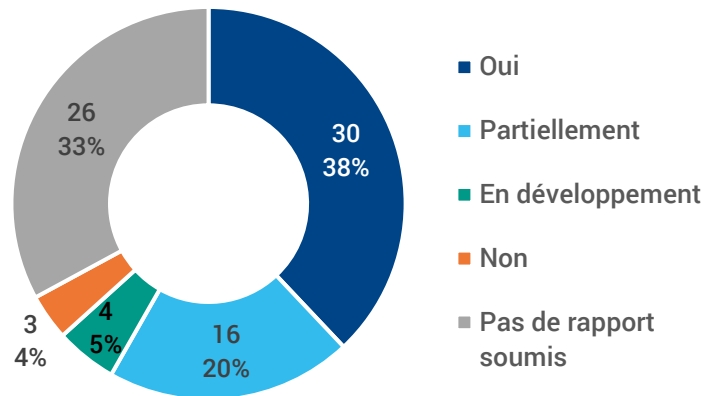


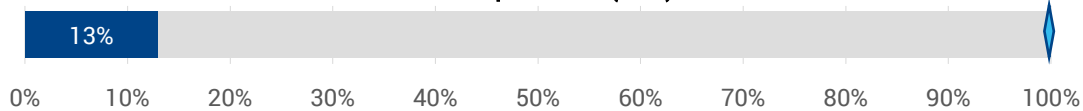
Figure 4.1. Réponse des Parties concernant l'identification du réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale dans leur pays.

Sur les 30 Parties ayant totalement identifié un réseau de sites d'importance pour les oiseaux d'eau migrateurs dans leur pays, dix (19 % des RP ; 13 % des CP) ont revu, confirmé et communiqué au Secrétariat de l'AEWA l'inventaire de ces sites après la MOP7. Quinze Parties (28 % des RP ; 19 % des CP) qui ont identifié des sites ont indiqué qu'elles n'avaient ni examiné ni confirmé les sites auprès du Secrétariat de l'AEWA, tandis que les cinq autres (Chypre, Jordanie, Mali, Slovaquie et Zimbabwe) n'ont pas répondu à la question de savoir si elles l'avaient fait.

Sur les sept Parties restantes n'ayant ni pleinement ni partiellement identifié tous les sites, quatre (Algérie, Croatie, Eswatini et Suède) ont expliqué être en cours de développement de réseaux ; une Partie (Macédoine du Nord) a invoqué le manque de ressources humaines comme explication ; une autre encore (Ouganda) a rappelé la désignation de parcs nationaux et réserves naturelles comme sites d'importance ; et la dernière (Botswana) n'a fourni aucune explication.

Cible 3.1 du Plan stratégique : Les sites connus d'importance nationale ou internationale pour les populations figurant au tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA ont été examinés et leur importance a été confirmée (conformément au paragraphe 3.1.2 du Plan d'action) et au moins trois quarts des lacunes relatives aux sites prioritaires sont comblées dans le cas des Parties contractantes.

Indicateur: Pourcentage des Parties ayant examiné les sites connus comme étant d'importance internationale et nationale pour les oiseaux d'eau migrateurs sur leur territoire et ayant confirmé leur importance (Q39)



Conservation des sites et des habitats

Q41. Votre pays a-t-il entrepris une évaluation des implications futures du changement climatique pour les aires protégées et les autres sites importants pour les oiseaux d'eau (c'est-à-dire la résistance de ces sites au changement climatique) ? (Résolution 5.13)

La résilience des sites nationaux importants pour les oiseaux d'eau au changement climatique peut être évaluée à l'échelle des sites uniques ou des réseaux nationaux d'aires protégées (RNAP). Vingt-quatre Parties (45 % des Parties répondantes (RP) ; 30 % de toutes les Parties contractantes (CP)) affirmaient avoir réalisé des évaluations de l'impact du changement climatique pour un ou plusieurs sites uniques (Figure 4.2), et 18 Parties avoir réalisé des évaluations de leur propre RNAP (Figure 4.2).

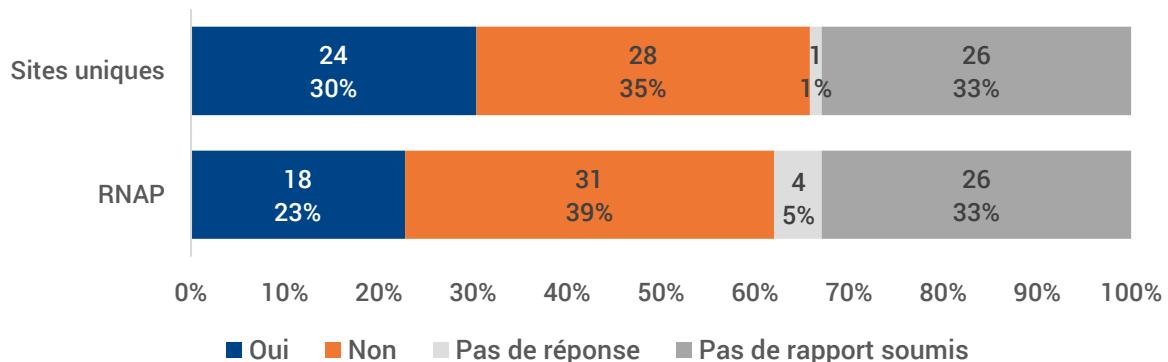


Figure 4.2. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont évalué les implications du changement climatique pour les sites uniques et les réseaux nationaux d'aires protégées.

Dix-sept Parties ont évalué les implications du changement climatique aussi bien pour les sites uniques que pour leur propre RNAP (Figure 4.3). Six Parties (Danemark, Égypte, Italie, Liban, Suède et Ukraine) n'ont mentionné d'évaluations que pour des sites uniques, tandis que la Belgique ne citait que des évaluations de ses propres RNAP. Le Botswana n'a fourni qu'une réponse positive concernant les évaluations des sites uniques, et n'a pas répondu en ce qui concerne les RNAP. Sur les vingt-quatre Parties ayant communiqué l'évaluation des futures implications du changement climatique aussi bien pour les sites uniques que pour leur propre RNAP, toutes, sauf le Botswana, l'Eswatini et l'Ukraine ont fourni des références concernant leurs évaluations.

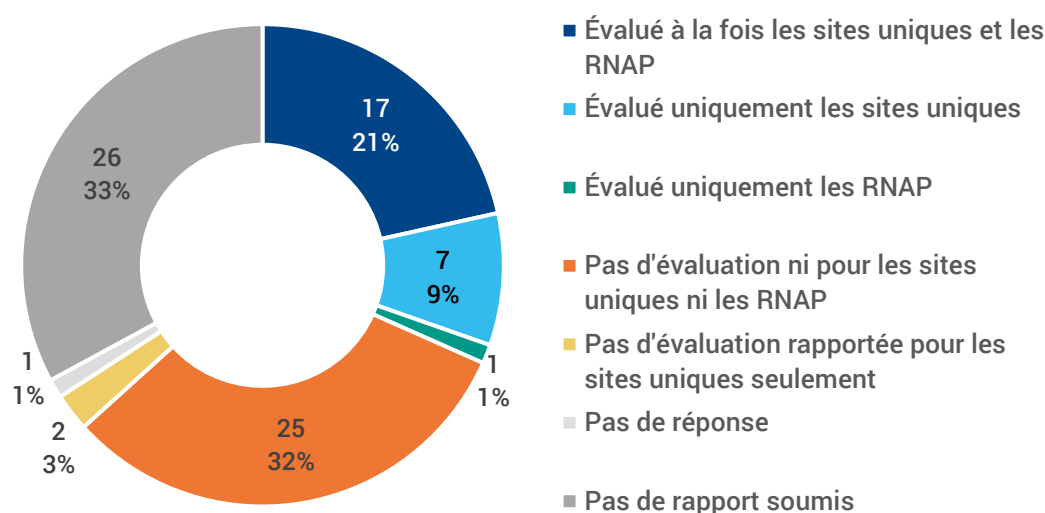


Figure 4.3. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont évalué les implications du changement climatique pour les sites uniques et/ou les réseaux nationaux d'aires protégées.

Vingt-cinq Parties (47 % des RP ; 32 % des CP) n'ont pas procédé à des évaluations ni pour les sites uniques ou leur RNAP, et le Kenya et le Malawi n'ont fourni qu'une réponse négative pour les évaluations de sites uniques. Les Parties n'ayant pas évalué les implications futures du changement climatique ont principalement invoqué le manque de ressources et une approche nationale plus globale (Figure 4.4).

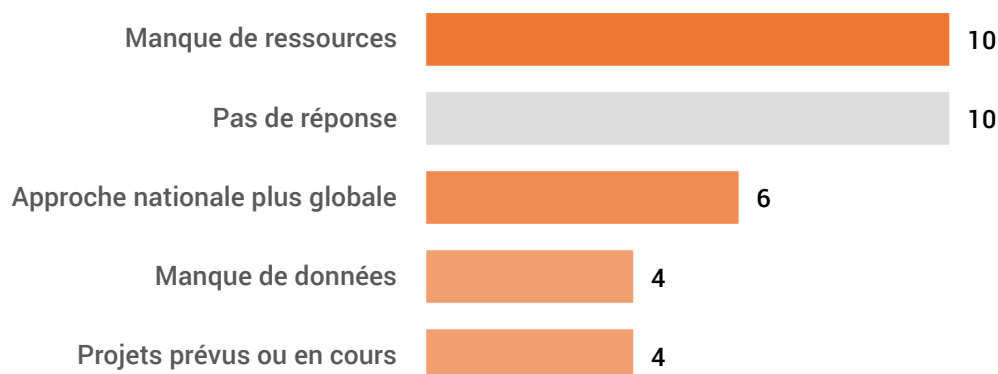


Figure 4.4. Réponses des Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'ont pas évalué les implications futures du changement climatique pour les aires protégées et les autres sites importants pour les oiseaux d'eau (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Q42. Quels sites ayant été identifiés comme importants, au niveau international ou national, pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1, ont été désignés comme aires protégées dans le cadre de la législation nationale et ont des plans de gestion qui sont mis en œuvre, notamment dans le but de renforcer la résistance aux effets du changement climatique ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 3.2.1; Plan stratégique 2019- 2027 de l'AEWA, Cible 3.3)

Il était demandé aux Parties, pour contribuer à l'évaluation des progrès vis-à-vis de la Cible 3.3 du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, de fournir des détails quant au nombre total et à la taille **des sites d'importance nationale (NIS)** et **de ceux d'importance internationale (IIS)** pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA dans leurs pays. Il était aussi demandé aux Parties de fournir des détails quant au *nombre* et à la *superficie* des sites

protégés par la législation nationale, ainsi que concernant les sites protégés dotés de plans de gestion en vigueur en cours d'application.

Vingt-huit Parties (53 % des Parties répondantes (RP) ; 35 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ayant répondu à la question ont renseigné le nombre de NIS, et trente-sept (70 % des RP ; 47 % des CP) le nombre d'IIS (Figure 4.5). Une proportion de Parties légèrement plus faible a fourni davantage de détails concernant les superficies couvertes par les deux catégories de sites, NIS et IIS.

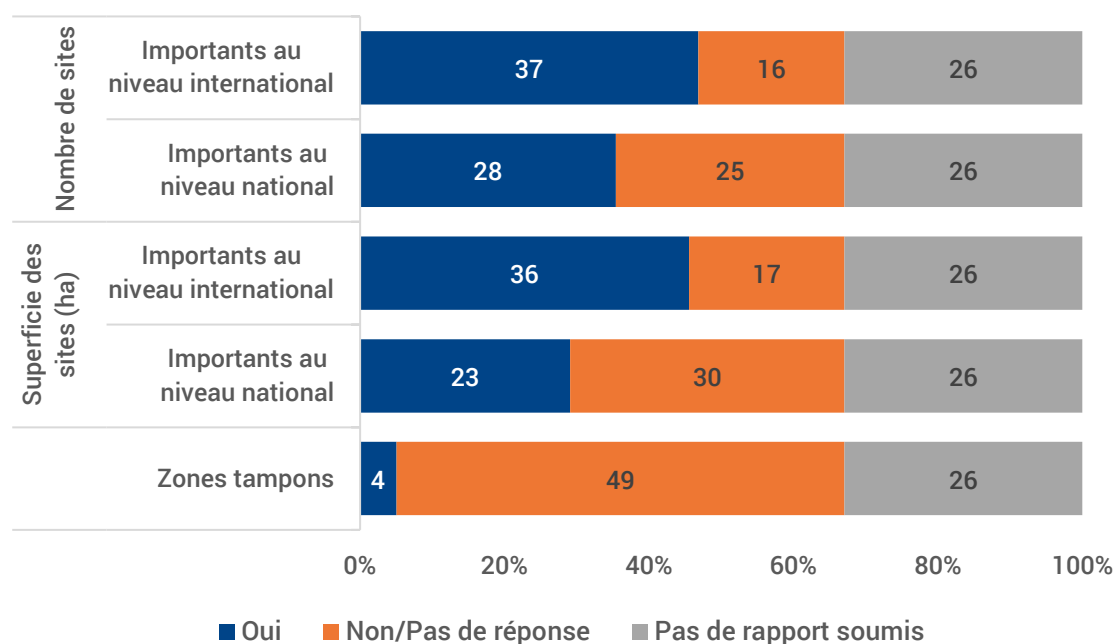


Figure 4.5. Nombre de Parties qui ont communiqué sur les sites importants aux niveaux national et international, en nombre et en superficie de sites, et qui ont répondu à la question de savoir si elles ont identifié des aires où la création des zones tampons est nécessaire pour maintenir ou accroître la résilience.

Pour les sites nationaux, les Parties ont communiqué un total de 131 800 NIS (Figure 4.6) mais les légères divergences dans les rapports indiquent un plus grand nombre de sites protégés (131 978). Concernant les sites nationaux jouissant de protection juridique, d'après les Parties, 1997 (1,5 %) disposaient de plans de gestion en vigueur, et 1820 (1,4 %) de plans de gestion en vigueur incluant des objectifs en rapport avec le maintien ou l'augmentation de la résilience des réseaux écologique (y compris la résilience face au changement climatique). En ce qui concerne les ISS, les résultats sont plus positifs : Les Parties mentionnaient un total de 2 417 sites d'importance, dont 1 373 (57 %) jouissant de protection juridique. Parmi les IIS protégés, 827 (60 % des sites protégés, 34 % de tous les autres sites) disposaient de plans de gestion en vigueur, et 666 (49 % des sites protégés, 28 % de tous les sites) de plans de gestion incluant des objectifs de résilience écologique (soit 81 % des sites protégés disposant de plans de gestion).

En termes de superficies couvertes, les Parties ont communiqué une surface totale de 92 161 129 ha de NIS, dont 83 % (~76 millions d'ha) jouissant de protection juridique (Figure 4.7). Parmi celles-ci, ~65 millions d'ha (71 %) étaient des sites dotés de plans de gestion, dont ~59 millions d'ha affichaient des objectifs de résilience. Pour les superficies des IIS, les Parties communiquaient un total de 317 721 192 ha jugés d'importance internationale, dont 14 % (~45 millions ha) des superficies relevaient de sites protégés. Sur les superficies relevant de sites

protégés, environ 3 % (9 millions d'ha) se trouvaient dans des sites protégés dotés de plans de gestion. Des divergences dans les rapports indiquent que la superficie des sites protégés dotés de plans de gestion incluant des objectifs de résilience écologique est plus grande que celle des sites protégés dotés de plans de gestion (~24 millions d'ha).

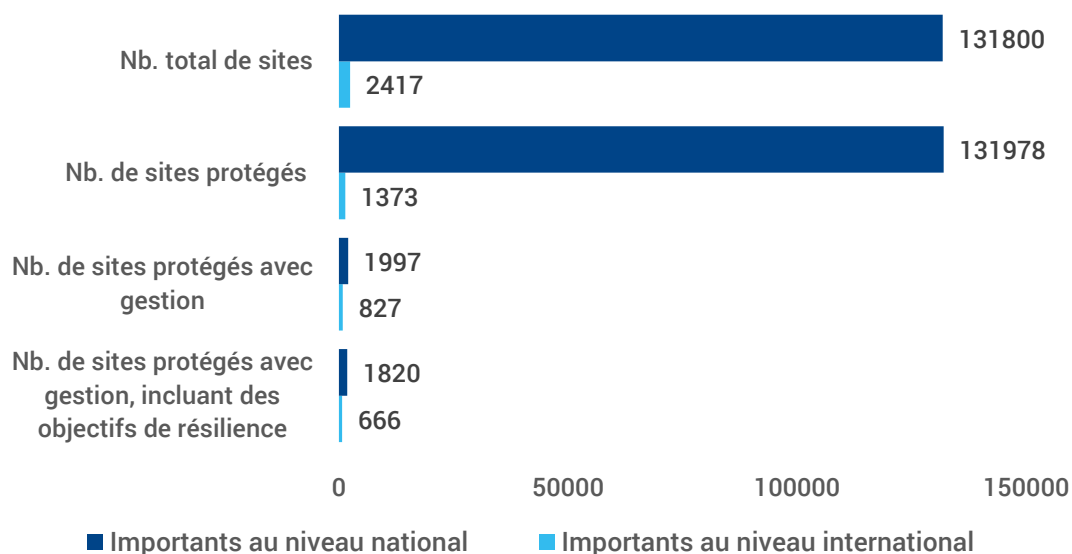


Figure 4.6. Nombre total de sites importants aux niveaux national et international, de sites protégés, de sites protégés ayant des plans de gestion à l'œuvre, et de sites protégés ayant des plans de gestion à l'œuvre incorporant des objectifs en rapport avec la résilience des réseaux écologiques existants, pour l'ensemble des Parties répondantes.

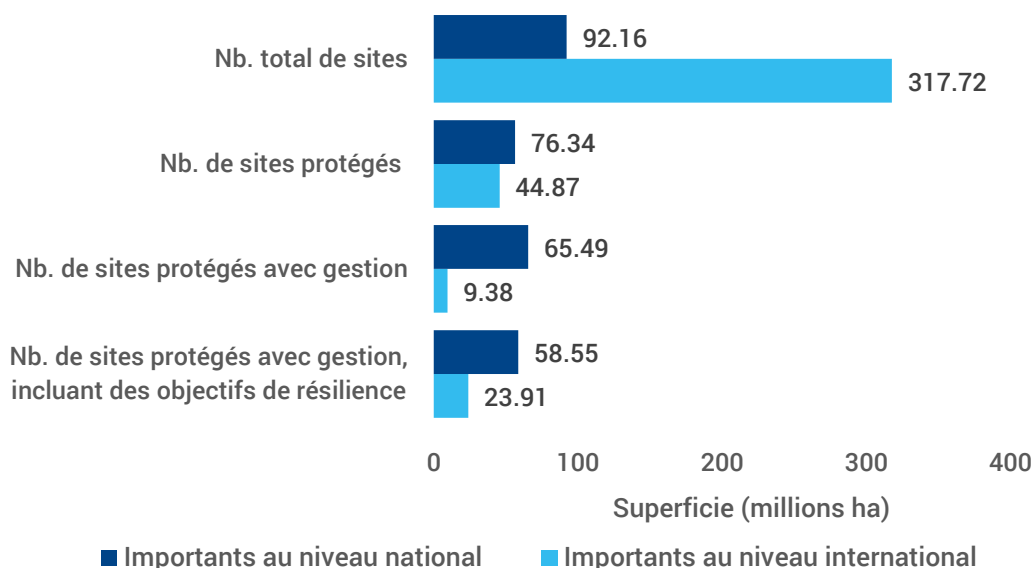


Figure 4.7. Superficie totale de sites importants aux niveaux national et international pour les espèces/populations au Tableau 1 de l'AEWA, superficie des sites protégés, superficie des sites protégés ayant des plans de gestion en place, et superficies des sites protégés ayant des plans de gestion en place incluant des objectifs relatifs à la résilience de réseaux écologiques existants, pour l'ensemble des Parties répondantes.

La Figure 4.8 résume le nombre et la superficie des NIS et IIS qui sont dotés d'un plan de gestion, ceux qui sont protégés mais sans plan de gestion, et ceux qui ne bénéficient pas de protection

juridique, tels qu'indiqué par les Parties ayant répondu à la question. En termes de nombre total de sites protégés, les IIS affichent une plus grande proportion de sites individuels protégés que les NIS (73 % des ISS, et 51 % des NIS). En termes de superficie protégée réelle, une proportion beaucoup plus forte des zones NIS est protégée comparée aux zones IIS (83 % des NIS, et 62 % des IIS).

En termes de plans de gestion, moins de la moitié tous les NIS et IIS étaient dotés de plans de gestion à l'œuvre. Si l'on rapporte cela à la superficie des sites, la proportion de superficie couverte par des sites d'importance internationale disposant de plans de gestion était beaucoup plus faible (10 %) que celle couverte par des sites d'importance nationale (71 %).

Les détails quant au nombre et aux superficies couvertes par les NIS et les IIS, Partie par Partie, sont représentés sur les Figures A10-A13 de l'Annexe.

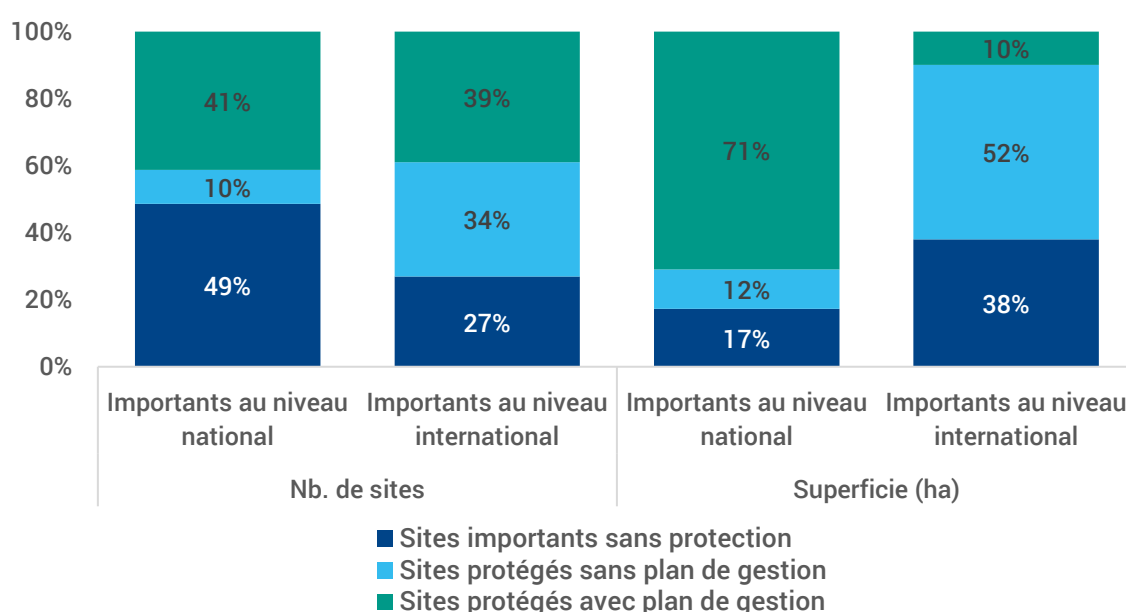


Figure 4.8. Pourcentages de sites d'importance au niveau national et international qui sont protégés avec un plan de gestion, protégés sans plan de gestion, et non protégés, tel que rapporté par les Parties (n=37 sur 40 Parties ayant répondu au moins en partie à cette question ; Danemark, Norvège et Serbie ont été exclus de cette analyse présentant des aberrations (nombre/superficie de sites dotés de plans de gestion dépassant le nombre/la superficie de tous les sites d'importance, nombre ou superficie total(e) de sites très élevé(e) par rapport à la superficie du pays)).

Les réponses des Parties indiquent un progrès vis-à-vis de l'atteinte de la Cible 3.3, avec un grand nombre de sites et une grande superficie de sites nationaux et internationaux jouissent d'une protection juridique. Toutefois, un grand nombre de NIS ne jouissent pas de protection juridique et la proportion d'IIS dotés de plans de gestion reste faible. Le grand nombre de sites d'importance nationale sans protection indique la nécessité d'efforts soutenus et l'importance de protection juridique pour les sites importants.

En plus des rapports sur les sites importants, il a été demandé aux Parties de soumettre un rapport sur l'établissement de zones tampons autour des sites d'oiseaux d'eau comme approche pour maintenir ou augmenter la résilience des réseaux écologiques. Quatre Parties (Algérie, République tchèque, Rwanda et Afrique du Sud, 8 % des RP ; 5 % des CP) ont indiqué avoir identifié les sites d'importance nationale et internationale qui nécessitent des zones tampons afin de maintenir ou augmenter leur résilience (Figure 4.5). Treize Parties ont indiqué ne pas avoir identifié les sites qui

nécessitaient des zones tampons (25 % des RP ; 16 % des CP), et parmi elles, cinq pays ont expliqué ne pas nécessiter de zones tampons. Ces cinq pays ont expliqué déjà posséder des zones tampons incluses dans les sites (Estonie et Pays-Bas), ne pas avoir d'exigence législative pour les zones tampons (Italie), avoir mis en place des plans de gestions sans rapport avec l'AEWA (Serbie) et avoir une couverture nationale élevée des sites Natura 2000 (Slovénie). Trois autres Parties ont invoqué comme raison le manque de ressources (Albanie, France et Ukraine), une Partie a expliqué qu'il s'agissait d'une considération future (Syrie), et une Partie a indiqué que l'identification était en cours (Norvège).

Il a été demandé aux Parties d'évaluer l'efficacité de la désignation nationale de protection, des mesures de gestion, et des mesures de résilience climatique pour les sites d'importance nationale et internationale, ainsi que l'efficacité des zones tampons autour des sites d'oiseaux d'eau (Figure 4.9). La désignation de protection nationale pour les IIS a reçu la note d'efficacité la plus élevée de la part des Parties : 22 Parties (42 % des RP ; 28 % des CP) ont évalué l'efficacité de cette mesure comme était élevée, et 12 Parties (23 % des RP ; 15 % des CP) l'ont évaluée comme modérée. Neuf Parties (Albanie, Croatie, Finlande, Liban, Moldavie, Niger, Norvège, Syrie, Ouganda) (17 % des RP ; 11 % des CP) ont évalué comme faible l'efficacité des mesures de résiliences au changement climatique pour les IIS dont le plan de gestion comprend des objectifs de résilience au changement climatique. Il s'agit de la note la plus faible pour toutes les mesures de gestion évaluées. Les réponses des Parties indiquent que des travaux supplémentaires pourraient être nécessaires pour aider les parties à évaluer l'efficacité des mesures de protection et de gestion actuelles sur les sites d'importance nationale et internationale.

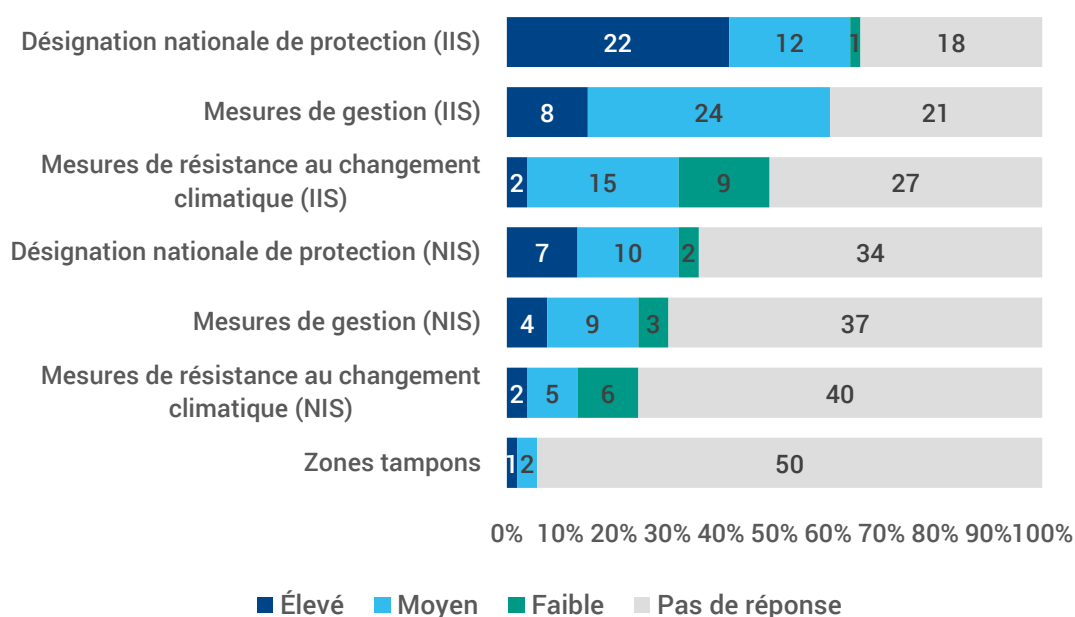
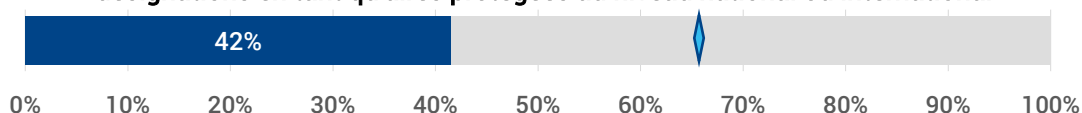


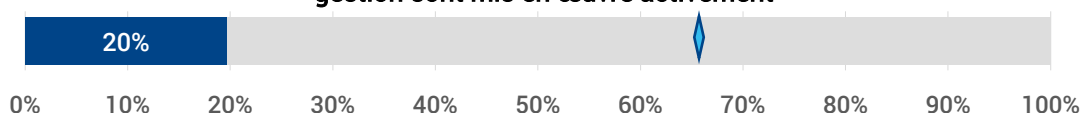
Figure 4.9. Réponses des Parties ayant répondu à la question concernant l'évaluation du niveau d'efficacité de la désignation de protection nationale, des mesures de gestion dans les NIS et les IIS, des mesures de résilience climatique des NIS et IIS, ainsi que l'établissement de zones tampons autour des sites importants pour les oiseaux d'eau.

Cible 3.3 du Plan stratégique : Au moins deux tiers de tous les sites du réseau des voies de migration sont activement protégés et gérés, l'accent portant en particulier sur les sites d'importance internationale et les sites transfrontaliers.

Indicateur : Pourcentage de sites du réseau des voies de migration couverts par des désignations en tant qu'aires protégées au niveau national ou international

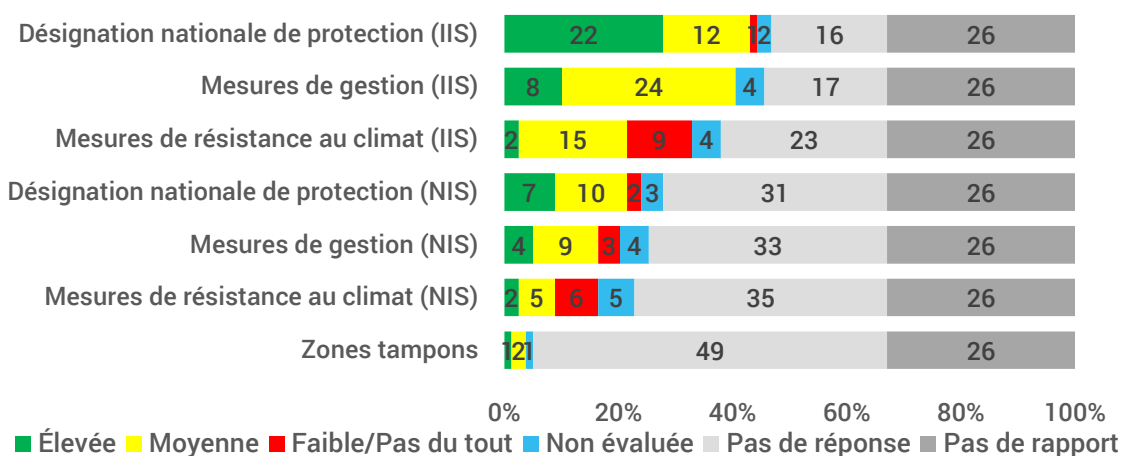


Indicateur : Pourcentage de sites du réseau des voies de migration pour lesquels des plans de gestion sont mis en œuvre activement

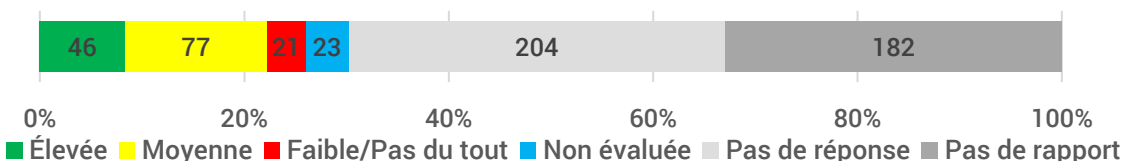


Les pourcentages ci-dessus des sites du réseau des voies de migration sont calculés en ajoutant les NIS et IIS. Les résultats sont basés sur les réponses des 37 Parties ayant répondu quant à la superficie et/ou le nombre de sites pour les NIS et/ou IIS et dont les données ont pu être incluses (voir légende Figure 4.8).

Évaluation par feux tricolores de l'efficacité des mesures de conservation



Évaluation par feux tricolores de l'efficacité de toutes mesures de conservation confondues

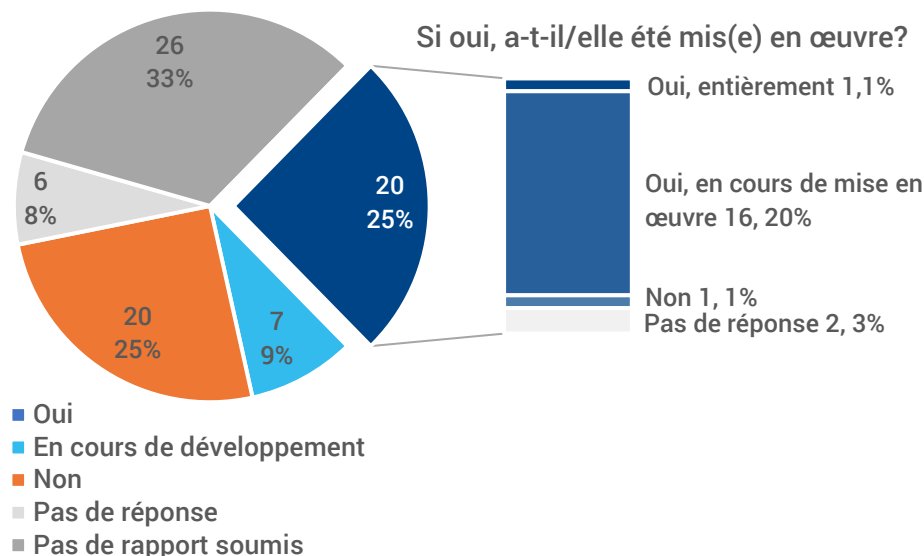


Réponses des Parties à l'évaluation de l'efficacité des mesures de conservation

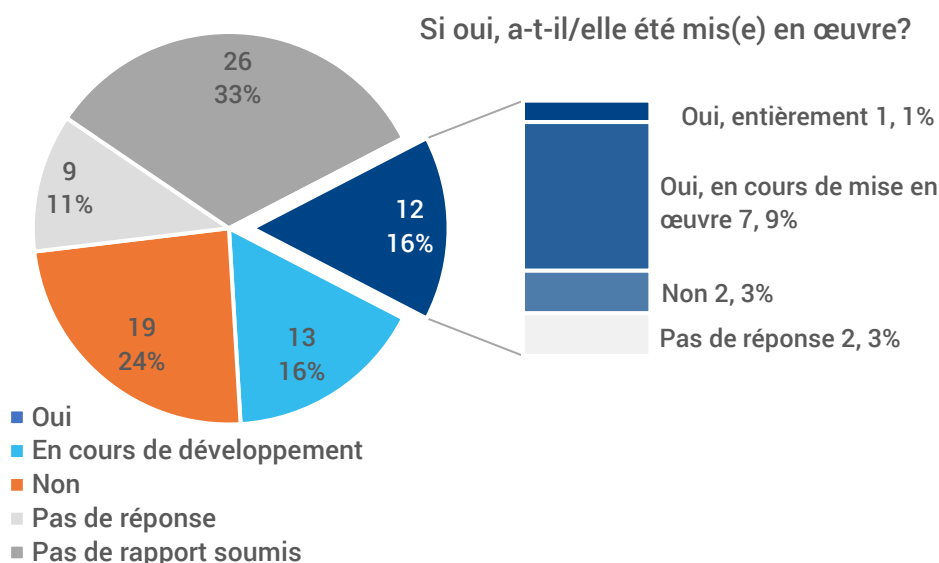
Désignation nationale de protection (IIS)	Élevée: 22	Moyenne: 12	Faible: 1	Pas du tout: 0	Non évalué: 2	Pas de réponse: 16	Pas de rapport: 26
Mesures de gestion (IIS)	Élevée: 8	Moyenne: 24	Faible: 0	Pas du tout: 0	Non évalué: 4	Pas de réponse: 17	Pas de rapport: 26
Mesures de résistance au changement climatique (IIS)	Élevée: 2	Moyenne: 15	Faible: 6	Pas du tout: 3	Non évalué: 4	Pas de réponse: 23	Pas de rapport: 26
Désignation nationale de protection (NIS)	Élevée: 7	Moyenne: 10	Faible: 2	Pas du tout: 0	Non évalué: 3	Pas de réponse: 31	Pas de rapport: 26
Mesures de gestion (NIS)	Élevée: 4	Moyenne: 9	Faible: 3	Pas du tout: 0	Non évalué: 4	Pas de réponse: 33	Pas de rapport: 26
Mesures de résistance au changement climatique (NIS)	Élevée: 2	Moyenne: 5	Faible: 3	Pas du tout: 3	Non évalué: 5	Pas de réponse: 35	Pas de rapport: 26
Zones tampons	Élevée: 1	Moyenne: 2	Faible: 0	Pas du tout: 0	Non évalué: 1	Pas de réponse: 49	Pas de rapport: 26
Toutes mesures confondues	Élevée: 46	Moyenne: 77	Faible: 15	Pas du tout: 6	Non évalué: 23	Pas de réponse: 204	Pas de rapport: 182

Q43. Votre pays a-t-il élaboré une stratégie nationale/un plan d'action national pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion des sites d'importance internationale et nationale ? (Résolution 5.2 ; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 3.3(a))

Vingt Parties (38 % des Parties répondantes (RP) ; 25 % de toutes les Parties contractantes (CP) ; Figure 4.10) ont indiqué avoir développé une stratégie nationale pour combler des lacunes dans la désignation de sites d'importance nationale et internationale, et douze Parties (23 % des RP ; 15 des CP ; Figure 4.11) ont développé des Plans d'action pour combler celles de la gestion de ces sites afin de s'assurer que ces mesures sont intégrées dans les plans existants (Action 3.3(a) du Plan stratégique 2019-2027). Parmi ces Parties, toutes sauf une (Estonie) ont fourni plus de détails et des références ou des liens Web vers leur stratégie nationale ou leur Plan d'action national.



*Figure 4.10. Réponses des Parties sur l'élaboration de **Plans d'action nationaux ou de stratégie nationale pour combler les lacunes dans la désignation** des sites d'importance internationale et nationale. Pour les Parties qui ont élaboré des Plans d'action ou des stratégies nationales, réponse sur leur mise en œuvre.*



*Figure 4.11. Réponses des Parties sur l'élaboration de **Plans d'action nationaux ou de stratégie nationale pour combler les lacunes dans la gestion** des sites d'importance internationale et nationale. Pour les Parties qui ont élaboré des Plans d'action ou des stratégies nationales, réponse sur leur mise en œuvre.*

Douze des vingt Parties (38 % des RP ; 25 % des CP) n'ayant pas développé de Plan d'action national pour combler les lacunes dans la désignation des sites ont fourni une explication. Les raisons les plus fréquemment mentionnées étaient que cette question est déjà traitée par d'autres lois ou initiatives (Bulgarie, Croatie, Lettonie et Tanzanie) ou que des plans n'étaient pas nécessaires (République tchèque, Finlande et Slovaquie). Deux Parties ont mentionné un manque de données ou de ressources (Côte d'Ivoire et Macédoine du Nord). Parmi les autres raisons fournies figuraient l'évaluation des sites en cours (Danemark), l'adoption récente du réseau de sites importants (Serbie) et l'adhésion récente à l'AEWA (Malawi). Sur les dix-neuf Parties n'ayant communiqué le développement d'aucun plan d'action visant le comblement des lacunes en matière de gestion (36 % des RP ; 24 % des CP), dix ont fourni plus de détails. La raison la plus fréquemment citée était que ce n'était pas nécessaire ou pas pertinent si les lacunes n'avaient pas encore été identifiées (Côte d'Ivoire, République tchèque, Lettonie et Slovaquie). Trois Parties (Croatie, Danemark et Égypte) ont considéré que les sites étaient déjà protégés par d'autres lois ou initiative, et deux Parties (Belgique et Espagne) ont mentionné l'envisager à l'avenir. La Serbie a rappelé qu'elle était une Partie relativement nouvelle, et qu'elle n'avait adopté que récemment le réseau de sites importants.

Q44. Le réseau de sites importants au plan national et international pour les oiseaux d'eau migrateurs a-t-il été intégré dans les politiques d'utilisation de l'eau et des terres et les processus de planification et de prise de décision de votre pays ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 3.4)

Seize Parties (30 % des Parties répondantes (RP) ; 20 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué que le réseau de sites importants au plan national et international pour les oiseaux d'eau migrateurs avait été pleinement intégré dans les politiques d'utilisation de l'eau et des terres, le processus de planification et de prise de décision du pays, et dix-neuf autres Parties (36 % des RP ; 24 % des CP) l'ont intégré partiellement (Figure 4.12). Sur les neuf Parties (17 % des RP ; 11 % des CP) ayant indiqué ne pas avoir intégré le réseau de sites importants dans les politiques d'utilisation de l'eau et des terres, six Parties ont fourni une explication. Parmi les explications fournies figuraient l'intégration en cours de développement (Albanie), l'identification en cours du réseau de sites importants (Suède), l'adoption récente du réseau de sites importants (Serbie) et le manque de ressources (Macédoine du Nord). Le Malawi a rappelé qu'il était une Partie relativement nouvelle, et l'Afrique du Sud a indiqué que, bien qu'aucun réseau spécifique de sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs n'existe, les sites sont généralement protégés par d'autres lois des Aires Protégées, et des sites Ramsar.

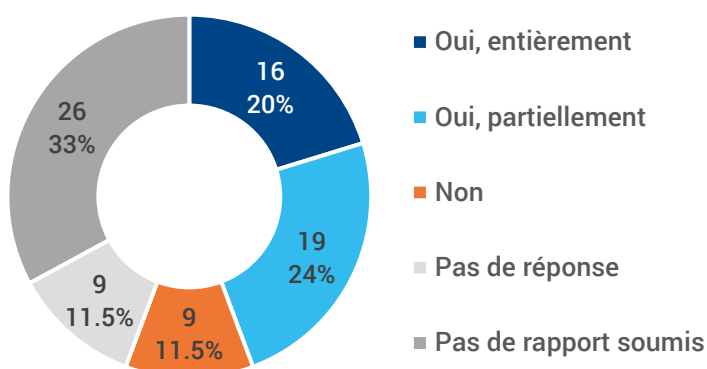
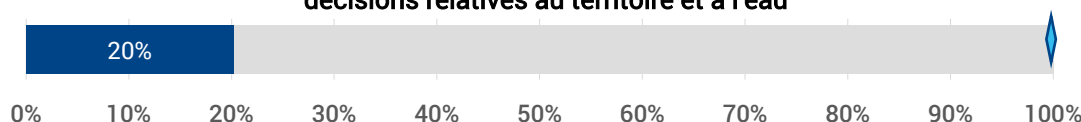


Figure 4.12. Réponses des Parties à la question de savoir si le réseau de sites importants au plan national et international pour les oiseaux d'eau migrateurs a été intégré dans les politiques d'utilisation de l'eau et des terres, le processus de planification et de prise de décision du pays.

Cible 3.4 du Plan stratégique : La nécessité de maintenir l'importance et l'intégrité des sites du réseau des voies de migration de l'AEWA est prise en compte dans les processus de planification et de prise de décisions de toutes les Parties contractantes.

Indicateur : pourcentage de Parties confirmant que l'importance des sites du réseau des voies de migration de l'AEWA est explicitement prise en compte dans la planification et les prises de décisions relatives au territoire et à l'eau



Q46. L'Outil Réseau de sites critiques (CSN) pour l'AEWA a-t-il été accessible et utilisé dans votre pays ? (Résolution 7.9)

Dix-neuf (36 % des Parties répondantes (RP) ; 24 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont communiqué avoir consulté à l'Outil Réseau de sites critiques (CSN) et l'avoir utilisé (Figure 4.13). Sur les 32 Parties ayant communiqué n'avoir ni consulté ni utilisé l'outil CSN (60 % des RP ; 41 % des CP), 11 Parties n'ont fourni aucune explication. Six Parties ont expliqué que l'outil CSN n'était pas nécessaire (Danemark, Italie, Pays-Bas, Nigeria, Norvège et Suède), notamment lorsque la politique générale sur les aires protégées est traitée par d'autres initiatives ou processus nationaux tels que la Directive « Oiseaux » de l'UE. Trois Parties ont mentionné que l'outil CSN ne disposait pas de données suffisantes ou actualisées (Côte d'Ivoire, Ghana et Sénégal), et trois autres Parties ont déclaré avoir besoin d'une formation (Liban, Rwanda et Syrie). Deux Parties ont mentionné le manque de ressources (Albanie et Macédoine du Nord). Parmi les autres réponses soumises, les Parties ont déclaré être en cours d'apprentissage de l'outil (Eswatini), avoir utilisé l'outil mais pas spécifiquement à des fins de conservation de l'habitat (Croatie), ou n'avoir adopté que récemment le réseau de sites importants (Serbie).

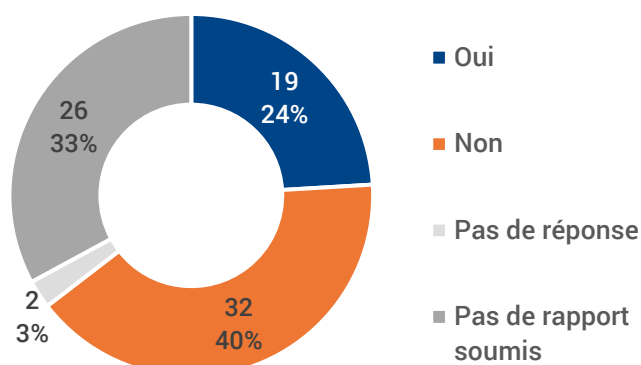


Figure 4.13. Réponses des Parties à la question de savoir si l'Outil Réseau de sites critiques (CSN) a été consulté et utilisé.

Q47. Suite à la MOP7, votre pays a-t-il participé à l'établissement de partenariats innovants, internationaux, regroupant plusieurs parties prenantes, pour guider le développement et la mise en œuvre de projets de gestion, de création et de restauration de l'habitat dans l'environnement au sens large ? Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 4.4(a)

Après la MOP7, quinze Parties (28 % des Parties répondantes (RP) ; 19 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont établi des partenariats innovants, internationaux, regroupant plusieurs parties prenantes, pour guider le développement et la mise en œuvre de la gestion, de la création et de la restauration de l'habitat (Action 4.4(a) du Plan stratégique 2019-2027) (Figure 4.14). Parmi elles, neuf Parties ont indiqué avoir mis en place un ou plusieurs projets spécifiques dans le cadre d'un accord de partenariat. Plus de dix-huit projets différents ont été signalés par ces Parties

(Tableau 4.1). Deux autres Parties (Ouzbékistan et Zimbabwe) ont indiqué que des projets spécifiques étaient en cours de développement.

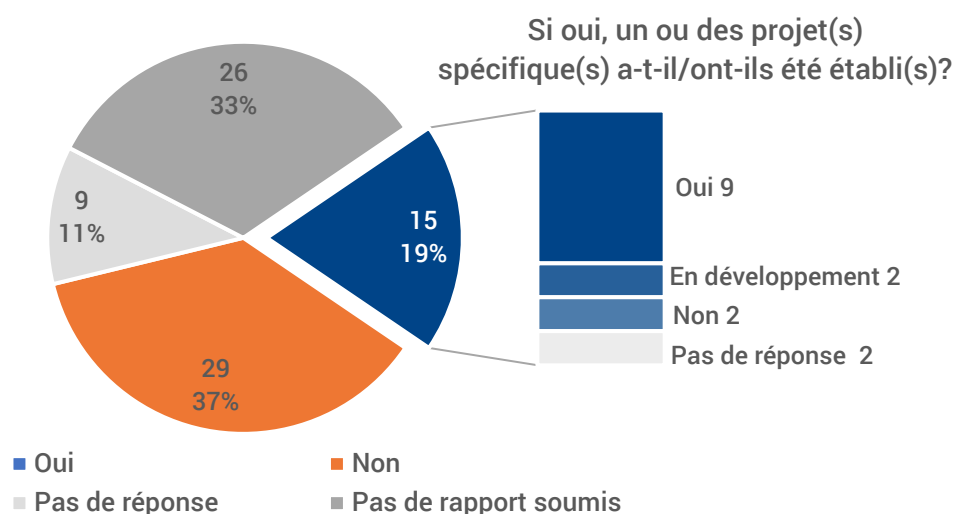


Figure 4.14. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont participé à l'établissement de partenariats innovants, internationaux, regroupant plusieurs parties prenantes, pour guider le développement et la mise en œuvre de projets de gestion, de création et de restauration de l'habitat. Dans l'affirmative, des détails supplémentaires pour préciser si elles ont établi un ou plusieurs projets spécifiques sont fournis.

Plus de la moitié des vingt-neuf Parties (55 % des RP ; 37 % des CP) ayant indiqué ne pas avoir participé à l'établissement de partenariats reprenant plusieurs parties prenantes n'ont pas fourni de raisons précises. L'explication la plus fréquemment fournie expliquant l'absence d'établissement de partenariats était le manque de ressources financières, humaines et techniques (Albanie, Croatie, République tchèque, Danemark, Géorgie, Rwanda, Slovénie et Syrie). Deux Parties ont indiqué qu'il n'existait pas de cadre de coopération en place à cet effet (Liban et Maroc), et deux autres Parties ont estimé que la question était traitée par d'autres initiatives (Belgique et Norvège).

Tableau 4.1. Projets signalés par les Parties comme étant établis dans le cadre d'accords de partenariat pour mettre en œuvre des projets de gestion, de création et de restauration de l'habitat dans l'environnement au sens large.

Partie	Projets
Bélarus	Création d'opportunités et de conditions pour la gestion conjointe et l'utilisation durables des ressources naturelles du site Ramsar transfrontière des « tourbières Olmany - Perebrody » (Bélarus-Ukraine) Échange d'expériences en matière de gestion des tourbières entre les sites Ramsar du Bélarus et les zones humides de Pologne, de Lituanie, d'Ukraine, de Russie, d'Allemagne, et d'autres pays. Gestion et protection des forêts et des zones humides afin d'en tirer de nombreux avantages (2017-2021) Programme Wildlife Without Borders, Polésie : Protection de l'un des plus grands paysages naturels d'Europe (2019-2023) Vallée du fleuve Boug : Intégration de l'approche Ramsar à d'autres formes spatiales de protection (2012-2020)
France	Projet RESSOURCE (composante 2 : conservation de l'habitat des oiseaux d'eau)
Lettonie	Projets LIFE
Pays-Bas	Projets de coopération trilatérale pour la protection de la mer des Wadden
Serbie	Programme de gestion pour la réserve de biosphère transfrontière Mur-Drave-Danube de cinq pays, à savoir la Slovénie, l'Autriche, la Hongrie, la Croatie et la Serbie

	<p>Étude de cas : Promotion de l'évaluation et la valorisation des services écosystémiques forestiers pour la zone de Bosut et intégration de la biodiversité et des services écosystémiques dans l'utilisation et la gestion des ressources naturelles</p> <p>Réseau de surveillance par capteurs actifs et évaluation environnementale pour la protection et l'usage raisonné des zones humides et autres eux de surface (SeNSWET) avec la Croatie</p> <p>Opération d'évaluation des services écosystémiques des zones humides dans la région transfrontière Croatie-Serbie (EcoWET)</p>
Slovaquie	<p>Campagne Danube Habitat Corridor pour les zones protégées du Danube de DANUBE parks CONNECTED (Programme transnational du Danube, 2017-2019)</p> <p>Projet (D2C) DaRe to Connect - Soutenir la connectivité écologique de la région du Danube en intégrant les sites Natura 2000 le long des voies de la ceinture verte (Programme transnational du Danube 2018-2021)</p> <p>Projet Centralpark - Développer les capacités de gestion des zones protégées des Carpates pour l'intégration et l'harmonisation de la protection de la biodiversité et du développement socio-économique (Programme « Central Europe », 2019-2022)</p>
Espagne	Projet LIFE pour la protection des zones humides qui constituent des sites de repos pour le Phragmite aquatique dans les régions de Castille-et-León, Castille-La-Manche, et Valence
Tanzanie	Approche intégrée de lutte contre le braconnage et le commerce illégal d'espèces sauvages en Tanzanie
Ukraine	Programme Wildlife Without Borders, Polésie : restauration des tourbières prévue pour 2022. Restauration de l'état naturel du lac Bobrove (oblast de Kherson) (2020)

Cible 4.4 du Plan stratégique : Au moins trois des partenariats internationaux multipartites et innovants^x aboutissent à une gestion améliorée, à la création ou à la restauration d'habitats des oiseaux d'eau dans l'environnement au sens large.

Indicateur : Nombre de projets spécifiques mis en œuvre et/ou achevés :



^x Comme prévu au titre de l'action 4.4(a)



V. GESTION DES ACTIVITÉS HUMAINES

Il a été demandé aux Parties de répondre à 23 questions sur la gestion des activités humaines telles que le chasse, la pêche, et le développement d'infrastructures, ainsi que la promotion de l'écotourisme et des services écosystémiques relatifs aux oiseaux d'eau. Les mesures de gestion envisagées comprennent une réglementation visant à garantir les meilleures pratiques, la mise en œuvre de dispositions visant à éviter, atténuer et compenser les impacts défavorables, ainsi que la surveillance et la collecte de données pour l'atténuation des impacts négatifs.

Ces questions permettent d'évaluer six objectifs différents du Plan stratégique. Un grand nombre de Parties ont déclaré avoir mis en place des mesures juridiques ou administratives pour éviter, atténuer et compenser les impacts négatifs sur les sites de la voie de migration, et avoir recours à des études d'impact. Des efforts considérables sont déployés pour atteindre les objectifs de promotion de l'écotourisme relatif aux oiseaux d'eau, et pour mettre en place des codes et des réglementations reposant sur les meilleures pratiques concernant la chasse des oiseaux d'eau. Cependant, peu de Parties ont intégré toutes les mesures juridiques du Plan d'action de l'AEWA relatives à l'utilisation et la gestion des oiseaux d'eau migrateurs dans leur législation nationale, et les efforts de collecte de données sur les récoltes sont modérés. L'intégration des services écosystémiques de culture ou d'approvisionnement des oiseaux d'eau migrateurs dans les décisions concernant leurs habitats est également relativement faible.

Chasse

Q48. La législation de votre pays met-elle en œuvre le principe de l'utilisation durable des oiseaux d'eau, comme prévu par le Plan d'action de l'AEWA, en tenant compte de la totalité de l'aire de répartition géographique des populations d'oiseaux d'eau concernées et des caractéristiques de leur cycle biologique ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.1; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 2.2)

Quarante-quatre Parties (87 % des Parties répondantes (RP) ; 58 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué que leur législation mettait en œuvre le principe de l'utilisation durable des oiseaux d'eau (Figure 5.1). Quarante Parties ont fourni des détails supplémentaires sur la manière de le mettre en œuvre. La majorité d'entre elles (27) ont décrit les divers moyens par lesquels l'utilisation durable a été intégrée à leur législation, par exemple au moyen de saisons fermées, de quotas, de restrictions sur les équipements de chasse, jusqu'à la création de Plan de gestion adaptative des prélèvements sur la base du suivi des populations. Six autres Parties (Albanie, Algérie, Côte d'Ivoire, Eswatini, Kenya et Rwanda) ont précisé que la chasse était interdite.

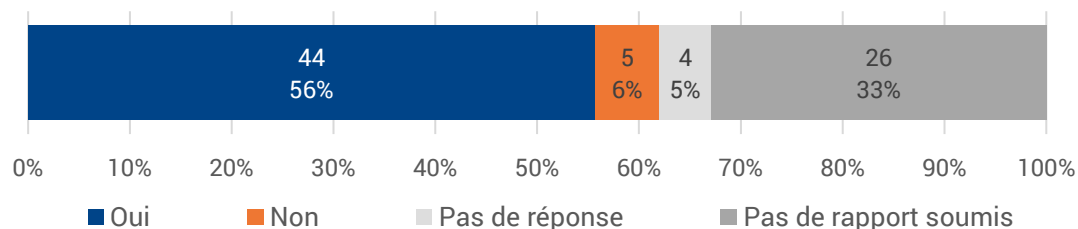


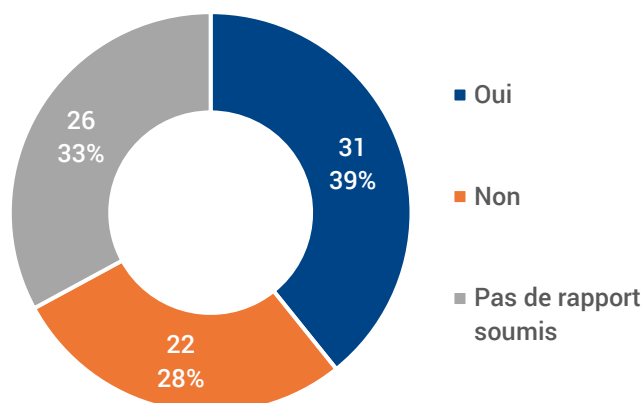
Figure 5.1. Réponses des Parties à la question de savoir si leur législation met en œuvre le principe de l'utilisation durable des oiseaux d'eau.

Cinq Parties (6 % des RP ; 4 % des CP) ont répondu que leur législation ne mettait pas en œuvre le principe de l'utilisation durable des oiseaux d'eau, et ont expliqué que le chasse n'était pas un problème important dans le pays (Éthiopie), que d'autres législations ou instruments régissaient l'utilisation durable des oiseaux d'eau (Pays-Bas et Liban), et que le pays faisait face à des

contraintes de capacité (Macédoine du Nord). La Syrie a annoncé être en cours de mise à jour de la loi sur la chasse.

Q49. Votre pays dispose-t-il d'un système pour la collecte des données sur les prélèvements, qui couvre les espèces/populations figurant au Tableau 1 ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.3; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 2.1 (b))

Trente et une Parties (58 % des Parties répondantes (RP) ; 39% de toutes les Parties contractantes (CP)) ont confirmé la mise en place d'un système de collecte des données de prélèvement dans leur pays (Action 2.1(b) du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA) (Figure 5.2).



Les 31 Parties ayant confirmé la mise en place d'un système de collecte des données ont fourni de plus amples informations quant à la portée de leurs systèmes de collecte de données (Figure 5.3). Treize Parties (37 % des RP ; 16 % des CP) ont indiqué avoir mis en place d'un système de collecte des données pour toutes les espèces de l'AEWA, pour toutes les activités de prélèvements, sur l'ensemble du territoire du pays. Dans de nombreux cas, les Parties ont précisé que cela ne concernait que les populations inscrites à l'AEWA comme espèce de gibier.

Figure 5.2. Réponses des Parties à la question de savoir si elles disposent d'un système pour la collecte des données qui couvrent les espèces/populations figurant au Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA.

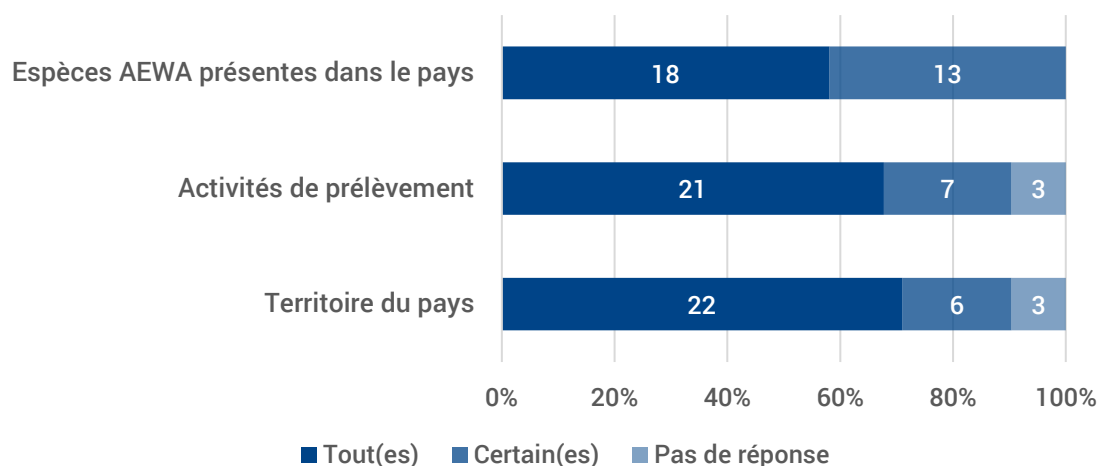


Figure 5.3. Réponses des Parties disposant d'un système de collecte de données sur les prélèvements à la question de savoir si leur système de collecte de données sur le prélèvement couvre toutes, ou seulement quelques-unes, espèces de l'AEWA présentes dans leur pays ; les activités de prélèvements et sur l'ensemble, ou seulement une partie, du territoire.

Vingt-deux Parties (37 % des RP ; 16 % des CP) ont indiqué ne pas disposer d'un système de collecte de données sur les prélèvements dans leur pays. La raison la plus souvent invoquée était l'interdiction de la chasse des oiseaux d'eau dans le pays (Algérie, Côte d'Ivoire, Eswatini et Rwanda) (Figure 5.4). Trois Parties (Albanie, Bélarus et Syrie) ont expliqué être en cours de mise en œuvre d'un système de collecte de données sur les prélèvements.

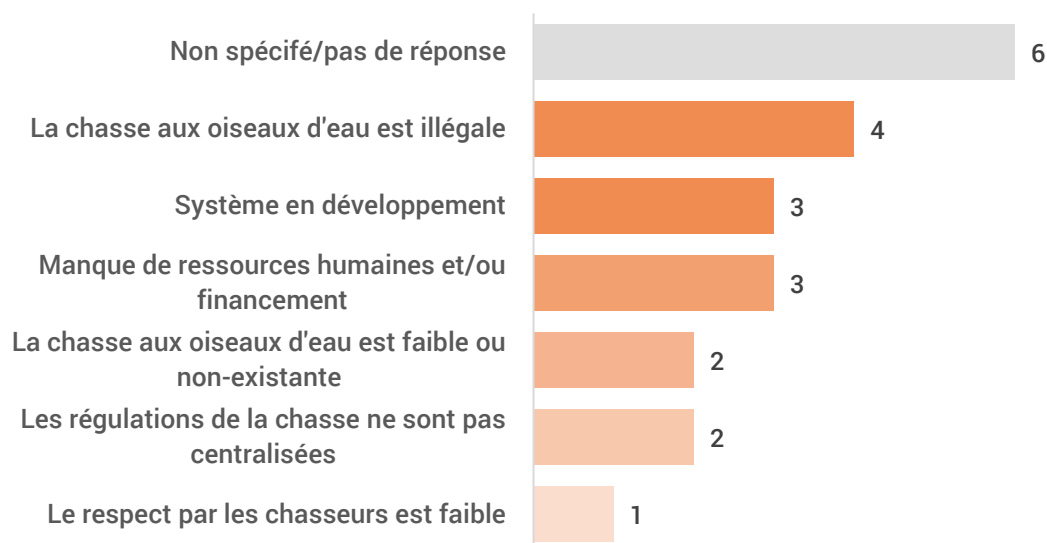


Figure 5.4. Résumé des explications fournies par les Parties ayant indiqué ne pas disposer de système de collecte de données sur les prélèvements dans leur pays pour les espèces figurant au Tableau 1 de l'Accord AEWA.

Q50. Votre pays a-t-il supprimé l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.4; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, action 2.2 (d))

Dix-huit Parties (34 % des Parties répondantes (RP) ; 23 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont communiqué que l'utilisation de grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides avait été totalement supprimée (Action 2.2(d) du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA) (Figure 5.5). Huit autres Parties (15 % des RP ; 10 % des CP) ont communiqué que l'utilisation de grenaille de plomb était partiellement supprimée.

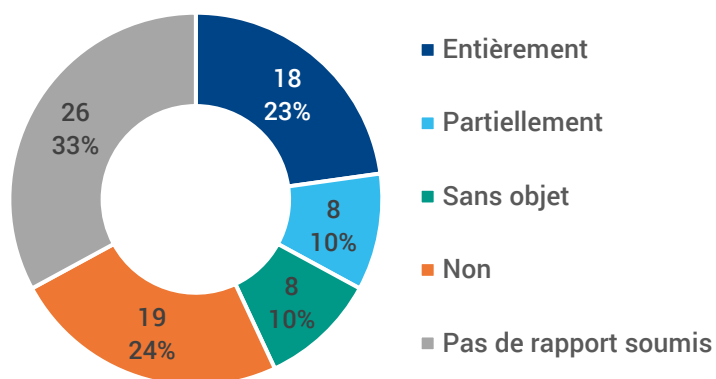


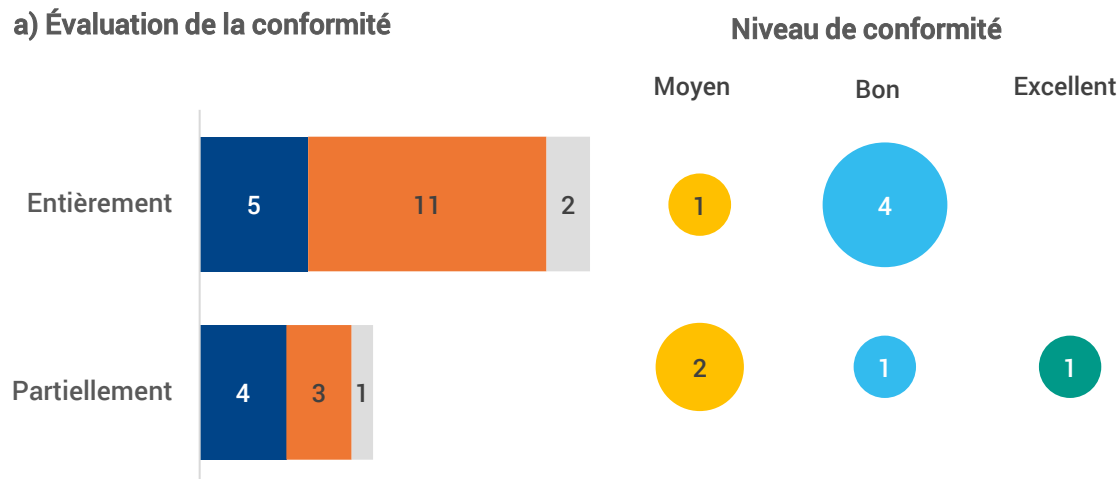
Figure 5.5. Réponses des Parties à la question de savoir si l'utilisation de grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides a été totalement supprimée.

Seulement cinq Parties ayant *totalement* supprimé l'utilisation de grenaille de plomb ont déclaré avoir entrepris une évaluation pour s'assurer de la conformité avec la législation ; quatre Parties ont évalué le niveau de conformité comme bon (Belgique, Croatie, Danemark et Pays-Bas), et une Partie l'a évalué comme modéré (Estonie) précisant que l'évaluation n'était pas encore terminée (Figure 5.6(a)). Deux des cinq Parties ont également identifié des obstacles, les Pays-Bas ont fait remarquer que le système n'empêchait pas les actions illégales, et la Belgique a précisé que le port de grenaille de plomb n'étant pas interdit, mais seulement son utilisation pour la chasse, l'application de la législation s'en trouvait compliquée.

Sur les huit Parties ayant *partiellement* supprimé l'utilisation de la grenaille de plomb, quatre ont déclaré avoir entrepris une évaluation pour s'assurer de la conformité avec la législation (Figure 5.6(a)). Une seule Partie (Lettonie) a identifié un obstacle, indiquant que le choix était limité et que

les chasseurs privilégiaient encore l'utilisation de grenailles au plomb. Sur ces huit Parties ayant partiellement supprimé l'utilisation de la grenaille de plomb, seules deux Parties (Espagne et Portugal) ont confirmé avoir arrêté et promulgué un échéancier auto-imposé pour l'interdiction d'utilisation de grenaille de plomb. Les autres Parties ne l'ont pas fait, l'Italie et la Moldavie ont expliqué développer une législation ; la République tchèque a indiqué que l'utilisation n'avait pas été supprimée due à des désaccords parlementaires ; l'Éthiopie a déclaré ne pas en faire une priorité, précisant que les grenailles de plomb étaient peu utilisées dans les zones humides ; et la Lettonie a expliqué que l'utilisation des munitions de plomb est déjà interdite dans les principales zones humides et que la chasse y est limitée. La Finlande n'a fourni aucune explication.

a) Évaluation de la conformité



b) Évaluation de l'impact

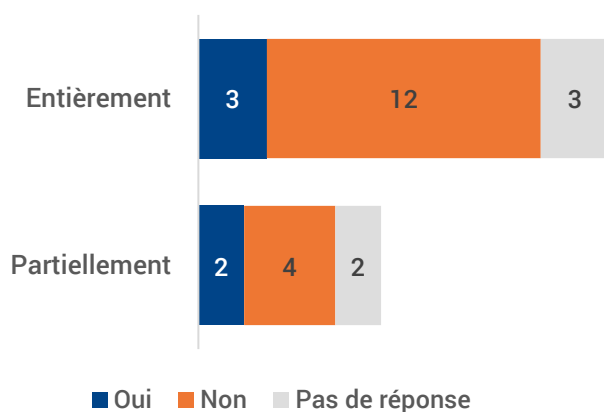


Figure 5.6. Réponses des Parties ayant pleinement ou partiellement supprimé l'utilisation des grenailles de plomb à la question de savoir si (a) elles ont évalué la conformité avec la législation, auquel cas, comment elles ont évalué le niveau de conformité, et si (b) elles ont évalué l'impact de la législation.

Parmi les Parties ayant totalement ou partiellement supprimé l'utilisation de grenailles au plomb, cinq (Danemark, Estonie, Finlande, Espagne et Portugal) ont indiqué avoir mesuré l'impact de la législation (Figure 5.6(b)).

Il a été demandé aux 19 Parties (36 % des RP ; 24 % des CP) n'ayant pas supprimé l'utilisation de grenailles de plomb pour la chasse dans les zones humides d'en expliquer les raisons, et de préciser les obstacles à l'introduction d'une législation. Six Parties (Botswana, Égypte, Islande, Afrique du Sud, Syrie et Ukraine) ont progressé vers l'introduction d'une législation en discutant de la manière dont les mesures sur la grenaille de plomb pourraient être mises en œuvre, en examinant leurs systèmes ou en travaillant sur une nouvelle législation. Cinq Parties ont indiqué que cette question était peu prioritaire ou non pertinente, soit parce que la chasse à la grenaille de plomb dans les zones humides est peu pratiquée (Niger, Slovaquie, Tanzanie et Togo), soit en raison d'un moratoire

sur la chasse (Albanie). Quatre Parties (Géorgie, Roumanie, Afrique du Sud et Ukraine) ont soulevé la nécessité d'une participation de toutes parties concernées dans la résolution de cette question complexe. L'Ukraine a soulevé le manque de choix de substitution aux grenailles de plomb de son pays. Le Niger a expliqué ne pas effectuer de contrôle des chasseurs, et le Ghana a autorisé la chasse à la grenaille à plomb avec un permis. Le Liban a rappelé qu'il était interdit de chasser dans les zones protégées, les zones importantes pour les oiseaux et les zones humides d'importance internationale. Le Malawi a exprimé le besoin d'une étude sur l'ampleur et l'impact de la grenaille de plomb dans les zones humides, et le Bélarus a émis des réserves concernant ce paragraphe lors de son adhésion à l'AEWA. Trois Parties (Afrique du Sud, Tanzanie et Ukraine) ont en outre organisé des activités de sensibilisation et elles ont invité les chasseurs, l'accord restant à caractère volontaire, à ne pas tirer dans les zones humides.

Aucune des 19 Parties n'ayant pas supprimé l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides n'a déclaré avoir arrêté et promulgué un échéancier auto-imposé pour l'interdiction d'utilisation de grenaille de plomb. L'absence de législation (Liban, Syrie, et Tanzanie) est la raison la plus couramment donnée par les onze Parties ayant fourni des explications (Figure 5.7).

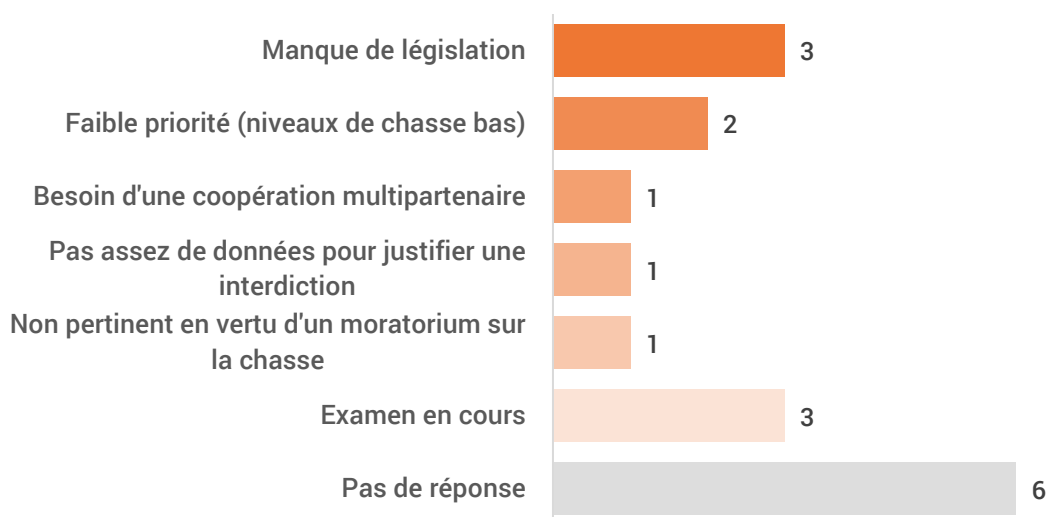


Figure 5.7. Raisons et obstacles à l'introduction d'un échéancier auto-imposé pour l'interdiction d'utilisation de grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides.

Q51. Des mesures ont-elles été prises dans votre pays afin de réduire/éliminer les prélèvements illégaux ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.6; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, action 2.2 (e))

La grande majorité des Parties, 51 (96 % des Parties répondantes (RP) ; 65 % de toutes les Parties contractantes (CP)), ont indiqué que des mesures ont été mises en place pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux (Action 2.2(e) du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA) (Figure 5.8). Seule une Partie (Togo) a indiqué ne pas avoir mis en place ces mesures, expliquant que si aucune mesure spécifique n'existait, la question était déjà traitée par d'autres lois. La plupart des Parties ont communiqué que l'efficacité de ces mesures était élevée ou modérée (Figure 5.8).

Parmi les Parties ayant évalué l'efficacité des mesures comme modérée ou faible, la grande majorité a invoqué le manque de respect des dispositions comme raison de ce faible niveau d'efficacité (respectivement dix, et sept de ces Parties). Six Parties (République centrafricaine, Croatie, Égypte, Italie, Pays-Bas et Slovaquie) ont déclaré qu'il fallait davantage d'agents sur le terrain, certaines indiquant qu'il

fallait aussi davantage de ressources financières et d'équipements, et une autre encore déclarant qu'il fallait davantage d'agents en raison de l'augmentation du nombre d'incidents et d'agressions. Trois Parties (Albanie, Croatie et Syrie) ont également mentionné un manque d'expérience, de connaissances ou de formation spécifique sur le sujet, ainsi qu'un manque de mesures coercitives, et la Croatie a également relevé la nécessité d'un protocole unique et d'un Plan d'action national spécifique pour traiter la question de la manière la plus systématique. Une Partie (Botswana) a invoqué l'obligation de surveiller les zones étendues comme raison d'une évaluation faible, tandis que trois Parties (République centrafricaine, Liban et Malawi) ont expliqué que l'application de la loi faisait défaut en dehors de zones spécifiquement protégées. L'Islande a indiqué ne surveiller que très faiblement les prélèvements illégaux.

Q52. Votre pays utilise-t-il un système adéquat pour effectuer des estimations réalistes du nombre d'oiseaux d'eau prélevés de façon illégale ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 2.1(b))

Six Parties (Géorgie, Sénégal, Slovinie, Suisse, Tanzanie et Ouganda (11 % des Parties répondantes (RP) ; 7 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué qu'elles utilisaient un système adéquat pour effectuer des estimations réalistes du nombre d'oiseaux d'eau prélevés de façon illégale (Action 2.1(b) du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA) (Figure 5.9). Quatorze autres Parties (26 % des RP ; 14 % des CP) ont indiqué utiliser partiellement ce système.

Sur les 26 Parties (49 % des RP ; 33 % des CP) ayant indiqué ne pas utiliser de système adéquat, cinq (Côte d'Ivoire, République tchèque, Danemark, Norvège et Suède) ont expliqué ne pas considérer le prélèvement illégal d'oiseaux d'eau comme un problème majeur, ne faisant pas de ce système une priorité. Quatre Parties (République centrafricaine, Égypte, Liban et

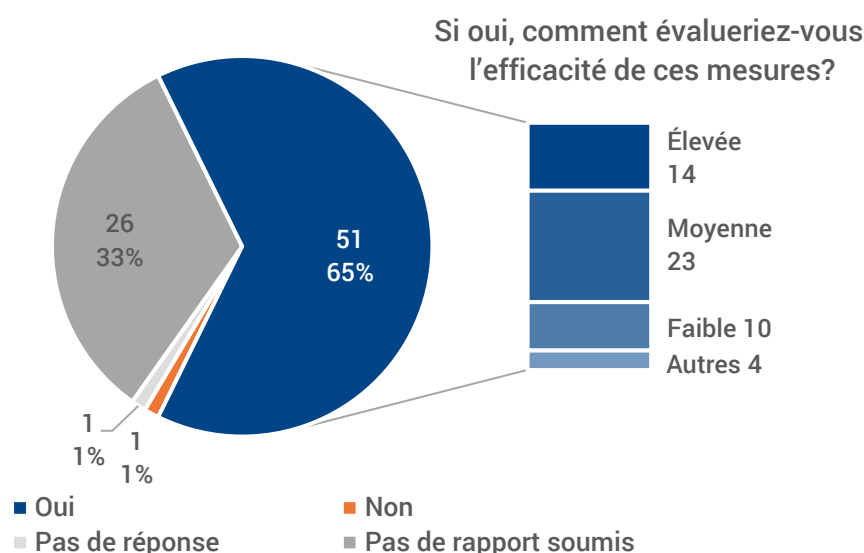


Figure 5.8. Réponses des Parties à la question de savoir si des mesures ont été prises afin de réduire ou d'éliminer les prélèvements illégaux.

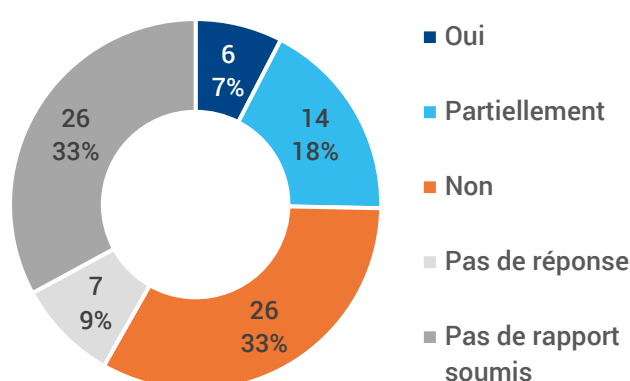


Figure 5.9. Réponses des Parties à la question de savoir si elles utilisent un système adéquat pour effectuer des estimations réalistes du nombre d'oiseaux d'eau prélevés de façon illégale.

Serbie) ont expliqué manquer de ressources pour l'utilisation de ce système. Parmi les autres raisons fournies, une Partie (Algérie) a déclaré que toute chasse était interdite dans les zones humides et que la plupart des infractions sont signalées à l'administration de la chasse, et une autre Partie a indiqué que la communauté internationale ne s'était jusqu'à présent pas intéressée à la chasse illégale (Macédoine du Nord). La Croatie ne disposait pas d'un tel système parce qu'il n'était pas prescrit par la législation pertinente, et les Pays-Bas et l'Afrique du Sud ont exprimé des difficultés à estimer la chasse illégale.

Q53. Existe-t-il dans votre pays, pour les chasseurs, un test d'aptitude juridiquement contraignant, comprenant entre autres l'identification des oiseaux ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.8; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 2.2)

Vingt-sept Parties (51 % des Parties répondantes (RP) ; 34 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué l'existence pour les chasseurs d'un test d'aptitude juridiquement contraignant comprenant en autres l'identification des oiseaux, et cinq Parties supplémentaires (Algérie, Géorgie, Moldavie, Macédoine du Nord et Afrique du Sud) (8 % des RP ; 5 % des CP) ont indiqué qu'un tel test était partiellement en place (Figure 5.11).

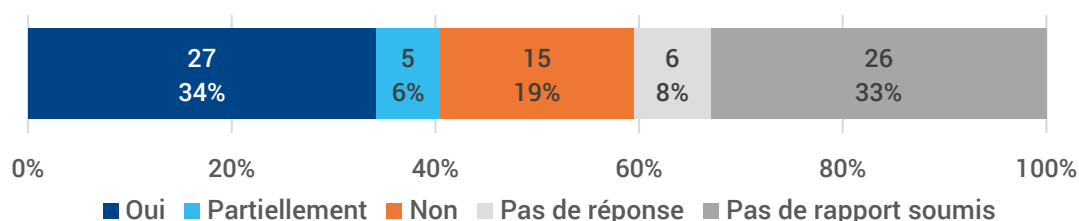
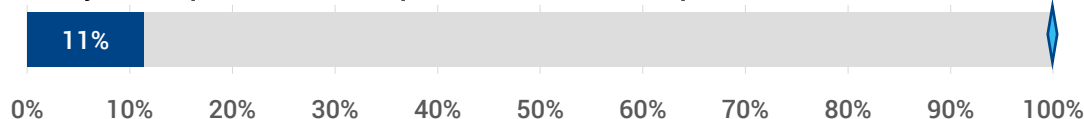


Figure 5.11. Réponses des Parties à la question de savoir s'il existe dans leur pays, pour les chasseurs, un test d'aptitude juridiquement contraignant, comprenant entre autres l'identification des oiseaux.

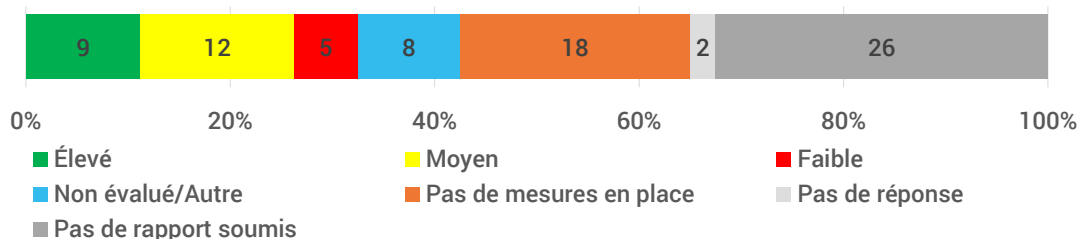
Sur les 15 Parties (28 % des RP ; 19 % des CP) n'ayant pas mis en place un test d'aptitude juridiquement contraignant, deux Parties (Égypte et Syrie) ont expliqué être en cours de mise en place, tandis que cinq Parties (Albanie, Côte d'Ivoire, Eswatini, Rwanda et Ouganda) ont expliqué que la chasse d'oiseaux d'eau était illégale ou qu'aucune chasse n'avait cours dans leur pays. Le Malawi a mentionné son adhésion récente à l'AEWA. Les sept Parties restantes n'ont pas fourni de raison précise dans leurs commentaires, et elles n'ont pas fourni de plus amples informations.

Cible 2.2 du Plan stratégique : Les dispositions du Plan d'action de l'AEWA sur l'utilisation et la gestion des oiseaux d'eau migrateurs, y compris sur le prélèvement (Paragraphe 4.1), sont transposées dans la législation nationale de toutes les Parties et sont appliquées de façon efficace

Indicateur : Pourcentage des Parties ayant transposé toutes les mesures juridiques requises au paragraphe 4.1 du Plan d'action AEWA dans leur législation nationale (Parties ayant remplis toutes les dispositions décrites aux questions Q48, Q49, Q50, Q51 et Q53)



Indicateur : Degré d'application et d'efficacité de la législation tel qu'évalué par les Parties (moyenne sur Q50 and Q51)



Réponses des Parties sur l'application et l'efficacité

Q50 (grenaille de plomb entièrement prohibée)	Excellent: 0	Bon: 4	Moyen: 1	Faible: 0	Pas du tout: 0	Non évalué: 11	Pas entièrement prohibée: 35	Pas de réponse: 2	Pas de rapport: 26
Q51		Élevé: 14	Moyen: 23	Faible: 10	Pas du tout: 0	Other (prise illégale fautive): 4	Pas de mesures pour réduire/éliminer les prises illégales: 1	Pas de réponse: 1	Pas de rapport: 26

Q54. Dans votre pays, des codes et des normes de meilleures pratiques pour la chasse ont-ils été mis en place, en appui de la mise en œuvre de la réglementation de la chasse ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.7; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 2.3)

Vingt-six Parties (49 % des Parties répondantes (RP) ; 33 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont communiqué que des codes et des normes en matière de chasse étaient en place en soutien à l'application des lois et des règlements sur la chasse (Figure 5.12). Seize Parties ont sélectionné « Affiliation au Club », et quinze Parties ont sélectionné « Fermetures d'urgence de la chasse dans des conditions exceptionnelles », et dix Parties ont déclaré avoir mis les deux en place. Huit Parties ont également sélectionné d'autres codes, en plus ou à la place des deux précédemment cités, notamment un code d'éthique des chasseurs, ainsi que l'implémentation d'autres normes telles que des associations de chasseurs, des plans de gestion du gibier, des formations continues, des quotas, des interdictions concernant les espèces menacées, la

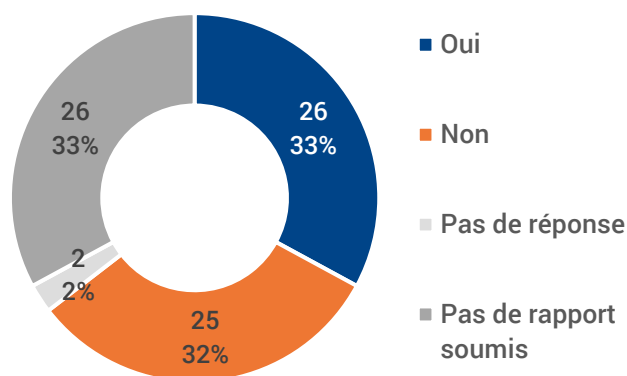


Figure 5.12. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont mis en place des codes et des normes en matière de chasse en soutien à l'application des lois et des règlements sur la chasse.

publication des mises à jour de la législation dans des magazines de chasse, et une application mobile pour signaler et surveiller la chasse.

Quatorze des vingt-six Parties avec des codes de meilleures pratiques ont indiqué que ces codes avaient un degré d'application élevé, voire très élevé (Figure 5.13). Douze Parties ont indiqué que leurs réglementations étaient très efficaces en pour soutenir l'application des lois et réglementations sur la chasse.

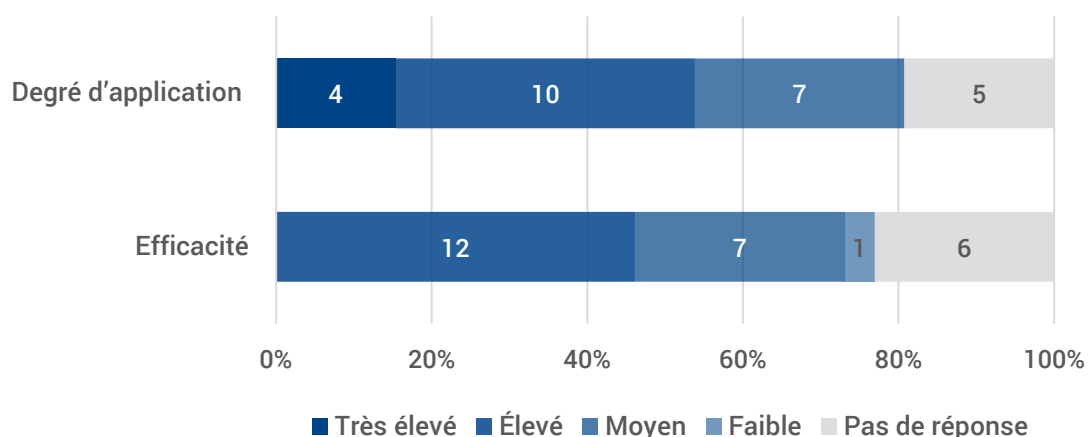


Figure 5.13. Réponses des Parties lorsqu'elles évaluent (a) le degré d'application de leurs codes et normes de meilleures pratiques (très élevé = toujours appliqués, élevé = presque toujours appliqués, moyen = plus souvent appliqué que l'inverse), et (b) l'efficacité de ces codes et normes de meilleures pratiques en soutien à l'application des lois et réglementations sur la chasse (très élevée = très efficaces, modérée = efficaces dans une certaine mesure, faible = pas efficaces).

Les 25 Parties (47 % des RP ; 32 % des CP) n'ayant pas de codes de meilleures pratiques pour la chasse en place ont fourni plusieurs explications expliquant cette absence (Figure 5.14). Les raisons les plus souvent avancées sont l'absence de chasse (Côte d'Ivoire, Eswatini, Rwanda et Ouganda), le traitement en cours de la question (Égypte, Afrique du Sud et Suède), et l'existence d'un examen du permis de chasse pour assurer les meilleures pratiques (France, Liban et Ukraine).

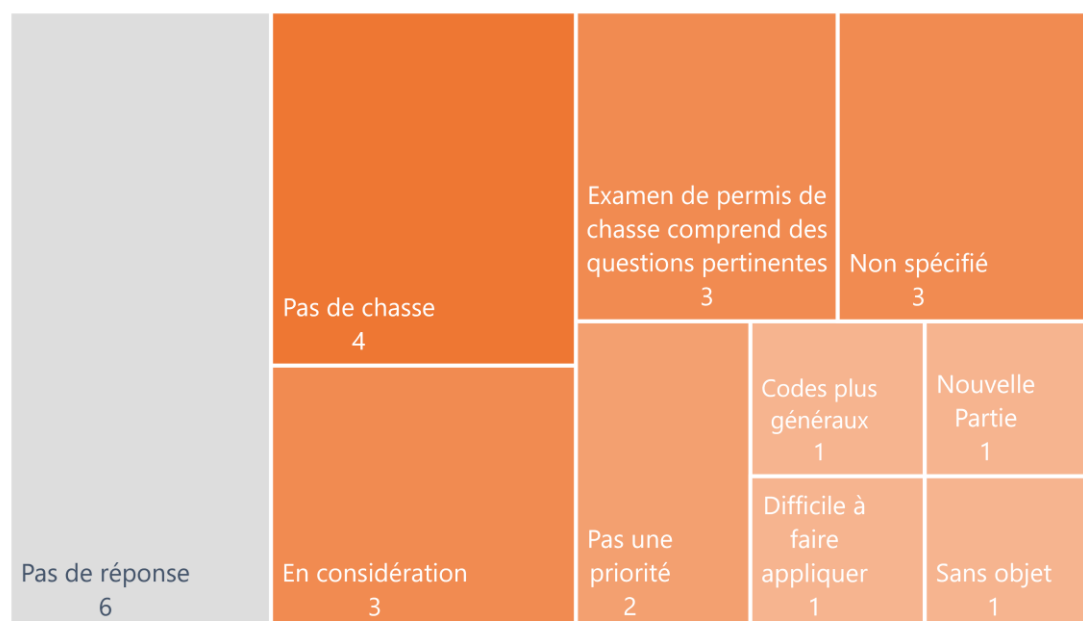
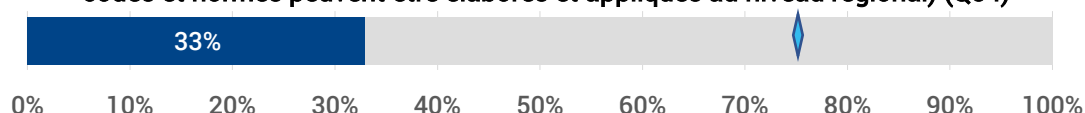


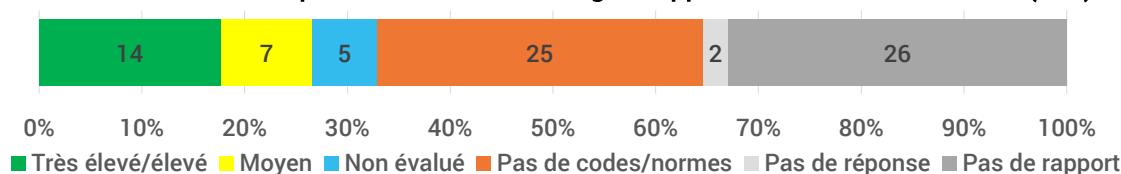
Figure 5.14. Réponses des Parties expliquant l'absence de codes et normes des meilleures pratiques pour la chasse en soutien à l'application de lois et des réglementations en place sur la chasse.

Cible 2.3 du Plan stratégique : Des codes et des normes de bonnes pratiques de chasse aux oiseaux d'eau sont en vigueur et appliquées pour soutenir l'application des lois et réglementations sur la chasse, y compris l'application du droit coutumier le cas échéant et conformément aux objectifs de l'AEWA, afin d'assurer une utilisation durable des oiseaux d'eau migrateurs dans au moins trois quarts des Parties contractantes

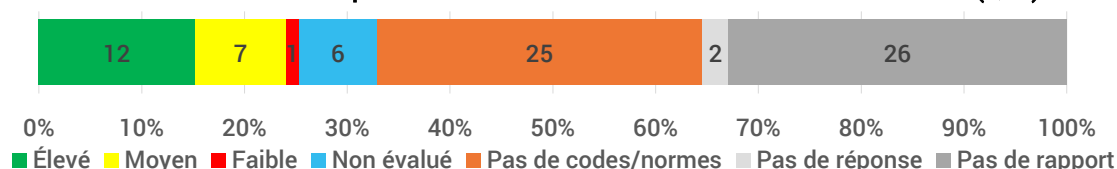
Indicateur : /pourcentage de Parties pour lesquelles il existe une couverture nationale des codes de bonnes pratiques ou de normes sur la chasse aux oiseaux d'eau (en reconnaissant que ces codes et normes peuvent être élaborés et appliqués au niveau régional) (Q54)



Indicateur : Évaluation par feux tricolores du degré d'application des codes/normes (Q54)



Indicateur : Évaluation par feux tricolores de l'efficacité des codes/normes (Q54)



Réponses des Parties sur le degré d'application et l'efficacité des codes/normes

Application	Très élevé: 4	Élevé: 10	Moyen: 7	Faible: 0	Pas du tout: 0	Non évalué: 5	Pas de codes/normes: 25	Pas de réponse: 2	Pas de rapport: 26
Efficacité		Élevé: 12	Moyen: 7	Faible: 1	Pas du tout: 0	Non évalué: 6	Pas de codes/normes: 25	Pas de réponse: 2	Pas de rapport: 26

Écotourisme

Q56. L'écotourisme relatif aux zones humides et aux oiseaux d'eau est-il intégré dans les stratégies nationales du développement touristique ou autres stratégies nationales pertinentes de votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.2.1; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, action 2.5 (c))

Trente-six Parties (68 % des Parties répondantes (RP) ; 45 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir intégré un écotourisme relatif aux zones humides et aux oiseaux d'eau dans les stratégies nationales du développement touristique (Action 2.5(c) du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA) (Figure 5.15). Sur les dix

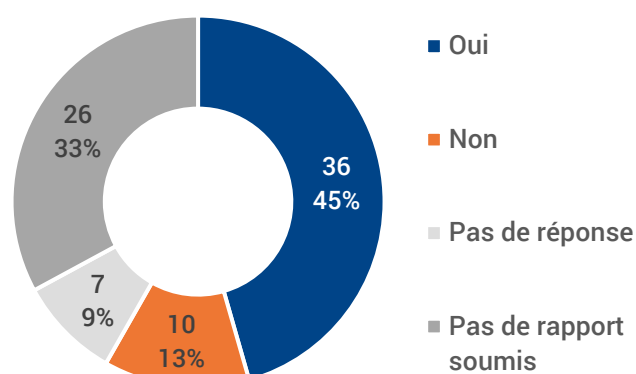


Figure 5.15. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont intégré un écotourisme relatif aux zones humides et aux oiseaux d'eau dans les stratégies nationales du développement touristique.

Parties qui ont indiqué que ce type d'écotourisme n'était pas intégré dans leurs stratégies nationales de développement touristique, deux (Éthiopie et Égypte) ont précisé qu'il serait inclus dans les stratégies à venir. Les raisons pour lesquelles les Parties n'ont pas intégré ce type d'écotourisme dans leurs stratégies de développement touristique sont que l'industrie du tourisme ne le considérait pas comme une priorité (France, Slovénie et Suisse), qu'aucune stratégie touristique n'était en place (République tchèque) ou qu'elles n'étaient pas aussi détaillées (Suède).

Q57. Existe-t-il dans votre pays des initiatives d'écotourisme se basant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 2.5)

Vingt-huit Parties (53 % des Parties répondantes (RP) ; 35 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué l'existence dans leur pays d'initiatives d'écotourisme se basant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (Figure 5.16, Tableau 5.1).

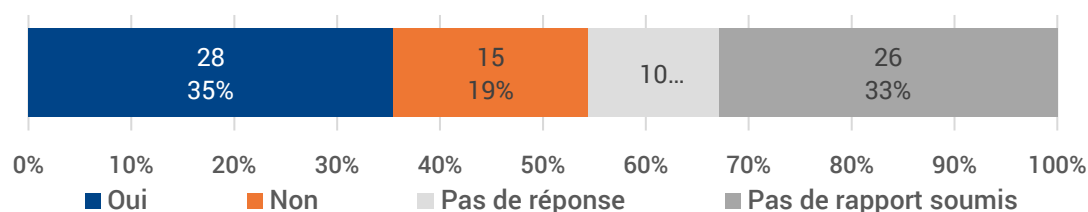


Figure 5.16. Réponses des Parties à la question de savoir s'il existe des initiatives d'écotourisme dans leur pays se basant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats.

Tableau 5.1. Nombres d'initiatives d'écotourisme existantes signalées se basant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats. Quatre Parties n'ont pas donné de plus amples informations.

Partie	Nombre d'initiatives
Norvège	Une douzaine
République tchèque	Plusieurs dizaines
Serbie	7
Belgique	3
Afrique du Sud	Plusieurs
Slovénie	Très peu
Bélarus, Botswana, Maroc	1
Pays-Bas	N/A
Albanie, Croatie, Danemark, Égypte, France, Ghana, Italie, Lettonie, Liban, Niger, Rwanda, Slovaquie, Espagne, Suisse	Indéterminé

Il a été demandé aux 28 Parties pour lesquelles il existe dans leur pays des initiatives d'écotourisme se basant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats de noter à quel point ces initiatives sont conçues pour assurer à la fois la conservation et le bien-être de la communauté, et d'ensuite évaluer les résultats dans la pratique (Figure 5.17).

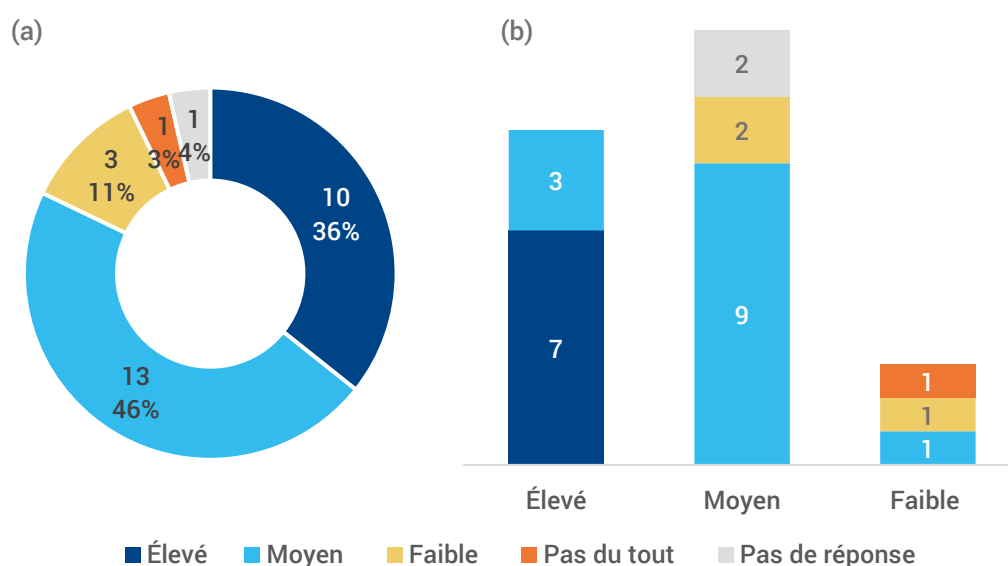


Figure 5.17. (a) Réponses des Parties pour lesquelles il existe dans leur pays des initiatives d'écotourisme se basant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats, lorsqu'on leur demande de noter à quel point ces initiatives sont conçues pour assurer à la fois la conservation et le bien-être de la communauté. (b) Réponses des Parties ayant répondu élevé, modéré, faible à la question (a) quand il leur a été demandé d'évaluer les effets dans la pratique.

Deux Parties (République tchèque et Maroc) ont déclaré que leurs initiatives devaient assurer de façon modérée la conservation et le bien-être de la communauté, mais que dans la pratique les effets étaient faibles. Le Maroc a expliqué que pour y arriver, le secteur privé du tourisme doit prendre part au processus, et des efforts marketing à l'échelle internationale doivent être engagés. La République tchèque n'a pas fait de commentaire.

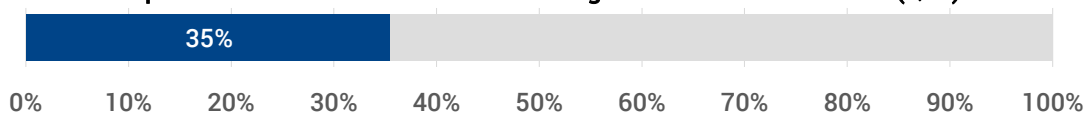
Trois Parties (Belgique, France et Niger) ont déclaré que leurs initiatives d'écotourisme devaient fournir des avantages faibles à la communauté et à la conservation. La Belgique, qui a évalué que les avantages récoltés seraient modérés, a expliqué que les initiatives proviennent principalement de la gestion des réserves naturelles, la communauté rurale n'étant pas souvent impliquée et ne soutenant pas toujours les initiatives de conservation lorsqu'elles entrent en conflit avec l'agriculture. La France et le Niger ont respectivement évalué les avantages récoltés comme faibles et pas du tout conçus pour assurer la conservation, sans fournir plus de détails sur la forme à adopter ou l'exécution.

Les Pays-Bas ont déclaré que leurs initiatives d'écotourisme n'étaient pas du tout conçues pour assurer la conservation et le bien-être de la communauté, expliquant que les zones naturelles sont gérées par des organisations de gestion de la nature qui n'incluent généralement pas le bien-être dans leur programme.

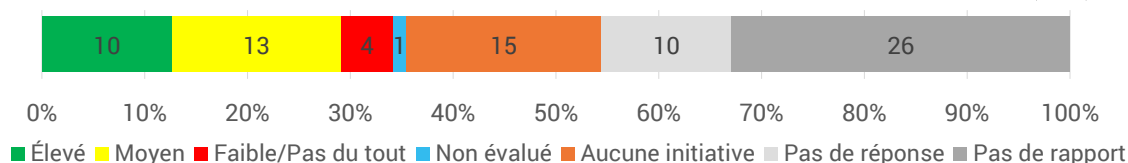
Parmi les 15 Parties (28 % des RP ; 19 % des CP) qui n'avaient pas d'initiatives d'écotourisme existantes dans leur pays se basant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats, sept Parties (République tchèque, Égypte, Éthiopie, France, Slovaquie, Suède et Suisse) ont indiqué que des initiatives d'écotourisme existent, mais qu'elles ne sont pas axées sur les oiseaux d'eau spécifiquement. L'Éthiopie a noté un faible intérêt pour le tourisme, et la Syrie a déclaré que des initiatives d'écotourisme liées aux oiseaux aquatiques étaient en cours.

Cible 2.5 du Plan stratégique : L'écotourisme relatif aux oiseaux d'eau est encouragé dans au moins la moitié des Parties contractantes suivant le modèle ou l'exemple d'au moins trois initiatives pilotes d'écotourisme axées sur les oiseaux d'eau migrateurs qui illustrent les bénéfices pour les communautés locales, ainsi que pour l'état de conservation des populations de l'AEWA et de leurs habitats

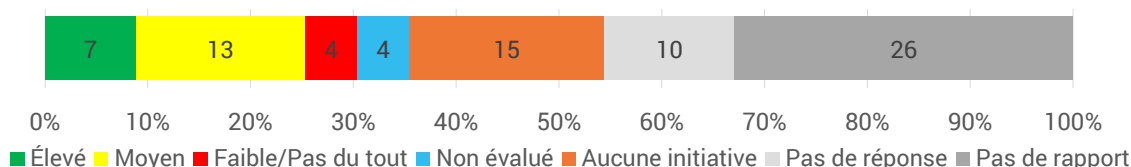
Indicateur : Pourcentage de Parties signalant l'existence d'initiatives d'écotourisme basées spécialement sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (Q57)



Indicateur : Évaluation par feux tricolores mesurant à quel point la conception de ces initiatives permet d'offrir à la fois des avantages pour la conservation et pour la communauté (Q57)



Indicateur : Évaluation par feux tricolores mesurant à quel point ces deux avantages sont acquis dans la pratique, avec des commentaires sur les facteurs de réussite et/ou les obstacles (Q57)



Réponses des Parties sur l'évaluation mesurant la conception et l'acquisition en pratique des avantages à la fois pour la conservation et pour la communauté

	Élevé:	Moyen:	Faible:	Pas du tout:	Non évalué:	d'initiatives:	réponse:	rapport:
Conception	10	13	3	1	1	15	10	26
Pratique	Élevé: 7	Moyen: 13	Faible: 3	Pas du tout: 1	Non évalué: 4	d'initiatives: 15	réponse: 10	rapport: 26

Autres activités humaines

Q58. Des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche ont-elles été introduites dans votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.12) Lorsque vous répondez à cette question, veuillez également examiner la question 78 du chapitre 7 - Recherche et surveillance continue.

La grande majorité des Parties répondantes (83 % des Parties répondantes (RP) ; 56 % de toutes les Parties contractantes (CP) ; Figure 5.18) n'avait pas introduit des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche dans leur pays, tandis que sept Parties (Algérie,

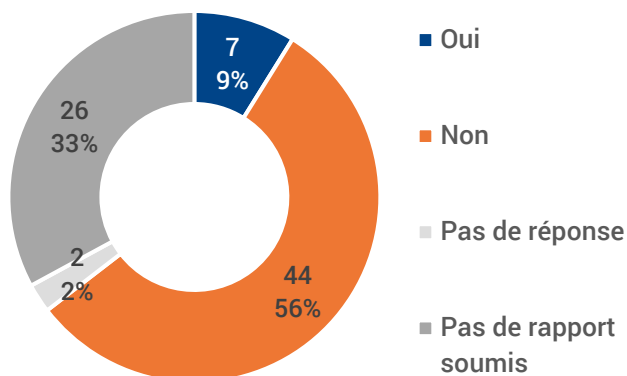


Figure 5.18. Réponses Parties sur la question de savoir si des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche ont été introduites dans leur pays.

Danemark, Égypte, Macédoine du Nord, Sénégal, Tanzanie et Zimbabwe) (13 % des RP ; 9 % des CP) ont déclaré les avoir introduites (Figure 5.18).

Parmi les Parties qui n'ont pas introduit des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche, six Parties (Côte d'Ivoire, Eswatini, Éthiopie, Rwanda, Syrie et Ouganda) ont expliqué que ces réglementations n'étaient pas applicables (Figure 5.19), certaines expliquant qu'il n'existe pas de pêche au plomb dans leur pays. Cinq Parties ont indiqué avoir pris des mesures en dehors de la législation, telles que des actions de sensibilisation auprès des parties prenantes concernées (Belgique, Estonie et France), des directives sur les meilleures pratiques énoncées dans le code de la pêche (République centrafricaine) et des recherches sur les options de pêche (Pays-Bas). Parmi les autres raisons figurent une révision de la législation en cours (Mali), le caractère relativement récent du sujet (Lettonie), la nécessité d'une évaluation complète pour prendre une telle décision (Croatie) ou l'attente du résultat d'une décision de l'UE sur les restrictions (Slovaquie).

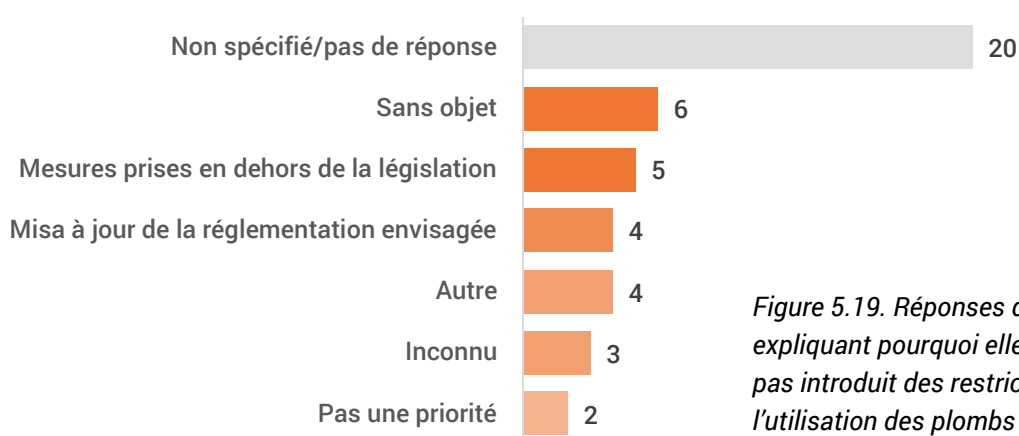


Figure 5.19. Réponses des Parties expliquant pourquoi elles n'avaient pas introduit des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche.

Q59. Y a-t-il dans votre pays une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/ l'Évaluation des Impacts environnementaux (EES/EIE) des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.1; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 3.5)

Quarante-quatre Parties (83 % des Parties répondantes (RP) ; 56 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont répondu qu'elles disposaient d'une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/l'Évaluation des Impacts environnementaux (EES/EIE) des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage, et que cette législation était mise en œuvre (Figure 5.20).

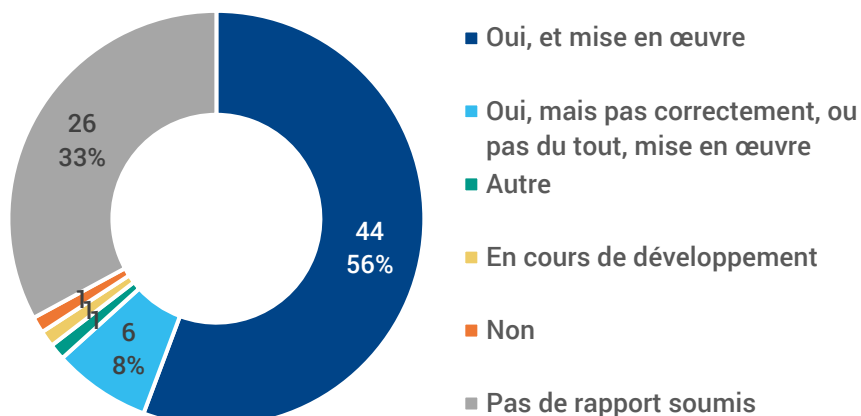


Figure 5.20. Réponses des Parties sur la question de savoir si elles disposaient d'une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/l'Évaluation des Impacts environnementaux des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage.

Six Parties (11 % des RP ; 8 % des CP) ont déclaré qu'une telle législation était en place, mais qu'elle n'était pas correctement, voire pas du tout, appliquée. Le Niger a indiqué qu'une telle législation était en cours d'élaboration. Macédoine du Nord a choisi « autre », précisant l'EES/EIE n'était pas obligatoire. La Suisse a indiqué qu'elle ne disposait pas d'une telle législation, précisant qu'elle avait des dispositions législatives pour l'EIE mais pas l'EES.

Parmi les 44 Parties qui ont déclaré avoir effectivement mis en œuvre une législation en matière d'EES/EIE, 41 ont indiqué que leur législation couvrait l'ensemble du pays, tandis que Chypre a indiqué que la couverture comprenait la zone effectivement contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre (Figure 5.21). Les 44 Parties ont indiqué que leurs processus EES/EIE prenaient en compte les oiseaux d'eau et leurs habitats, et une seule Partie (Algérie) n'avait pas de processus incluant la participation du public (Figure 5.21).

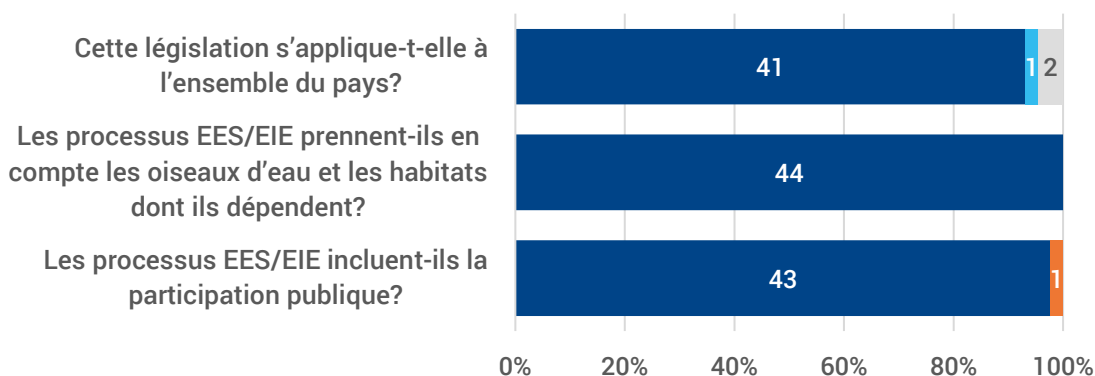


Figure 5.21. Détails supplémentaires des 44 Parties qui ont répondu disposer d'une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/l'Évaluation des Impacts environnementaux des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage, et qui ont précisé qu'elle était mise en œuvre.

Parmi les six Parties qui disposaient d'une législation EES/EIE, mais qui ont indiqué qu'elle n'était pas correctement mise en œuvre, quatre ont indiqué que leur législation s'appliquait à l'ensemble du pays (Albanie, République centrafricaine, Portugal et Syrie), tandis que l'Éthiopie a déclaré qu'elle ne s'appliquait qu'à certains États/provinces. La Moldavie elle n'a pas répondu (Figure 5.22). Quatre Parties ont indiqué que leur législation prenait en compte les oiseaux d'eau et les habitats dont ils dépendent (Albanie, République centrafricaine, Éthiopie et Portugal), et un nombre similaire a

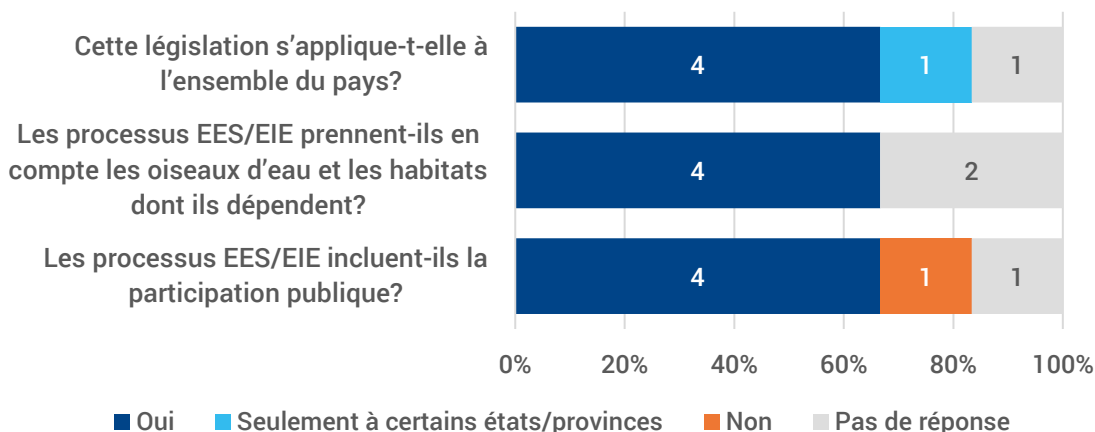


Figure 5.22. Détails supplémentaires des six Parties qui disposaient d'une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/l'Évaluation des Impacts environnementaux (EES/EIE) des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage, et qui ont précisé qu'elle n'était pas correctement, voire pas du tout, mise en œuvre.

indiqué que leurs processus EES/EIE incluait la participation du public (Albanie, République centrafricaine, Portugal et Syrie), tandis que l'Éthiopie a déclaré que le sien ne l'incluait pas.

Ces six Parties ont également été invitées à expliquer pourquoi leur législation n'était pas mise en œuvre. La République centrafricaine a déclaré que les textes d'application de la loi concernée ne sont pas encore disponibles. L'Albanie a signalé que parfois la législation n'était pas correctement appliquée, notamment dans les zones côtières. La Syrie a déclaré qu'alors que tous les projets et activités devaient faire l'objet d'une EES/EIE, elles sont parfois négligées. L'EIE n'est parfois pas assez approfondie. L'Éthiopie a expliqué que la mise en place et la coordination institutionnelles pour l'application de la législation sont faibles.

Le Niger, la seule Partie ayant signalé qu'une législation EES/EIE était en cours d'élaboration, a indiqué que cette future législation était destinée à couvrir l'ensemble du pays, qu'elle prendrait en compte les oiseaux d'eau et les habitats dont ils dépendent, et que les processus seraient ouverts à la participation du public.

Q60. Votre pays dispose-t-il d'autres mesures juridiques et/ou administratives pour éviter, atténuer et compenser les impacts défavorables d'activités de développement sur les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 3.5)

Vingt-sept Parties (51 % des Parties répondantes (RP) ; 34 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué disposer d'autres mesures juridiques et/ou administratives pour éviter, atténuer et compenser les impacts défavorables d'activités de développement sur les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs (Figure 5.23). Seize d'entre elles ont jugé leurs mesures très efficaces (Figure 5.23). Parmi les autres mesures figuraient la planification territoriale (Afrique du Sud, Suisse et Portugal), l'interdiction générale de perturber la biodiversité (Danemark, Espagne, Pays-Bas, République tchèque et Slovaquie), la réglementation des zones protégées (Tanzanie), les lois sur les ressources d'eau (Norvège), et des sanctions plus sévères aux contrevenants (Zimbabwe). Le Bélarus et la Serbie ont fourni des listes détaillées d'actes législatifs visant à préserver la nature. Plusieurs Parties (Albanie, Croatie, Égypte, Italie, Lettonie, Syrie, Ouganda et Ukraine) ont mentionné leurs procédures d'EIE et le cadre réglementaire associé.

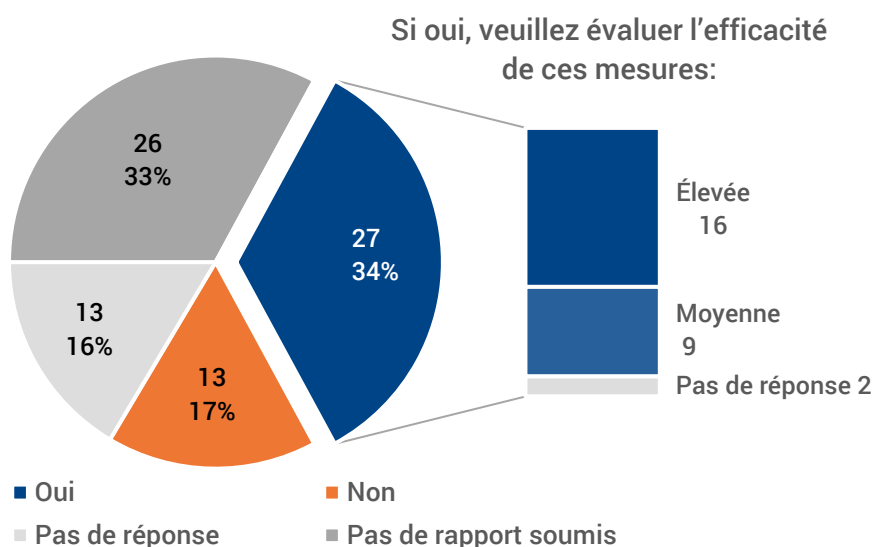


Figure 5.23. Réponses des Parties à la question de savoir si elles disposent d'autres mesures juridiques et/ou administratives pour éviter, atténuer et compenser les impacts défavorables d'activités de développement sur les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs.

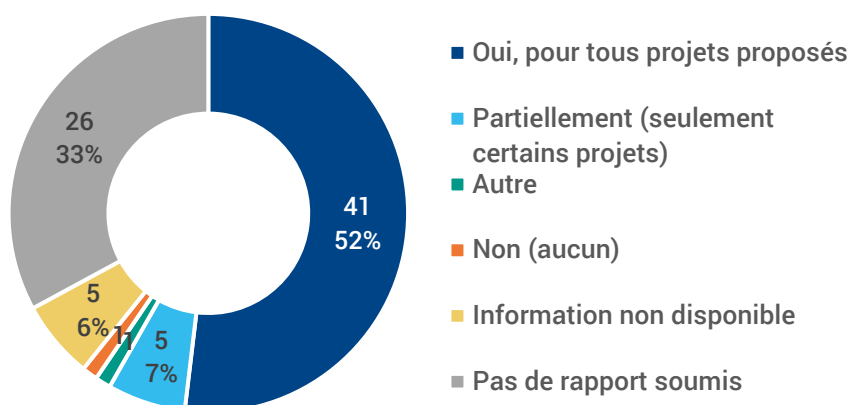
Quatre des neuf Parties qui ont jugé l'efficacité de ces mesures comme modérée ont fourni une explication supplémentaire. L'Égypte a mentionné le manque de ressources, et l'Ouganda a indiqué une mise en œuvre inadéquate. La Syrie a expliqué manquer de financement, et avoir cruellement besoin de formation et de soutien pour mener des évaluations et vérifier la mise en œuvre. L'Afrique du Sud a décrit les défis auxquels elle faisait face, notamment un problème de méthodologies inadéquates et incohérentes pour définir les impacts considérables et cumulatifs ; le recours à des stratégies d'atténuation non éprouvées/spéculatives ; le manque de viabilité du projet de restauration en tant que stratégie d'atténuation ; un manque d'identification des compensations optimales ; et des conditions d'autorisation ainsi qu'un suivi de la conformité et de la mise en œuvre inadéquats. Elles ont ajouté travailler avec des organisations partenaires pour développer des lignes directrices sur de meilleures pratiques pour la hiérarchie d'atténuation et la compensation de la biodiversité.

Sur les 13 Parties ayant déclaré ne pas disposer d'autres mesures juridiques et/ou administratives pour éviter, atténuer et compenser les impacts défavorables d'activités de développement sur les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs, cinq Parties ont estimé que les lois et procédures d'EES/EIE existantes ou que les zones protégées étaient déjà suffisantes. Deux Parties (Macédoine du Nord et Togo) ont rapporté un manque de financement, et le Liban a déclaré que la loi correspondante était en attente de décrets d'application.

Q61. Au cours des trois dernières années, votre pays a-t-il utilisé les EES/EIE pour tous les projets pertinents, notamment les projets du secteur de l'énergie tels que les développements de l'énergie renouvelable et les installations de lignes électriques, afin d'évaluer l'impact des projets proposés sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 et/ou des habitats/dont ils dépendent ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.1, Résolution 5.11 et Résolution 5.16; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, action 3.5.(b))

Quarante-six Parties (87 % des Parties répondantes (RP) ; 58 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré qu'elles utilisaient partiellement ou totalement les EES/EIE pour tous les projets pertinents, afin d'évaluer l'impact des projets proposés sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs (Action 3.5(b) du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA) (Figure 5.24). Quarante et une de ces Parties l'ont appliquée à tous les projets proposés.

Figure 5.24. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient utilisé les EES/EIE pour tous les projets pertinents, afin d'évaluer l'impact des projets proposés sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 et/ou des habitats/dont ils dépendent.



Quand une possibilité d'impacts négatifs significatifs sur les oiseaux d'eau migrateurs a été identifiée par une EES/EIE, il était demandé aux Parties si elles avaient pris des mesures pour éviter ces impacts, notamment en évitant les zones protégées et autres sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs. Sur les 41 Parties ayant utilisé des EES/EIE pour tous les projets pertinents, 28 ont déclaré avoir pris de telles mesures (Figure 5.25).

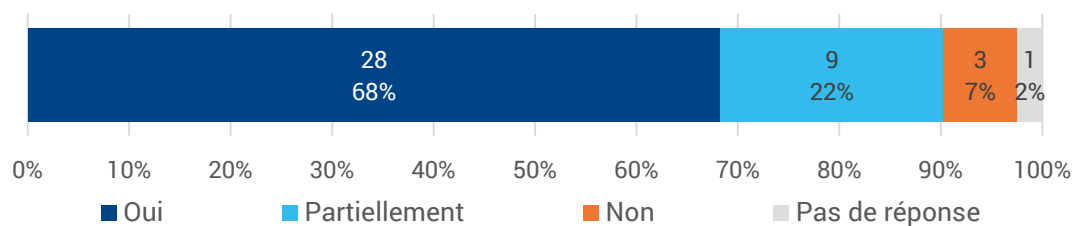


Figure 5.25. Réponses des Parties ayant utilisé des EES/EIE pour tous les projets à la question de savoir si elles ont pris des mesures pour éviter les impacts, notamment en évitant les zones protégées et autres sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs après l'identification par une EES/EIE d'une possibilité d'impacts négatifs significatifs sur les oiseaux d'eau migrateurs.

Parmi les cinq Parties qui n'ont utilisé d'EES/EIE que pour certains projets, trois Parties (République tchèque, Liban et Sénégal) ont confirmé avoir pris des mesures pour éviter tout impact identifié. Une Partie (Niger) a indiqué avoir partiellement pris des mesures, et la Côte d'Ivoire n'a pas répondu à la question complémentaire.

Seule une Partie (Moldavie) a déclaré qu'elle n'avait pas utilisé d'EES/EIE pour des projets afin d'évaluer les impacts sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats. Elle a mentionné n'avoir communiqué que peu d'informations, et que cela faisait partie du projet de l'UE de création d'un réseau Émeraude en Moldavie.

Q62. Tenez-vous un registre des cas d'impacts négatifs d'activités de développement et autres pressions subies par les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs de votre pays ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, action 3.5(a))

Seize Parties (30 % des Parties répondantes (RP) ; 20 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué tenir un registre des cas d'impacts négatifs d'activités de développement et autres pressions subies par les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs de leur pays (Action 3.5(a) du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA) (Figure 5.26).

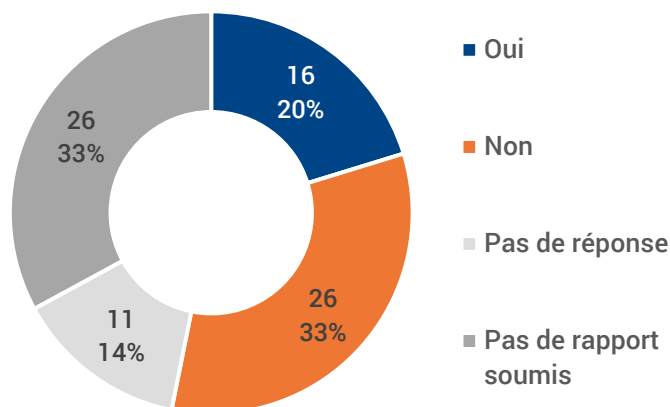


Figure 5.26. Réponses des Parties à la question de savoir si elles tiennent un registre des cas d'impacts négatifs d'activités de développement et autres pressions subies par les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs de leur pays.

Il a été demandé aux seize Parties ayant tenu un tel registre d'impacts négatifs de répondre à une série de questions complémentaires concernant les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs (Figure 5.27). Aucune Partie n'a signalé de sites connus pour lesquels aucune mesure efficace d'évitement, d'atténuation ou de compensation n'a été mise en œuvre pour contrer l'impact négatif des activités de développement. Quatre Parties (Biélorus, Botswana, Croatie et Rwanda) ont indiqué qu'il existait des sites où de telles pressions avaient été effectivement évitées, atténuées ou compensées.

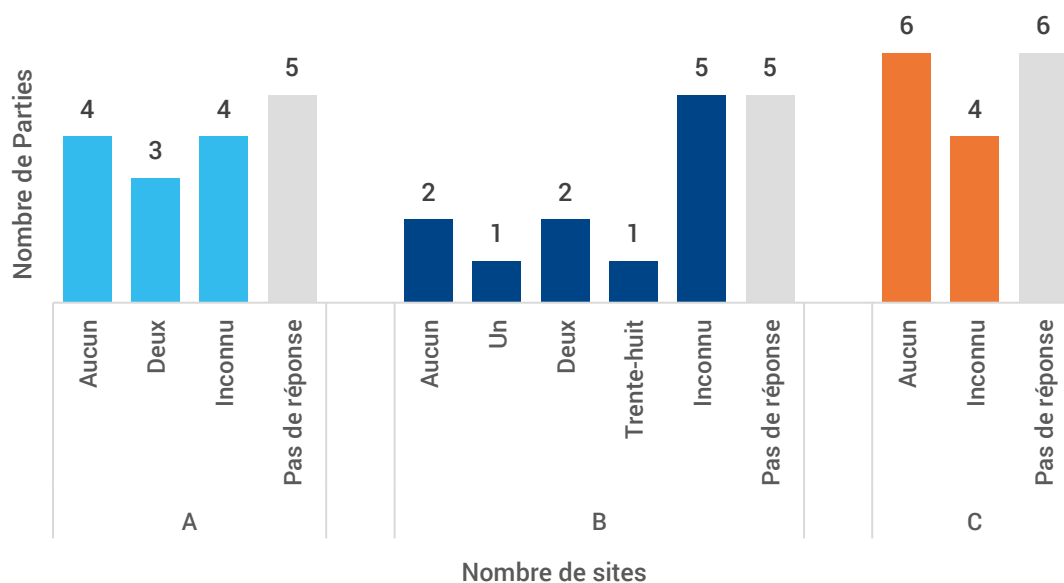


Figure 5.27. Nombre de Parties qui ont tenu un registre des cas d'impacts négatifs d'activités de développement et autres pressions subies par les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs de leur pays et qui ont soumis un rapport sur le nombre de sites : (A) sujets à des impacts négatifs d'activités de développement et autres pressions ; (B) pour lesquels les impacts négatifs d'activités de développement et autres pressions ont été efficacement évités, atténués ou compensés ; (C) pour lesquels les impacts négatifs d'activités de développement et autres pressions n'ont été pas efficacement évités, atténués ou compensés.

Il a été demandé aux 26 Parties (49 % des RP ; 33 % des CP) ne tenant pas de registre des impacts négatifs du développement sur les oiseaux d'eau et leurs habitats d'estimer les chiffres pour la même série de questions complémentaires relatives aux sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs (Figure 5.28). Trois Parties (Albanie, Macédoine du Nord et Serbie) ont indiqué qu'il existait des sites pour lesquels aucune mesure efficace d'évitement,

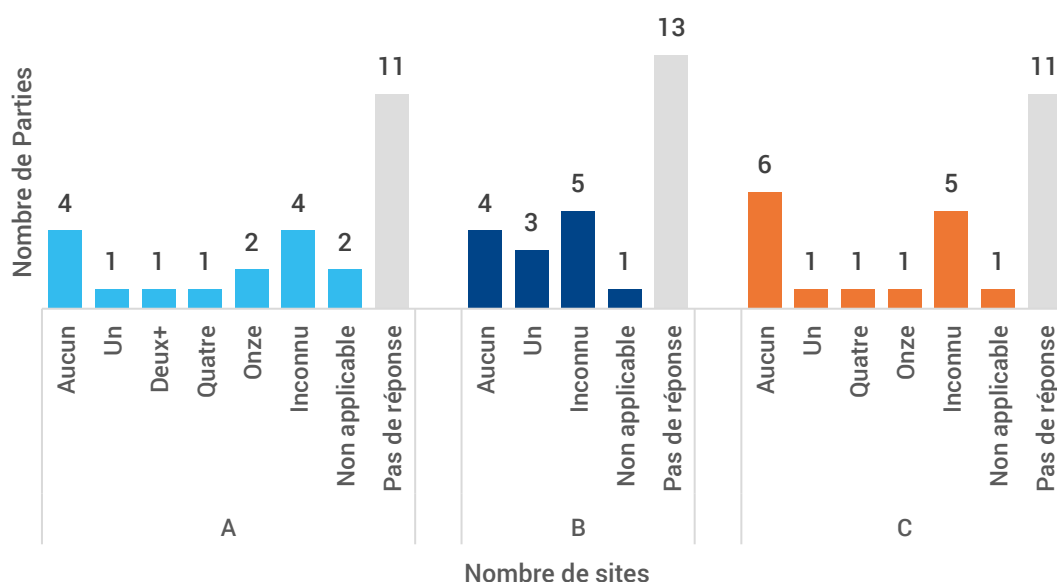


Figure 5.28. Nombre de Parties qui ne tiennent pas un registre des cas d'impacts négatifs d'activités de développement et autres pressions subies par les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs, et qui ont soumis un rapport sur le nombre estimé de sites dans les catégories (A) - (C) telles que définies dans la figure ci-dessus.

d'atténuation ou de compensation n'avait été mise en œuvre pour l'impact négatif des activités de développement. Trois Parties (Albanie, Égypte et Serbie) ont indiqué qu'il existait des sites où de telles pressions avaient été effectivement évitées, atténuées ou compensées.

La raison la plus couramment invoquée par les Parties pour expliquer pourquoi elles ne tenaient pas de registre des impacts négatifs du développement sur les oiseaux d'eau et leurs habitats était qu'elles avaient mis en place un autre système de surveillance au lieu d'un registre central (six Parties : Belgique, Égypte, France, Maroc, Norvège et Ouganda). Quatre Parties ont déclaré qu'un tel registre n'était pas nécessaire, soit parce que les sites sont situés dans des parcs nationaux et qu'il n'y a donc presque pas de développement (République centrafricaine), soit parce que les impacts négatifs sont pris en compte avant le développement dans les EES/EIE, ou le processus de planification (Italie et Pays-Bas), ou encore parce qu'aucun cas grave n'a été signalé (Niger). Deux Parties (Liban et Slovaquie) ont mentionné le manque de ressources, tandis qu'une Partie (Ukraine) n'a pas tenu de tel registre parce qu'elle n'y était pas juridiquement contrainte.

Cible 3.5 du Plan stratégique : Des mesures juridiques ou administratives sont en vigueur au niveau national - et mises en œuvre de façon efficace - afin d'éviter, d'atténuer et de compenser les impacts négatifs des activités d'aménagement et d'autres pressions, y compris les impacts du changement climatique, sur les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs dans toutes les Parties contractantes

**Indicateur : Nombre de Parties ayant adopté des mesures juridiques ou administratives pour éviter, atténuer et compenser les impacts négatifs du développement et d'autres pressions sur les sites du réseau des voies de migration en général
(Parties ayant répondu 'oui' à Q59 ou Q60 ou les deux)**



Nombre de sites du réseau des voies de migration qui sont menacés par les impacts négatifs du développement (Q62)

35

Nombre de sites des voies de migration où des menaces spécifiques ont été effectivement évitées, atténuées ou compensées (Q62)

46

Nombre de sites soumis à des menaces spécifiques connues contre lesquelles aucune mesure efficace n'a été mise en œuvre pour les éviter, les atténuer ou les compenser (Q62)

16

Q64. Veuillez communiquer des informations sur la mise en œuvre de la Résolution 5.11 sur les lignes électriques et les oiseaux d'eau migrateurs.

Q64.1. Est-ce que les parties prenantes concernées, notamment les agences gouvernementales, les organismes scientifiques, les organisations non gouvernementales et le secteur de l'énergie sont régulièrement consultés afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de convenir d'une politique d'action commune ?

Vingt-cinq Parties (47 % des Parties répondantes (RP) ; 32 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué que les parties prenantes étaient régulièrement consultées afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de convenir d'une politique d'action commune, tandis que 20 Parties (38 % des RP ; 25 % des CP) ont indiqué ne le faire que partiellement (Figure 5.29). Six Parties (11 % des RP ; 8 % des CP) ont répondu ne pas le faire : La République centrafricaine a expliqué n'avoir dénombré aucun cas d'électrocution majeure dans des zones abritant de grandes populations d'oiseaux d'eau, et le Niger a indiqué que cette menace était peu connue. Les quatre autres Parties (Bulgarie, Éthiopie, Islande et Malawi) n'ont pas fourni de détails.

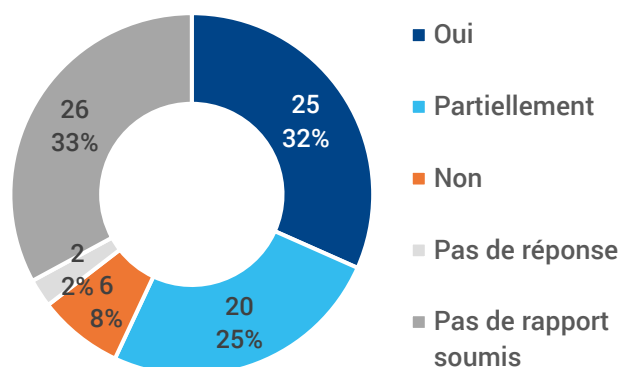


Figure 5.29. Réponses des Parties à la question de savoir si les parties prenantes étaient régulièrement consultées afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de convenir d'une politique d'action commune.

Q64.2. Une valeur de référence de la répartition, des tailles des populations, des migrations et des mouvements des oiseaux d'eau (notamment les déplacements entre les aires de reproduction, de repos et d'alimentation) a-t-elle été définie aussi tôt que possible dans la planification de tout projet de lignes électriques, sur une période d'au moins cinq ans, et ceci en mettant tout particulièrement l'accent sur les espèces connues pour être souvent victimes d'électrocution ou de collision ?

Vingt et une Parties (51 % des Parties répondantes (RP) ; 27 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir établi une valeur de référence de la répartition, des tailles des populations, des migrations et des mouvements des oiseaux d'eau aussi tôt que possible dans la planification de tout projet de lignes électriques, sur une période d'au moins cinq ans (Figure 5.30), et 17 Parties (32 % des RP ; 21 % des CP) ont déclaré l'avoir fait partiellement. Douze Parties (23 % des RP ; 15 % des CP) ont indiqué qu'elles ne l'avaient pas fait, l'une d'entre elles a déclaré y travailler (Syrie), et deux Parties, et deux Parties ont cité un manque de capacités et de ressources (Macédoine du Nord et Ouganda). Une Partie (Albanie) a déclaré qu'elle ne disposait pas d'un processus

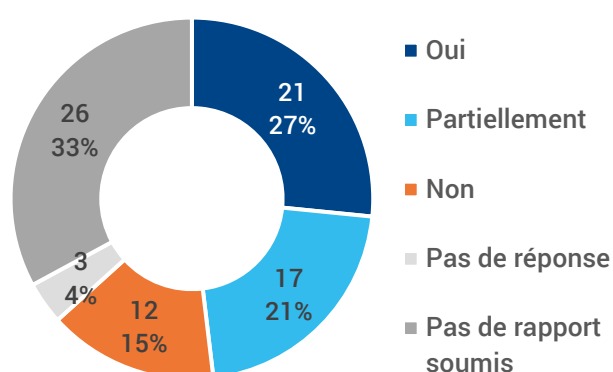


Figure 5.30. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont établi une valeur de référence de la répartition, des tailles des populations, des migrations et des mouvements des oiseaux d'eau aussi tôt que possible dans la planification de tout projet de lignes électriques, sur une période d'au moins cinq ans.

d'EES/EIE adéquat, et une autre (Niger) a indiqué que les surveillances des lignes électriques étaient médiocres. Deux Parties (République centrafricaine et Zimbabwe) ont indiqué qu'elles n'avaient aucun projet de ligne électrique en cours.

Q64.3. Si de telles études (celles évoquées dans la question ci-dessus) identifient des dangers, est-ce que tout est mis en œuvre pour assurer que ceux-ci soient évités ?

Vingt-deux Parties (49 % des RAP) ont communiqué avoir déployé tous leurs efforts pour éviter les risques identifiés, tandis que dix Parties (22 % des RAP) ne l'avaient fait que partiellement (Figure 5.31). Dix Parties (22 % des Parties répondantes (RP) ; 12 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont répondu non applicable, soit parce qu'aucune étude de ce type n'a été menée, que seuls des effets mineurs ont été constatés, ou qu'aucun projet de ligne électrique n'était en cours, soit parce que les sites électriques n'empiétaient pas sur les sites de distribution des oiseaux d'eau. Trois Parties ont déclaré ne pas avoir déployé tous leurs efforts pour éviter les risques identifiés : l'Albanie a indiqué qu'il n'existait pas de processus EES/EIE approprié pour ces questions et que la mise en œuvre était d'actualité ; la Côte d'Ivoire a expliqué qu'aucune étude n'avait été menée pour instaurer des mesures appropriées afin d'éviter les risques, et la Macédoine du Nord le ministère délivrant le permis environnemental n'avait pas introduit de demande d'évitement des risques.

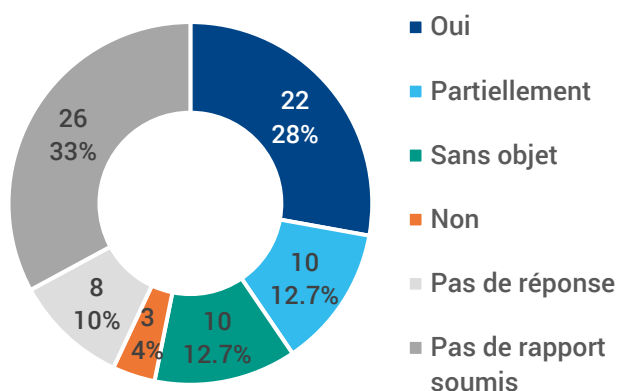


Figure 5.31. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont tout mis en œuvre pour éviter les dangers identifiés pour les oiseaux d'eau.

Q64.4. L'emplacement, le trajet et la direction des nouvelles lignes électriques ont-ils été conçus sur la base de cartes nationales d'occupation des sols ?

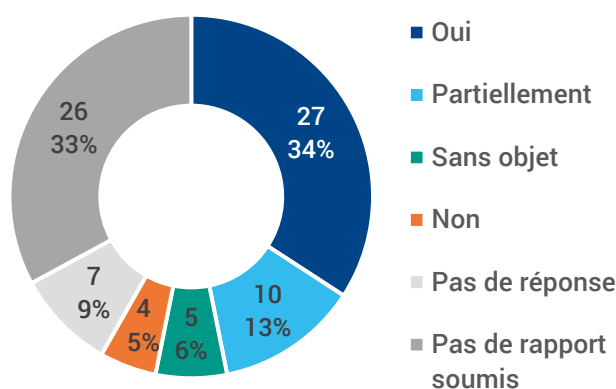


Figure 5.32. Réponses des Parties à la question de savoir si l'emplacement, le trajet et la destination des nouvelles lignes électriques avaient été conçus sur la base de cartes nationales d'occupation des sols.

Vingt-sept Parties (56 % des RAP) ont indiqué que l'emplacement, le trajet et la direction des nouvelles lignes électriques avaient été entièrement conçus sur la base de cartes nationales d'occupation des sols, tandis que dix Parties (21 % des RAP) ont elles indiquées ne l'avoir fait que partiellement (Figure 5.32). Quatre Parties ont indiqué que l'emplacement, le trajet et la direction n'avaient pas été conçus sur la base de cartes nationales d'occupation des sols : l'Albanie a noté l'absence d'un processus EES/EIE approprié ; la Macédoine du Nord a indiqué que le ministère responsable de la mise en œuvre de l'AEWA ne l'exigeait pas, tandis que l'Ouganda a expliqué que ce

processus était entravé par un manque de ressources financières. L'Islande n'a pas fourni d'explication.

Q64.5. A-t-on évité, dans la mesure du possible, la construction de ces lignes le long des principales voies de migration et dans des habitats essentiels pour la conservation, lorsqu'il est probable que celle-ci aura des effets significatifs sur les oiseaux d'eau ?

Vingt-cinq Parties (56 % des RAP) ont indiqué que, dans la mesure du possible, la construction de ces lignes le long des principales voies de migration et dans des habitats lorsqu'il est probable que celle-ci aura des effets significatifs sur les oiseaux d'eau a été évitée, tandis que sept Parties (16 % des RAP) ont indiqué que c'était partiellement le cas (Figure 5.33). Quatre Parties (Albanie, Macédoine du Nord, Togo et Ouzbékistan) ont indiqué ne pas l'avoir fait, et deux d'entre elles ont fourni les raisons : l'Albanie a mentionné l'absence d'un processus EES/EIE approprié et en vigueur, tandis que la Macédoine du Nord a indiqué que les banques finançant de tels projets n'accordaient pas suffisamment d'attention aux oiseaux d'eau, et que les procédures nécessaires pour l'arrêt de tels projets ne sont pas correctement en place. Huit Parties (Belgique, Côte d'Ivoire, Chypre, Éthiopie, Malawi, Niger, Tanzanie et Zimbabwe) ont jugé cette question non applicable en raison de l'absence de nouveaux projets de lignes électriques, du fait que la construction de lignes électriques ne tient pas compte de cet aspect, ou en raison de l'absence de dossiers indiquant des impacts négatifs qui le justifieraient.

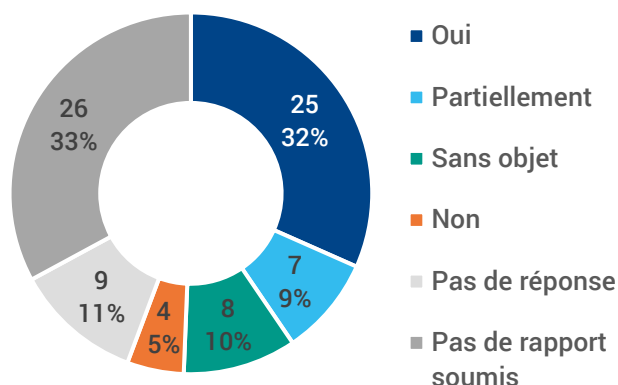


Figure 5.33. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont évité, dans la mesure du possible, la construction de ces lignes le long des principales voies de migration et dans des habitats essentiels pour la conservation, lorsqu'il est probable que celle-ci aura des effets significatifs sur les oiseaux d'eau.

Q64.6. Des modèles plus sûrs pour les oiseaux sont-ils utilisés dans votre pays lors de la construction de nouvelles infrastructures électriques, y compris des mesures conçues pour réduire l'électrocution et les collisions ?

Vingt-sept Parties (51 % des Parties répondantes (RP) ; 34 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir utilisé des modèles plus sûrs pour les oiseaux lors de la construction de nouvelles infrastructures électriques, tandis que onze Parties (21 % des RP ; 14 % des CP) ont indiqué l'avoir partiellement fait (Figure 5.34). Onze Parties ont répondu ne pas avoir utilisé ces modèles, en invoquant le manque de mesures coercitives et le manque de ressources financières comme principales raisons. La Côte d'Ivoire et le Niger qu'il ne s'agissait pas d'une question d'actualité, et le Zimbabwe a indiqué qu'aucun projet n'était concerné. Le Maroc a déclaré que cette question était à l'étude.

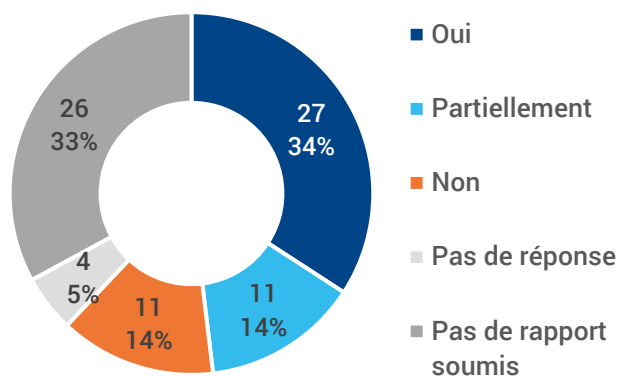


Figure 5.34. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont utilisé des modèles plus sûrs lors de la construction de nouvelles infrastructures.

Q64.7. Les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions ont-elles été identifiées ?

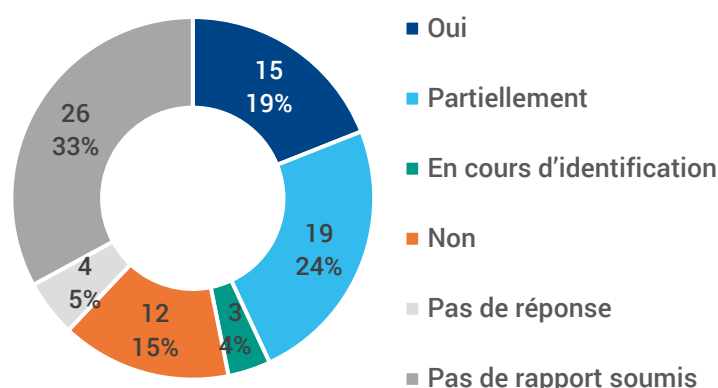


Figure 5.35. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient identifié les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions.

Quinze Parties (28 % des Parties répondantes (RP) ; 19 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir identifié les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions, tandis que 19 Parties ont indiqué l'avoir partiellement fait, et trois autres être en cours d'identification (Figure 5.35). Parmi les 12 Parties (23 % des RP ; 15 % des CP) ne l'ayant pas fait, la raison la plus courante est le manque de ressources, cité par l'Égypte, le Liban, le Rwanda et l'Ouganda.

L'Égypte dispose cependant encore suffisamment de données pour les principaux habitats vulnérables, et l'Ouganda a indiqué que malgré l'entrave à l'identification des zones de haute mortalité, les électrocutions d'oiseaux d'eau restaient toutefois peu nombreuses et des cas isolés. Quatre Parties (Égypte, Liban, Rwanda et Ouganda) ont indiqué que les électrocutions/collisions n'étaient pas considérées comme une menace majeure, et une Partie (Zimbabwe) a déclaré ne posséder aucun projet de ligne électrique. L'Albanie a indiqué ne pas l'avoir fait par manque de données pertinentes.

Q64.8. Là où les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions ont été identifiées, ont-elles été modifiées en priorité ?

Dix Parties (23 % des RAP) ont indiqué avoir totalement identifié et modifié en priorité les zones à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau, et 14 Parties (33 % des RAP) ont déclaré l'avoir fait partiellement (Figure 5.36). Dix Parties (19 % des Parties répondantes (RP) ; 13 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont répondu non applicable à la question, tandis que dix Parties (23 % des RAP) ont déclaré ne pas avoir donné la priorité à cette modification. Deux Parties (Côte d'Ivoire et Suède) ont expliqué ne pas considérer les lignes électriques comme une menace, et une Partie (Niger) a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une préoccupation majeure. Seule une Partie a déclaré que le processus

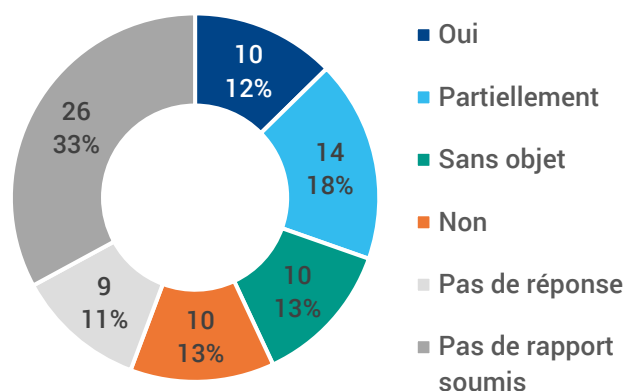


Figure 5.36. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont identifié et modifié en priorité les zones à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau.

d'EES/EIE n'était pas bien mis en œuvre, et une Partie (Ouganda) a mentionné le manque de ressources financières pour mener à bien cette activité.

Q64.9. L'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau au niveau national fait-il l'objet d'une surveillance et d'une évaluation régulière ?

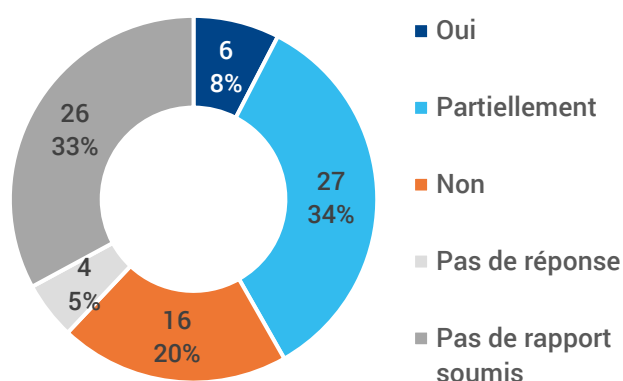


Figure 5.37. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont surveillé et évalué régulièrement l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau au niveau national.

Six Parties (11 % des Parties répondantes (RP) ; 8 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué que l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau au niveau national fait-il l'objet d'une surveillance et d'une évaluation régulière, et 27 Parties (51 % des RP ; 34 % des CP) ont déclaré l'avoir partiellement mis en place (Figure 5.37). Seize Parties (30 % des RP ; 20 % des CP) ont indiqué ne pas avoir mis en place une telle surveillance et une telle évaluation au niveau national. L'obstacle à la mise en œuvre le plus souvent cité a été le manque de ressources, comme rapporté par l'Eswatini, le Liban, le Rwanda et l'Ouganda. Deux Parties (Croatie

et Suisse) ont déclaré qu'une surveillance particulière des sites était mise en place. La Macédoine du Nord a mentionné un manque d'intérêt pour la question de la part des autorités, la Suède a expliqué que ce type de surveillance n'était pas une priorité, et le Zimbabwe a indiqué n'avoir aucun projet de ligne électrique en cours.

Q64.10. L'efficacité des mesures d'atténuation mises en place afin de réduire l'impact de ces lignes sur les populations d'oiseaux au niveau national fait-elle l'objet d'une surveillance et d'une évaluation régulière ?

Neuf Parties (19 % des RAP) ont indiqué surveiller et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures d'atténuation mises en place afin de réduire l'impact de ces lignes sur les populations d'oiseaux d'eau, tandis que 16 Parties (35 % des RAP) ont déclaré ne le faire que partiellement (Figure 5.38). Sept Parties (13 % des Parties répondantes (RP) ; 9 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont répondu non applicable à la question, tandis que 12 Parties (26 % des RAP) ont répondu procéder à cette surveillance et cette évaluation. Deux Parties (Albanie et Norvège) ont mentionné mener d'autres types de surveillances, et une Partie a déclaré que cette surveillance n'était pas une priorité (Suède). Une Partie (Macédoine du Nord) a mentionné un manque d'intérêt pour la question de la part des autorités, et deux Parties (Liban et Rwanda) ont déclaré ne pas disposer des ressources humaines et financières nécessaires pour mener cette surveillance.

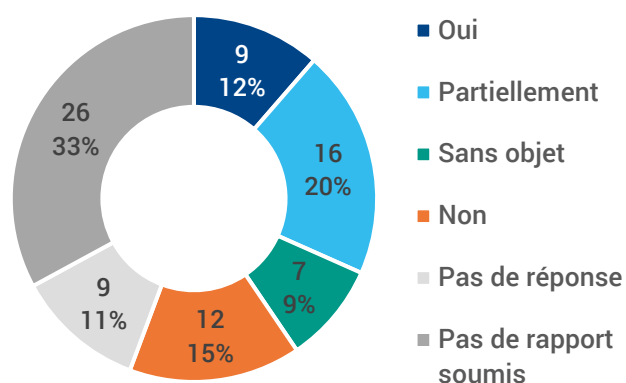


Figure 5.38. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont surveillé et évalué régulièrement l'efficacité des mesures d'atténuation mises en place afin de réduire l'impact de ces lignes sur les populations d'oiseaux d'eau.

Q64.11. Les mesures contenues dans la Résolution 5.11 ont-elles été incluses dans les Stratégies et les Plans d'action nationaux pour la biodiversité de votre pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant ?

Vingt-trois Parties (43 % des Parties répondantes (RP) ; 29 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir inclus les mesures contenues dans la Résolution 2.11 dans leurs Stratégies et les Plans d'action nationaux pour la biodiversité, ainsi que dans la législation s'y rapportant, tandis qu'un nombre égal (43 % des RP ; 29 % des CP) ont indiqué ne pas l'avoir fait (Figure 5.39).

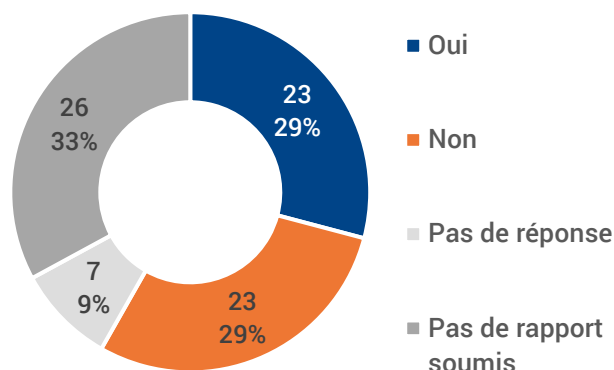


Figure 5.39. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont inclus les mesures contenues dans la Résolution 5.11 dans les Stratégies et les Plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) de leur pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant.

Parmi les raisons invoquées, quatre Parties (Égypte, Italie, Lettonie et Suède) ont indiqué que la législation ou les autres mesures déjà existantes étaient considérées comme adéquates, et deux Parties (Ouzbékistan et Zimbabwe) ont répondu que cela n'était pas pertinent, car ils n'avaient pas de projets de lignes électriques. Trois Parties (Ghana, Nigeria et Espagne) ont indiqué que cette inclusion était en cours ou à l'étude. Deux Parties ont invoqué comme raison le manque de cadre réglementaire : la Slovénie a déclaré que si certaines mesures contenues dans la Résolution 5.11 sont mises en œuvre dans le cadre des procédures d'EES ou d'EIE, une stratégie nationale pour la biodiversité n'a pas encore été adoptée ; le Mali a fourni une réponse détaillée indiquant qu'une analyse des lacunes avait identifié plusieurs contraintes aux niveaux systémique, institutionnel et individuel. Deux Parties (Albanie et Macédoine du Nord) ont mentionné le manque de sensibilisation à la Résolution de l'AEWA au niveau décisionnel concerné. Parmi les autres raisons figurent le manque de ressources financières (Belgique), la finalisation de la stratégie avant l'adoption de la Résolution 5.11 (Estonie), et l'adhésion récente à l'AEWA (Malawi).

Q66. Veuillez communiquer des informations sur la mise en œuvre de la Résolution 5.16 sur l'énergie renouvelable et les oiseaux d'eau migrateurs.

Q66.1. Une cartographie nationale a-t-elle été réalisée dans votre pays montrant les zones sensibles et les zonages environnementaux afin d'éviter que les développements de l'énergie renouvelable recouvrent des zones importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

Vingt-trois Parties (43 % des Parties répondantes (RP) ; 29 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir réalisé une cartographie nationale montrant les zones sensibles et les zonages environnementaux afin d'éviter que les développements de l'énergie renouvelable recouvrent des zones importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs (Figure 5.40), et

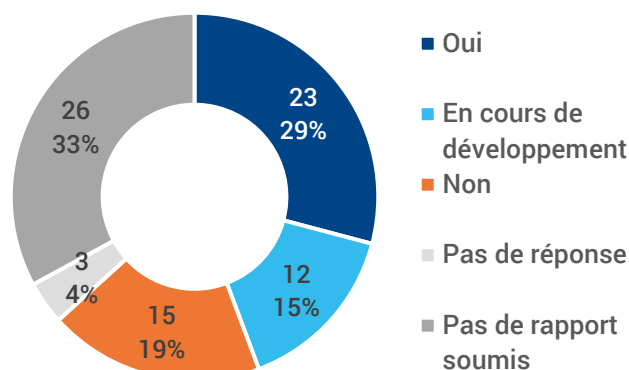


Figure 5.40. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient réalisé une cartographie nationale montrant les zones sensibles et les zonages environnementaux afin d'éviter que les développements de l'énergie renouvelable recouvrent des zones importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs.

douze autres Parties (23 % des RP ; 15 % des CP) ont déclaré être en cours de réalisation.

Des 15 Parties (28 % des RP ; 19 % des CP) ayant répondu ne pas l'avoir réalisé, un tiers a indiqué le manque de ressources ou de capacités comme l'une des principales contraintes à la mise en œuvre (Croatie, Égypte, Niger, Macédoine du Nord et Ouganda). La Croatie a ajouté que des lignes directrices étaient prévues à ce sujet dans les années à venir, tandis que l'Égypte a elle ajouté ne pas avoir un besoin urgent de cartographie national, car il n'existe que peu, voire pas, de chevauchement géographique, mais que des cartes pour les zones importantes et sensibles ont déjà été dessinées. Trois Parties (Côte d'Ivoire, Malawi et Tanzanie) ont indiqué manquer d'informations, telles que les impacts encore inconnus de l'énergie solaire sur les oiseaux d'eau migrateurs. Trois Parties (Chypre, Italie et Slovaquie) ont indiqué que d'autres mesures étaient mises en place pour éviter les impacts, notamment l'évaluation des développements dans le cadre des processus EES/EIE, ou l'interdiction de nouveaux parcs éoliens dans les zones de protection spéciale.

Q66.2. Des lignes directrices, recommandations et normes environnementales internationales ont-elles été suivies dans votre pays pour évaluer l'impact des projets d'énergie renouvelable et l'utilisation des sources d'énergie renouvelable ?

Trente-cinq Parties (66 % des Parties répondantes (RP) ; 44 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué qu'elles ont suivi des lignes directrices, recommandations et normes environnementales internationales pour évaluer l'impact des projets d'énergie renouvelable et l'utilisation des sources d'énergie renouvelable (Figure 5.41). Seuls quatre des neuf Parties (17 % des RP ; 12 % des CP) ont indiqué ne pas l'avoir fait. Elles ont expliqué que les procédures d'EIE étaient bien établies (Danemark), que la qualité des EIE variait (Macédoine du Nord), qu'elle n'avait qu'une expérience limitée (Albanie), ou encore qu'elle manquait d'informations (Malawi).

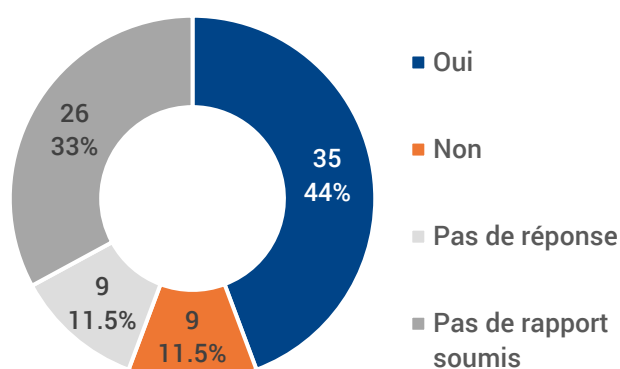


Figure 5.41. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont suivi les lignes directrices, recommandations et normes environnementales internationales pour évaluer l'impact des projets d'énergie renouvelable et l'utilisation des sources d'énergie renouvelable.

Q66.3. Un suivi après construction a-t-il été entrepris dans votre pays pour les installations d'énergie renouvelable et des infrastructures qui y sont associées ?

Vingt-sept Parties (51 % des Parties répondantes (RP) ; 34 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué entreprendre un suivi après construction pour les installations d'énergie renouvelable et des infrastructures qui y sont associées (Figure 5.42). Neuf de ces Parties (Botswana, Égypte, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Serbie, Afrique du Sud et Espagne) ont indiqué avoir identifié des effets négatifs sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats, et toutes les neuf ont déclaré mettre des mesures d'atténuation en œuvre.

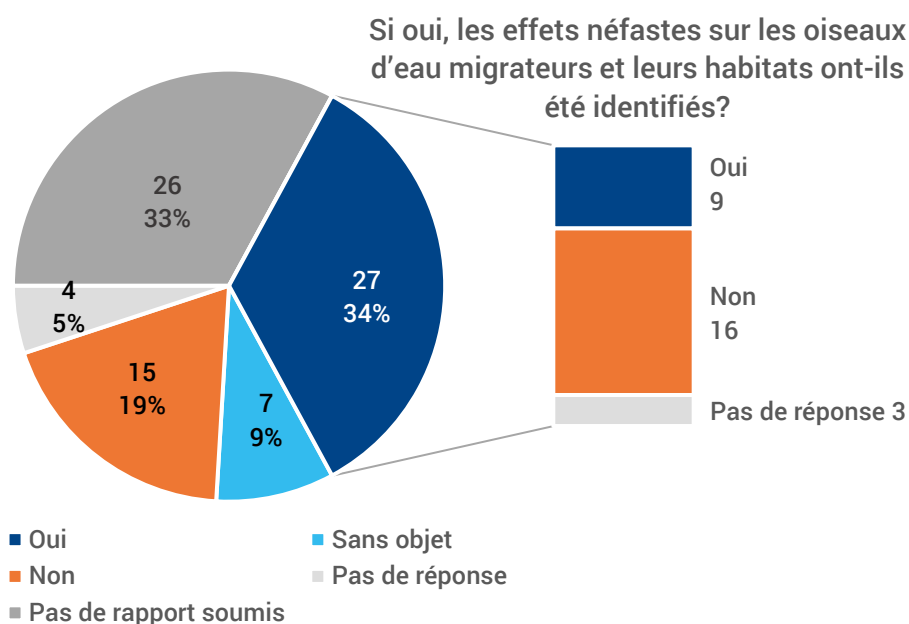


Figure 5.42. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont entrepris un suivi après construction pour les installations d'énergie renouvelable et des infrastructures qui y sont associées, auquel cas, réponses des Parties à la question de savoir si elles ont identifié des effets négatifs.

Parmi les 15 Parties (28 % des RP ; 19 % des CP) ont déclaré ne pas avoir entrepris un suivi après construction pour les installations d'énergie renouvelable et des infrastructures qui y sont associées, le manque de ressources (République tchèque, Mali et Ukraine) et le manque de mise en œuvre (Albanie et Zimbabwe) ont été cités comme les principales raisons pour ne pas avoir entrepris de suivi. Parmi les autres explications figuraient le manque de volonté politique (Macédoine du Nord), l'absence d'obligation de surveillance par la législation (Lettonie), une surveillance seulement pour certains projets (Suède) ou l'équipement de dispositifs de signalisation visuelle comme mesures d'atténuation (Moldavie).

Q66.4. Lorsque des dommages n'ont pu être ni évités ni atténués, une compensation des dommages à la biodiversité a-t-elle été accordée ?

Seize Parties (30 % des Parties répondantes (RP) ; 20 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir accordé une compensation pour les dommages à la biodiversité qui n'ont pu être évités ni atténués (Figure 5.43). Parmi les 19 Parties (36 % des RP ; 24 % des CP) ayant déclaré ne pas avoir accordé de compensation, le manque de ressources financières était la principale raison, citée par cinq Parties (Albanie, République tchèque, Ghana, Mali et Ouganda). Deux Parties (Danemark et Finlande) ont déclaré que des effets négatifs importants avaient été évités, et deux autres (Eswatini et Ukraine) ont indiqué qu'il n'y avait pas de politique d'atténuation. La Lettonie a mentionné le manque

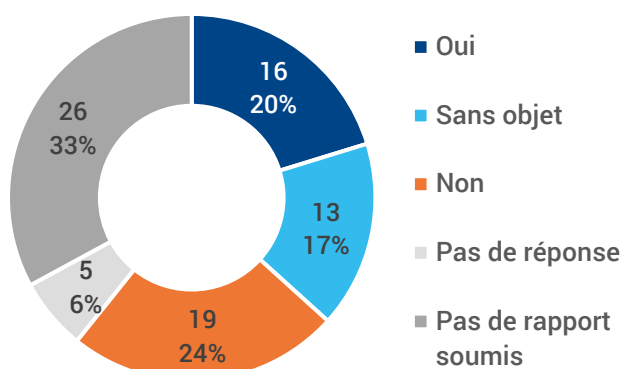


Figure 5.43. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont accordé une compensation pour les dommages à la biodiversité qui n'ont pu être évités ni atténués.

de données, la Syrie elle a indiqué qu'il s'agissait d'un travail en cours, et le Zimbabwe a déclaré que la compensation n'était pas applicable.

Q66.5. Veuillez indiquer lesquelles des mesures suivantes ont été mises en place afin de réduire les effets néfastes des parcs éoliens terrestres et marins sur les oiseaux d'eau migrateurs :

- *Q66.5.1) Fonctionnement des parcs éoliens de manière à réduire au minimum la mortalité des oiseaux, par exemple introduisant des arrêts temporaires au plus fort des périodes de migration et en réduisant l'éclairage des parcs éoliens ;*
- *Q66.5.2) Démantèlement des éoliennes dans les installations existantes lorsque la mortalité des oiseaux d'eau a une incidence sur le statut des populations d'une espèce et que les autres mesures d'atténuation se sont révélées insuffisantes ;*
- *Q66.5.3) Concentration des efforts de recherche axés sur la suppression des effets négatifs des parcs éoliens sur les oiseaux d'eau, tels les efforts portant sur la cartographie des principaux corridors et carrefours de migration pour les oiseaux d'eau et permettant également d'optimiser la disposition des parcs éoliens.*

Des trois mesures afin de réduire les potentiels effets néfastes des parcs éoliens terrestres et marins sur les oiseaux d'eau migrateurs, la concentration des efforts de recherche sur la suppression des effets négatifs est la plus couramment mise en œuvre, comme mentionné par 24 Parties (45 % des Parties répondantes (RP) ; 30 % de toutes les Parties contractantes (CP); Figure 5.44). La grande majorité des Parties ont considéré la Q66.5.2 comme non applicable, soit parce qu'elles ne possèdent pas d'éoliennes dans le pays, soit parce qu'elles n'ont pas détecté de situations où la mortalité des oiseaux d'eau a une incidence sur le statut de conservation de la population. Seules trois Parties (Estonie, Macédoine du Nord et Roumanie) ont déclaré avoir mis en place des mesures de démantèlements des turbines si elles venaient à poser problème (6 % des RP ; 4 % des CP). En outre, onze Parties (21 % des RP ; 14 % des CP) ont indiqué avoir pris d'autres mesures en plus, ou à la place, des trois indiquées dans le questionnaire.

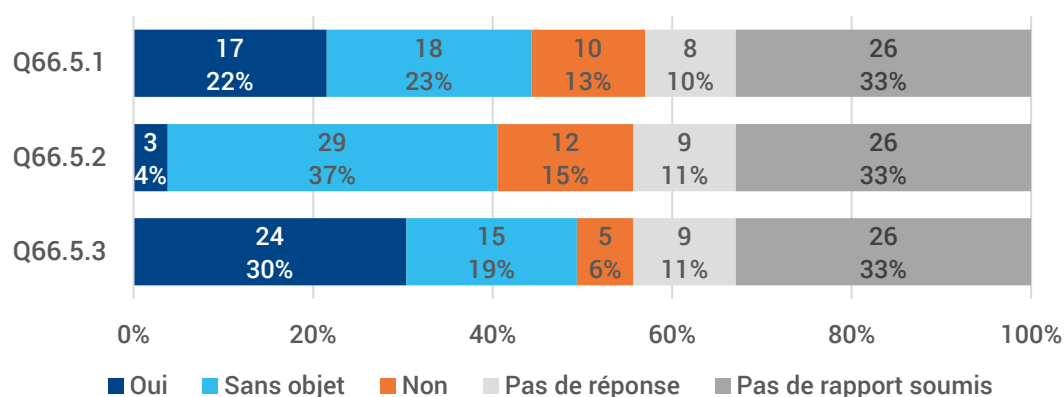


Figure 5.44. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont mis en place les mesures suivantes afin de réduire les effets néfastes des parcs éoliens terrestres et marins sur les oiseaux d'eau migrateurs : Q66.5.1) Fonctionnement des parcs éoliens de manière à réduire au minimum la mortalité des oiseaux ; Q66.5.2) Démantèlement des éoliennes lorsque la mortalité des oiseaux d'eau a une incidence sur le statut des populations ; et Q66.5.3) Concentration des efforts de recherche axés sur la suppression des effets négatifs des parcs éoliens sur les oiseaux d'eau.

Les trois mesures visent à réduire le potentiel impact négatif des parcs éoliens sur les oiseaux migrateurs, et il a été demandé aux Parties n'ayant pas mis en place de telles mesures d'en donner les raisons. (Figures 5.45-47).

Figure 5.45. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas pris de mesures pour exploiter les parcs éoliens afin de réduire au minimum la mortalité des oiseaux.

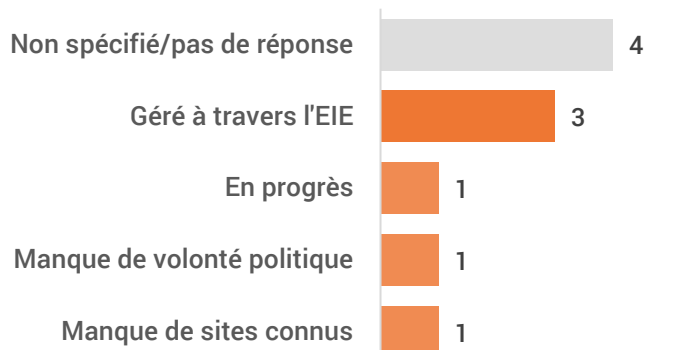


Figure 5.46. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas démantelé des éoliennes dans les installations existantes lorsque la mortalité des oiseaux d'eau a une incidence sur le statut des populations d'une espèce et que les autres mesures d'atténuation se sont révélées insuffisantes.

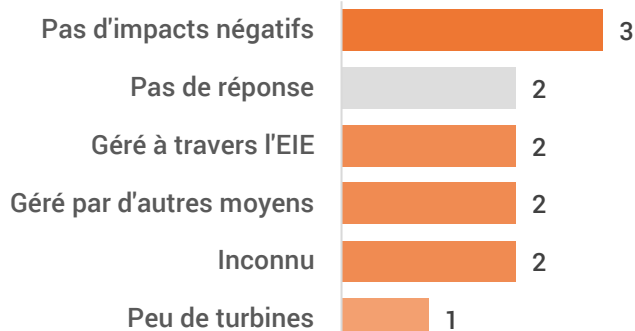


Figure 5.47. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas concentré des efforts de recherche axés sur la suppression des effets négatifs des parcs éoliens sur les oiseaux d'eau.



Q66.6. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour évaluer, identifier et réduire les impacts potentiels négatifs de la production de biocarburants sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats ?

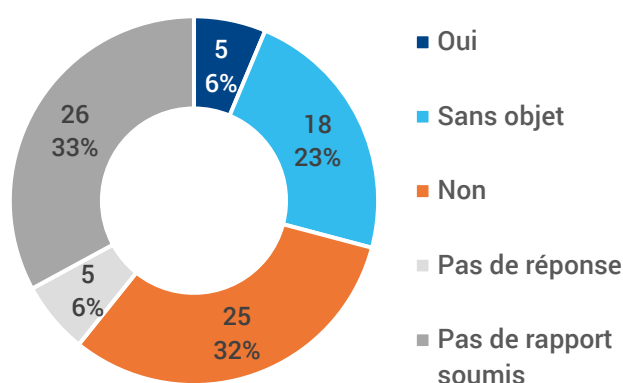


Figure 5.48. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont pris des mesures pour évaluer, identifier et réduire les impacts potentiels négatifs de la production de biocarburants sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats.

Seulement cinq Parties (Botswana, Finlande, Mali, Serbie, et Zimbabwe) (9 % des Parties répondantes (RP) ; 6 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir pris de mesures spécifiques pour évaluer, identifier, et réduire les impacts potentiels négatifs de la production de biocarburants sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (Figure 5.48). Cependant, une grande proportion des Parties (34 % des RP ; 23 % des CP) ont déclaré que ces mesures n'étaient pas applicables dans leur pays, car elles ne produisaient pas de biocarburants (11 Parties). Vingt-cinq Parties (47 % des RP ; 32 % des CP) n'ont pas mis en place de telles mesures pour diverses raisons (Figure

5.49).

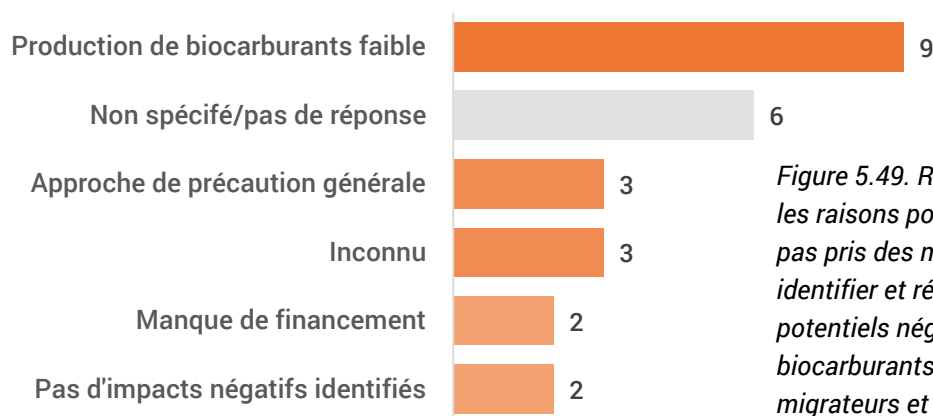


Figure 5.49. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas pris des mesures pour évaluer, identifier et réduire les impacts potentiels négatifs de la production de biocarburants sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats.

Q66.7. Les mesures contenues dans la Résolution 5.16 ont-elles été incluses dans les Stratégies et les Plans d'action nationaux pour la biodiversité de votre pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant ?

Vingt-quatre Parties (45 % des Parties répondantes (RP) ; 30 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué inclure les mesures contenues dans la Résolution 5.16 dans leurs Stratégies et les Plans d'action nationaux pour la biodiversité de leur pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant (Figure 5.52). Vingt Parties (38 % des RP ; 25 % des CP) ont indiqué ne pas l'avoir fait, dont sept (Algérie, Croatie, Ghana, Mali, Nigeria, Espagne et Syrie) ont expliqué que cette inclusion était en cours ou envisagée lors de la prochaine révision du SPANB (Figure 5.51). Parmi les autres raisons figuraient les cas où les mesures sont appliquées dans le cadre d'un projet (Lettonie), où la législation existante est considérée comme adéquate (Suède), et où l'adhésion à l'AEWA était récente (Malawi).

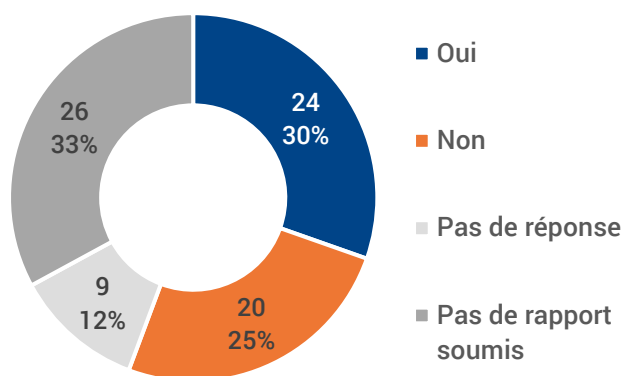


Figure 5.50. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont inclus les mesures contenues dans la Résolution 5.16 dans leur SPANB, ainsi que dans la législation s'y rapportant.

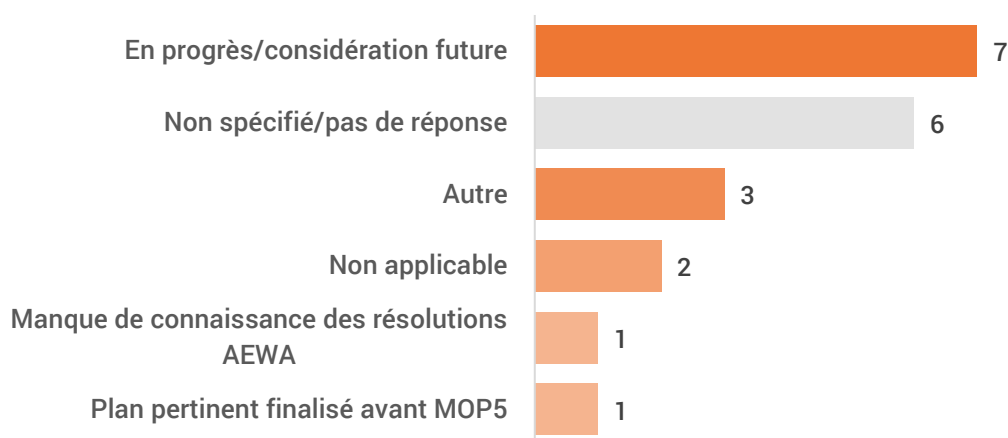


Figure 5.51. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas inclus les mesures contenues dans la Résolution 5.16 dans leurs Stratégies nationales pour la biodiversité et les Plans d'action de leur pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant.

Q68. Dans votre pays, arrive-t-il que des oiseaux d'eau soient pris accidentellement dans des équipements de pêche ? (Résolution 3.8) (Veuillez répondre à cette question uniquement en ce qui concerne les espèces qui ne sont PAS considérées comme des oiseaux marins. Les prises accessoires d'oiseaux marins sont traitées au chapitre 4.6 Oiseaux marins).

Vingt et une Parties (40 % des Parties répondantes (RP) ; 27 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué qu'il arrivait que des oiseaux d'eau soient pris accidentellement dans des équipements de pêche dans leur pays, et douze autres Parties (23 % des RP ; 15 % des CP) ne disposaient pas des informations nécessaires pour le déterminer (Figure 5.52). Six Parties (Belgique, Jordanie, Malawi, Rwanda, Serbie et Slovaquie) ont déclaré que la question n'était pas applicable, et seules deux Parties (Belgique et Slovaquie) ont fourni des détails, expliquant que le matériel de pêche utilisé ne présentait qu'un faible risque de prises accidentelles

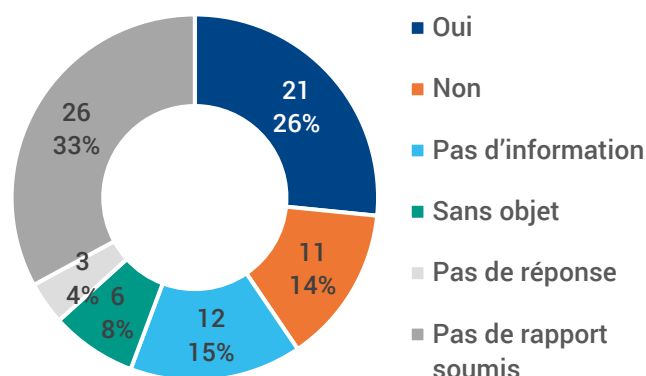


Figure 5.52. Réponses des Parties à la question de savoir s'il arrive que des oiseaux d'eau soient pris accidentellement dans des équipements de pêche dans leur pays.

Q69. Veuillez communiquer des informations sur la mise en œuvre de la Résolution 5.12 sur les Effets nocifs des produits agrochimiques sur les oiseaux d'eau migrateurs en Afrique (cette question concerne seulement les Parties contractantes africaines).

Un peu plus de la moitié des 21 Parties déclarantes africaines ont mis en œuvre des réglementations sur les produits agrochimiques connus pour avoir un effet nocif sur les oiseaux d'eau. Elles se sont concentrées sur le voisinage des sites importants pour les oiseaux d'eau, et ont mis en place une formation pour les groupes cibles concernés sur l'utilisation correcte de ces produits agrochimiques (Figure 5.53). Cependant, moins de la moitié (38 % des répondants) avaient pris des mesures pour contrôler l'utilisation des produits avicides dans les zones fréquentées par des populations figurant au Tableau 1 de l'Accord (Figure 5.53).

L'Égypte a été la seule Partie à avoir mis en place des réglementations sur le commerce et l'application des produits agrochimiques qui n'étaient pas d'application. Elle a toutefois noté que des mesures ont été prises pour cibler l'utilisation rationnelle des produits agrochimiques.

En ce qui concerne le manque de développement et de mise en œuvre de réglementations sur les produits agrochimiques signalé par cinq Parties, trois (Malawi, Nigeria et Togo) ont déclaré n'avoir aucune information sur cet aspect, l'Ouganda a expliqué que des ressources financières limitées entravaient la coordination avec les agences gouvernementales et les parties prenantes concernées sur l'application des produits agrochimiques, et l'Éthiopie elle a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une priorité.

En ce qui concerne le manque de réglementation d'utilisation de ces produits agrochimiques dans le voisinage des sites d'importance national et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs dans cinq Parties, l'Éthiopie l'a expliqué par une mise en place institutionnelle faible et un manque de coordination entre les différentes institutions. Le Malawi a indiqué qu'aucune étude n'avait été menée. Le Maroc a déclaré que, bien que l'utilisation de produits chimiques dans le voisinage de

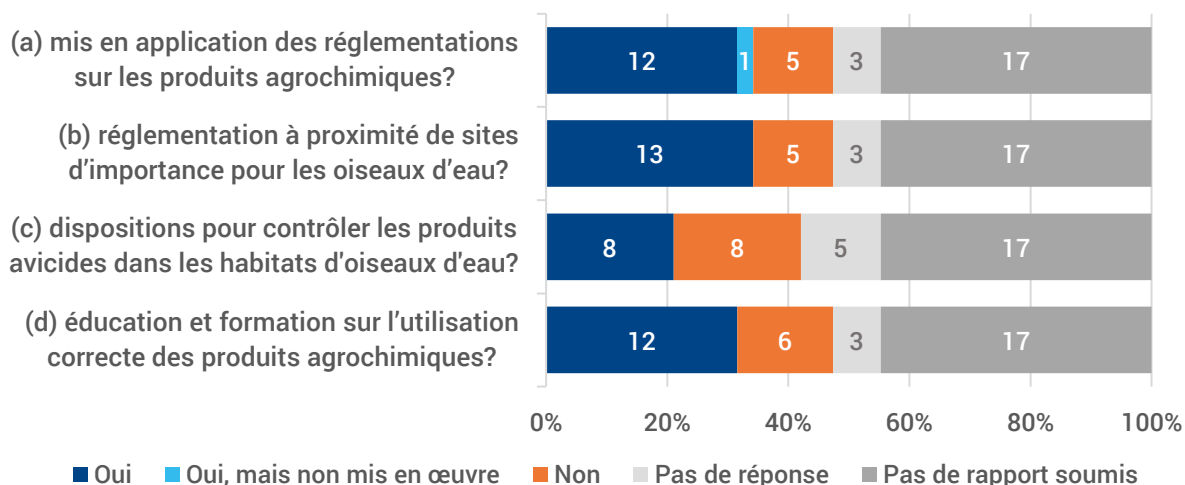


Figure 5.53. Réponses des Parties africaines (n=38) sur la mise en œuvre de la Résolution 5.12 sur les Effets nocifs des produits agrochimiques sur les oiseaux d'eau migrateurs en Afrique : (a) Les autorités gouvernementales ont-elles développé et mis en œuvre des réglementations sur le commerce et l'application de produits agrochimiques connus pour avoir un effet négatif direct ou indirect sur les oiseaux d'eau ? ; (b) L'utilisation de produits agrochimique, réglementée dans le voisinage des sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs, en particulier dans les zones humides, prend-elle également en compte les fuites de l'agriculture affectant les écosystèmes aquatiques ? ; (c) Des mesures ont-elles été prises pour contrôler/réduire l'utilisation d'avicides dans les zones fréquentées par les populations figurant au Tableau 1 de l'Accord ? ; (d) Des activités d'éducation et de formation pour les groupes cibles sur le bon usage des produits agrochimiques pouvant avoir des effets néfastes possibles sur les oiseaux d'eau ont-elles été mises en place ?

sites importants pour les oiseaux ne soit pas réglementée, si elle venait à constater des impacts environnementaux négatifs, les dommages seraient étudiés et des mesures d'atténuation mises en œuvre. Le Nigeria a indiqué sensibiliser la population aux pratiques sûres en ce qui concerne l'utilisation de produits agrochimiques et le contrôle du ruissellement. Le Togo n'a pas répondu.

En ce qui concerne l'absence de mesures prises par huit Parties pour contrôler ou réduire l'utilisation d'avicides dans les zones fréquentées par les populations figurant au Tableau 1 de l'Accord, trois Parties (Ghana, Malawi et Ouganda) ont déclaré qu'elles ne disposaient d'aucune information sur l'utilisation d'avicides, et deux Parties (Nigeria et Rwanda) ont indiqué que les avicides n'étaient pas couramment utilisés, voire pas du tout. L'Éthiopie a mentionné la faiblesse du dispositif institutionnel de mise en œuvre, tandis que l'Afrique du Sud a indiqué qu'elle travaillait sur la création d'un groupe de travail sur l'empoisonnement. Le Togo n'a pas répondu.

Parmi les six Parties ayant rapporté qu'aucune éducation ou formation n'avait été mise en place pour les groupes cibles concernés sur l'utilisation correcte de ces produits agrochimiques, l'Égypte a cité le manque de ressources financières, tout en ajoutant que des mesures avaient été prises sur l'utilisation rationnelle de ces produits. L'Éthiopie a une fois de plus mentionné la faiblesse du dispositif institutionnel de mise en œuvre. Le Malawi a expliqué qu'il venait tout juste de rejoindre l'AEWA. Le Maroc a indiqué qu'il entreprenait des campagnes plus générales de sensibilisation, d'éducation et de formation sur l'utilisation des pesticides, destinées aux agriculteurs. Deux Parties (Kenya et Togo) n'ont pas répondu.

Q70. Dans votre pays, un projet/ une initiative a-t-il/elle été mis(e) en œuvre pour favoriser l'intégration des services écosystémiques culturels et d'approvisionnement fournis par les oiseaux d'eau migrants dans les politiques et les processus décisionnels les concernant ou concernant leurs habitats ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 2.6)

Onze Parties (21 % des Parties répondantes (RP) ; 14 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir mis en œuvre un projet ou une initiative pour favoriser l'intégration des services écosystémiques culturels et d'approvisionnement fournis par les oiseaux d'eau migrants dans les politiques et les processus décisionnels les concernant ou concernant leurs habitats (Figure 5.54). Parmi ces Parties, cinq (Algérie, Bélarus, Botswana, Portugal et Roumanie) ont déclaré qu'il existait d'autres politiques et/ou processus décisionnels prenant en compte les services écosystémiques culturels et d'approvisionnement des oiseaux d'eau migrants. La seule Partie qui a fourni plus d'informations est le Bélarus, qui a décrit les mesures prévues pour l'utilisation durable des sites Ramsar par la population locale pour un revenu supplémentaire.

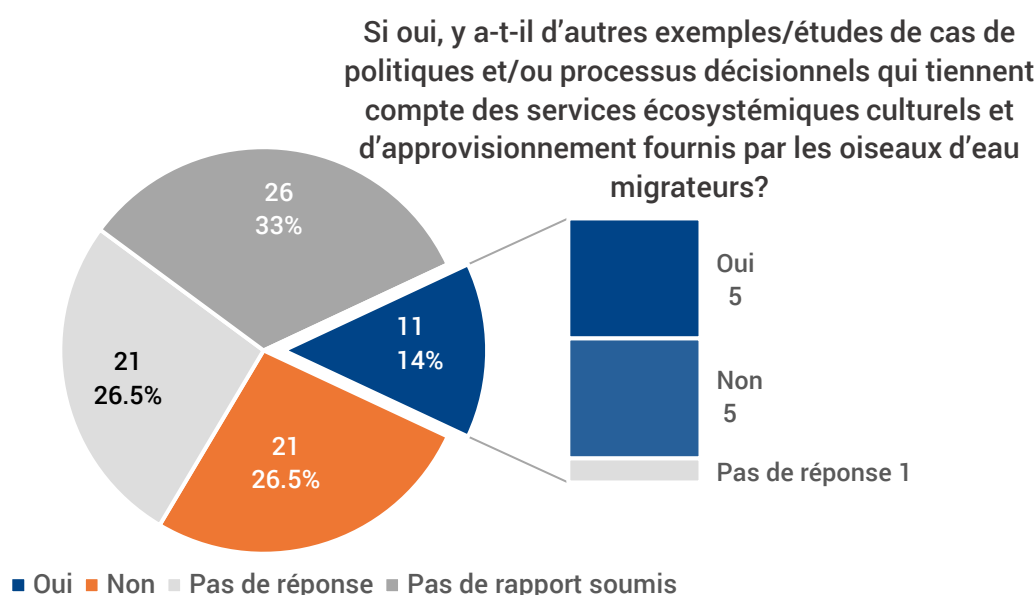
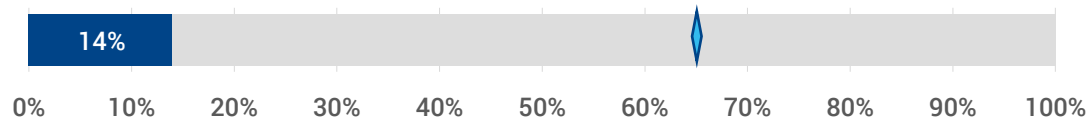


Figure 5.54. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont mis en œuvre un projet ou une initiative pour favoriser l'intégration des services écosystémiques culturels et d'approvisionnement fournis par les oiseaux d'eau migrants dans les politiques et les processus décisionnels les concernant ou concernant leurs habitats.

Vingt et une Parties (40 % des RP ; 26 % des CP) ont déclaré ne pas avoir mis en œuvre de projet ou d'initiative pour favoriser l'intégration des services écosystémiques culturels et d'approvisionnement fournis par les oiseaux d'eau migrants dans les politiques et les processus décisionnels les concernant ou concernant leurs habitats. Trois Parties (Pays-Bas, Slovaquie et Tanzanie) ont fait remarquer que les services écosystémiques pris en compte avaient une plus grande portée sur la biodiversité, et deux Parties (Croatie et République tchèque) n'ont pas considéré ces projets ou initiatives comme prioritaires. Trois Parties ont rapporté le manque de ressources comme entrave à la mise en œuvre (Serbie, Slovaquie et Ouganda). Parmi les autres raisons invoquées figuraient, notamment, l'adhésion récente d'une Partie (Malawi), mesures en cours (Syrie) ou envisagées à l'avenir (Maroc), ou réalisation d'un tel projet avant la fin de cette période triennale (Zimbabwe).

Cible 2.6 du Plan stratégique : La prise en compte des services écosystémiques issus des oiseaux d'eau migrateurs est intégrée dans les processus politiques et de prise de décisions qui affectent les habitats des oiseaux d'eau par au moins deux-tiers des Parties à l'AEWA

Indicateur : Pourcentage de Parties ayant déclaré des mesures spécifiques pour intégrer les valeurs culturelles / d'usage des oiseaux d'eau migrateurs dans les décisions affectant les habitats des oiseaux d'eau





VI. RECHERCHE ET SURVEILLANCE CONTINUE

Il a été posé aux Parties à l'AEWA huit questions visant à évaluer les progrès réalisés par les programmes de recherche et de surveillance sur les oiseaux d'eau. Une question fournit une valeur de référence pour évaluer les progrès vers le Plan stratégique de l'AEWA dans les cycles de rapports à venir sur l'utilisation des données de surveillance afin de recueillir des informations sur la mise en œuvre au niveau national. Des efforts modérés sont actuellement accomplis à cet égard. Il reste encore du travail à faire pour établir des programmes de recherche et de surveillance plus complets pour les espèces de l'AEWA chez toutes les Parties, il leur est également demandé de répertorier leurs projets nationaux et internationaux.

Q71. Votre pays a-t-il des programmes de surveillance continue des oiseaux d'eau en place pour les espèces couvertes par l'AEWA ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, actions 1.4(a) et 1.4(b))

Quarante-deux Parties (79 % des Parties répondantes (RP) ; 53 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont confirmé avoir mis en place des programmes de surveillance continue des oiseaux d'eau en place pour les espèces couvertes par l'AEWA dans leur pays (Actions 1.4(a) et 1.4(b) du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA) (Figure 6.1). Neuf Parties (Algérie, Belgique, Botswana, Chypre, Portugal, Roumanie, Sénégal, Suisse, Zimbabwe ; 17 % des RP ; 11 % des CP) ont confirmé une couverture totale pendant les

trois périodes (reproduction, passage et non-reproduction/hivernage) et 33 Parties (62 % des RP ; 42 % des CP) ont indiqué une couverture totale ou partielle pendant au moins une des trois périodes. Un travail supplémentaire est donc nécessaire pour l'Action 1.4(a), avec une attention particulière portée sur les programmes de surveillance pour les trois périodes.

Dans l'ensemble, la couverture par les programmes de surveillance était similaire pendant les trois périodes (Figure 6.2). Les Parties ont indiqué que la période pour laquelle les programmes de surveillance affichaient la plus forte couverture était celle de non-reproduction/hivernage (couverture totale pour 26 % des CP ; couverture partielle pour 24 % des CP), et la période affichant la plus faible couverture était celle de reproduction (couverture totale pour 18 % des CP ; couverture partielle pour 27 % des CP). Pour les Parties ayant mis en place des programmes complets ou partiels de surveillance des oiseaux d'eau pendant au moins l'une des trois périodes, les informations sur les vecteurs de tendances de population (Objectif 1.4(b) du Plan stratégique) ont été recueillies en moyenne 52 % du temps, bien que ce pourcentage soit plus élevé durant la surveillance de la période de reproduction et beaucoup plus faible pendant celle de la période de passage (Figure 6.3).

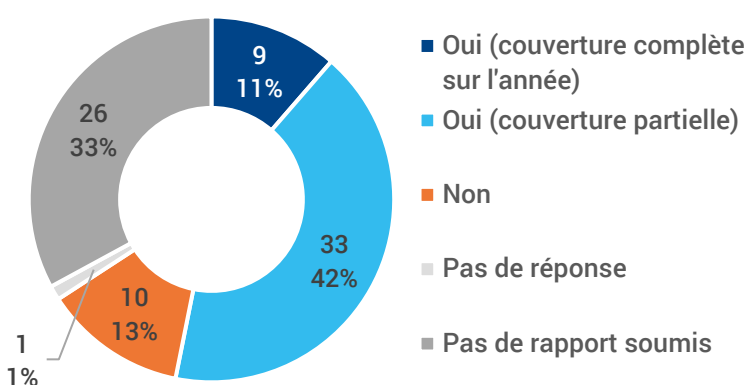


Figure 6.1. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont mis en place des programmes de surveillance continue des oiseaux d'eau en place pour les espèces couvertes par l'AEWA pour les périodes de reproduction, de passage, et de non-reproduction/hivernage.

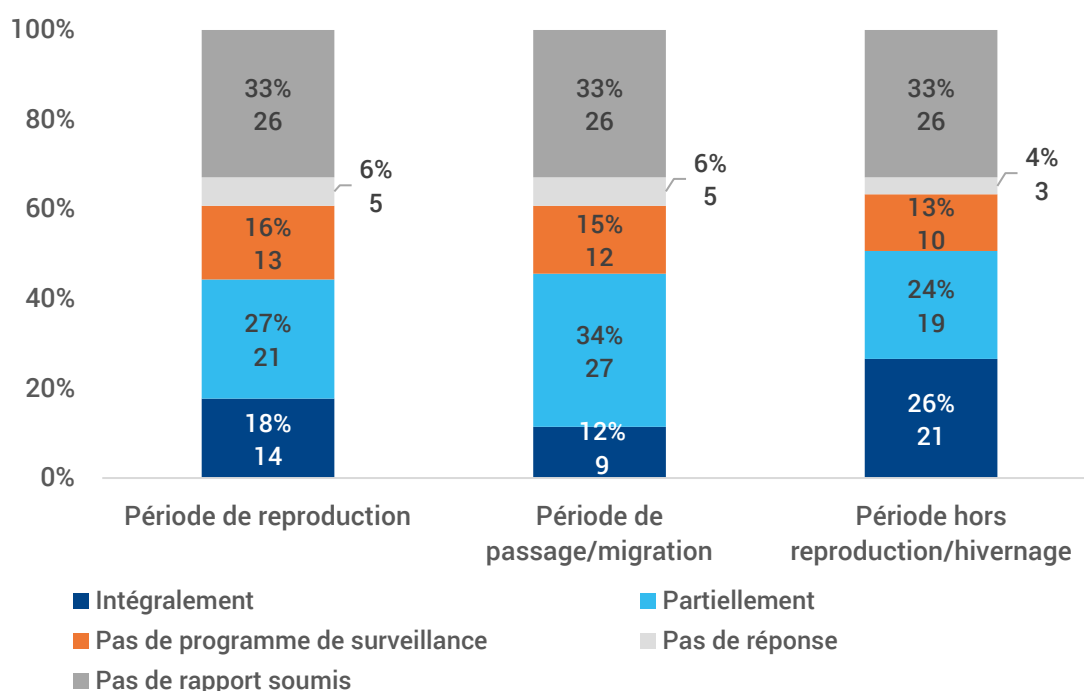


Figure 6.2. Nombre et proportion de Parties ayant un programme de surveillance des périodes de reproduction, de passage, et de non-reproduction/hivernage. (La réponse « aucun système de surveillance » comprend les Parties ayant déclaré n'ayant aucun système en place dans l'ensemble, ainsi que les Parties ayant déclaré n'avoir aucun système de surveillance pour une période en particulier).

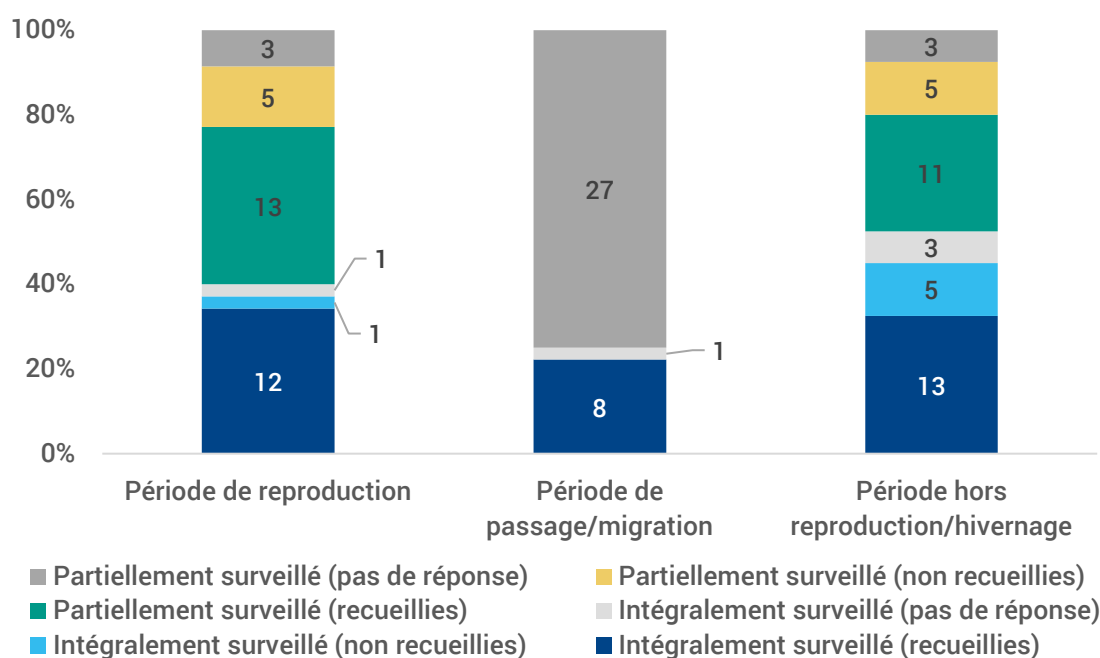


Figure 6.3. Nombre de Parties ayant mis en place des programmes de surveillance complets ou partiels, recueillant des informations sur les vecteurs de tendances de population, couvrant chaque période.

Dix Parties (République centrafricaine, Eswatini, Liban, Niger, Macédoine du Nord, Rwanda, Serbie, Syrie, Togo, Ouganda ; 19 % des RP ; 13 % des CP) ont indiqué n'avoir mis en place aucun programme de surveillance des oiseaux d'eau spécifique aux espèces de l'AEWA, quelle que soit la période. Les parties ne disposant pas de programmes de surveillance des oiseaux d'eau, ou celles dont les programmes de surveillance ne

couvrent pas les trois périodes, ont expliqué que cette couverture partielle et/ou ce manque de couverture étaient principalement dus à un manque de financement et à une dépendance vis-à-vis des organisations partenaires (figure 6.4). Une Partie (Mali) n'a pas répondu à la question.

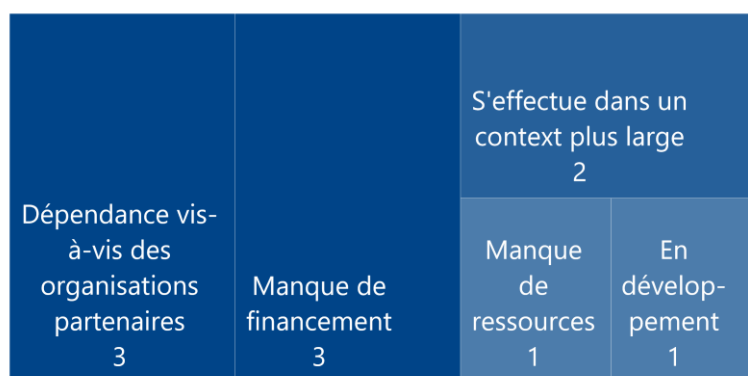


Figure 6.4. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas mis en place de programmes de surveillance des oiseaux d'eau.

Q72. Les données recueillies par le biais du Recensement international des oiseaux d'eau ou d'autres programmes de surveillance continue pertinents ont-elles été activement utilisées dans votre pays pour informer la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national ? Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 1.5(a))

Quarante Parties (75 % des Parties répondantes (RP) ; 51 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué utiliser les données recueillies par le biais du Recensement international des oiseaux d'eau ou d'autres programmes de surveillance continue pertinents dans leur pays pour informer la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national (Action 1.5(a) du Plan stratégique 2019-2027 ; Figure 6.5).

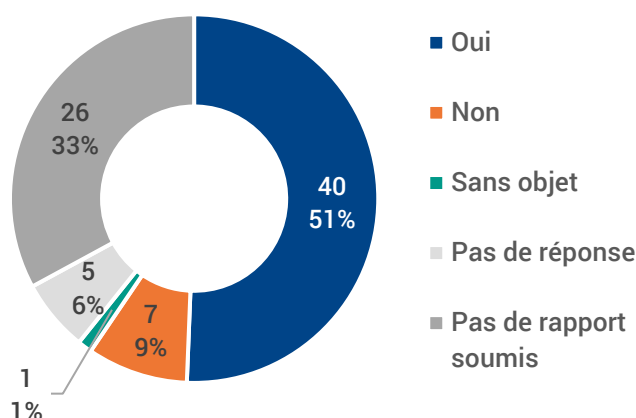


Figure 6.5. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont utilisé les données recueillies par le biais du Recensement international des oiseaux d'eau ou d'autres programmes de surveillance continue pertinents dans leur pays pour informer la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national.

Sept Parties (République centrafricaine, Eswatini, Liban, Macédoine du Nord, Rwanda, Togo, Ouzbékistan ; 13 % des RP ; 9 % des CP) ont déclaré ne pas utiliser les données du Recensement international des oiseaux d'eau et/ou d'autres données pertinentes dans leur prise de décision, expliquant que le manque de financement ainsi que le manque et/ou l'accès limité aux données pertinentes étaient les principales raisons les entravant (Figure 6.6). L'Ouzbékistan a mentionné l'utilisation des données de surveillance du gouvernement et/ou d'autres sources au lieu des données du Recensement international des oiseaux d'eaux afin d'informer la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national. La Syrie, elle, a considéré la question comme non applicable en raison du manque de programmes nationaux de surveillance.

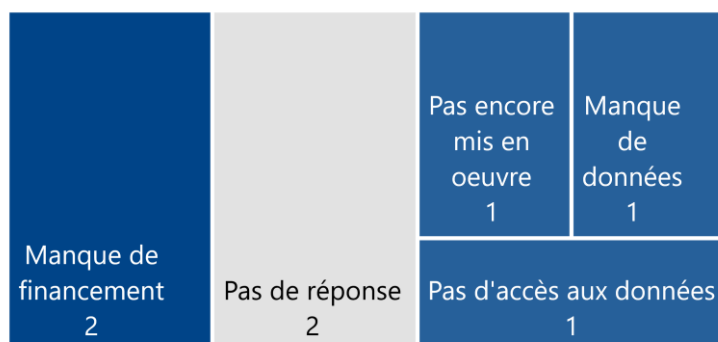
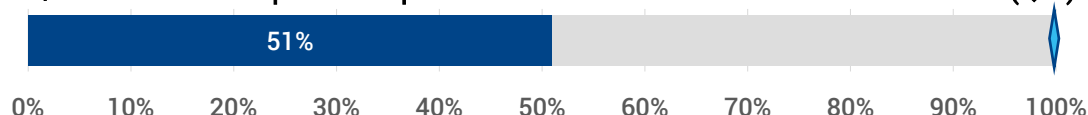


Figure 6.6. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles les données recueillies par le biais du Recensement international des oiseaux d'eau ou d'autres programmes de surveillance continue pertinents n'ont pas été utilisées pour informer la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national.

Cible 1.5 du Plan stratégique : La prise de décisions en matière de conservation et de gestion des populations d'oiseaux d'eau à l'échelle nationale et à l'échelle des voies de migration est réalisée sur la base des meilleures données de suivi disponibles.

Indicateur : Pourcentage de Parties confirmant leur utilisation des données issues des DIOE et/ou d'autres suivis pertinents pour informer la mise en œuvre au niveau national (Q72)



Q73. Votre pays a-t-il aidé techniquement ou financièrement d'autres Parties ou d'autres États de l'aire de répartition à concevoir des programmes de surveillance appropriés et à développer leurs capacités afin de recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau ? (Résolution 5.2)

Huit Parties (Albanie, Danemark, France, Pays-Bas, Norvège, Afrique du Sud, Suisse, Tanzanie ; 15 % des Parties répondantes (RP) ; 10 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré aider, techniquement ou financièrement d'autres Parties ou d'autres États de l'aire de répartition à concevoir des programmes de surveillance appropriés et à développer leurs capacités afin de recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau. (Figure 6.7). Sept de ces Parties ont fourni plus de détails sur les aides apportées (Tableau 6.1).

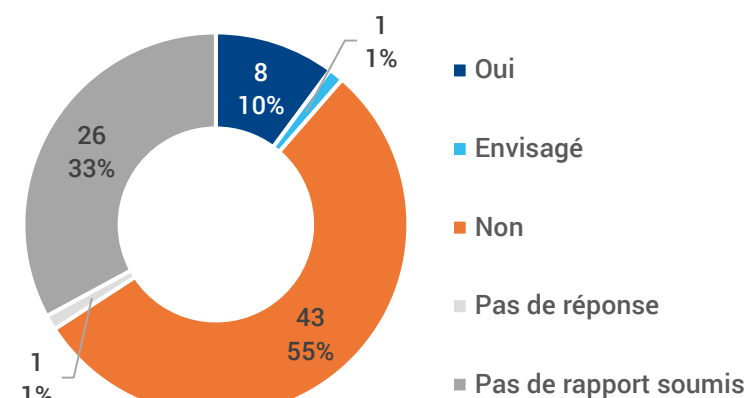


Figure 6.7. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont aidé, techniquement ou financièrement d'autres Parties ou d'autres États de l'aire de répartition à concevoir des programmes de surveillance appropriés et à développer leurs capacités afin de recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau.

Une Partie, l'Éthiopie, a indiqué qu'elle envisageait de soutenir une autre Partie (plus précisément qu'elle envisageait de fournir un soutien technique aux pays voisins). Chez les 43 Parties qui ont déclaré ne pas fournir de soutien à d'autres Parties ou d'autres États de l'aire de répartition, les raisons les plus souvent invoquées étaient le manque de ressources et/ou de financement (Figure 6.8).

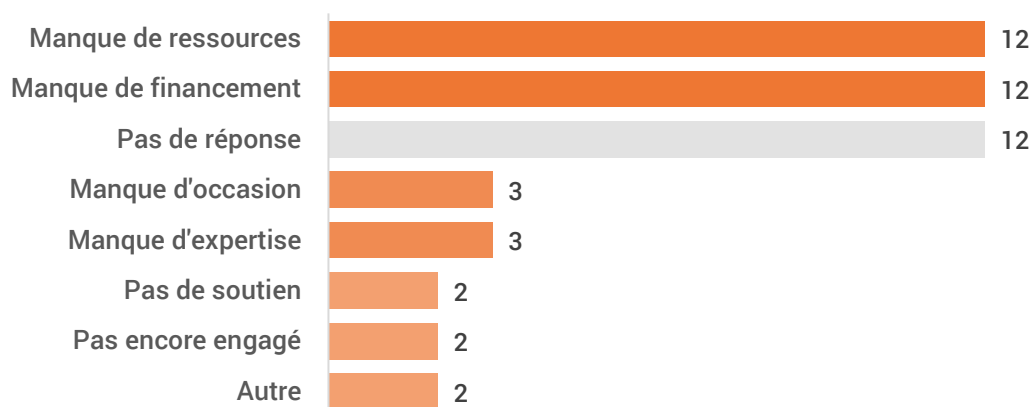


Figure 6.8. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas aidé, techniquement ou financièrement d'autres Parties ou d'autres États de l'aire de répartition à concevoir des programmes de surveillance appropriés (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Tableau 6.1 Détails de l'aide, technique ou financière, apportée par les Parties à d'autres Parties ou d'autres États de l'aire de répartition à concevoir des programmes de surveillance appropriés et à développer leurs capacités afin de recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau.

Partie ayant fourni leur soutien	Partie ou État de l'aire de répartition bénéficiaire du soutien		Détails
Albanie	Kosovo		Introduction du Dénombrement international des oiseaux d'eau
France	Tchad Égypte Mali	Sénégal Soudan	Partenaire au sein du projet RESSOURCE pour les zones humides sahéliennes (y compris des ateliers et des formations préalables et sur site)
Pays-Bas	Divers (Europe de l'Est et de l'Ouest)		Coopération au sein du Conseil européen du recensement des oiseaux (notamment un échange des connaissances dans le cadre de l'Initiative « Voie de migration de la Mer des Wadden »)
Norvège	Danemark Groenland Islande	Suède Royaume-Uni	Collaboration scientifique sur l'échange de données, de techniques et de fonds
Afrique du Sud	Botswana Lesotho Namibie	Eswatini Zimbabwe	<ul style="list-style-type: none"> - Coopération pour le projet d'Atlas des oiseaux sud-africains, ayant établi treize Comités d'Atlas régionaux - Formation citoyenne à l'utilisation de programmes de science (BirdLasser et Atlas des oiseaux sud-africains) par le biais d'ONG partenaires. - Formation des parties prenantes à l'identification des zones clés pour la biodiversité
Suisse	Divers		Rédaction du 8e rapport sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs
Tanzanie	Divers		Soutien technique lors des réunions régionales (par exemple de la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté de développement de l'Afrique australe)

Q75. Votre gouvernement a-t-il fourni, au cours de la dernière période triennale, des fonds et/ou un support logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau et/ou pour un autre programme de surveillance des oiseaux d'eau, au niveau national ou international ? (Résolution 6.3)

Trente-deux Parties (60 % des Parties répondantes (RP) ; 40 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont confirmé fournir des fonds et/ou un support logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau et/ou pour un autre programme de surveillance des oiseaux d'eau, au niveau national ou international (Figure 6.9). Les 32 Parties ont fourni un support au niveau national, tandis que seules 16 Parties (50 %) ont également fourni un support au niveau international (Figure 6.9). Les Parties n'ayant pas fourni de support au niveau national ou international ont principalement mentionné le manque de financement (Figure 6.10).

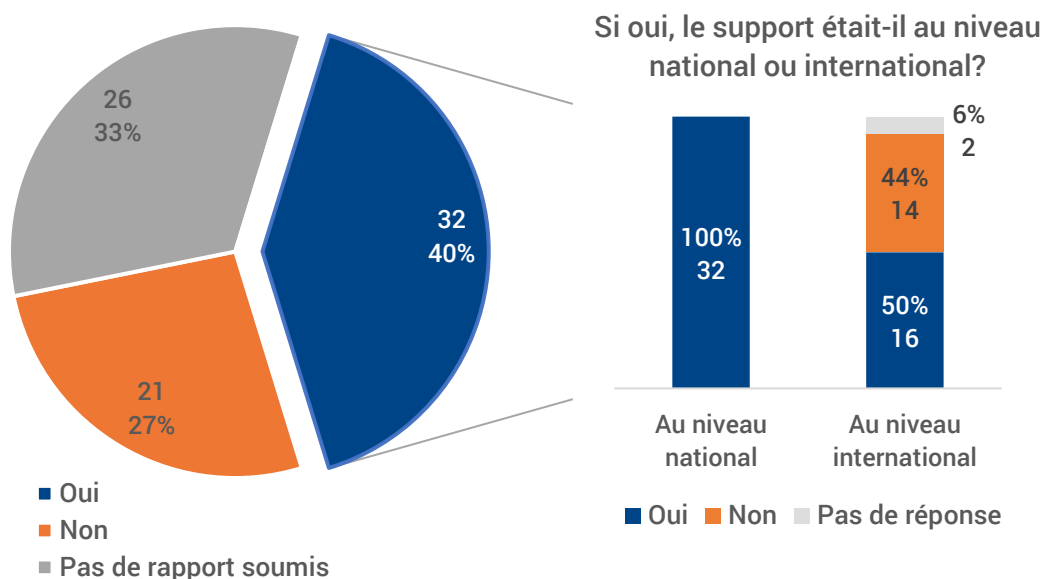


Figure 6.9. Réponses des Parties à la question de savoir si au cours de la dernière période triennale leur gouvernement a alloué un financement et/ou un support logistique au Fonds pour les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie et/ou à d'autres programmes de surveillance des oiseaux d'eau au niveau international ou national.

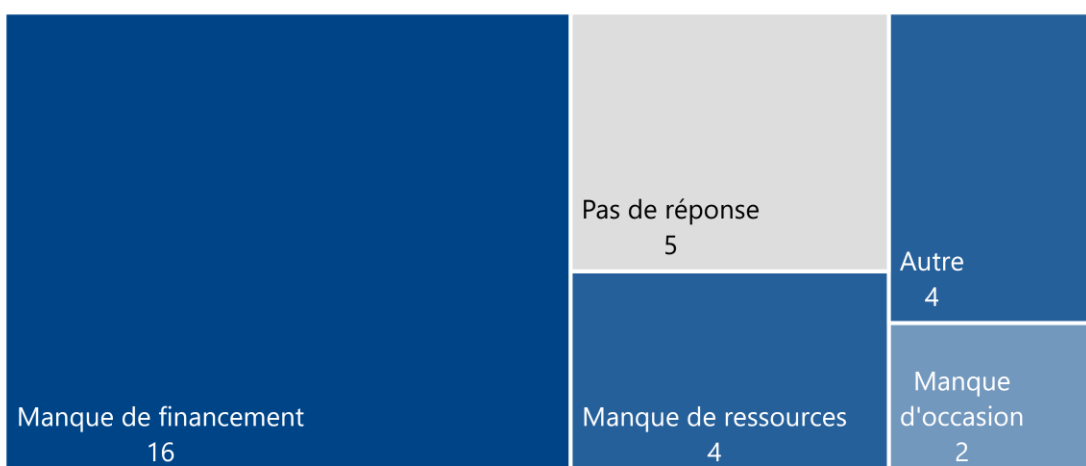


Figure 6.10. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles au cours de la dernière période triennale leur gouvernement n'a pas alloué un financement et/ou un support logistique au Fonds pour les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie et/ou à d'autres programmes de surveillance des oiseaux d'eau au niveau international ou national (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Q76. Votre gouvernement a-t-il alloué un financement au Fonds pour les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie ?
(Résolution 6.3, Résolution 7.7)

Trois Parties (République tchèque ; Pays-Bas ; Suisse ; 6 % des Parties répondantes (RP) ; 4 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir alloué un financement au Fonds pour les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie au cours de la dernière période triennale (Figure 6.11). La Suisse a également exprimé son soutien par le biais de contributions à Wetland International. Les Parties n'ayant pas alloué de financement au Fonds pour les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie ont principalement expliqué manquer de fonds (Figure 6.12).

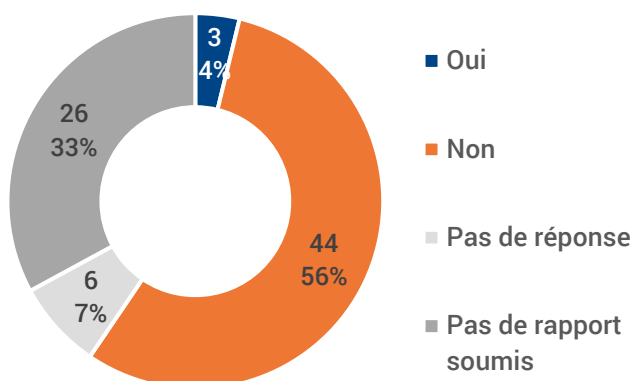


Figure 6.11. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont alloué un financement au Fonds pour les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie au cours de la dernière période triennale.

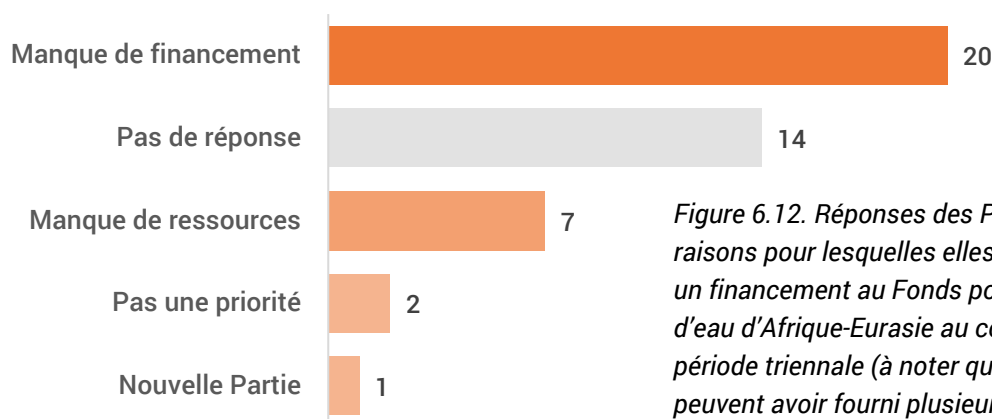


Figure 6.12. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas alloué un financement au Fonds pour les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie au cours de la dernière période triennale (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Q77. (Uniquement applicable aux Parties contractantes africaines) Les périodes de reproduction et de migration pré-nuptiale de toutes les espèces figurant sur la liste de l'AEWA et de leurs populations respectives présentes sur le territoire de votre pays ont-elles été identifiées au niveau national ?
(Résolution 7.8)

Sur les 21 Parties africaines contractantes ayant soumis des Rapports nationaux (des 38 Parties africaines contractantes), seules cinq Parties (Afrique du Sud, Botswana, Maroc, Niger, Sénégal) ont confirmé avoir identifié au niveau national les périodes de reproduction et de migration pré-nuptiale de toutes les espèces figurant sur la liste de l'AEWA et de leurs populations respectives présentes sur leur territoire (Figure 6.13). Deux Parties (Algérie, Tanzanie) ont fait état d'une identification partielle, et deux autres Parties

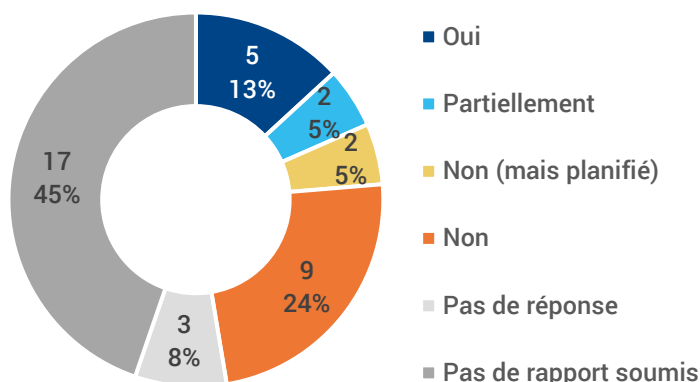


Figure 6.13. Réponses des Parties africaines (n=38) à la question de savoir si elles ont identifié au niveau national les périodes de reproduction et de migration pré-nuptiale de toutes les espèces figurant sur la liste de l'AEWA et de leurs populations respectives présentes sur leur territoire.

(Égypte, Eswatini) ont confirmé qu'une telle identification était prévue, mais pas encore mise en place. Parmi les Parties africaines contractantes ayant déclaré ne pas procéder à de telles identifications, seules cinq Parties ont fourni des détails (République centrafricaine, Malawi, Rwanda, Togo, Ouganda) expliquant manquer de ressources et/ou de fonds, ainsi que d'expertise.

Q78. Les effets des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau ont-ils été examinés dans votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.12) Pour répondre à cette question, veuillez également examiner la question 58 du chapitre 6 - Gestion des activités humaines.

Deux Parties (Roumanie et Afrique du Sud ; 4 % des Parties répondantes (RP) ; 3 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont indiqué avoir examiné les effets des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau dans leur pays (Figure 6.14). L'Afrique du Sud a mentionné qu'il existait des preuves d'un impact négatif sur les oiseaux d'eau, et a indiqué qu'une espèce figurant sur la liste de l'AEWA, le Fou du Cap (*Morus capensis*) était affectée. Toutefois, l'enquête est se concentre principalement sur l'impact des plombs de pêches sur les crocodiles. La Roumanie a elle indiqué qu'il n'existait pas de preuves d'un impact négatif des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau dans son pays.

Sur les 47 Parties qui ont indiqué ne pas avoir étudié l'impact des plombs de pêche, sept Parties (Botswana, Eswatini, France, Portugal, Syrie, Tanzanie, Ouzbékistan) ont déclaré avoir l'intention d'étudier cet impact (Figure 6.14). Les Parties ont mentionné que, bien que l'impact de plombs de pêche ne soit pas actuellement une priorité, des études seront menées dans le pays à l'avenir, la Tanzanie précisant que cela dépendrait des fonds disponibles.

Vingt-huit Parties (81 %) ont déclaré ne pas avoir l'intention d'examiner l'impact des poids de pêche en plomb sur les oiseaux d'eau dans leur pays, expliquant le plus souvent ne pas en avoir besoin, soit parce que l'utilisation des plombs de pêche n'était pas répandue et/ou n'existait pas dans leur pays (Côte d'Ivoire, Éthiopie, Lettonie, Maroc, Pays-Bas, Norvège, Ouganda, Zimbabwe), soit parce que cette pratique est interdite dans leur pays (Danemark, Égypte) (Figure 6.15). Parmi les autres explications figurent le manque de financement et/ou de ressources, ainsi qu'une différence de priorité de recherche.

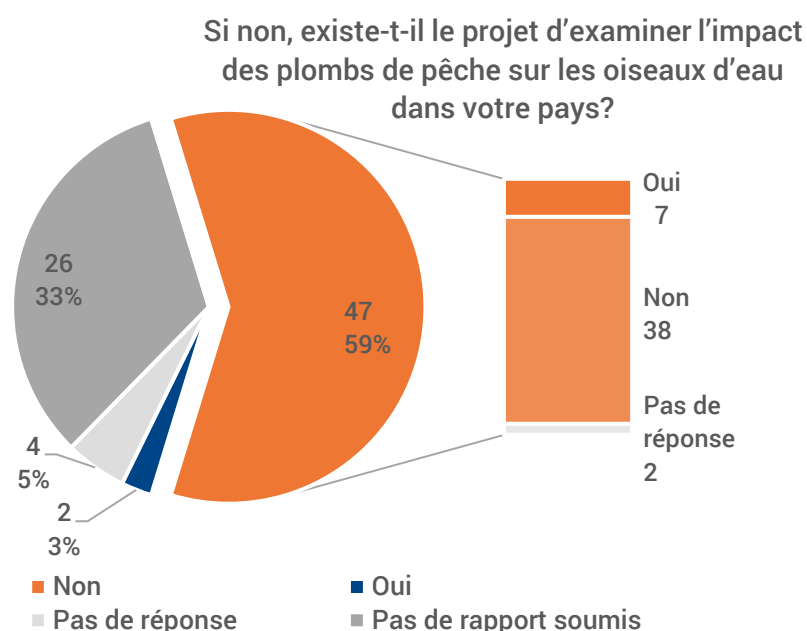


Figure 6.14. Réponses des Parties à la question de savoir si ont examiné les effets des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau, et pour celles ne l'ayant pas encore fait, le nombre de Parties qui prévoient de l'étudier à l'avenir.

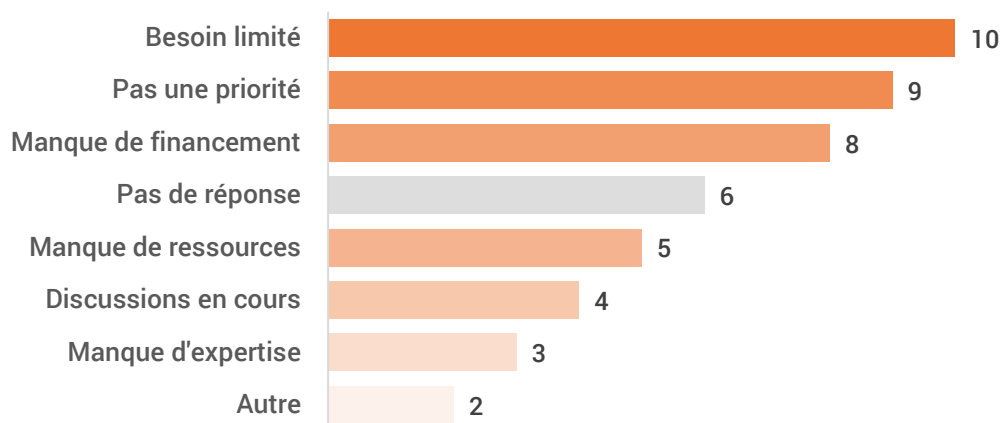


Figure 6.15. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas examiné l'impact négatif des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).



VII. ÉDUCATION ET INFORMATION

Il était posé aux Parties cinq questions visant à évaluer les progrès réalisés vis-à-vis des programmes d'éducation et d'information concernant les oiseaux d'eau et l'AEWA. On constate des efforts modérés dans les campagnes de sensibilisation et d'engagement du public, et un tiers des Parties ont nommé un Point focal national AEWA pour la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP). Toutefois, les mesures visant à mettre en œuvre les dispositions relatives à l'éducation et à l'information dans le Plan d'action de l'AEWA, notamment en ce qui concerne les programmes et les ressources de formation, restent faibles, tout comme le financement et le soutien de la mise en œuvre de l'AEWA.

Communication, éducation et sensibilisation du public

Q79. Votre pays a-t-il élaboré et mis en œuvre des programmes destinés à accroître la sensibilisation et la compréhension concernant les questions de conservation des oiseaux d'eau migrateurs et l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphes 6.1-6.4, Résolution 3.10, Résolution 5.5, Résolution 6.10)

Vingt-quatre Parties (45 % des Parties répondantes (RP) ; 30 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont communiqué avoir des programmes en vigueur visant à accroître la sensibilisation et la compréhension de la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de l'AEWA dans leur pays (Figure 7.1). Parmi celles-ci, 23 Parties (43 % des RP ; 29 % des CP) ont communiqué que le programme est en cours de mise en œuvre et une Partie (République tchèque) a communiqué que le programme n'était pas actuellement mis en œuvre en raison de contraintes financières.

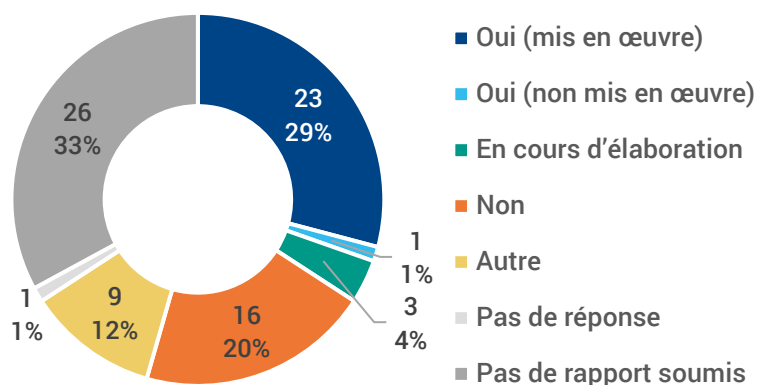


Figure 7.1. Réponses des Parties concernant l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de sensibilisation et de compréhension de la conservation des oiseaux d'eau et de l'AEWA.

Parmi les 23 Parties qui ont déclaré que des programmes étaient en vigueur et en cours de mise en œuvre, seuls le Kenya, la Roumanie, la Syrie et le Zimbabwe (8 % des RP ; 5 % des CP) ont indiqué que les programmes se concentraient spécifiquement sur l'AEWA et la disposition de son Plan d'action. Parmi les trois Parties ayant déclaré que les programmes étaient en cours de développement, toutes trois ont déclaré que leurs programmes mettaient spécifiquement l'accent sur l'AEWA et la disposition de son Plan d'action. La Slovaquie a indiqué que cela faisait partie de sa stratégie nationale pour la mise en œuvre de la CMS et de ses accords connexes, qui sera finalisée d'ici la fin 2021. L'Ouzbékistan et la Géorgie n'ont pas donné de calendrier précis pour le développement de leurs programmes.

Les neuf Parties (19 % des RP ; 13 % des CP) ayant répondu « Autre » à cette question déclaraient ne pas disposer de programmes de sensibilisation spécifiques à l'AEWA (Biélorus, Égypte, Estonie, Italie, Lettonie, Suède, Suisse, Togo et Ukraine). Toutefois, elles avaient toutes communiqué que d'autres activités visant à améliorer la sensibilisation à la conservation de la nature étaient développées ou

mises en œuvre dans leur pays et qu'elles sont susceptibles d'inclure les zones humides et les oiseaux d'eau.

Seize Parties (30 % des RP ; 20 % des CP) ont signalé l'absence de programmes visant à accroître la sensibilisation concernant les oiseaux d'eau migrateurs et l'AEWA (Figure 7.1). La raison la plus fréquemment citée pour expliquer l'absence de programme est le manque de ressources pour développer ou mettre en œuvre de tels programmes (figure 7.2).

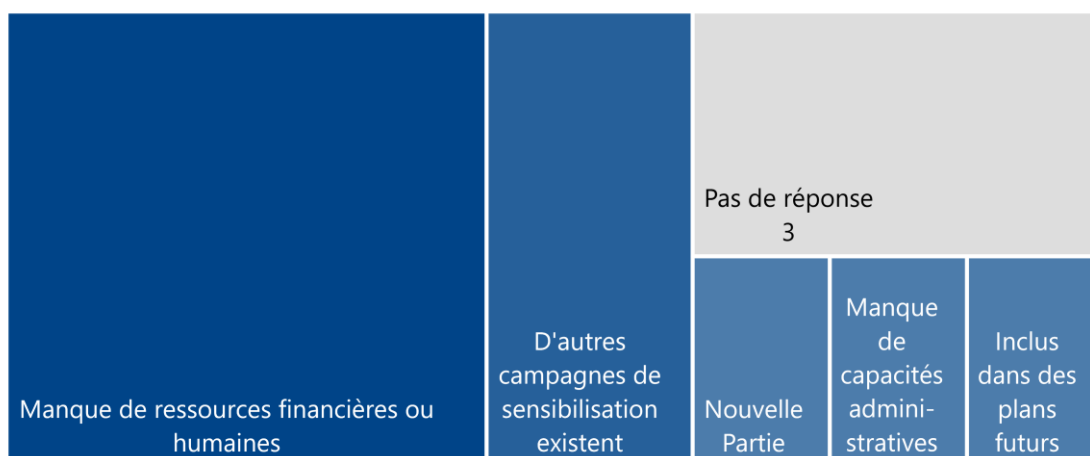


Figure 7.2. Explications fournies par les Parties concernant l'absence de programmes de sensibilisation et de compréhension de la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de l'AEWA.

Q80. Votre pays a-t-il désigné un correspondant national de l'AEWA pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public ? (Résolution 5.5 ; Résolution 6.10)

Vingt-sept Parties (51 % des Parties répondantes (RP) ; 34 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont communiqué avoir nommé un Point focal national AEWA pour la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) pour leur pays (Figure 7.3). Parmi celles-ci, 20 Parties (38 % des RP ; 25 % des CP) ont indiqué que ces Points focaux dépendaient du gouvernement, et sept (13 % des RP ; 9 % des CP) du secteur non gouvernemental (République centrafricaine, République tchèque, Kenya, Macédoine du Nord, Afrique du Sud, Ukraine et Zimbabwe) (Figure 7.3).

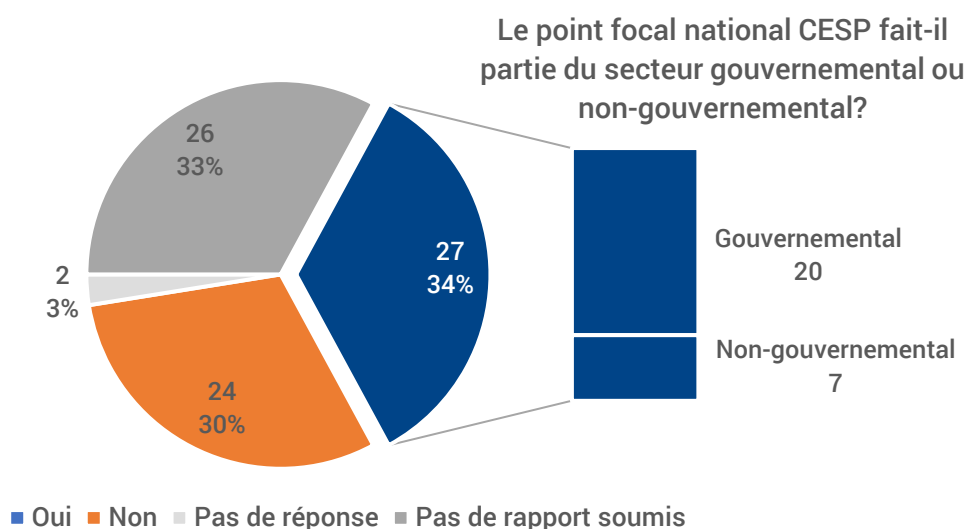
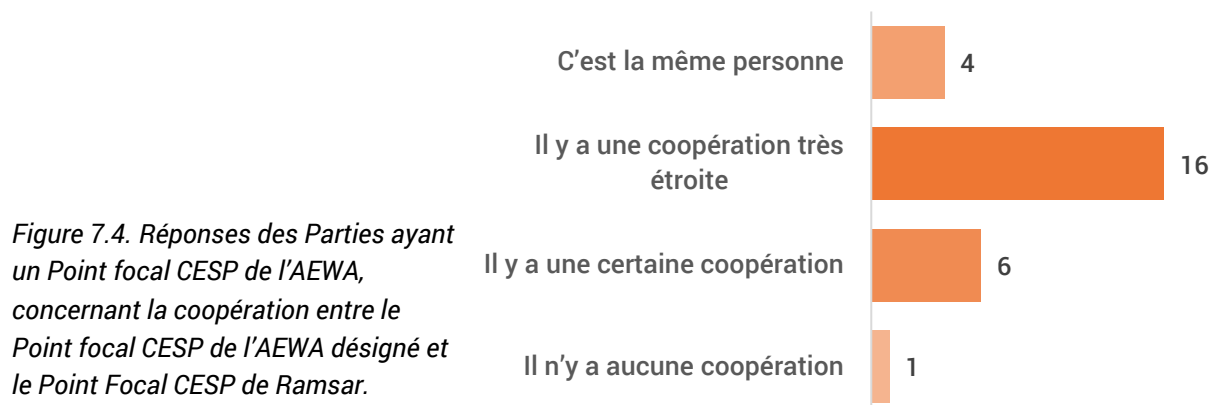


Figure 7.3. Réponses des Parties quant à savoir si un point focal national AEWA a été nommé, ainsi que les réponses indiquant si cette nomination provient du secteur gouvernemental ou non gouvernemental.

Sur les vingt-sept Parties disposant de Points focaux CESP de l'AEWA, onze (21 % des RP ; 14 % des CP) ont déclaré que le Point focal CESP a commencé la coordination nationale de la mise en œuvre de la Stratégie de communication, tandis que 16 Parties (30 % des RP ; 20 % des CP) n'avaient pas encore entrepris la coordination. Les 27 Parties ont toutes décrit la coopération entre le Point focal CESP de l'AEWA désigné et le Point focal CESP de la Ramsar (Figure 7.4).



Q81. Votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre au cours des trois dernières années les dispositions se rapportant au chapitre « Éducation et Information » du Plan d'action de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 6.1-6.4)

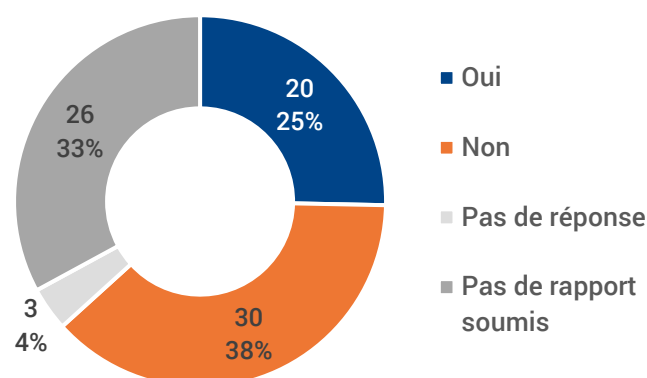


Figure 7.5. Réponses des Parties sur les mesures prises pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et de l'information » dans le Plan d'action de l'AEWA au cours de la dernière période triennale.

Vingt Parties (38 % des Parties répondantes (RP) ; 25 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont communiqué avoir adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions du Plan d'action de l'AEWA en matière d'éducation et d'information (Figure 7.5).

La figure 7.6 résume les réponses des 20 Parties ayant pris des mesures, concernant celles qu'elles ont prises pour mettre en œuvre les dispositions relatives à l'éducation et à l'information dans le Plan d'action de l'AEWA.

Sur les vingt Parties ayant adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions « Éducation et information », neuf (17 % des RP ; 11 % des CP) ont organisé des programmes nationaux de formation à l'intention du personnel responsable de la mise en œuvre de l'AEWA (Figure 7.6). Lorsqu'on leur demandait de qualifier l'efficacité de ces mesures, le Botswana, la Côte d'Ivoire et la Suisse avaient attribué une note « Élevée », alors que l'Algérie, l'Eswatini, le Ghana, le Kenya, le Nigeria et le Rwanda ont attribué une note « Modérée » (Figure 7.7). Les Parties qui n'avaient pas organisé des programmes nationaux de formation pour leur personnel ont donné un nombre de raisons résumées dans la Figure 7.8.

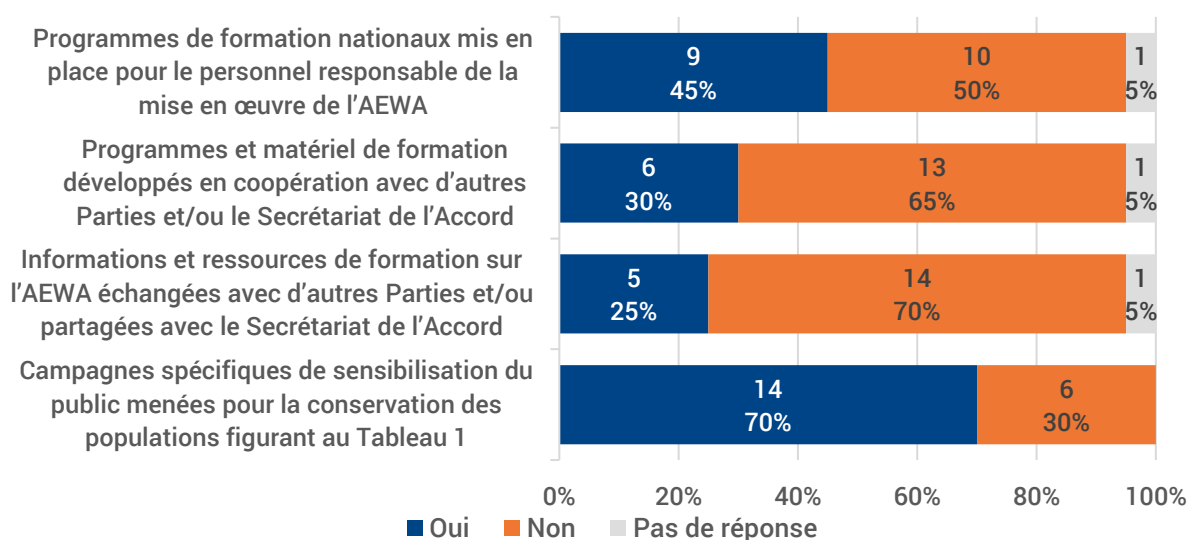


Figure 7.6. Réponses des 20 Parties ayant pris des mesures pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et de l'information » concernant les mesures qu'elles ont prises dans le cadre de ces dispositions.

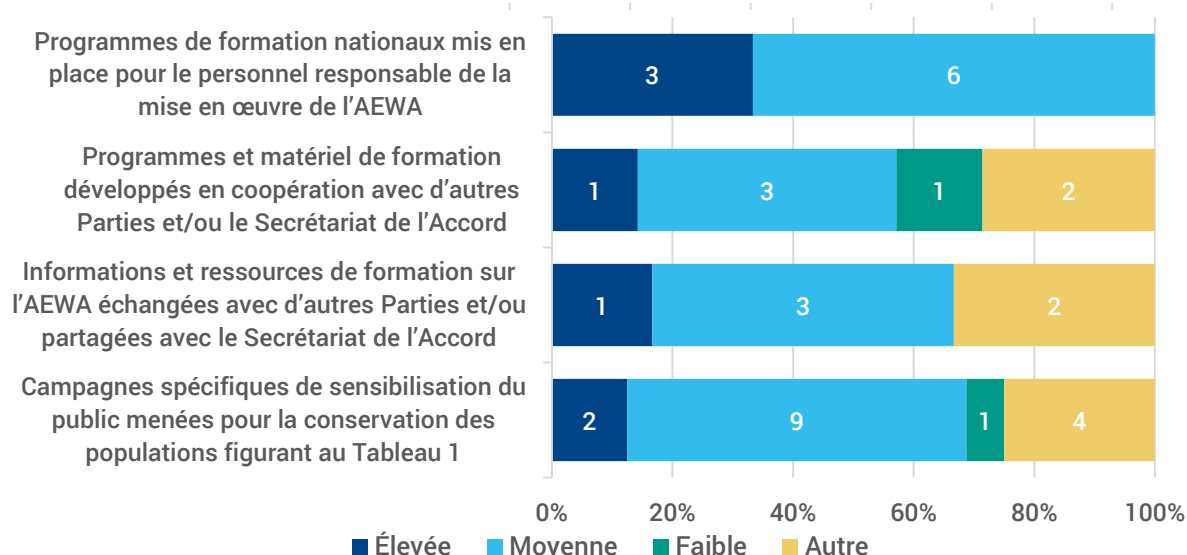


Figure 7.7. Efficacité des mesures prises pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et à l'information », telles qu'évaluées par les Parties ayant pris ces mesures (à noter que certaines Parties ont choisi plus d'une catégorie pour évaluer l'efficacité de ces mesures).

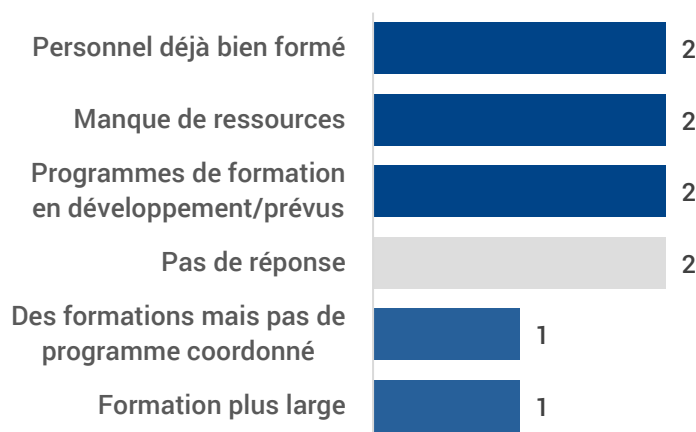
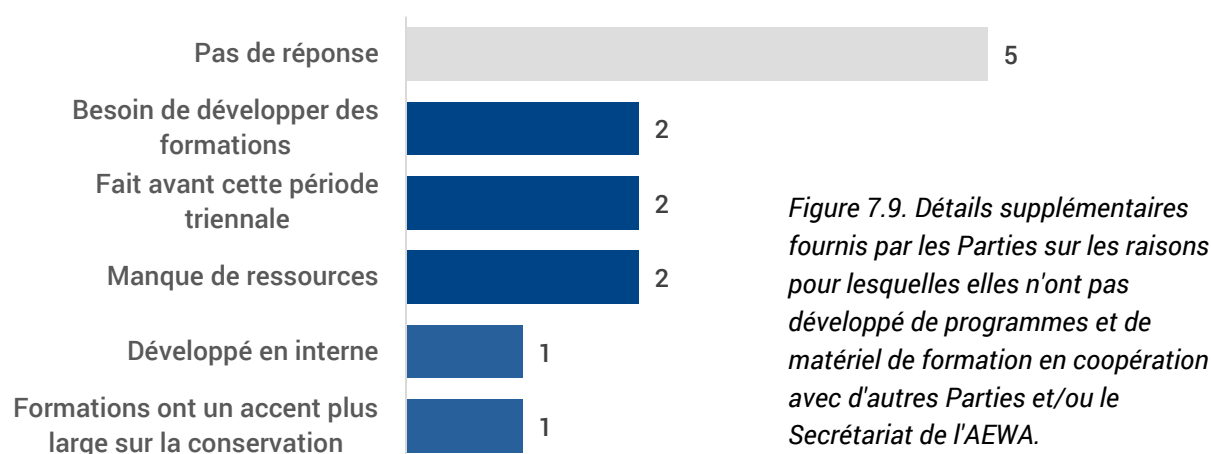
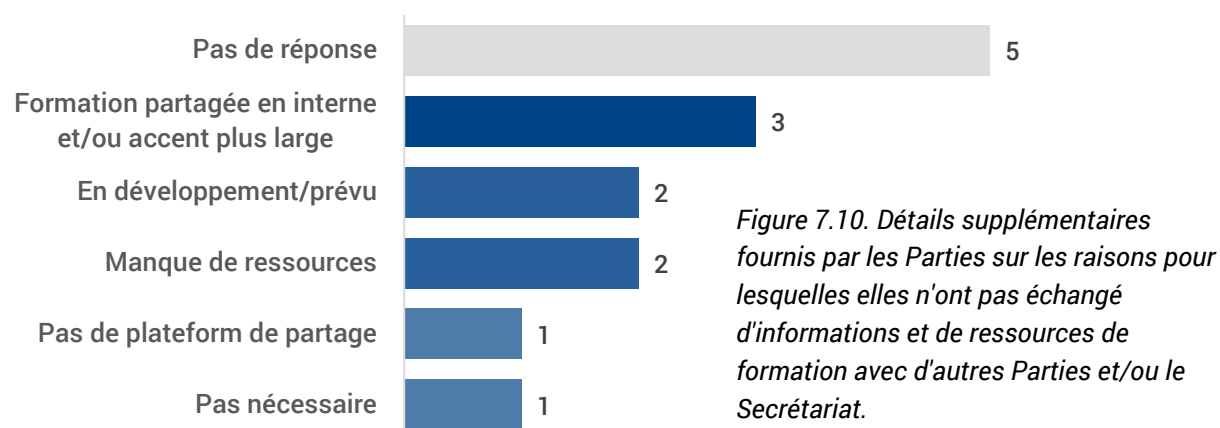


Figure 7.8. Détails supplémentaires fournis par les Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas organisé de programmes de formation pour le personnel responsable de la mise en œuvre de l'AEWA.

Sur les vingt Parties ayant adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions « Éducation et information », six (11 % des RP ; 8 % des CP) ont développé des matériels et des programmes de formation en coopération avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat de l'AEWA (Figure 7.6). Parmi celles-ci, l'Algérie attribuait à l'efficacité de cette mesure une note « Élevée » et le Kenya, la Roumanie et l'Ukraine ont attribué une note « Modérée » (Figure 7.7). Le Ghana a attribué une note « Faible - autre » à l'efficacité du développement des matériels et des programmes de formation. La Tanzanie a attribué à l'efficacité de cette mesure une note « Autre », car elle n'a pas effectué d'étude pour la déterminer. Sur les treize Parties n'ayant développé de matériels ni avec d'autres Parties, ni avec le Secrétariat, les explications les plus citées étaient le manque de ressources, l'absence de programme de formation développé et les rapports indiquant que les Parties avaient mis en œuvre cette mesure auparavant, mais pas au cours de cette période triennale (Figure 7.9).



Sur les vingt Parties ayant adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions « Éducation et information », cinq (9 % des RP ; 6 % des CP) ont déclaré avoir échangé des informations et des ressources éducatives en rapport avec l'AEWA avec d'autres Parties et/ou en les partageant avec le Secrétariat (Figure 7.6). Quand on leur a demandé de noter l'efficacité de ces mesures, l'Algérie les qualifiait de « Élevée », et le Kenya, la Roumanie et l'Ukraine de « Modérée » ou de « Modérée - autre » (Figure 7.7). La Tanzanie a attribué à l'efficacité de cette mesure une note « Autre », car elle n'a pas effectué d'étude pour la déterminer. Sur les quatorze Parties n'ayant échangé de ressources ni avec d'autres Parties, ni avec le Secrétariat, neuf avaient fourni des explications (Figure 7.10). La plus fréquente était que les informations et les ressources de formation étaient partagées en interne dans le pays et/ou dans le cadre d'un objectif plus large plutôt que spécifiquement axé sur l'AEWA.



Sur les vingt Parties ayant adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions « Éducation et information », quatorze (26 % des RP ; 18 % des CP) ont mené des campagnes spécifiques de

sensibilisation de l'opinion publique vis-à-vis de la conservation de populations figurant au Tableau 1 de l'Accord (Figure 7.6). Parmi celles-ci, deux Parties (Botswana et Afrique du Sud) ont déclaré que cette mesure était très efficace, neuf Parties (Algérie, Côte d'Ivoire, Finlande, Géorgie, Italie, Nigeria, Roumanie, Ukraine et Zimbabwe) ont déclaré que cette mesure était modérément efficace, et seul le Rwanda a qualifié cette mesure de « faible » en termes d'efficacité (figure 7.7). L'Estonie et la Belgique n'ont pas évalué l'efficacité de cette mesure et ont donc répondu « Autre » à cette question. Quatre des six Parties qui n'ont pas mené de campagnes spécifiques de sensibilisation de l'opinion publique ont indiqué que des activités de sensibilisation existent, mais qu'elles ont un objectif de conservation plus large et ne sont pas spécifiquement axées sur les espèces de l'AEWA (Eswatini, Kenya, Suisse et Tanzanie), tandis que le Ghana a cité l'insuffisance des ressources comme un obstacle à cette mesure et que le Bélarus n'a pas donné d'autres détails.

Q82. Des activités de célébration de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM) ont-elles eu lieu dans votre pays au cours des trois dernières années ? (Résolution 5.5)

Trente-huit Parties (71 % des Parties répondantes (RP) ; 48 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir organisé des activités pour célébrer la Journée mondiale pour les oiseaux migrateurs pendant la dernière période triennale (Figure 7.11).

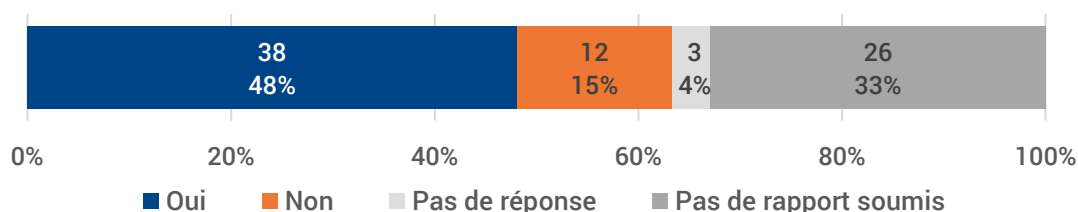


Figure 7.11. Réponse des Parties sur l'organisation d'activités pour la Journée mondiale des oiseaux migrateurs pendant la dernière période triennale.

Q83. Votre pays a-t-il fourni un financement et/ou un autre soutien, suivant la nécessité (par ex. expertise, réseau, compétences et ressources) afin d'assurer la mise en œuvre de la Stratégie de communication et/ou des activités CESP prioritaires dans le Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA ? Veuillez prendre en compte le financement à la fois national et international, et différents types de soutien fournis. (Résolution 6.10)

Onze Parties (21 % des Parties répondantes (RP) ; 14 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont communiqué avoir apporté un financement et d'autres soutiens à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA (Figure 7.12). Sur les onze Parties ayant fourni un financement et d'autres soutiens à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA, six Parties (Algérie, Botswana, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Ouzbékistan et Zimbabwe) ont indiqué avoir fourni un financement et un soutien au niveau national uniquement, quatre Parties (Estonie, Norvège, Sénégal et Ukraine) ont indiqué avoir fourni un financement ou un soutien à la fois au niveau national et international et une Partie (Suisse) a indiqué avoir fourni un soutien au niveau international uniquement.

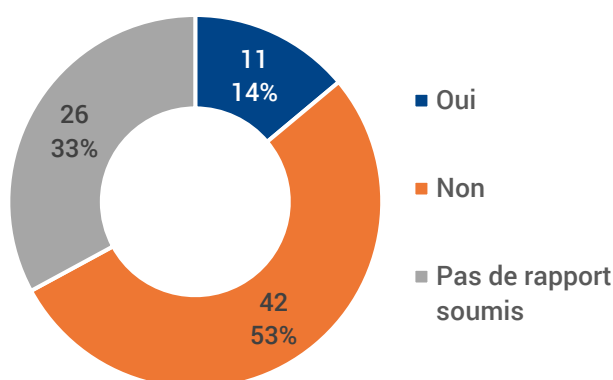


Figure 7.12. Réponses des Parties sur le financement et/ou autre soutien apporté à la mise en œuvre de la stratégie de communication de l'AEWA.



VIII. MISE EN ŒUVRE

Il était posé aux Parties de l'AEWA quinze questions visant à évaluer les progrès réalisés en matière d'application de l'AEWA. Des efforts importants sont fournis pour promouvoir la pertinence de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte des Objectifs de développement durable (ODD), des Objectifs d'Aichi et de la mise en œuvre du Plan stratégique sur les espèces migratoires (SPMS), et pour coordonner les processus nationaux pertinents à cet égard, ainsi que pour incorporer les priorités de l'AEWA dans les SPANB ou autres. Des progrès supplémentaires sont nécessaires, en particulier dans l'évaluation nationale des ressources pour la réalisation du Plan stratégique de l'AEWA, l'identification et l'établissement de priorités des lacunes en matière de capacité pour la mise en œuvre, et la mobilisation des ressources pour le soutien international des activités de l'AEWA.

Q84. Avez-vous entrepris une évaluation nationale des ressources nécessaires pour la mise en œuvre du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, action 5.6.(b))

Suite à la MOP7, seules sept Parties (13 % des Parties répondantes (RP) ; 9 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir entrepris une évaluation nationale des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA (Action 5.6(b) du Plan stratégique 2019-2027) (Figure 8.1).

Sur ces sept Parties, trois (6 % des RP ; 4 % des CP) ont déclaré avoir développé un plan de mobilisation des ressources qui est en cours de mise en œuvre et les quatre Parties restantes (8 % des RP ; 5 % des CP) ont déclaré ne pas

avoir développé un tel plan (Figure 8.1). Parmi les trois Parties qui mettent actuellement en œuvre un plan de mobilisation des ressources, la Suisse a évalué le degré de mise en œuvre comme étant « Élevé, la plupart des ressources sont sécurisées », tandis que la Géorgie et le Botswana l'ont évalué comme étant « Modéré, certaines ressources sont sécurisées ». Trois des quatre Parties qui ont entrepris une évaluation nationale mais n'ont pas développé un plan de mobilisation des ressources ont donné des détails supplémentaires sur les raisons pour lesquelles cela n'a pas été fait : Le Kenya a indiqué que le plan est en suspens en attendant l'achèvement de l'évaluation des ressources, l'Afrique du Sud a indiqué que le plan est en cours d'élaboration et la Slovaquie a fait des commentaires sur les futures sources de financement possibles. La Roumanie n'a pas donné de raison pour expliquer pourquoi elle n'a pas encore développé un plan de mobilisation des ressources.

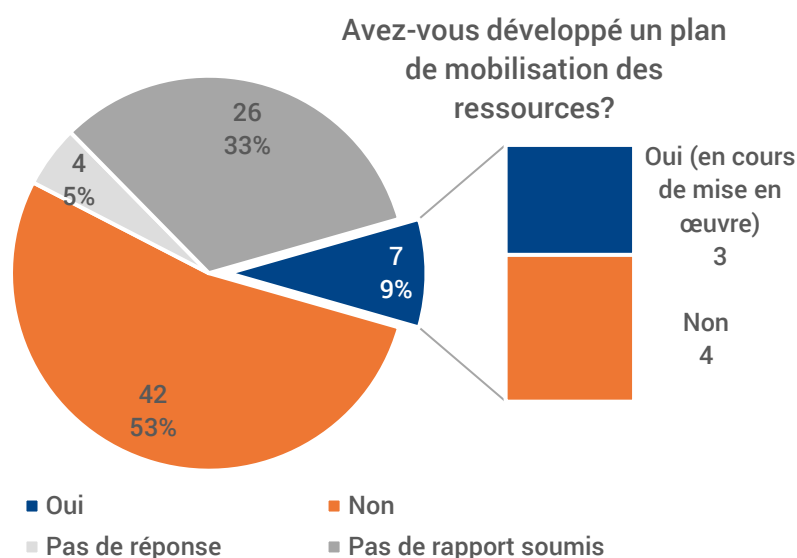


Figure 8.1. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont entrepris une évaluation nationale des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA 2019-2027 et d'autres réponses à la question de savoir si les Parties qui ont entrepris une évaluation nationale ont développé un plan de mobilisation des ressources.

La raison la plus fréquemment citée pour ne pas avoir entrepris une évaluation nationale des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA est le manque de ressources financières et humaines (Figure 8.2). Parmi les « autres » raisons invoquées par les Parties figurent le fait que la partie n'a pas considéré cette évaluation comme une priorité, que l'évaluation est en cours ou qu'il est prévu de la réaliser à l'avenir, et que le Plan stratégique n'est pas encore internalisé au niveau national.

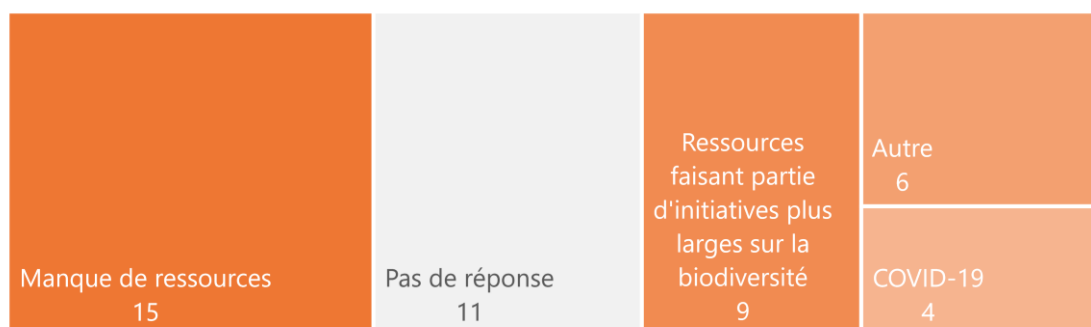
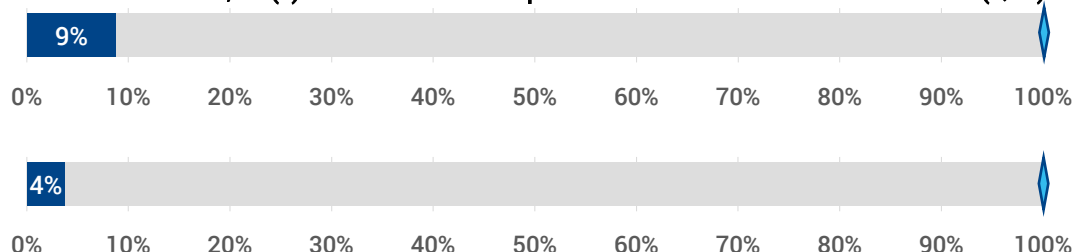


Figure 8.2. Réponses fournies par les Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas entrepris une évaluation nationale des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA 2019-2027 (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Cible 5.3 du Plan stratégique : Les ressources exigées pour la coordination et la réalisation du Plan stratégique aux niveaux international et national ont été évaluées de manière aussi réaliste que possible, et les plans de mobilisation de ressources correspondantes sont mis en œuvre

Indicateur : Nombre de Parties contractantes ayant (i) évalué les besoins en ressources au niveau national ; et (ii) mis en œuvre des plans de mobilisation des ressources (Q84)



Q85. Votre pays a-t-il contacté des pays de l'aire de répartition qui ne sont pas des Parties contractantes pour les encourager à adhérer à l'Accord ?
(Résolution 3.10, Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 5.2)

Trois Parties seulement (6 % des Parties répondantes (RP) ; 4 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont confirmé avoir approché des États des aires de répartition non contractants pour les encourager à ratifier l'Accord (Figure 8.3). Le Kenya a déclaré avoir entamé des discussions informelles avec le Soudan du Sud, l'Afrique du Sud a déclaré avoir approché l'Angola et la Namibie, et la France a déclaré avoir approché le

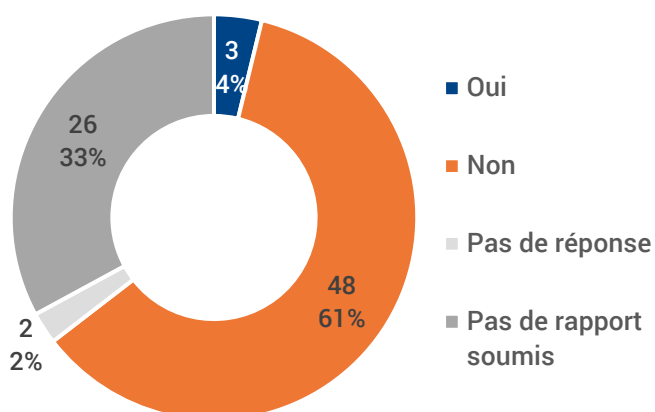


Figure 8.3. Réponses des Parties sur le fait d'avoir approché ou non des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord.

Mozambique et la Pologne. L'Estonie a indiqué que si elle n'avait pas officiellement approché des Parties non contractantes, des discussions informelles avaient eu lieu.

Sur les quarante-huit Parties n'ayant pas approché d'États des aires de répartition non contractants, trente-quatre ont fourni des raisons (Figure 8.4). La réponse principale, fournie par dix des Parties (Albanie, Croatie, Danemark, Lettonie, Pays-Bas, Nigeria, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Tanzanie), était un manque de ressources, notamment financières, administratives et humaines (19 % des RP ; 13 % des CP). Le Maroc a indiqué que le pays n'avait pas de siège dans les organes de l'AEWA, mais que le représentant nord-africain au Comité technique de l'AEWA était tout à fait disposé à s'engager dans de telles discussions, en particulier avec les États des aires de répartition non-contractants africains et arabes.

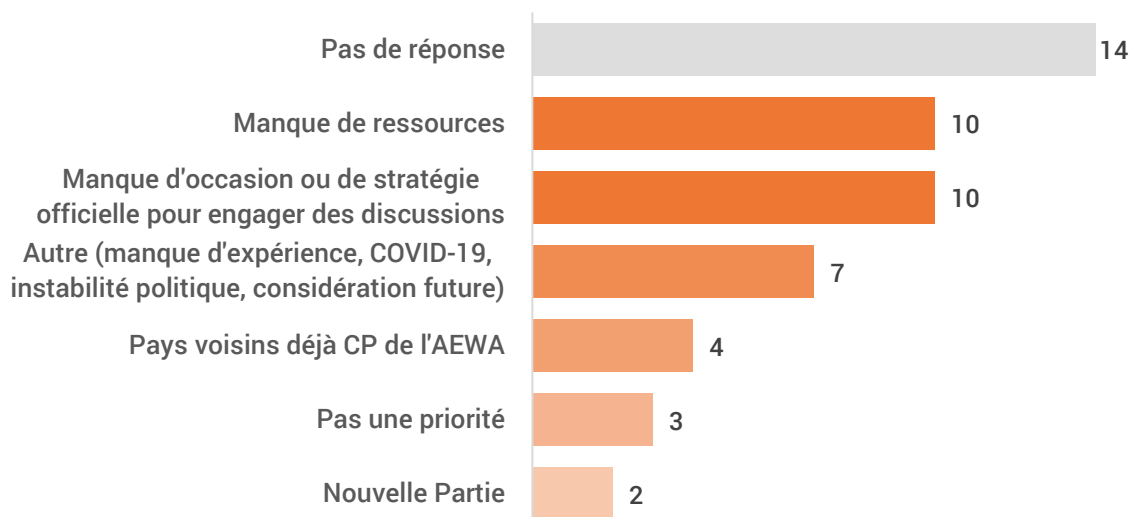


Figure 8.4. Réponses fournies par les Parties quant aux raisons pour lesquelles elles n'ont pas approché les États des aires de répartition non contractants pour les encourager à adhérer à l'Accord (à noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons).

Q86. Votre pays a-t-il établi un mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA, éventuellement relié à des mécanismes de coordination nationale pour d'autres accords multilatéraux environnementaux (AME) sur la biodiversité ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, action 5.3(b))

Vingt-huit Parties (53 % des Parties répondantes (RP) ; 35 % de toutes les Parties contractantes (CP)) disaient disposer d'un mécanisme opérationnel pleinement à l'œuvre, et cinq autres (9 % des RP ; 6 % des CP) déclaraient qu'un mécanisme était à l'œuvre, mais pas encore opérationnel (Figure 8.5).

Sur les cinq Parties déclarant qu'un mécanisme était à l'œuvre, mais pas encore opérationnel, le Zimbabwe a invoqué le manque de personnel pour expliquer cette situation. La Moldavie, la Géorgie, le Togo et le Sénégal ont donné plus de détails sur la coordination nationale au sein de leur pays mais n'ont pas donné de raison spécifique expliquant pourquoi le mécanisme n'est pas opérationnel.

Les vingt-huit Parties disposant d'un mécanisme de coordination nationale opérationnel pour la mise en œuvre de l'AEWA ont également été interrogées sur la question de savoir si ce mécanisme aborde les lacunes de capacité prioritaires, et dix-sept de ces Parties (32 % des RP ; 22 % des CP) ont confirmé que les lacunes de capacité prioritaires sont abordées par le mécanisme de coopération (Figure 8.5).

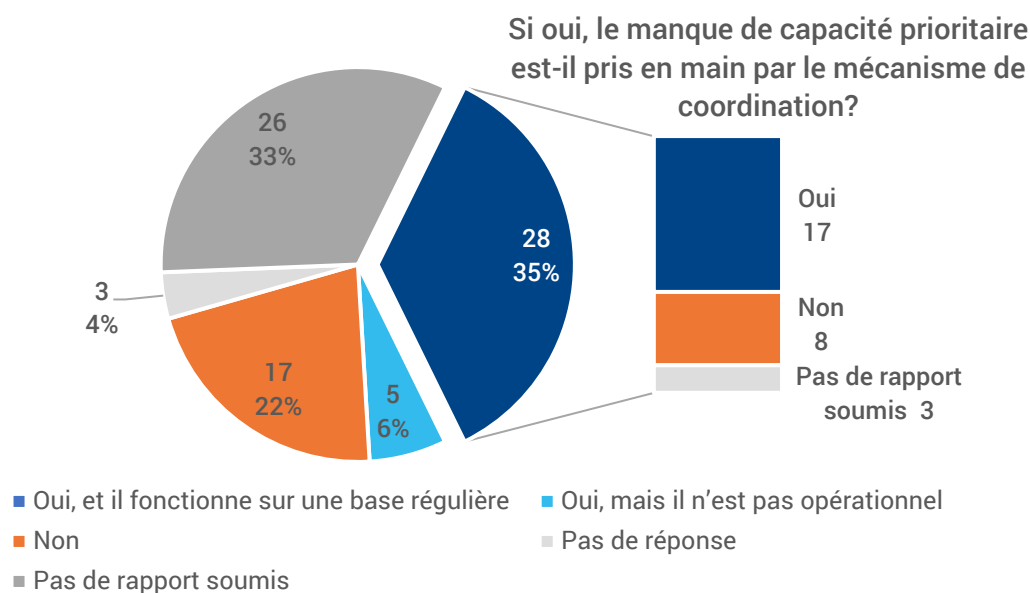


Figure 8.5. Réponses des Parties quant à savoir si elles disposaient ou non d'un mécanisme national de coordination en place pour la mise en œuvre de l'AEWA, et si oui, réponses supplémentaires quant à l'évaluation des lacunes de capacité prioritaires.

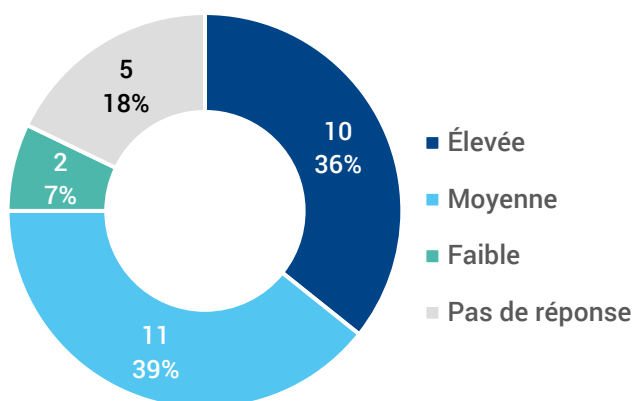


Figure 8.6. Classement de l'efficacité de leur mécanisme national de coordination pour la mise en œuvre de l'AEWA, pour les 28 Parties qui ont déclaré avoir un tel mécanisme en place.

En outre, ces 28 parties ont été invitées à classer l'efficacité du mécanisme. Dix Parties (19 % des RP ; 13 % des CP) ont noté l'efficacité comme « Élevée » (Botswana, République tchèque, Lettonie, Pays-Bas, Niger, Roumanie et Slovaquie) (figure 8.6).

Dix-sept Parties (32 % des RP ; 22 % des CP) déclaraient ne pas disposer de mécanisme national de coordination AEWA (Figure 8.5). Cependant, l'existence de systèmes de coordination alternatifs était la raison la plus courante de cette absence de mécanisme de coordination nationale (figure 8.7). Parmi les raisons classées dans la catégorie « Autre »,

on trouve le rapport du Maroc qui indique que, bien qu'il n'y ait pas de mécanisme en place, le Point focal de l'AEWA couvre également une série d'AME sur la biodiversité, et la Côte d'Ivoire qui indique qu'elle consultera diverses parties prenantes concernant la gestion des oiseaux d'eau dans un avenir proche.



Figure 8.7. Réponses des Parties quant aux raisons pour lesquelles elles n'ont pas de mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA dans leur pays.

Q87. Avez-vous entrepris une évaluation nationale sur les besoins de capacité pour la mise en œuvre de l'AEWA ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, action 5.3.(e))

Suite à la MOP7, seules six Parties (Botswana, Kenya, Moldavie, Roumanie, Slovaquie et Ouzbékistan, 11 % des Parties répondantes (RP); 8 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont entrepris une évaluation nationale sur les besoins de capacité pour la mise en œuvre de l'AEWA (Action 5.3(e) du Plan stratégique de l'AEWA 2019-2017). (Figure 8.8). Parmi celles-ci, trois Parties (Botswana, Moldavie et Roumanie - 6 % des RP ; 4 % des CP) ont indiqué qu'elles avaient élaboré et mettaient en œuvre un plan d'action national prioritaire pour combler les lacunes importantes en matière de capacités et une Partie (Slovaquie) a indiqué que ce plan d'action national prioritaire avait été élaboré mais n'était pas mis en œuvre (figure 8.8). La Slovaquie a déclaré que cela était dû au fait que l'évaluation sur les besoins de capacité était partiellement incluse dans le cadre d'action prioritaire pour Natura 2000 dans leur pays.

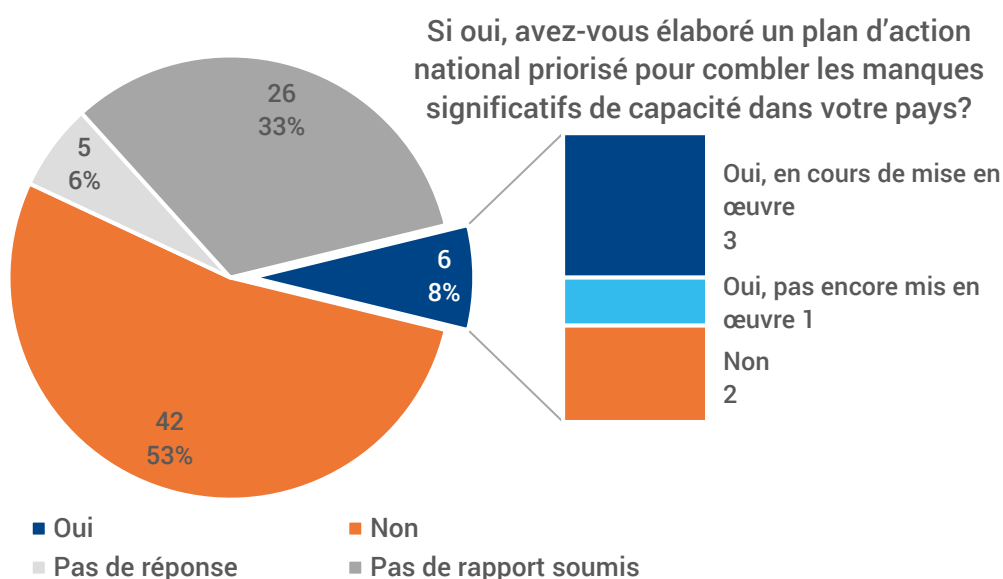


Figure 8.8. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont entrepris une évaluation sur les besoins de capacité pour la mise en œuvre de l'AEWA, et d'autres réponses des Parties qui ont entrepris une évaluation quant à savoir si elles ont développé un plan d'action national prioritaire pour combler les lacunes importantes en matière de capacité.

Deux Parties (4 % des RP ; 3 % des CP) ont indiqué qu'elles ont entrepris une évaluation nationale sur les besoins de capacité pour la mise en œuvre de l'AEWA mais n'ont pas développé de plan d'action national prioritaire. L'Ouzbékistan n'a pas fourni de raison pour expliquer pourquoi il n'a pas élaboré ce plan d'action et le Kenya a indiqué que cela dépendait de l'achèvement de l'évaluation nationale, qui a été lancée.

Parmi les 42 Parties qui n'ont pas répondu à la question de savoir si elles avaient entrepris une évaluation nationale sur les besoins de capacité pour la mise en œuvre de l'AEWA, 33 Parties ont fourni une raison (Figure 8.9). La raison la plus fréquemment citée est le manque de ressources (13 Parties, 25 % des RP ; 16 % des CP).

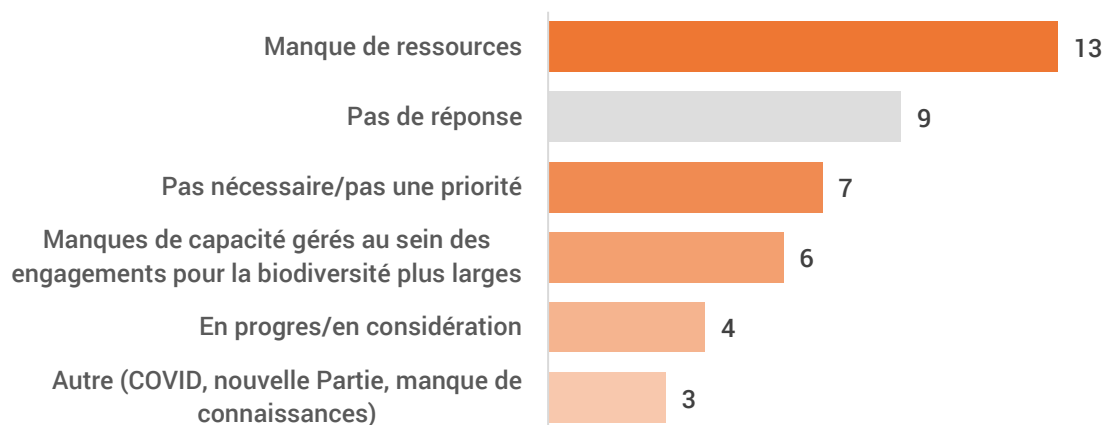
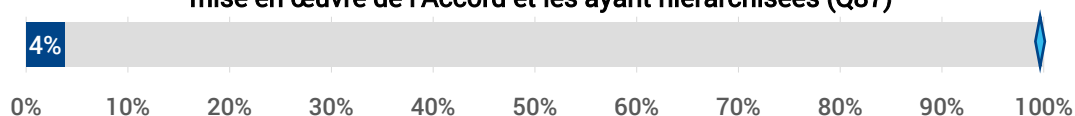


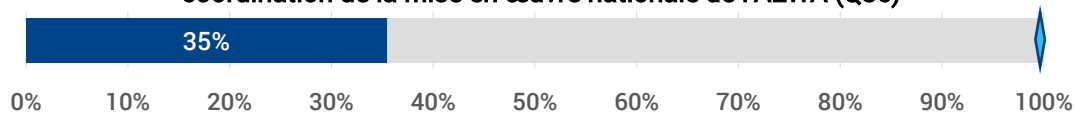
Figure 8.9. Réponses des Parties sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas entrepris une évaluation nationale sur les besoins de capacité pour la mise en œuvre de l'AEWA.

Cible 5.3 du Plan stratégique : Des initiatives sont en place pour combler au moins deux-tiers des principales lacunes en matière de capacités limitant la mise en œuvre de l'AEWA.

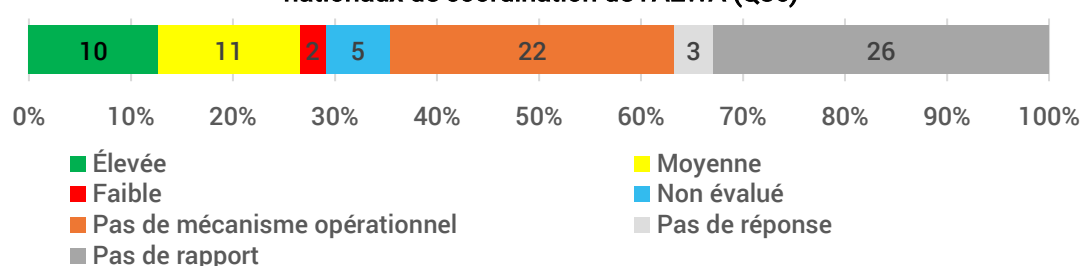
Indicateur : Nombre de Parties contractantes ayant identifié des lacunes dans leurs capacités de mise en œuvre de l'Accord et les ayant hiérarchisées (Q87)



Indicateur : Nombre de Parties contractantes ayant mis en place des mécanismes de coordination de la mise en œuvre nationale de l'AEWA (Q86)



Indicateur : Évaluation par feux tricolores par les Parties de l'efficacité des mécanismes nationaux de coordination de l'AEWA (Q86)



Réponses des Parties à l'évaluation de l'efficacité des mécanismes nationaux de coordination de l'AEWA

Élevée: 10	Moyenne: 11	Faible: 2	Pas du tout: 0	Non évalué: 5	Pas de mécanisme opérationnel: 22	Pas de réponse: 3	Pas de rapport: 26
------------	-------------	-----------	----------------	---------------	-----------------------------------	-------------------	--------------------

Q88. Votre pays a-t-il conclu ou envisagé de conclure un programme de jumelage de sites avec d'autres pays, sites accueillant les mêmes oiseaux d'eau migrateurs ou connaissant les mêmes problèmes de conservation ? (Résolution 5.20)

Vingt-trois Parties (43 % des Parties répondantes (RP) ; 29 % de toutes les Parties contractantes (CP)) affirmaient envisager de conclure, ou avoir conclu, des jumelages avec des sites d'autres pays (Figure 8.10).

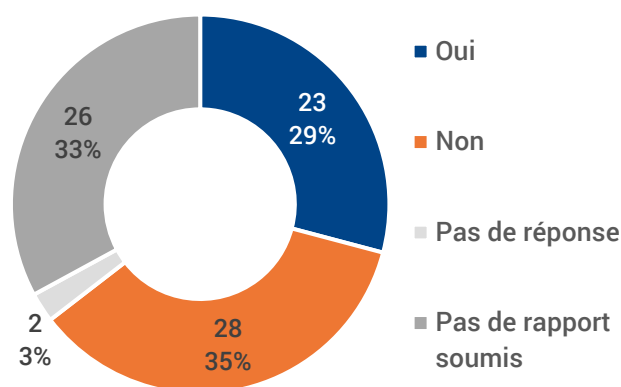


Figure 8.10. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont conclu, ou envisagé de conclure, le jumelage de sites avec d'autres pays.

Q89, 90 & 91. Les administrateurs de votre gouvernement national, responsables de la mise en œuvre de l'AEWA, assurent-ils une bonne coordination et participent-ils à des processus nationaux en vue de contribuer aux Objectifs d'Aichi (Q89), Objectifs de développement durable (Q90) et Plan stratégique 2015-2023 pour les espèces migratrices (Q91) et à l'évaluation de la réalisation de ces objectifs ? (Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, Action 5.4(a))

Quarante-deux Parties (79 % des Parties répondantes (RP) ; 53 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré que leurs agents étaient coordonnés et engagés vis-à-vis des objectifs d'Aichi (Q89), quarante et une Parties (77 % des RP ; 52 % des CP) ont signalé une coordination et un engagement vis-à-vis des ODD (Q90) et trente-cinq Parties (66 % des RP ; 44 % des CP) ont signalé une coordination et un engagement avec le SPMS (Q91) (Plan d'action stratégique de l'AEWA 2019-2017, Action 5.4(a)) (Figure 8.11).

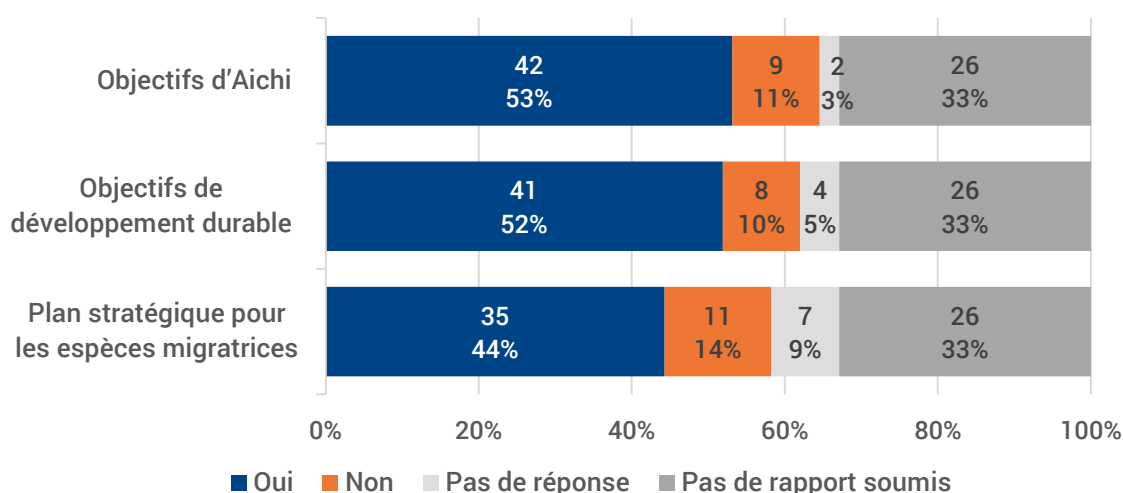


Figure 8.11. Réponses des Parties quant à savoir si les administrateurs du gouvernement de leurs pays responsables de la mise en œuvre de l'AEWA sont coordonnés et engagés dans les processus nationaux pour mettre en œuvre et évaluer la réalisation des Objectifs d'Aichi, des ODD et du SPMS.

La Figure 8.12 résume les raisons invoquées par les Parties pour expliquer pourquoi les administrateurs du gouvernement de leur pays responsables de la mise en œuvre de l'AEWA n'étaient pas coordonnés et engagés dans les processus nationaux contribuant aux Objectifs d'Aichi, aux ODD et aux SPMS. Dans l'ensemble, la raison la plus fréquemment citée est le manque de ressources. Dans la catégorie « Autre », on trouvait une nouvelle Partie qui doit développer son

plan stratégique national avant de s'engager dans l'un des trois objectifs (Malawi), et des cas où la question a été considérée comme non applicable (Islande), où les ODD sont mis en œuvre dans un contexte plus large (Slovénie) et où la Partie n'a pas de processus national vis-à-vis des Objectifs d'Aichi (Éthiopie).

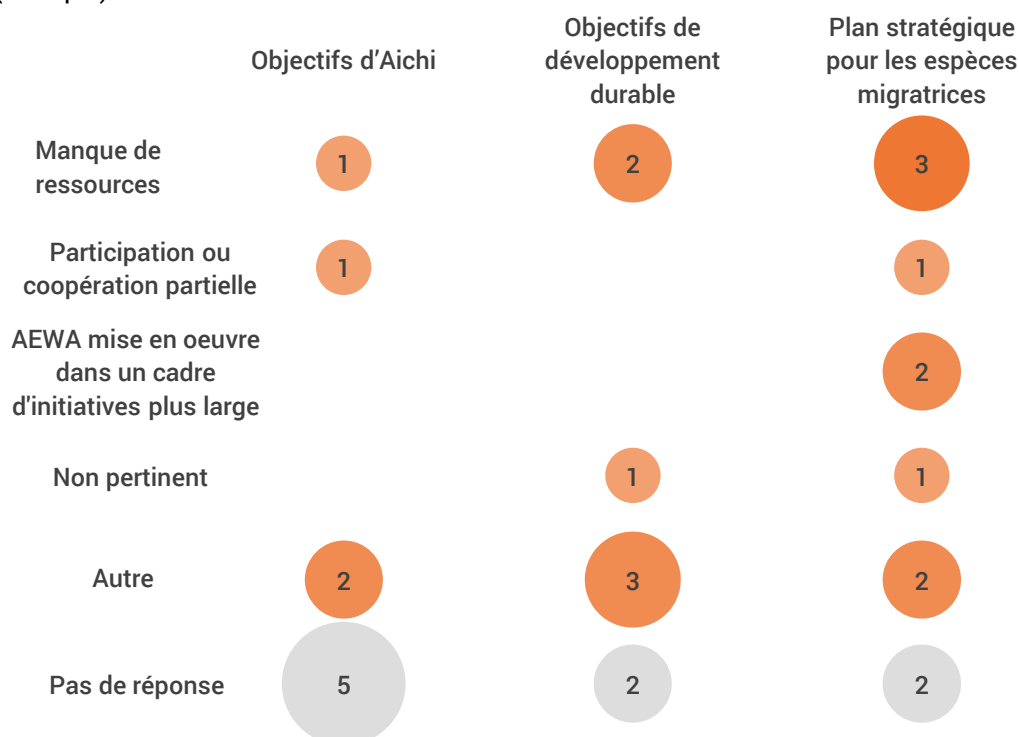
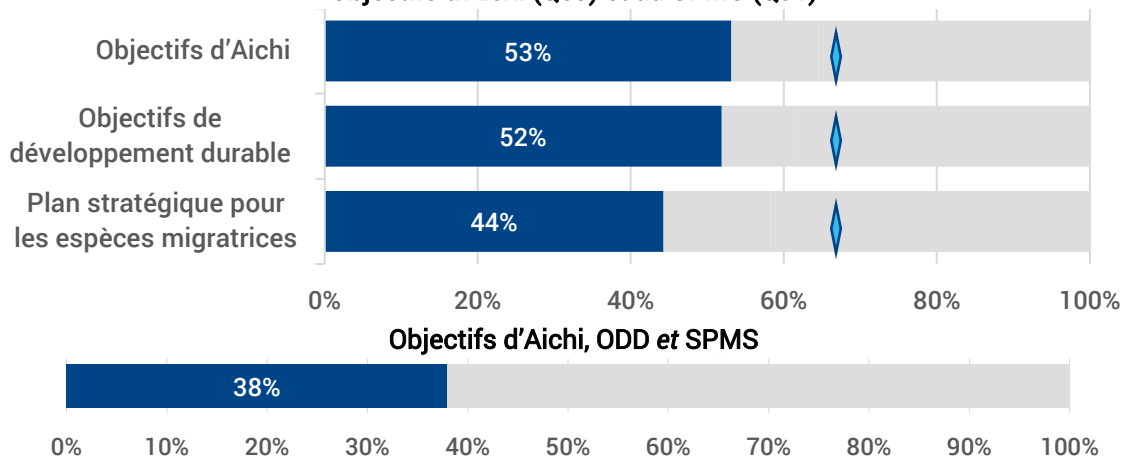


Figure 8.12. Réponses des Parties quant aux raisons pour lesquelles les administrateurs de leur gouvernement responsables de la mise en œuvre de l'AEWA dans leur pays n'étaient pas coordonnés et engagés dans les processus nationaux pour mettre en œuvre et évaluer la réalisation des Objectifs d'Aichi, des ODD et du SPMS.

Cible 5.4 du Plan stratégique : La conservation des oiseaux d'eau migrateurs est intégrée dans les politiques et plans nationaux de mise en œuvre relatifs aux ODD, aux Objectifs d'Aichi, au Plan stratégique pour les espèces migratrices et au Plan stratégique de Ramsar dans au moins deux-tiers des Parties contractantes, et la contribution de l'AEWA à ces cadres mondiaux est reconnue et soutenue.

Indicateur : Pourcentage de Parties contractantes ayant déclaré l'intégration des points focaux de l'AEWA dans les processus nationaux relatifs aux Objectifs de Développement Durable (Q90), Objectifs d'Aichi (Q89) et au SPMS (Q91)



Q92. Les priorités de l'AEWA sont-elles intégrées dans la Stratégie et le Plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) de votre pays et/ou dans d'autres plans et politiques stratégiques similaires ? (Résolution 6.3; Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA, cible 5.5)

Globalement, quarante-trois Parties (81 % des Parties répondantes (RP) ; 54 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont déclaré avoir incorporé les priorités de l'AEWA soit à leur SPANB (treize Parties : 25 % des RP ; 16 % des CP), soit à d'autres processus de planification stratégique (cinq Parties : 9 % des RP ; 6 % des CP), soit aux deux (vingt-cinq Parties : 47 % des RP ; 32 % des CP) (Figure 8.13). Six Parties (11 % des RP ; 8 % des CP) n'ont pas répondu à la question (République centrafricaine, Chypre, Ghana, Jordan, Mali et Nigeria).

La figure 8.14 résume la répartition des réponses pour le SPANB et les autres plans stratégiques/politiques séparément.

Trente-huit Parties (72 % des RP ; 48 % des CP) ont déclaré avoir intégré les priorités de l'AEWA dans leur SPANB (Figure 8.14) ; trois autres Parties qui ont déclaré ne pas l'avoir fait ont expliqué que leur SPANB était en cours d'élaboration (Bulgarie, Islande et Ukraine). Parmi les cinq Parties restantes qui n'ont pas incorporé les priorités de l'AEWA à leur SPANB, la Lettonie et les Pays-Bas ont indiqué que ces priorités étaient déjà incorporées dans d'autres initiatives, l'Éthiopie a indiqué que leur SPANB était axé sur la biodiversité de manière plus générale, le Malawi a déclaré qu'il n'avait pas encore effectué d'évaluation étant donné qu'il s'agit d'une nouvelle Partie et la Macédoine du Nord n'a pas donné d'explication. Trente Parties (57 % des RP ; 38 % des CP) ont déclaré avoir intégré les priorités de l'AEWA dans d'autres processus de planification stratégique (Figure 8.14).

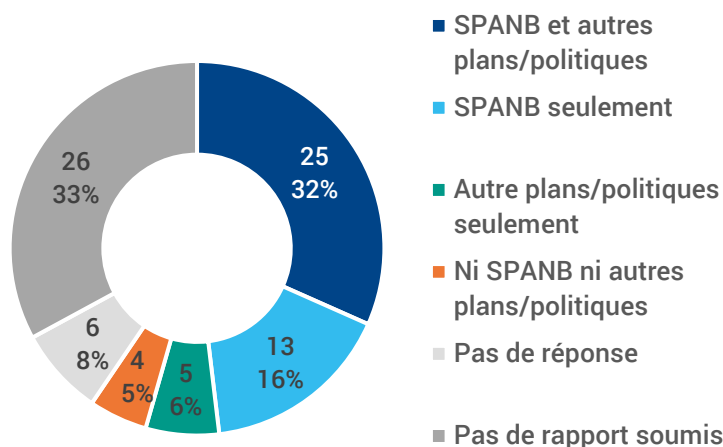


Figure 8.13. Réponses des Parties quant à savoir si les priorités de l'AEWA ont été incorporées dans leur Stratégie et dans le Plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et/ou dans d'autres plans/politiques de planification stratégique. N.B. « SPANB seulement » inclut les cas où « Non » ou « Pas de réponse » a été donné en réponse à d'autres plans/politiques stratégiques, « Autres plans/politiques seulement » inclut les cas où « Non » ou « Pas de réponse » a été donné en réponse aux SPANB et « Ni SPANB ni autres plans/politiques » inclut les cas où « Non » ou « Pas de réponse » a été donné en réponse aux SPANB et aux autres plans/politiques stratégiques.

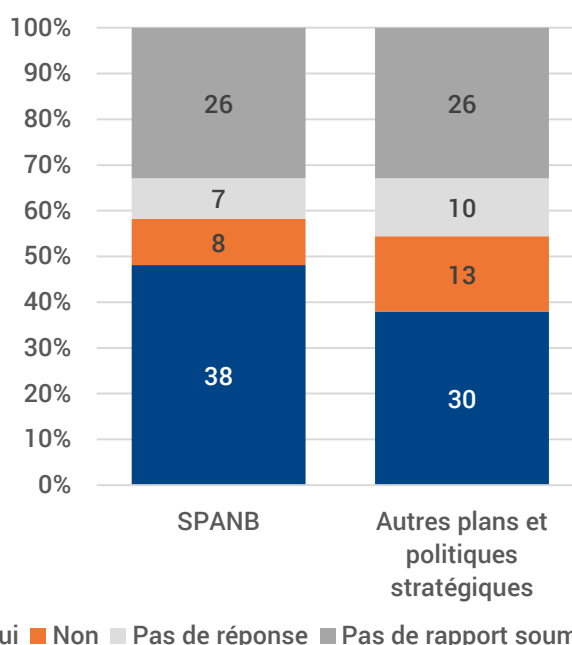


Figure 8.14. Réponses des Parties quant à savoir si les priorités de l'AEWA ont été incorporées dans leur Stratégie et le Plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et/ou dans d'autres plans et politiques stratégiques.

Sur les treize Parties qui ont déclaré ne pas l'avoir fait, sept ont donné une raison (Albanie, Croatie, République tchèque, Liban, Malawi, Serbie et Syrie) (Figure 8.15).

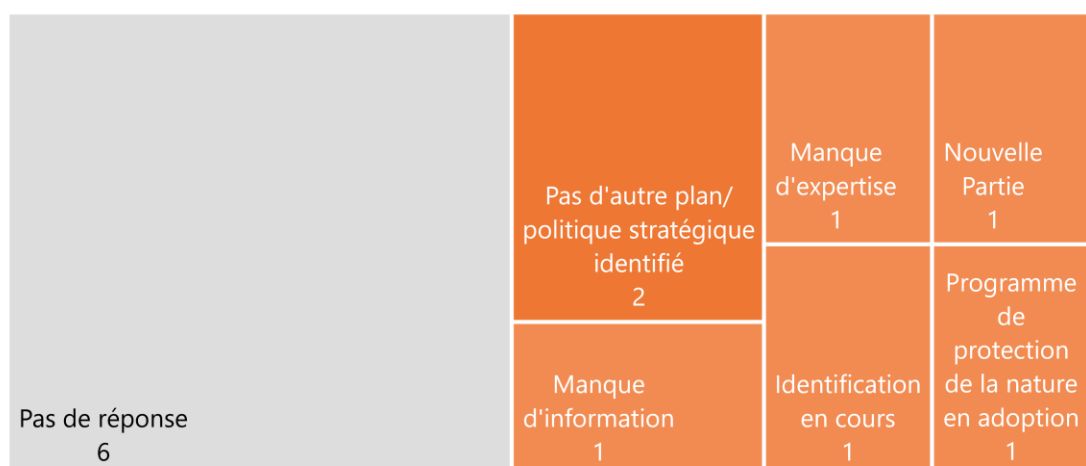
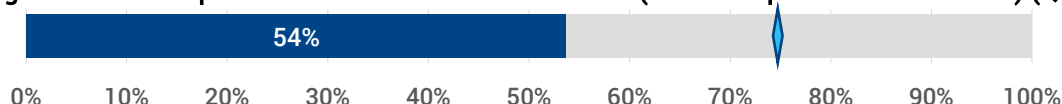


Figure 8.15. Réponses des Parties quant aux raisons pour lesquelles elles n'ont pas incorporé les priorités de l'AEWA dans d'autres processus de planification stratégique.

Cible 5.5: du Plan stratégique : La conservation des oiseaux d'eau migrateurs est intégrée dans la nouvelle génération des SPANB et/ou dans les politiques ou plans nationaux similaires par au moins trois quarts des Parties contractantes.

Indicateur : pourcentage de Parties signalant que les priorités de conservation des oiseaux d'eau migrateurs sont explicitement traitées dans les SPANB (ou autres processus similaires) (Q92)



Q93. Veuillez signaler toute activité entreprise afin de promouvoir, avec l'agence de développement de votre pays ou avec un autre organisme gouvernemental approprié, y compris les points focaux nationaux d'autres processus mondiaux pertinents, la pertinence de la mise en œuvre de l'AEWA dans le cadre des Objectifs de Développement Durable, des Objectifs d'Aichi et du Plan stratégique 2015-2023 pour les espèces migratrices (SPMS), et de souligner la nécessité de mieux intégrer des actions en faveur de la conservation des oiseaux d'eau et des zones humides dans les projets de développement pertinents (Résolution 7.2)

Globalement, trente-trois Parties (62 % des Parties répondantes (RP); 42 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont signalé avoir œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de réalisation d'au moins un ODD, un objectif d'Aichi et un SPMS à leurs agences gouvernementales de développement ou à un autre organisme gouvernemental de ressort. Vingt-quatre Parties (45 % des RP ; 30 % des CP) ont déclaré avoir entrepris de telles activités dans le contexte des trois domaines. Onze Parties (21 % des RP ; 14 % des CP) ont déclaré n'avoir entrepris aucune activité dans le contexte de l'un de ces trois domaines.

La Figure 8.16 résume les réponses des Parties quant à savoir si elles ont œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de chaque domaine. Au total, 31 Parties (58 % des RP ; 39 % des CP) ont déclaré avoir œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte des ODD et 28 Parties (53 % des RP ; 35 % des CP) ont

déclaré avoir œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte des objectifs d'Aichi ou du SPMS.

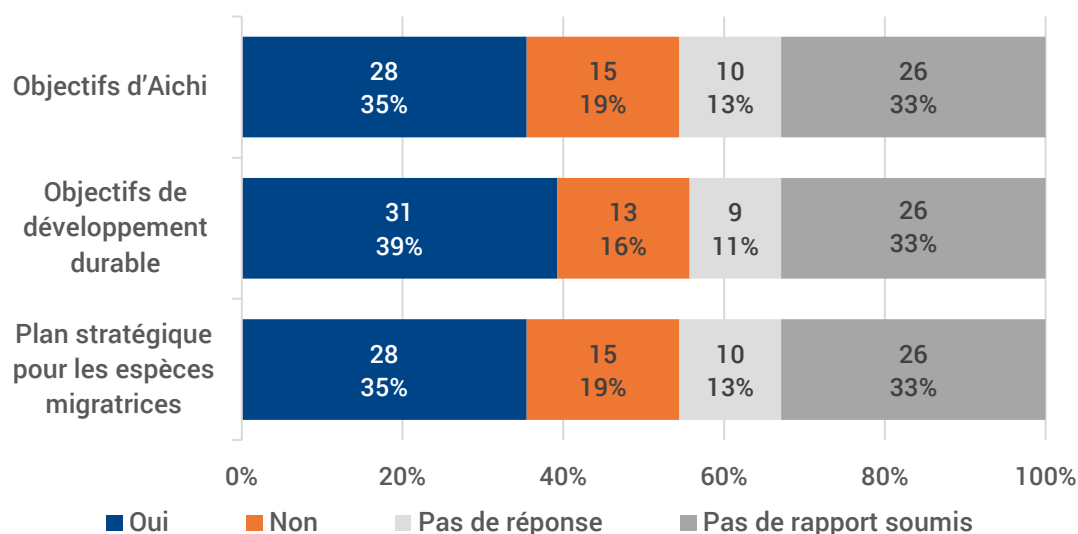


Figure 8.16. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont promu la pertinence de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de la réalisation des objectifs d'Aichi, des ODD et du SPMS avec l'agence de développement de leur pays ou avec un autre organisme gouvernemental approprié.

Parmi les pays ayant déclaré ne pas avoir œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte des ODD (13 Parties) ou des objectifs d'Aichi (15 Parties), les raisons les plus fréquemment citées sont le fait que cette activité n'est pas considérée comme prioritaire et le manque de ressources ou d'expertise (Figure 8.17). Parmi les 15 Parties qui ont déclaré ne pas avoir œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de la réalisation des SPMS, un nombre égal de Parties a indiqué que cela était dû au fait qu'elles ne

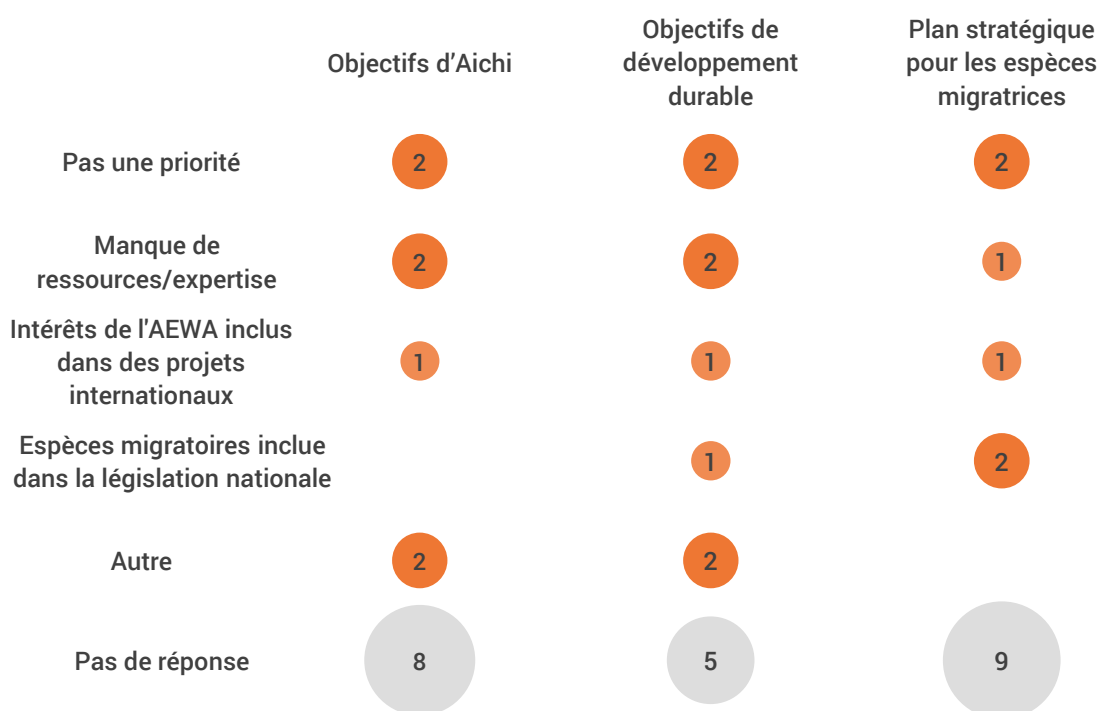


Figure 8.17. Réponses des Parties sur la raison pour laquelle elles n'ont pas promu la pertinence de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de la réalisation des objectifs d'Aichi, des ODD et du SPMS avec l'agence de développement de leur pays ou avec un autre organisme gouvernemental approprié.

considérait pas cette question comme prioritaire ou que les questions relatives aux espèces migratrices étaient déjà couvertes par la législation nationale. Dans la catégorie « Autre », on trouve les cas où la Partie a indiqué que les objectifs d'Aichi ou les ODD ont déjà été atteints, où la Partie est en train de promouvoir la mise en œuvre de l'AEWA ou doit d'abord développer un plan stratégique national.

Q94. Comment votre pays pourrait-il encourager les liens entre les AME pour la biodiversité, dont il est Partie contractante, à des fins de travail plus efficace ?

Globalement, trente-cinq Parties (66 % des Parties répondantes (RP) ; 44 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont formulé des suggestions ou des commentaires pertinents sur l'encouragement des liens entre les AME pour la biodiversité. La Serbie a signalé que le manque de ressources financières et administratives rendait l'encouragement des liens plus difficile, tandis que le Malawi a évoqué la nécessité d'appliquer l'AEWA à l'intérieur du pays avant de formuler des suggestions.

Coordination entre Points focaux des différents AME à l'échelle nationale :

Une coordination accrue à l'échelle nationale a été le plus souvent suggérée (19 Parties, 36 % des RP ; 24 % des CP), principalement par la mise en place de plateformes de coordination et de communication efficaces (12 Parties, 26 % des RP ; 18 % des CP). Il s'agissait notamment d'assurer des communications régulières entre les points focaux des AME (Zimbabwe) et de créer un bureau ministériel des AME pour relier tous les accords sur la biodiversité (Botswana). Six Parties ont fait part d'une expérience positive dans la promotion des liens entre les AME au niveau national, à travers des Points focaux travaillant pour un même ministère ou un même service (Liban ; Sénégal), en charge de plusieurs AME en même temps (République tchèque), coopérant à travers différents ministères (Algérie, Rwanda, Afrique du Sud), et/ou faisant partie de groupes de travail nationaux (République tchèque). La Croatie et la Tanzanie ont souligné l'importance de concevoir les SPANB de manière à tenir compte des priorités des AME et à garantir une mise en œuvre efficace. Le Niger et le Rwanda ont souligné les dispositions de formation continue pour toutes les parties prenantes de la biodiversité afin d'assurer la compréhension des lignes directrices de l'AEWA, permettant le partage des bonnes pratiques et encourageant les liens entre les AME.

Coordination entre AME à l'échelle internationale :

Onze Parties (21 % des RP ; 14 % des CP) ont formulé des propositions visant l'amélioration de la coordination entre AME à l'échelle internationale. L'identification de liens et de synergies entre AME pour la coopération et la mise en œuvre conjointes était la suggestion la plus fréquente (Égypte, Éthiopie, France, Lettonie, Mali, Slovaquie, Espagne et Suisse). Des groupes de travail et des sessions conjointes étaient suggérés, et des partenariats tels que la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), le Groupe de liaison « Diversité » de la CDB, et le Groupe consultatif informel de la CDB sur les synergies entre conventions en rapport avec la diversité biologique, ont été mis en exergue en leur qualité de plateformes consultatives en matière de priorités, et pour une mise en œuvre plus efficace des différents AME. Parmi les autres suggestions, citons la création d'initiatives conjointes pour les sujets transversaux avec un responsable de sujet (France) et le développement de solides mécanismes d'échange d'informations (Éthiopie). La Moldavie et la Slovaquie suggéraient que les AME travaillent sur une planification stratégique commune, tandis que la Géorgie a souligné l'importance de mettre en œuvre des projets communs qui sont des priorités pour toutes les Parties. La Slovaquie proposait également d'accroître la collaboration entre organes techniques et spécialisés et entre AME, et l'échange de tous les résultats, y compris intermédiaires. La Suisse a suggéré de mettre en relation

les objectifs du Plan stratégique 2019-2027 de l'AEWA avec les actions incluses dans le Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020 et le 4e Plan stratégique 2016-2024 Ramsar, comme cela a déjà été fait avec les objectifs d'Aichi, afin de soutenir l'identification des domaines de synergie entre les AME.

Améliorations du processus de notification des différents AME :

Sept Parties (13 % des RP ; 9 % des CP) ont suggéré des améliorations du processus de notification, notamment à travers une harmonisation et une simplification des obligations en matière de notification, afin de réduire la charge de travail (Belgique, Égypte, Ghana, Pays-Bas, Espagne, Suède et Suisse). Une normalisation était proposée, soit à travers la création et l'utilisation d'indicateurs normalisés permettant de jauger le degré de réussite vis-à-vis des objectifs (Belgique), soit en remplaçant les questions qualitatives par des questions quantitatives correctement formulées, ce qui faciliterait l'évaluation des résultats (Suède). Le Ghana et l'Égypte ont suggéré de mettre en place des mécanismes de rapport communs entre les AME et la Suisse a suggéré de mettre à jour le système de rapport en ligne (ORS) pour augmenter l'accessibilité des données et des informations soumises dans les rapports nationaux à la famille CMS plus large. La Suisse a également indiqué que le développement futur de l'ORS devrait inclure la connectivité avec l'outil de rapportage des données pour les AME (DaRT) afin de garantir que les parties puissent réutiliser les informations et les données pour plusieurs AME.

L'Ukraine proposait de disposer de davantage d'information et de documentation dans d'autres langues, tandis que l'Espagne suggérait également de disposer d'instruments financiers communs. L'Eswatini et le Kenya ont suggéré un renforcement accru des capacités à l'échelle nationale pour renforcer l'implémentation des AME.

Q95 & Q96. Votre pays a-t-il alloué des fonds au Fonds de petites subventions au cours de la dernière période triennale ? (Résolution 7.1) (Q95) ou alloué d'autres fonds ou fourni un soutien en nature à des activités coordonnées par le Secrétariat ? (Q96)

Aucune Partie n'a déclaré avoir contribué au Fonds de petites subventions de l'AEWA au cours de la dernière période triennale (Figure 8.18). Treize Parties (25 % des Parties répondantes (RP) ; 16 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont communiqué avoir fourni un autre soutien, financier ou en nature, à des activités coordonnées par le Secrétariat de l'AEWA (Figure 8.19).

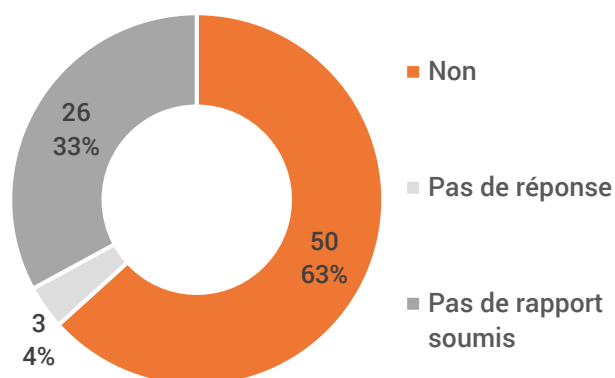


Figure 8.18. Réponses des Parties quant à savoir si oui ou non elles ont contribué au Fonds de petites subventions de l'AEWA au cours de la dernière période triennale.

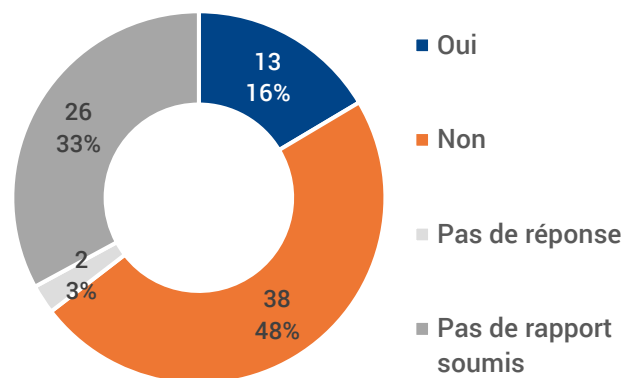


Figure 8.19. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont donné des fonds ou fourni un soutien en nature aux activités coordonnées par le Secrétariat au cours de la dernière période triennale.

Q97. Votre pays a-t-il donné la priorité et affecté un administrateur auxiliaire (JPO) au Secrétariat du PNUE/AEWA pour l'appui au Comité technique ou pour tout autre domaine de travail ? Résolution 7.11, Résolution 7.12)

Aucune des Parties n'a priorisé et alloué un administrateur auxiliaire au Secrétariat du PNUE/AEWA pour le soutien au Comité technique ou pour tout autre domaine de travail (Figure 8.20).

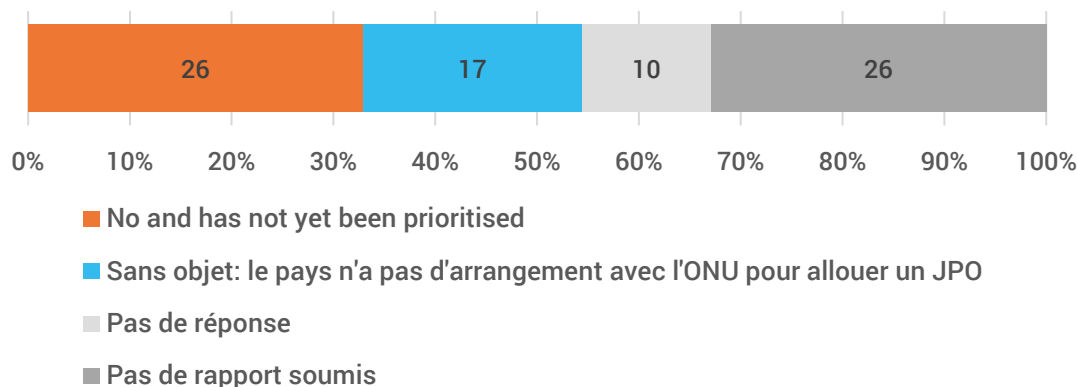


Figure 8.20. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont priorisé et alloué un administrateur auxiliaire au Secrétariat du PNUE/AEWA pour le soutien au Comité technique ou tout autre domaine de travail.

Q98. Veuillez faire rapport sur l'application des dispositions de la Résolution 6.21 sur la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA.

Il était demandé aux Parties de fournir des détails sur la mise en œuvre de la Résolution 6.21 concernant la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA, lesquelles sont énoncées toutes ensemble dans la section ci-dessous, et couvrent les questions suivantes :

- *Au cours de la dernière période triennale, le gouvernement de votre pays a-t-il alloué des ressources financières et/ou en nature au soutien des activités nationales visant à atteindre les objectifs de l'AEWA ? (Q98.1)*
- *Le gouvernement de votre pays a-t-il des contributions impayées au Fonds d'affectation de l'AEWA (contributions annuelles au budget de l'Accord approuvé par chaque session de la Réunion des Parties) ? (Q98.2)*
- *Le gouvernement de votre pays a-t-il fourni des fonds pour soutenir le respect par les pays en développement – en particulier les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition – de leurs obligations en vertu de l'AEWA, et la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique 2019-2027 ? (Q98.3)*
- *Le gouvernement de votre pays participe-t-il à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou coopération triangulaire visant à renforcer le soutien financier et technique nécessaire à la réussite de la mise en œuvre des activités de l'AEWA ? (Q98.4)*
- *Le gouvernement de votre pays utilise-t-il des mécanismes de financement novateurs pour la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA tels que le Fonds (national) pour les oiseaux d'eau migrateurs ? (Q98.5)*
- *La mise en œuvre de l'AEWA dans votre pays bénéficie-t-elle au niveau national de synergies entre les conventions relatives à la biodiversité, notamment par le partage d'informations sur les possibilités de financement et le partage des ressources financières ? (Q98.6)*

Treize Parties (25 % des Parties répondantes (RP) ; 16 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont reconnu avoir des cotisations impayées au Fonds d'affectation de l'AEWA (Figure 8.21, Q98.2).

En ce qui concerne la mobilisation des ressources nationales, vingt-sept Parties (51 % des RP ; 36 % des CP) affirmaient avoir fourni des ressources financières et/ou en nature pour soutenir des activités nationales visant à atteindre les objectifs de l'Accord pendant la dernière période triennale (Figure 8.21, Q98.1). Seules cinq Parties (Algérie, Belgique, Togo, Afrique du Sud et Zimbabwe, 9 % des RP ; 5 % des CP) ont également communiqué disposer de mécanismes financiers innovateurs à l'œuvre pour mettre en œuvre le Plan stratégique de l'AEWA (Figure 8.21, Q98.5). Vingt et une Parties (40 % des RP ; 25 % des CP) ont communiqué que la mise en œuvre de l'AEWA dans leurs pays bénéficiait de synergies avec d'autres conventions en rapport avec la diversité biologique à l'échelle nationale, à travers le partage d'informations et de mécanismes financiers (Figure 8.21, Q98.6).

En ce qui concerne les questions sur la mobilisation des ressources internationales, quatre Parties seulement (France, Suède, Niger et Suisse, 8 % des RP ; 5 % des CP) déclaraient avoir apporté leur soutien à des pays en développement ou dont l'économie était en transition (Figure 8.21, Q98.3). Douze Parties (23 % des RP ; 15 % des CP) ont communiqué avoir participé à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou triangulaire pour renforcer le soutien financier et technique visant une mise en œuvre réussie des activités de l'AEWA (Figure 8.21, Q98.4).

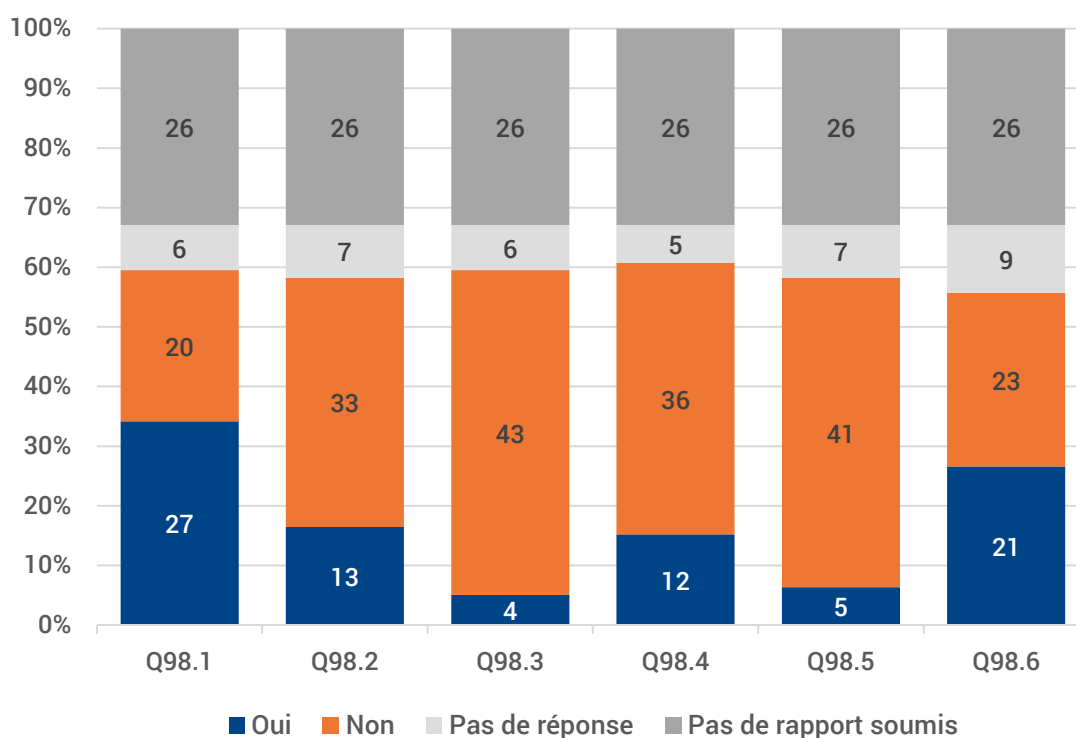


Figure 8.21. Réponses des Parties sur l'application des dispositions de la Résolution 6.21 sur la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA quant à savoir si, dans la dernière période triennale, elles avaient : donné des fonds ou fourni un soutien en nature aux activités nationales (Q98.1) ; déclaré avoir des cotisations impayées au Fonds d'affectation de l'AEWA (Q98.2) ; donné des fonds pour soutenir des pays en voie de développement ou à économie en transition (Q98.3) ; participé à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou coopération triangulaire visant à renforcer un soutien financier et technique (Q98.4) ; utilisé des mécanismes de financement novateurs (Q98.5) ; ou identifié des synergies entre les conventions relatives à la biodiversité par le partage d'informations sur les possibilités de financement et le partage des ressources financières (Q98.6)

IX. CHANGEMENT CLIMATIQUE

Q99. Veuillez exposer les recherches et évaluations pertinentes ayant trait au changement climatique et/ou les mesures d'adaptation qui sont importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs, et qui ont été réalisées ou sont prévues dans votre pays (Résolution 5.13)

Il a été demandé aux Parties de faire rapport sur cinq activités spécifiques concernant la recherche sur le changement climatique, les évaluations et/ou les mesures d'adaptation pertinentes pour les oiseaux d'eau migrateurs dans leur pays :

- *Recherches et études sur les effets du changement climatique sur les oiseaux d'eau (Q99.a)*
- *Évaluation de la vulnérabilité potentielle au changement climatique des habitats clés utilisés par les espèces d'oiseaux d'eau (y compris ceux situés en dehors des réseaux des sites protégés) (Q99.b)*
- *Évaluation de la vulnérabilité des espèces d'oiseaux d'eau face au changement climatique (Q99.c)*
- *Étude des politiques nationales de conservation importantes pour les oiseaux d'eau et le changement climatique (Q99.d)*
- *Plan d'action national pour aider à l'adaptation des oiseaux d'eau au changement climatique (en tant que processus de mise en œuvre séparé ou en tant qu'élément d'un plus large cadre national pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique) (Q99.e)*

Le nombre de Parties ayant répondu qui ont pris chacune des mesures ci-dessus varie de quatre (Plan d'action national : 8 % des Parties répondantes (RP) ; 5 % de toutes les Parties contractantes (CP)) à 20 (Recherche sur les effets du changement climatique : 38 % des RP ; 25 % des CP ; Figure 9.1), tandis que le nombre de parties ayant répondu qu'elles avaient planifié des activités pertinentes varie entre 12 (Évaluation de la vulnérabilité des habitats : 23 % des RP, 15 % des CP) à 18 (Examen des politiques nationales pertinentes : 34 % des RP ; 23 % des CP).

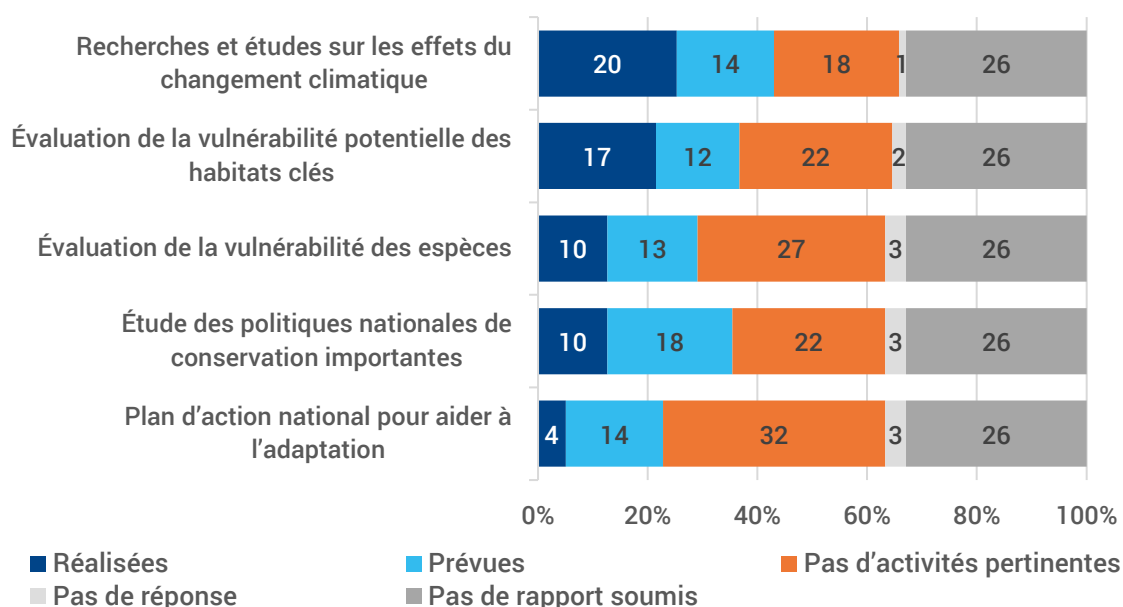


Figure 9.1 Réponses des Parties pour savoir si la recherche, les évaluations et les mesures d'adaptation relatives à l'impact du changement climatique sur les oiseaux aquatiques ont été entreprises.

Les activités les plus populaires, signalées comme ayant été entreprises ou planifiées par plus de la moitié des Parties déclarantes, étaient la recherche sur les impacts du changement climatique (34

Parties, 64 % des RP ; 43 % des CP), les évaluations de la vulnérabilité des habitats (29 Parties, 55 % des RP ; 37 % des CP) et un examen des politiques nationales pertinentes (28 Parties, 53 % des RP ; 35 % des CP). Onze Parties (21 % des RP ; 14 % des CP) ont déclaré avoir planifié ou entrepris les cinq activités, tandis que douze Parties (23 % des RP ; 15 % des CP) ont déclaré n'en avoir entrepris ou planifié aucune.

Autres activités pertinentes entreprises ou prévues (Q99.f)

En plus des rapports sur les cinq activités décrites dans les questions précédentes, le Botswana, la Finlande, la Géorgie, le Rwanda et la Suède (9 % des RP ; 6 % des CP) ont déclaré avoir entrepris ou planifié d'autres activités relatives au changement climatique et aux oiseaux d'eau (Figure 9.2) ; toutes, à l'exception du Botswana, ont donné des détails supplémentaires sur ces activités, allant de la restauration/réhabilitation des zones humides et des zones tampons dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, aux programmes de gestion des aires protégées qui comprennent le développement de plans d'adaptation, et l'achat d'équipement de surveillance et de formation.

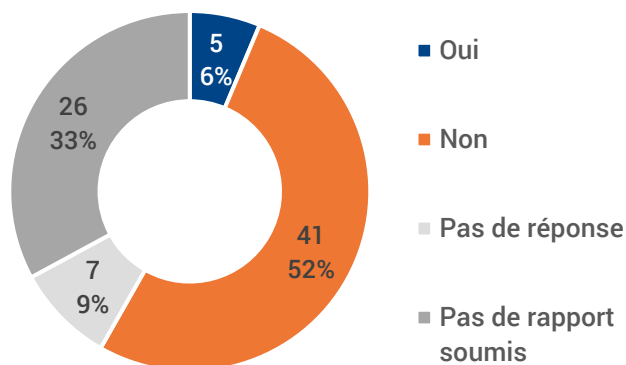


Figure 9.2. Réponses des Parties quant à savoir si leur pays a entrepris ou prévoit d'autres activités pertinentes en lien avec le changement climatique et les oiseaux d'eau.

X. INFLUENZA AVIAIRE

Q101. Au cours de ces trois dernières années, quelles sont les difficultés auxquelles votre pays a eu du mal à répondre dans le cadre de la propagation de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et quelles sont les lignes directrices ou informations qui pourraient l'aider ?

Difficultés identifiées pour répondre à la propagation d'IAHP

Vingt Parties (38 % des Parties répondantes (RP) ; 25 % de toutes les Parties contractantes (CP)) ont évoqué les défis rencontrés dans le cadre de leurs réponses nationales à la propagation de la Grippe aviaire (Influenza aviaire hautement pathogène, IAHP) (Tableau 10.1). La difficulté la plus souvent citée était le manque d'adéquation des systèmes de surveillance et de notification (10 Parties), le manque de capacités financières et techniques (huit Parties). Seize autres Parties (30 % des RP ; 20 % des CP) ont communiqué ne pas avoir rencontré récemment de difficultés, et huit d'entre elles affirmaient n'avoir détecté aucun cas de IAHP dans leurs pays au cours de la dernière période triennale. Neuf Parties ont signalé l'apparition du pathogène, mais sans indiquer de difficulté spécifique.

Tableau 10.1. Difficultés rapportées par les Parties au sujet de la réponse nationale à la propagation de la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP) au cours de ces trois dernières années, et nombre de Parties ayant rapporté ces difficultés.

Difficultés	Nb. Parties	Parties
Manque d'adéquation des systèmes de surveillance et de notification à l'œuvre	10	Albanie, Belgique, Égypte, Estonie, Ghana, Italie, Mali, Nigeria, Suède, Zimbabwe
Manque de capacité technique et financière	8	Égypte, Eswatini, Ghana, Kenya, Mali, Nigeria, Tanzanie, Zimbabwe
Manque de ressources humaines ou d'expertise (y compris coordination/coopération insuffisante entre parties prenantes)	4	Ghana, Mali, Slovaquie, Ouganda
Difficulté à sensibiliser le public	4	Chypre, Estonie, Italie, Nigeria
Préparation et capacité de réponse inadéquates	2	Afrique du Sud, Syrie
Informations/connaissances scientifiques sur le virus insuffisantes (par ex. impact du comportement des oiseaux migrateurs sur l'épidémiologie)	1	France
Difficultés à comparer les résultats de suivi entre les Parties (c.-à-d. méthodes non normalisées)	1	France
Prévention de l'évasion des oiseaux captifs dans la nature	1	Botswana
Difficultés à contrôler la propagation des oiseaux migrateurs provenant d'autres pays	1	Botswana

Conseils ou informations supplémentaires requises pour répondre à la propagation de l'IAHP

Trente-sept Parties (70 % des RP ; 47 % des CP) ont répondu à la question concernant la nécessité d'avoir davantage de précisions sur l'IAHP, quatorze Parties affirmaient ne pas avoir besoin de

d'avantage de précisions ou d'informations et onze Parties n'ont pas suggéré de domaines dans lesquels des orientations ou des informations supplémentaires pourraient être nécessaires.

Chez les vingt-trois ayant répondu que plus de précisions ou d'informations étaient nécessaires, quatre thématiques liées à l'amélioration ont été identifiées (Figure 10.1).

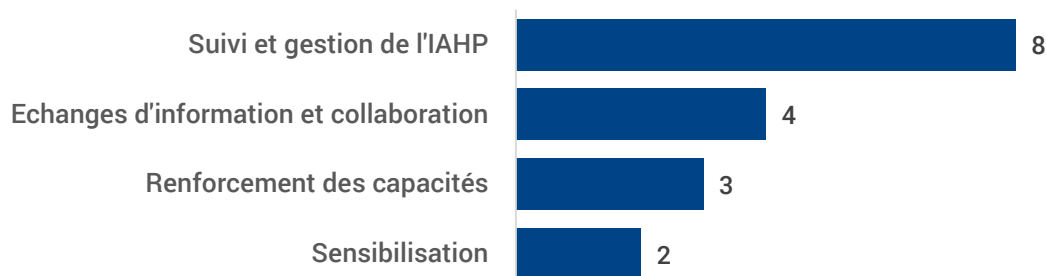


Figure 10.1. Principaux domaines d'amélioration identifiés par les 12 Parties qui ont signalé que des précisions ou des informations supplémentaires étaient nécessaires pour répondre à la propagation de l'IAHP. (À noter que les Parties peuvent avoir fourni plusieurs raisons)

1. **Amélioration du suivi et de la gestion de l'IAHP** : Huit Parties ont souligné la nécessité de renforcer la prévention, le suivi et la gestion du pathogène. Trois parties (Côte d'Ivoire, Sénégal, Ukraine) ont déclaré qu'il était nécessaire de renforcer la surveillance de l'avifaune, notamment des oiseaux d'eau sur les sites de repos. L'Ukraine a mentionné avoir besoin d'un soutien pour développer et mettre en œuvre la surveillance des oiseaux d'eau dans la région de la mer d'Azov et de la mer Noire afin d'identifier si les oiseaux d'eau sont des porteurs potentiels de l'influenza aviaire. Deux autres Parties mentionnaient la nécessité d'établir des systèmes de surveillance préventive, tels qu'un système d'alerte préventive. L'Italie a cherché à définir le nombre minimum de cas suspects d'IAHP qui devraient être signalés en fonction de la taille de la population et de la distribution des oiseaux d'eau dans chaque pays à risque, et a également suggéré que des tests de routine soient effectués pour évaluer la sensibilité des systèmes de détection. L'Albanie a signalé la nécessité d'une formation spécifique sur la détection de l'influenza aviaire chez les oiseaux d'eau pendant la phase de surveillance et sur la réponse institutionnelle nécessaire si des cas sont découverts. La France a formulé des suggestions sur la manière d'adapter les protocoles de surveillance en fonction du niveau de risque de l'IAHP.
2. **Recherche, échange d'informations et collaboration** : Quatre Parties évoquaient la nécessité d'une augmentation significative du partage des données entre les pays et avec le secrétariat de l'AEWA, et d'une coordination accrue entre les Parties. Le Maroc et l'Ukraine soulignaient la nécessité d'information facilement disponible et mise à jour sur l'IAHP, telles que des études de cas factuelles dans différentes langues pour les Parties de l'AEWA présentant un risque élevé d'IAHP, ainsi qu'une liste de tous les pays affectés par l'IAHP et des informations actualisées sur le statut de l'influenza aviaire au niveau mondial. L'Algérie mentionnait la nécessité d'une coordination accrue avec l'AEWA en ce qui concerne la prévention de l'IAHP. L'Ukraine et la France ont souligné la nécessité de davantage d'actions de collaboration, notamment une plus grande coopération entre les ornithologues et les spécialistes vétérinaires et la nécessité d'accroître le partage d'informations entre les pays de l'UE afin de comparer les protocoles de suivi. La France a également suggéré d'étudier la façon dont le comportement des oiseaux migrateurs pourrait influencer la propagation du virus à l'échelle régionale.
3. **Renforcement des capacités** : Trois parties (Mali, Niger, Tanzanie) ont souligné la nécessité de renforcer les capacités pour se préparer efficacement à la propagation de l'IAHP dans leur pays et pour y faire face. La Tanzanie a déclaré qu'un soutien financier et des équipements étaient

nécessaires pour que leurs plans d'intervention d'urgence fonctionnent efficacement. Le Mali a indiqué que des ressources étaient nécessaires pour mettre en œuvre un système d'alerte préventive et un plan d'urgence, et a ajouté avoir besoin de conseils sur la manière de minimiser le risque de contamination entre les oiseaux d'eau migrateurs et les volailles dans une zone aussi vaste que le delta intérieur du Niger.

4. **Nécessité de sensibilisation** Deux Parties (Albanie et Sénégal) ont mentionné la nécessité d'une sensibilisation à l'IAHP dans leur pays. L'Albanie a précisé que des actions de sensibilisation auprès des institutions publiques et des ornithologues étaient nécessaires.

XI. UTILISATION DES LIGNES DIRECTRICES DE CONSERVATION DE L'AEWA

À travers le Rapport national de l'AEWA, il était demandé aux Parties d'indiquer si elles avaient, ou non, utilisé les lignes directrices de l'AEWA en matière de conservation. L'usage global des Lignes directrices de l'AEWA est résumé ci-dessous. Les treize *Lignes directrices de l'AEWA* :

- *relatives à la législation nationale pour la protection des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats (Q10)*
- *pour la préparation des plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux migrateurs (Q16)*
- *pour l'identification et la prise en main des situations d'urgence pour les oiseaux d'eau migrateurs (Q19)*
- *relatives au transfert d'oiseaux d'eau aux fins de conservation (Q23)*
- *pour éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau migrateurs non indigènes (Q28)*
- *sur la préparation d'inventaires de sites des oiseaux d'eau migrateurs (Q40)*
- *sur la gestion des sites clés pour les oiseaux d'eau migrateurs (Q45)*
- *sur le prélèvement durable des oiseaux migrateurs (Q55)*
- *sur la façon d'éviter, de minimiser ou d'atténuer l'impact du développement d'infrastructure et les perturbations afférentes sur les oiseaux (Q63)*
- *sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des lignes électriques sur les oiseaux migrateurs dans la région Afrique-Eurasie (Q65)*
- *Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable (Résolution 6.11) (Q67)*
- *pour l'établissement d'un protocole de surveillance des oiseaux d'eau (Q74)*
- *sur les mesures nécessaires pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique (Q100)*

Pour chacune des lignes directrices utilisées, le nombre de Parties répondantes allait de trois (Q23 : *Lignes directrices pour les transferts* : 6 % des Parties répondantes (RP) ; 4 % de toutes les Parties contractantes (CP)) à 34 (Q74 : *Lignes directrices pour l'établissement d'un protocole de surveillance des oiseaux d'eau* : 64 % des RP ; 43 % des CP ; Figure 11.1). Plus de la moitié des Parties déclaraient utiliser les *Lignes directrices de l'AEWA pour un protocole de surveillance des oiseaux d'eau* (34 Parties ; 64 % des RP ; 43 % des CP) et les *Lignes directrices de l'AEWA pour l'inventaire des sites* (27 Parties ; 51 % des RP ; 34 % des CP), alors que les lignes directrices restantes l'étaient par moins de la moitié des Parties répondantes (Figure 11.1).

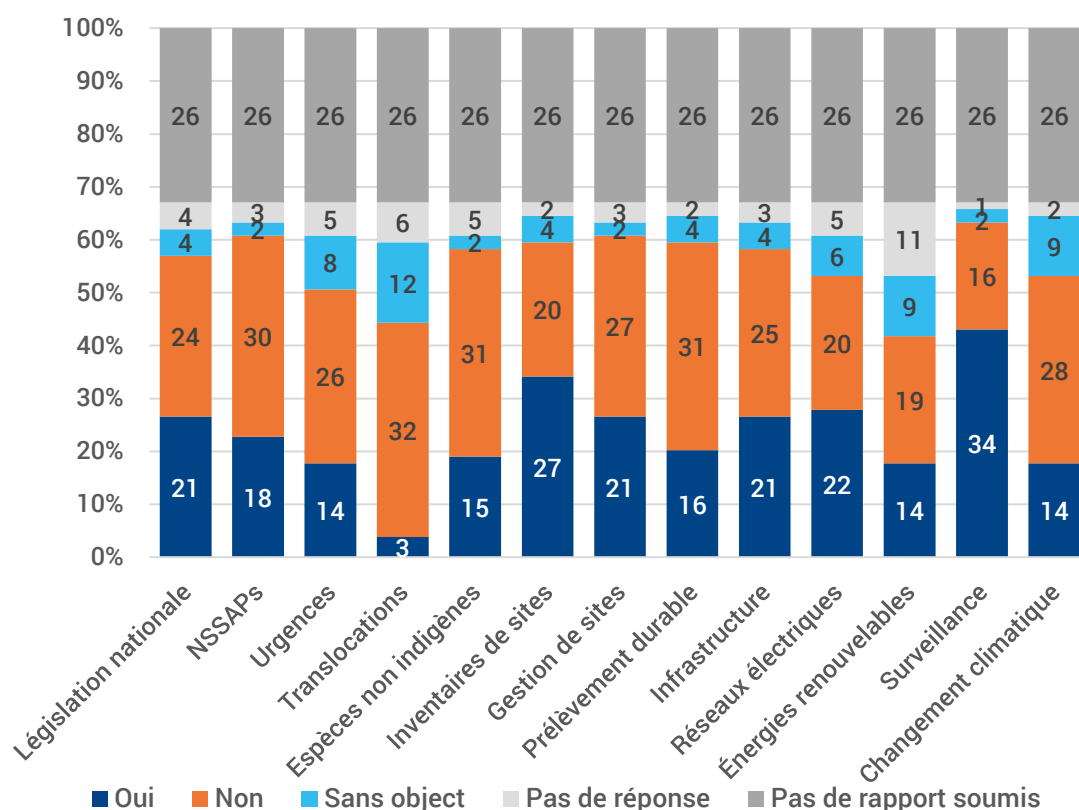


Figure 11.1. Réponses de 53 Parties répondantes sur l'utilisation des lignes directrices de l'AEWA dans leur pays.

La Figure 11.2 résume les raisons données par les Parties déclarantes pour expliquer pourquoi elles n'utilisent pas chacune des lignes directrices de l'AEWA ou considèrent qu'elles ne sont pas applicables à leur pays. Dans la plupart des cas, les Parties affirmant ne pas utiliser les lignes directrices de l'AEWA déclaraient que des lignes directrices alternatives, telles que celles élaborées par des ONG (par exemple, Birdlife International), des AME (Ramsar et CITES) ou par l'UE avaient été mises en œuvre à la place de celles de l'AEWA (de 9 à 66 % des Parties, en fonction de la ligne directrice). Il était fait remarquer que ces lignes directrices tendaient souvent à chevaucher celles de l'AEWA. Bien souvent, les lignes directrices de l'AEWA avaient été développées après que des lignes directrices nationales aient été établies et mises en œuvre. Trente Parties (57 % des RP ; 38 % des CP) ont déclaré que les transferts n'étaient pas requis dans leur pays, ce qui explique une moindre utilisation de ces Lignes directrices par trois Parties seulement : La Bulgarie, la Norvège et le Rwanda (6 % des RP ; 4 % des CP).

Parmi les raisons classées dans « Autre », on peut citer l'adoption récente du Plan d'action de l'AEWA, la description d'autres actions pertinentes entreprises, l'utilisation de lignes directrices mais pas spécifiquement pour les oiseaux d'eau, le manque d'expertise, le manque de compréhension des lignes directrices de l'AEWA et les cas où aucune raison spécifique n'a été donnée. En ce qui concerne les *Lignes directrices pour la préparation des plans d'action nationaux par espèce*, le Ghana, les Pays-Bas, le Niger, le Nigeria et la Serbie ont répondu « Autre » et ont déclaré ne pas avoir de plan d'action national pour la conservation de la nature (9 % des RP ; 63 % des CP). Le Zimbabwe a quant à lui déclaré qu'aucun plan d'action international pour la conservation de la nature de l'AEWA n'avait été élaboré pendant la période d'évaluation. Seuls les Pays-Bas ont donné une explication supplémentaire à ce sujet, en indiquant que cela était dû à la priorité accordée à la directive européenne sur les oiseaux et les habitats.

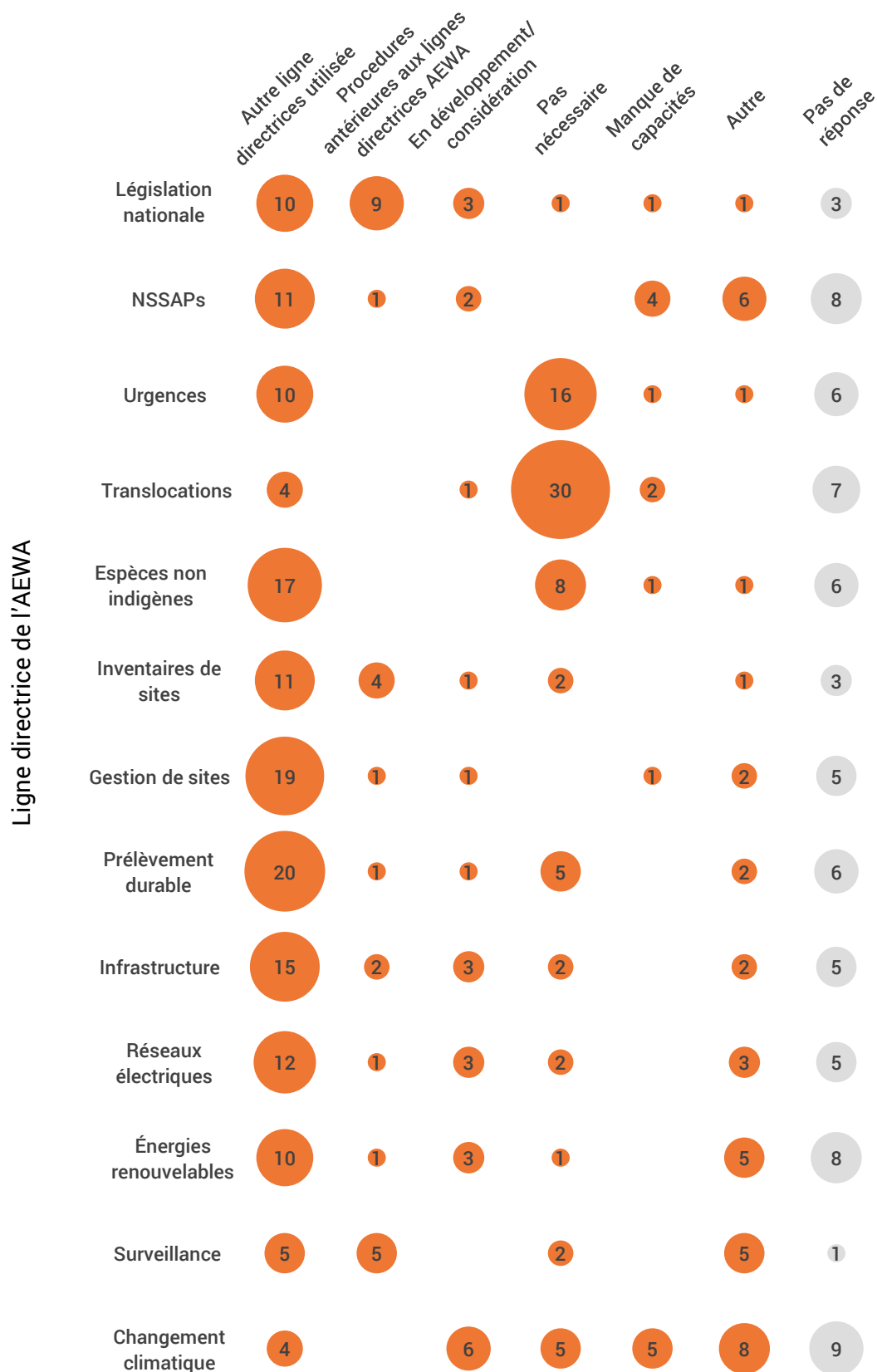


Figure 11.2. Réponses concernant les raisons de ne **pas** utiliser les lignes directrices de l'AEWA par les Parties qui ont choisi « Non » ou « Sans objet » en relation avec l'utilisation de chacune des lignes directrices.

CONCLUSION

Lors de la MOP7 de 2018, les Parties ont adopté un nouveau plan stratégique pour la période 2019 à 2027, divisé en cinq objectifs principaux autour *de la conservation et du rétablissement des espèces, de l'utilisation durable, des réseaux de voies de migration, de la conservation des habitats et du renforcement des connaissances, des capacités et de la sensibilisation*. Les rapports nationaux constituent un mécanisme important pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs pendant la durée du plan stratégique, à travers 16 des 27 cibles associées. Étant donné qu'il s'agit du premier cycle de rapport dans la période couverte par ce nouveau plan stratégique, les conclusions de ce rapport peuvent aider à prioriser et à structurer les efforts au cours de la prochaine période triennale afin de garantir que des progrès soient réalisés. Sur la base de l'évaluation des 53 rapports nationaux reçus, les réponses des Parties montrent que des efforts sont en cours pour atteindre un certain nombre d'objectifs, mais que des efforts supplémentaires sont nécessaires dans les domaines de tous cinq objectifs du plan stratégique.

Les Parties travaillent tout particulièrement à la promotion et à l'intégration des priorités relatives aux oiseaux d'eau migrateurs dans divers processus nationaux, tels que les Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité ou des plans nationaux similaires (cible 5.5), les processus nationaux relatifs à la réalisation des Objectifs de développement durable, des Objectifs d'Aichi et du Plan stratégique pour les espèces migratrices (cible 5.4), et dans les mesures juridiques ou administratives relatives aux activités de développement humain afin d'éviter, d'atténuer et de compenser tout impact négatif sur les oiseaux d'eau et leurs habitats (cible 3.5). En outre, les Parties utilisent des données de suivi pertinentes, telles que les données du dénombrement international des oiseaux d'eau, pour informer la mise en œuvre au niveau national (cible 1.5).

En ce qui concerne la conservation des habitats des oiseaux d'eau, on observe un degré variable de progrès. Un nombre limité de Parties (30) ont défini le réseau de tous les sites d'importance nationale et internationale pour les populations d'oiseaux d'eau pertinents pour leur pays, mais peu d'entre elles ont revu, confirmé et communiqué leur réseau de sites au Secrétariat (Objectif 3.1). Une grande partie des sites importants est légalement protégée par la désignation de zones protégées ; cependant, trop peu de sites disposent de plans de gestion, ce qui indique qu'il faut se concentrer davantage sur l'amélioration de l'efficacité de la protection (cible 3.3). Il est également nécessaire de mettre davantage l'accent sur la nécessité de maintenir l'intégrité des sites de la voie de migration dans la planification et la prise de décision en matière d'utilisation de l'eau et des terres (cible 3.4). En outre, un nombre limité de processus décisionnels concernant leurs habitats intègre les services écosystémiques dérivés des oiseaux d'eau (cible 2.6), bien que les Parties s'efforcent de développer des initiatives d'écotourisme connexes (cible 2.5).

Les Parties doivent se concentrer davantage sur la transposition de toutes les mesures juridiques du Plan d'action de l'AEWA dans la législation nationale (cibles 1.1 et 2.2), afin d'assurer une protection juridique complète des populations de la colonne A et une utilisation durable pour les autres populations dans toute leur aire de répartition. Il est prometteur de constater que des codes de bonnes pratiques pour la chasse sont en place dans un certain nombre de Parties (cible 2.3). Cependant, il y a un faible nombre d'espèces pour lesquelles il a pu être confirmé qu'une protection totale, une réglementation des prélèvements ou une mise en œuvre efficace des plans d'action nationaux par espèce (cible 1.2) étaient en place pour les populations concernées au niveau de la voie de migration, bien que l'évaluation complète de ces objectifs soit difficile en raison des lacunes dans les rapports. Alors que les Parties ont établi des mécanismes nationaux de coordination de la mise en œuvre de l'AEWA (cible 5.3), un petit nombre d'entre elles ont évalué les ressources nécessaires à la réalisation du Plan stratégique, mis en œuvre un plan de mobilisation des

ressources (objectif 5.6), ou identifié et priorisé les lacunes en matière de capacité pour la mise en œuvre de l'AEWA (objectif 5.3).

Les domaines susmentionnés, en particulier ceux qui sont le plus directement liés à l'intégration de la conservation des espèces et de la protection efficace de leurs habitats dans le processus décisionnel, doivent être considérés comme des domaines prioritaires pour les actions futures, la coopération et le renforcement des capacités afin d'aider les Parties à respecter leurs engagements. L'insuffisance des ressources et des capacités étant l'un des obstacles à la mise en œuvre les plus fréquemment signalés, l'évaluation adéquate des besoins en ressources et la mobilisation subséquente des ressources seront essentielles à la réalisation de l'objectif global de l'accord, à savoir « *maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrants et leurs populations dans un état de conservation favorable tout au long de leurs voies de migration* ».

ANNEXES

Annexes A1-A13

Des tableaux et figures additionnelles, mentionnées au sein de ce rapport et fournissant plus de détails pour certaines parties de l'analyse qui ont été résumées ici, sont disponibles dans un document de texte accompagnant (document Word ou pdf).

Annexes – données brutes

Les données brutes soumises par les Parties répondantes, y compris les réponses cochées et le texte explicatif accompagnateur, peuvent être consultées dans un document Excel accompagnant. Celui-ci a été divisés en chapitres correspondants à ce rapport. Le document Excel a été annoté de manière à signaler où les réponses cochées par les Parties ont été modifiées pour la présente analyse sur la base du texte explicatif accompagnateur fourni par la Partie.